

STATE LIBRARY OF PENNSYLVANIA
main, stks 940.9C216gr
Economic and social history of



0 0001 00602724 5

REFERENCE



COLLECTIONS



Publications de la
Dotation Carnegie pour la Paix Internationale
Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

DIRECTEUR

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia U. S. A.

Série Grecque

DIRECTEUR ADJOINT

ANDRÉ ANDRÉADÈS

Membre de l'Académie d'Athènes. Correspondant de l'Institut de France
Professeur de Science des Finances à l'Université d'Athènes

*(Voir à la fin de ce volume la composition des Comités étrangers
et la liste des monographies se rapportant à chaque pays.)*

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

(Série Grecque)

LES EFFETS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA GUERRE EN GRÈCE

PAR

André ANDRÉADÈS

Membre de l'Académie d'Athènes. Correspondant de l'Institut de France
Professeur de Science des Finances à l'Université d'Athènes.

AVEC LA COLLABORATION DE

G. CHARITAKIS

Ancien Ministre
Professeur d'Économie politique à l'École
supérieure des Études économiques
et commerciales d'Athènes

D. KALITSOUNAKIS

Ancien Secrétaire général du ministère
d'Économie nationale
Professeur d'Économie politique à l'École
supérieure des Études
économiques et commerciales
d'Athènes.

S. CORONIS

Professeur d'Économie politique
à l'École Polytechnique d'Athènes
Directeur de l'Office autonome
des chemins de fer

A. A. PALLIS

Ancien Préfet de Corfou
Délégué du gouvernement hellénique
à la Commission des Réfugiés
de la Société des Nations

B. SIMONIDE

Docteur en droit. Ingénieur agricole. Directeur général de l'Office autonome
du raisin de Corinthe

PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW HAVEN, U. S. A.



Digitized by the Internet Archive
in 2015

PRÉFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Économie et d'Histoire de la Dotation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911 et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée — et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclenchant toute la multiplicité des forces nationales — non seulement celles qui visaient à la destruction, mais aussi

celles qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité grandissante — et, d'autre part, le spectacle de l'incroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Économie et d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble ; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répétant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ces aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la direction de la Division Économique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et par conséquent hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles dans chaque nation non seulement la communication des documents, mais la collaboration des spé-

cialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires ; et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant à son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*), fut convoquée à Paris par la Division d'Économie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale, mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre. Visiblement la conférence ne pouvait établir *à priori* aucun programme d'ensemble ; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela il fallait une enquête menée d'abord par une organisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seraient pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays. Si le plan de la Dotation avait besoin d'une justification, il

suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de sciences ou hommes d'État, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ses habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'État, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux Gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs, et en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas dans chaque cas rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au delà, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez courageux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publication ne puisse présenter bien souvent aucun inconvénient.

Tant que l'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement cette solution a pu se trouver grâce aux souvenirs et aux impressions personnels, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui, au cours de la guerre, ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs, mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation » au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existant comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide : il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui ne rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire. Il ne fallait

même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est dans bien des cas une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement ; là où ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main, car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais d'autre part elles constituent aussi des applications de la méthode constructive par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Mais il s'agit d'une tâche difficile et longue et qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci, on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité ; mais quant aux arrangements de détail et à la répartition des travaux entre les collaborateurs, c'est

surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux, et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront formulées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable : d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun dès qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

*
* *

Une partie d'une enquête comme celle-ci devait être consacrée à la Grèce. Ce pays s'est trouvé engagé dans la guerre dans des conditions particulières (plus tard et plus longtemps que les autres États). Ses rapports financiers avec les grands alliés ont affecté une forme spéciale. De plus et surtout, la guerre a eu sur la composition numérique et ethnique de sa population des conséquences infiniment plus graves que dans tout autre pays. Enfin, il offre une occasion d'étudier les conséquences d'une grande guerre sur un petit État maritime.

La Grèce possédait d'ailleurs une personnalité tout indiquée pour un pareil travail ; c'était le professeur André Andrèadès, membre de l'Académie d'Athènes et correspondant de l'Institut de France. Au cours d'un voyage que je fis à Athènes, je le décidai à s'en charger.

Dans ma pensée, comme les circonstances ne permettaient pas d'accorder à la Grèce plus d'un volume, M. Andréa-

dès devait rédiger celui-ci en entier. Mais le professeur athénien, tout en acceptant d'écrire les parties les plus étendues et d'assumer la direction du reste du travail, a tenu à ce que plusieurs parties spéciales fussent confiées à d'autres économistes. Il insista sur le fait que chacun de ceux-ci possédait une compétence particulière dans la matière qui lui serait confiée, et que d'autre part il était injuste de priver de l'occasion de se faire connaître par le public international, des hommes qui, s'ils n'étaient plus jeunes que lui et s'ils n'écrivaient pas en grec, auraient déjà été aussi connus à l'étranger que dans leur pays d'origine.

Nous avons adhéré d'autant plus volontiers à ce point de vue que les collaborateurs que M. Andréadès a choisis étaient particulièrement qualifiés pour mener leur tâche à un bon résultat.

M. Georges Charitakis est depuis cinq ans professeur d'Economie politique à l'Ecole supérieure des Etudes économiques et commerciales d'Athènes (ayant rang d'Université), et a été ministre de l'Economie nationale (commerce, industrie et agriculture). Il a publié entre autres un ouvrage très remarqué sur l'industrie grecque. C'est lui qui s'est chargé du chapitre sur l'industrie grecque pendant la guerre.

M. Spyridon Coronis est depuis dix ans professeur d'économie politique à l'Ecole polytechnique d'Athènes. Il fut longtemps secrétaire général du ministère des Communications et dirige actuellement l'Office autonome des chemins de fer grecs. Il traite des effets de la guerre sur les communications.

M. Démètre Kalitsounakis est professeur d'Economie politique à l'Ecole supérieure des Etudes économiques et commerciales, et privat-docent de législation industrielle près la Faculté de droit d'Athènes. Il fut secrétaire général du ministère d'Economie nationale. Il dirige aussi une revue trimestrielle qu'il a fondée : *Les Archives des Sciences juridiques et sociales*. Il s'occupe spécialement d'économie sociale et s'est chargé de la partie concernant la législation ouvrière et sociale grecque.

M. Al. A. Pallis, diplômé de l'Université d'Oxford, a été préfet de Corfou et depuis l'apparition des réfugiés en Grèce (soit

dès le lendemain des guerres balkaniques) a occupé de hautes fonctions administratives concernant leur établissement. Il est actuellement un des deux représentants du Gouvernement hellénique à la Commission des Réfugiés, dont on sait les attaches avec la Société des Nations. Étant donné que c'est par l'afflux de 1.526.000 réfugiés et l'échange des populations chrétiennes et musulmanes que les effets de la guerre sur la population grecque se sont surtout fait sentir, M. Pallis était tout indiqué pour se charger des pages consacrées à cette question.

M. Basile Simonide était, lui aussi, tout désigné pour les questions relatives à l'agriculture. Docteur en droit de la Faculté de droit d'Athènes, il a fait ensuite de longues études en France, tant à l'École d'agriculture de Grignan qu'à la Faculté de droit de Paris. Revenu dans son pays, il s'est vu chargé de diriger l'Institut agricole grec le plus important : l'Office autonome du raisin de Corinthe.

M. Andréadès, qu'il est superflu de présenter, avait espéré que le professeur K. Varvaressos, jadis son disciple et son confrère, consentirait à se charger des questions relatives à la monnaie et au change. Il a beaucoup regretté que les fonctions, actuellement très lourdes, de conseiller économique, que M. Varvaressos occupe à la Banque nationale de Grèce, ne lui aient finalement pas permis de se charger de ce travail supplémentaire. M. Andréadès a, en conséquence, incorporé les questions de monnaie et de change dans son étude sur les Finances publiques, où, d'ailleurs elles étaient parfaitement à leur place. Il s'est aussi chargé de la partie relative à la marine marchande et de certaines questions démographiques.

Le volume donne ainsi une idée d'ensemble très complète des effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce. Et il rendra d'autant plus de services qu'il n'existe ni un travail de cette nature, ni des travaux spéciaux pouvant y suppléer.

James T. SHOTWELL.

PREMIÈRE PARTIE
Les finances publiques

PAR

A. ANDRÉADÈS

AVANT-PROPOS

De 1912 à 1923 la Grèce fut presque constamment en guerre. Aux guerres balkaniques (1912-1913) paraissent, il est vrai, avoir succédé trois ans de paix, puisque le gouvernement provisoire de Salonique ne déclara la guerre à l'Allemagne qu'en octobre 1916 et que la Grèce entière n'entra dans le conflit mondial qu'après la déposition du roi Constantin (juin 1917) ; mais cet intervalle ne fut, nous le verrons, pacifique qu'en apparence. Inversement l'armistice de novembre 1918 n'apporta aucune détente dans les opérations militaires de l'Hellade, puisque celle-ci, après avoir été en Roumanie et en Russie (1918-1919), puis en Asie Mineure (mai 1919), comme mandataire des alliés, se trouva finalement impliquée dans un duel avec la Turquie qui ne prit fin que par le traité de Lausanne (juin 1923).

Néanmoins il y a lieu de distinguer à bien des égards les trois périodes 1912-1913, 1913-1916 et 1917-1923 ; aussi les examinerons-nous en trois chapitres différents.

CHAPITRE PREMIER

Les finances grecques pendant les deux guerres balkaniques (1)

I. — LES DÉPENSES DES GUERRES

La mobilisation de l'armée grecque dura plus d'une année ; commencée en septembre 1912 elle ne cessa qu'en novembre 1913 (2). Au début, l'armée hellénique n'était que de 116.000 hommes ; cet effectif fut rapidement augmenté ; pendant les deux campagnes, 282.000 hommes environ ont passé sous les drapeaux.

Bien entendu, un pareil effort n'a pas été sans entraîner des sacrifices considérables, d'autant mieux que l'intendance, à la tête de laquelle se trouvait à Athènes un officier français, ne laissait rien à désirer, et que l'armée grecque fut une des

(1) La bibliographie n'est pas riche. On peut consulter deux articles d'Edmond THIÉRY dans l'*Economiste Européen* (n^{os} des 27 février et 6 mars 1914) ; un autre de M. PHILOUZE dans l'*Economie politique et Finance* (n^o du 21 mars 1914) ; le rapport de M. H. D. BEAUMONT : *On the finances of Greece for the years 1912-1913* (Annual Series n^o 5224) et la conférence que nous avons faite à la Société d'Economie politique de Paris (publiée *in extenso* dans le *Journal des Economistes*, n^{os} des 15 avril et 15 mai 1915).

Il faut aussi se garder de négliger les ouvrages de MM. S. EULAMBIO, *The National Bank of Greece* (en anglais, Athènes 1924) et de M. Démétrius K. SANTIS, *Staats-schulden und Finanzpolitik Griechenlands* (Berlin, 1924). Ces ouvrages et principalement le premier qui est fort détaillé et est presque exclusivement consacré au xx^e siècle, serviront aussi pour les périodes couvertes par les chapitres ultérieurs.

Des renseignements très utiles sont aussi fournis pour les années 1912-1918 par M. E. TSOUDEROS, *Le Relèvement économique de la Grèce* (chapitre II, Paris, 1919) et par le tout à fait remarquable travail du regretté Ch. DAMIRIS, *L'Emission du billet de banque en Grèce et le change* (3 volumes, Paris, 1919, thèse couronnée par la Faculté de droit de Paris).

(2) Après la signature du traité gréco-turc d'Athènes.

rares armées en campagne qui ne vécurent pas sur le pays conquis ; d'où le fait que les musulmans, loin de quitter les provinces occupées par les Grecs, y affluaient des territoires occupés par les Bulgares et les Serbes, et augmentèrent même sérieusement, de ce chef, les charges d'un trésor obligé déjà de nourrir près de 80.000 prisonniers.

D'après les déclarations de M. Al. Diomède, alors ministre des Finances, en novembre 1913, les dépenses des deux guerres ont été les suivantes :

DÉSIGNATION	Drachmes
	—
Armée.....	292.115.000
Marine.....	87.370.000
Entretien des prisonniers de guerre..	25.000.000
Entretien des réfugiés ottomans et chrétiens.....	7.000.000
TOTAL.....	411.485.000 (1)

Mais à ce total, selon les calculs du ministre des Finances et de M. Edmond Théry, il fallait ajouter :

1^o *Les pensions et retraites* dont la capitalisation a été évaluée à 100.000.000.

Cette évaluation n'est pas exagérée ; outre les tués (304 officiers et 7.428 soldats), il y eut 628 officiers et 42.191 soldats blessés ; nombreux sont, parmi ces derniers, ceux dont l'État a dû assurer la subsistance ;

(1) Voici quelques détails pour le premier semestre (18 septembre 1912-31 mars 1913).

	Drachmes
	—
Alimentation des troupes et nourriture des animaux..	73.644.000
Solde des officiers et soldats.....	8.522.000
Équipement et habillement.....	28.080.000
Munitions, harnachements, outils, détérioration du matériel, médicaments.....	35.570.570
Frais de transport, indemnités de réquisition.....	55.582.797
Entretien des blessés et malades.....	3.120.000
Entretien des prisonniers de guerre.....	14.500.000
Pertes diverses, incendies de villages.....	6.500.000
Dépenses totales de la marine.....	20.000.000
TOTAL.....	245.519.367

2° *La diminution des recettes ordinaires* des exercices 1912 et 1913, fixée par l'administration des Finances à 50.000.000, mais qui n'a pas atteint ce chiffre ;

3° *La détérioration du matériel de guerre* : 92.291.400 drachmes, dont 24.985.700 applicables à la marine ;

4° *Le service des avances et emprunts provisoires contractés* pendant les deux guerres et les frais d'administration des territoires annexés, soit (1) : 28.747.000 drachmes.

Ces quatre chapitres donnent un total de près de 270.000.000 de francs. En réalité, on resta en deçà des prévisions, car les recettes publiques furent beaucoup plus fermes qu'on n'espérait. Mais, comme d'autre part il fallut venir au secours des villes brûlées par les Bulgares et des villages pillés par les Albanais, et voter des pensions aux familles des otages tués par les Bulgares, il n'est pas exagéré d'évaluer l'ensemble des dépenses des deux guerres à près de 650.000.000, dont cependant les deux tiers seulement représentent *des dépenses immédiates*.

Par quels moyens y fit-on face ?

Par trois :

1° En différant le paiement de certaines dépenses ;

2° En employant les ressources directes du Trésor ;

3° En ayant recours à des opérations de crédit.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure chacun d'eux fut employé :

a) *Ressources directes du trésor*

	Drachmes
1. Reliquat disponible au début de la guerre sur l'emprunt de 1910	75.537.941
2. Excédents budgétaires des exercices 1910 et 1911...	19.318.827
3. Dépenses budgétaires différées sur les exercices 1912 et 1913	30.000.000
TOTAL	124.856.768

(1) Ceux-ci, au début, dépassèrent naturellement les recettes car, encore ici, on ne suivit pas certains exemples et on s'abstint de pressurer les provinces déjà si éprouvées par la guerre et d'ailleurs habitées, en grande majorité, par des compatriotes.

b) *Ressources obtenues par des opérations de crédit*

	Drachmes
<i>Report</i>	124.856.768
1. Bons du trésor escomptés par la Banque nationale de Grèce.....	10.000.000
2. Avance conclue à Paris le 6-19 décembre 1912.....	40.000.000
3. Avance conclue avec la Banque nationale de Grèce en avril 1913.....	50.000.000
4. Avance conclue avec la Banque nationale de Grèce en juin 1913.....	40.000.000
5. Emprunt dit de réquisition conclu en juin 1913 : montant effectivement réalisé.....	30.000.000
TOTAL	170.000.000

c) *Dépenses dont le payement a été différé*

1. Sommes dues par réquisition.....	30.370.000
2. Indemnités dues aux navires de commerce réquisitionnés, endommagés ou détruits.....	18.228.213
3. Sommes dues aux compagnies de navigation, aux particuliers et aux compagnies de chemins de fer pour le transport des troupes et du matériel de guerre.....	36.000.000
4. Fournitures restant à régler.....	50.000.000
TOTAL	134.598.213
Sur lesquels il a été payé comme acompte environ....	15.000.000
Reste à payer	119.598.213
TOTAL RÉCAPITULATIF	<u>414.454.981</u>

Reprenons ces trois points en commençant par le dernier.

Au début de la guerre russo-japonaise, Paul Leroy-Beaulieu remarquait, dans l'*Économiste français*, que les guerres modernes sont plus faciles à mener qu'on ne pourrait le croire au premier abord, car, entre autres, les États peuvent obtenir des délais pour une partie relativement importante des dépenses. C'est, en effet, ainsi que les choses se passèrent chez nous ; la Grèce obtint des facilités pour une partie des fournitures livrées, soit 50.000.000 en chiffres ronds ; de même, elle n'eut

pas à couvrir immédiatement les frais des transports exécutés par des compagnies ou des sociétés helléniques ; l'existence d'une marine marchande florissante fut même, à ce point de vue, pour tous les alliés (car on transporta aussi des troupes bulgares et serbes) d'un secours très grand (1). Le total des dépenses différées se monte à 120.000.000 environ. Ne sont pas comprises dans ce chiffre les réquisitions de chevaux, ânes, mulets, voitures, etc. ; en effet, on ne voulut pas ajouter une nouvelle charge à l'agriculture déjà directement affectée par le départ de tant de cultivateurs ; et on eut raison, car les 15.000.000 d'indemnités versées au début de la guerre permirent aux classes agricoles de s'organiser et de ne pas trop pâtir des hostilités.

Venons maintenant à notre second point : les ressources directes du Trésor. Elles furent plus considérables qu'on ne peut le supposer ; indépendamment des recettes ordinaires à la fermeté desquelles j'ai déjà fait allusion, on disposait :

a) Des excédents budgétaires des deux dernières années, soit 20.000.000 de francs environ ;

b) De 75.000.000, reliquat des 110.000.000 empruntés à Paris en 1910, à la veille de l'arrivée du cabinet Vénizelos au pouvoir.

Il est juste de rendre ici hommage, tant à M. Vénizelos qu'à son premier ministre des Finances, feu Lambros Coromilas, pour avoir (pour beaucoup, il est vrai, grâce aux mesures — impôts et économies — adoptées par leurs prédécesseurs pendant la session 1909-1910) non seulement changé en excédents toujours croissants les anciens déficits, mais aussi résisté à la tentation d'employer le produit d'un emprunt datant de plus de deux ans. Cette sagesse est d'autant plus méritoire qu'une élection générale avait eu lieu dans l'intervalle et que, si une guerre était probable, nul ne pouvait la tenir pour certaine, ni pour si longue.

Mais, malgré les disponibilités de près de 100.000.000,

(1) Cf. la partie de ce volume consacrée à la marine marchande grecque et la guerre.

on ne put naturellement éviter de recourir au crédit. Les avances provisoires se chiffèrent par 170.000.000. Nous les examinerons en détail dans le supplément que nous consacrons aux opérations de crédit de 1912 à 1914. Notons cependant, dès à présent, que les avances en question furent toutes conclues par l'intermédiaire et avec l'aide de la Banque nationale de Grèce, à la tête de laquelle se trouvait alors Jean Valaoritis, homme éminent dont la mort prématurée fut, pour sa patrie, une perte difficilement réparable.

Voici ce que dit à ce propos un financier français, ayant visité la Grèce pendant la guerre (1) :

Le gouvernement grec trouva, en cette heure critique, un appui précieux dans la Banque nationale de Grèce. Non seulement, en effet, cette dernière, prévoyant depuis longtemps la crise, avait su s'assurer une importante couverture d'or à l'étranger ; mais elle avait pris ses précautions de telle sorte qu'elle ne cessât pas une minute d'apporter au commerce du pays son concours le plus large. La grande expérience financière de son gouverneur, M. Valaoritis, sa connaissance approfondie des lois qui régissent le mécanisme des échanges, lui permirent de tirer les plus heureux effets de la loi de 1910 (2), sans que le moindre trouble, je l'ai constaté sur place moi-même à deux reprises, se manifestât dans la circulation monétaire. Si bien que la Grèce, qui connut en temps de paix le change à 165 pour 100, le vit, spectacle inattendu et qui est, certes, l'une des preuves les plus indiscutables pour l'économiste averti des progrès d'un peuple, le vit, dis-je, se maintenir au pair pendant une guerre de douze mois. Ce fut donc la Banque nationale qui, durant toute la crise, se fit le pourvoyeur direct ou indirect des besoins de l'État. Elle lui escompta tout d'abord des bons du Trésor 5 pour 100 à concurrence de 10.000.000. Elle négocia ensuite à Paris avec le Comptoir d'Escompte, la Banque de Paris et la Société générale un emprunt provisoire de 6 pour 100, commission 1 pour 100, de 40.000.000. Sur ces 40.000.000, la Banque nationale prenait ferme 20.000.000, dont elle plaçait rapidement la presque totalité dans les portefeuilles des riches Hellènes de France et d'Angleterre. Elle avait, pour faciliter l'opération, abandonné aux banques françaises sa commission de 1 pour 100. Cette opération, terminée le 6-19 décembre 1912, la Banque nationale dut bientôt après, en avril 1913, réaliser un second emprunt provi-

(1) M. PHILOUZE, *loc. cit.*

(2) Sur cette loi, cf. plus bas le chapitre II.

soire de 50.000.000 de drachmes, dont elle plaça encore la plus grande partie à l'étranger dans les portefeuilles hellènes et dont elle pensionna à Paris et à Londres le solde non absorbé (1).

Indépendamment de la sagesse et de l'habileté des chefs, le triomphe final est dû aussi, il n'est que juste de le reconnaître, au patriotisme et à la robustesse économique dont le pays fit preuve.

Tous les juges compétents, à commencer par feu L. Luzzati (2), ont été frappés par le fait que le change grec ne dépassa pas le pair de toute la guerre, encore que le régime du cours forcé ne fût pas aboli. Le phénomène était aussi inattendu que surprenant : inattendu parce que la campagne libyenne avait eu pour effet de rendre le cours du change défavorable dans un pays aussi puissant que l'Italie et que, pour nous borner aux guerres balkaniques, le change, inmuable en Grèce, montait dans deux pays où le cours forcé n'existait pas : Roumanie et Bulgarie, à 5 et 15 pour 100 respectivement ; surprenant, parce qu'aux remises ordinaires de la Grèce à l'étranger s'ajoutaient d'énormes commandes militaires et navales.

Mais le phénomène qui frappa tellement les étrangers ne resta pas isolé. Les statistiques des dépôts dans les banques ne sont pas moins significatives puisque, au cours de la guerre, ces dépôts ont augmenté, ni moins remarquable la situation de la Banque nationale, constamment en progrès avec augmentation du stock d'or. Également digne d'attention est la fermeté relative du commerce extérieur et des recettes publiques.

On a cherché différentes explications de cette force de résistance montrée par le pays. On l'a attribuée au retour en masse des émigrants d'Amérique (3), à l'afflux des Grecs de toutes les parties du monde, aux parents venant s'installer

(1) On peut compléter le tableau que trace M. Philouze par le paragraphe 2 du présent chapitre.

(2) L'ancien président du conseil italien a consacré un article sur la question dans le *Corriere della Sera*.

(3) Au nombre de 57.000 hommes.

dans leur pays et lui prêter tout leur appui, tandis que leurs enfants se battaient à l'armée ; aux dons, qui selon la fortune du donateur se chiffraient par des centaines de mille francs (1) ou des centaines de drachmes et dont l'ensemble atteignit plusieurs millions (2). On a admiré, d'autre part, l'esprit de coopération qui s'était développé dans les campagnes et qui avec le concours des femmes, a permis à l'agriculture, privée de la moitié de ses bras, de supporter allègrement une mobilisation de quatorze mois. Toutes ces causes ont incontestablement influé sur la situation, mais elles ne sont pas les seules et l'élément psychologique, l'esprit de patriotisme et de sacrifice, à contribué, lui aussi, à la victoire dans le domaine économique, autant que sur les champs de bataille.

En vérité, les guerres de 1912-1913 sont une preuve de ce dont l'hellénisme est capable, tant sur le terrain militaire que sur le terrain économique, quand il n'est pas rongé par des divisions intérieures.

II. — LES OPÉRATIONS DE CRÉDIT ET LA LIQUIDATION DES GUERRES

A) *Les emprunts provisoires.* — J'ai donné plus haut un extrait d'un article de M. Philouze qui fournit un aperçu très clair et dans ses lignes générales exact des opérations de crédit réalisées à l'occasion des deux guerres. Il convient d'y ajouter les détails suivants :

Ces opérations ont été au nombre de six ; chacune d'elles a eu une forme propre. En voici un résumé par ordre chronologique :

1^o D'après la loi sur le contrôle international finan-

(1) Il y eut même un don de 1 million, celui de M. Zaharof.

(2) A côté des offrandes du millionnaire, il y eut le denier de la veuve et de l'orphelin. Les déshérités de la fortune ont rivalisé avec les riches et leurs sacrifices ont pris les formes les plus touchantes. Cf. une conférence de M. Jean Damverghis, chargé de centraliser les sommes envoyées directement à M. Vénizelos, qui se montèrent à plus de 7.000.000 (cette conférence portait le titre piquant et exact : *Souvenirs d'un millionnaire provisoire*). La reine et les princesses reçurent elles aussi des sommes énormes pour leurs hôpitaux.

cier (1898), le gouvernement grec avait le droit d'émettre jusqu'à dix millions de bons du Trésor. Ce maximum fut atteint dès novembre 1912. Les bons furent escomptés en totalité par la Banque nationale ;

2^o En décembre 1912, on émit pour 40.000.000 de lettres de change d'une durée de six mois et renouvelables pour un autre semestre. Celles-ci différaient des bons du Trésor, car au lieu d'être comme eux de valeur relativement petite et d'encombrer la circulation, elles représentaient 2.000 et 4.000 livres sterling pièce et furent escomptées moyennant 6 pour 100 d'intérêt et 1 pour 100 de commission par la Banque nationale et les quatre banques parisiennes (1) qui avaient négocié l'emprunt de 1910 (2). En fait, l'opération constituait une avance sur emprunt futur ;

3^o En mars 1913, on émit de nouvelles lettres de change d'un montant de 50.000.000. Mais cette fois celles-ci furent escomptées uniquement par la Banque nationale et elles différaient des précédentes en ce que deux coupons semestriels y étaient attachés ;

4^o Le 25 juin 1913, au moment de la guerre bulgare, on émit un emprunt de 50.000.000 à 6 pour 100 et d'une durée de cinq ans. Cet emprunt fut pris *dans son intégralité et au pair* par la Banque nationale, dont ce fut là sans doute le service le plus signalé. Car il mit à la disposition immédiate du gouvernement les sommes nécessaires à la dure lutte qui s'ouvrait ;

5^o A la même date du 25 juin, le gouvernement obtint l'autorisation d'émettre l'emprunt dit *de réquisition*. Il consistait en obligations d'une durée quinquennale, à 5 pour 100 ; celles-ci étaient données en paiement des dettes publiques découlant des réquisitions, mais les ayants droit n'étaient

(1) Banque de Paris, Comptoir d'Eseompte, Société générale, Union parisienne.

(2) Cet emprunt se montait à 150.000,000 de francs. Il n'avait été émis que pour un peu plus des deux tiers (110.000.000). Le droit d'émettre les 40.000,000 restants, fut donné en garantie aux banques ayant escompté les lettres de change. Mais elles ne firent pas usage de cette faculté et l'avance fut acquittée sur le montant de l'emprunt de 1914.

pas forcés à les accepter (1). Pourtant on arriva à en placer sans difficulté jusqu'à concurrence de 30.000.000, en partie parce que le montant de chaque obligation, 100 francs, en rendait l'emploi facile (2); en partie et surtout parce que la Banque nationale se montra prête à les escompter.

6° Aux opérations précitées on peut rattacher l'emprunt provisoire de 30.000.000 de francs, dont 15.600.000 furent affectés à acquitter des commandes faites en France (3), et le reste aux besoins du Trésor (4).

Les six opérations précitées se résument dans le tableau suivant :

	Drachmes
a =	10.000.000
b =	40.000.000
c =	50.000.000
d =	40.000.000
e =	30.000.000
f =	30.000.000
TOTAL.	200.000.000

B) *L'emprunt de liquidation.* — Mais il ne suffit pas de mener une guerre à bon terme, il faut encore la liquider. Les emprunts provisoires de 1912-1913 avaient été conclus à des conditions excellentes, puisqu'ils furent émis presque au pair (les commissions n'ayant jamais dépassé 2 pour 100) et à un taux fort raisonnable (5-6 pour 100), mais ils n'en constituaient pas moins des opérations à court terme. Il fallait donc se préparer à leur échéance, ainsi qu'à celle des paiements différés. Il était non moins nécessaire de procéder d'urgence à l'outillage des territoires délivrés du joug turc (notamment l'Épire

(1) Au point de vue juridique l'opération avait le caractère d'une *datio in solutum*.

(2) Dans ses *Mémoires* posthumes, publiés dans la *Revue des Deux Mondes*, Alexandre Ribot attribue le succès des bons du trésor français pendant la guerre à ce que, comme les obligations grecques de 1913, ils représentaient la somme modeste et ronde de 100 francs.

(3) Dont 10.000.000 à la maison Schneider (Creusot).

(4) Le prestige dont jouissait la Grèce à l'époque peut être jugé par le fait qu'encore que le taux d'escompte de cet emprunt fut fixé par la loi à 6 1/2 pour 100, les créanciers se contentèrent de 6 pour 100.

et la Macédoine méridionale), qui du point de vue économique offraient alors l'apparence de provinces beaucoup plus asiatiques qu'européennes.

Pour toutes ces raisons un emprunt de 500.000.000 fut jugé indispensable. Il fut conclu principalement avec des banques françaises (1), comme d'ailleurs l'avaient été les emprunts de 1902 et 1909. Les sûretés dont il était entouré étant très fortes (2), et les conditions d'émission très avantageuses (3), le nouvel emprunt eut un grand succès. La première moitié émise à Paris au début fut couverte *quinze fois*. Sans la grande guerre il est hors de doute que la seconde moitié qui devait être offerte au public à la fin de 1914 aurait été aussi bien accueillie.

Cette seconde tranche ne fut jamais émise ; elle servit cependant à couvrir une dépense considérable qui fut une conséquence éloignée mais directe de la guerre gréco-turque. Je fais allusion à ceci (4) :

Les Turcs n'avaient jamais pris leur parti du traité de Londres (30 mai 1913). Profitant de la guerre de juillet 1913, ils avaient repris à la Bulgarie le vilayet d'Audrinople. Encouragés par ce succès, ils s'étaient mis en tête de reprendre à la Grèce les îles voisines de l'Asie Mineure, notamment Lesbos et Chios. Dans ce but ils commencèrent d'abord à chasser les grecs des campagnes d'Éolie et d'Ionie (5) ; puis, comme

(1) Quatre de celles-ci : Comptoir d'Eseompte, Banque de Paris, Société générale, Union parisienne souscrivirent pour 70 pour 100 ; le reste était pris par la Banque nationale de Grèce appuyée par trois maisons londoniennes (Hambro, Erlanger et County and Westminster Bank).

(2) Soit les excédents des revenus affectés au Contrôle financier international, évalués alors à 38 millions, les revenus des douanes de Salonique et Kavalla, évalués à 15.000.000, plus comme garanties supplémentaires les douanes de Corfou, Patras, Volo et Kavalla. On calculait que l'ensemble de ces revenus était de 300 pour 100 supérieur au service nécessité par l'emprunt.

(3) Intérêt à 5 pour 100 ; taux d'émission 87 pour 100 ; amortissement en cinquante années.

(4) Pour ce qui suit on pourra consulter les pages 48-56 de *The secrets of the Bosphorus*, New-York, 1919, par Henry MORGENTHAU, qui justement était à l'époque ambassadeur américain à Constantinople.

(5) Ces populations regagnèrent leurs foyers au début de 1919 ; elles durent les quitter définitivement avec tous les autres Grecs micrasiates en automne 1922.

cela fut prouvé insuffisant, ils songèrent à déclarer la guerre à la Grèce et dans ce but achetèrent un dreadnought que le Brésil construisait en Angleterre. L'arrivée de ce bateau leur eut donné la maîtrise des mers (1). Pour parer le coup, la Grèce obtint des États-Unis la vente de deux cuirassés, l'*Idaho* et le *Mississippi* et ainsi, provisoirement du moins, la paix fut préservée dans la mer Égée (2). Cependant il fallait verser immédiatement le prix de ces navires (3), soit 12.535.277 dollars. La Banque nationale vint une fois de plus à la rescousse avec 65.000.000 de drachmes ; cette somme avancée le 30 juin devait lui être payée sur la seconde tranche de l'emprunt, mais comme un mois plus tard l'Europe était en feu, elle accepta en paiement des obligations d'une valeur de 74.000.000 (4).

La non-émission de la seconde partie de l'emprunt ne resta pas cependant tout à fait sans conséquences ; faute d'elle toutes les sommes empruntées de 1912-1913 durent, pour être consolidées, attendre l'emprunt dit de réquisition de 1918 (5).

(1) Les frontières grecque et turque étant à l'époque séparées par la Bulgarie, la guerre entre les deux pays devait prendre une forme maritime.

(2) C'est au nom de la conservation de la paix que la Grèce demanda au gouvernement américain de lui céder ces deux navires ; M. MORGENTHAU (p. 55), écrit de son côté que « M. Wilson consented to the sale because he knew that Turkey was preparing to attack Greece and believed that the *Idaho* and the *Mississippi* would prevent such an attack and so preserve peace in the Balkans ».

(3) Metabaptisés *Lémnos* et *Kilkis*, du nom des deux victoires grecques les plus importantes de 1913.

(4) En d'autres termes, elle prenait celles-ci en pleine guerre, au prix convenu par les banques émettantes en temps de paix, soit 87 pour 100.

(5) Cf., chap. III.

CHAPITRE II

Les années 1914-1916 (1)

Les années 1915-1917 furent pour la Grèce une période de grands déchirements intérieurs. En mars 1915 le roi Constantin se sépara de M. Vénizelos ; celui-ci revint au pouvoir à la suite des élections de juin ; mais il dut le quitter très vite, et avant la fin de l'année une nouvelle élection générale eut lieu.

Dans l'intervalle, les alliés avaient occupé Salonique et une partie de la Macédoine. En juin 1916, l'Entente exigea la démission du cabinet Scouloudis et la réunion d'une nouvelle Chambre. Mais comme elle ne tarda pas à s'opposer à de nouvelles élections, le pays fut gouverné pendant douze mois par quatre cabinets d'affaires (2). En automne les luttes entre neutralistes et ententistes, très vives depuis dix-huit mois, aboutirent au mouvement de Salonique. Un peu plus tard des frictions sanglantes survinrent entre le gouvernement d'Athènes et les alliés ; les provinces restées fidèles au roi Constantin furent soumises à un long blocus. Les choses

(1) Aucune étude spéciale n'a été consacrée à cette période. Il faut se rapporter aux débats parlementaires et à la presse grecque. On trouvera cependant quelques renseignements et quelques chiffres précieux dans une conférence de M. Théodore LĒKATSAS, alors directeur de la comptabilité publique, *Les Finances de la Grèce pendant la guerre* (Athènes, 1919). On ne peut ici se tenir de regretter que les rapports publiés depuis 1885, pour ainsi dire annuellement, sur les Finances de la Grèce par le Foreign Office, aient cessé avec le rapport précité de M. Beaumont sur les années 1912-13.

Depuis, le gouvernement britannique a publié quelques rapports, par exemple celui de M. Rawlins, attaché commercial (1921), mais ils étaient d'une nature plus économique que financière.

(2) Zaïmis, Caloghéropoulos, Lambros, Zaïmis.

parurent un instant s'arranger au printemps 1917, quand M. Zaïmis revint aux affaires. Mais dès le mois de juin, le roi était forcé d'abdiquer. M. Vénizelos reprit le pouvoir ; la chambre élue en juin 1915 fut considérée comme illégalement dissoute et reprit ses travaux. Bientôt la Grèce entière déclara la guerre contre l'Allemagne et ses alliés. Une nouvelle période s'ouvrait.

Le rappel de ces faits était indispensable pour la compréhension de ce qui va suivre. Il faut marquer que les effets de la grande guerre se firent sentir longtemps avant que le pays n'y ait participé (1).

Pendant les premiers mois de la guerre, l'armée sans être officiellement mobilisée était tenue à un effectif très au-dessus de son effectif de paix (2). On prit aussi des mesures pour fortifier les frontières. Aussi ne faut-il pas s'étonner si dès décembre 1914 le ministre des finances calculait les dépenses militaires et navales à 226.000.000 (3).

Cette situation se prolongea jusqu'en septembre 1915, quand eut lieu la mobilisation officielle. Elle dura neuf mois. Elle prit fin en juin. Mais comme en octobre 1916 le mouvement de Salonique éclatait, une partie notable du pays (la Macédoine et les îles) se retrouvait bientôt sous les armes.

Tout ceci fait comprendre pourquoi, selon les calculs de M. Lékatsas, les dépenses militaires de cette période atteignent les deux tiers de celles de l'année 1917-1918 (571 contre 867), tandis que l'ensemble des dépenses extraordi-

(1) On pourrait même dire : avant même que la grande guerre ne fut officiellement déclaré... Dès la mobilisation française il devint évident que la seconde tranche de l'emprunt de 500.000.000 destiné — nous l'avons vu — à liquider les dépenses des guerres balkaniques ne pourrait être émise et cela ne laissa pas de causer de grands embarras.

(2) On conserva sous les armes une classe de réservistes et on fit passer sous les drapeaux, pour des périodes de quatre mois, tous les Grecs de la nouvelle Grèce âgés de 22 à 30 ans.

(3) Elles se montèrent à 215.000.000 dont 100.447.374 de dépenses extraordinaires principalement consacrées à l'achat des navires américains et de matériel de guerre.

Le reste des dépenses, y compris le service de la dette publique, très alourdi depuis 1912, ne se monta qu'à 165.000.000.

Il y eut aussi 170.910.810 millions consacrés à l'extinction des dettes à courte échéance. Il s'agit en l'espèce de dépenses différées des guerres de 1912-1913.

naires, presque exclusivement dues, elles aussi, à la grande guerre (1), se chiffraient par :

222.731.287	.....en 1914
289.123.743	.....en 1915
245.373.010	.....en 1916
<hr/>	
757.228.040	

De ce total de 757.000.000, une partie fut assurée par les recettes ordinaires et le reliquat de l'emprunt de 1914 (2), le reste par des émissions *qu'on peut qualifier de fiduciaires*. Voici ce qui se passa. D'après la loi du contrôle (1898) de nouvelles émissions fiduciaires étaient interdites. Par contre, en vertu de la loi Valaoritis de 1910, la Banque nationale pouvait émettre des billets contre achat d'or effectif ou de change contre l'étranger au pair ; mais (disposition qui rendait l'inflation impossible), elle devait céder à la première demande l'or ainsi obtenu au pair, et le change au cours de 100 1/4. Cette loi avait eu les plus heureux résultats, elle donnait aux émissions toute l'élasticité que réclamaient les besoins réels du marché et avait permis de stabiliser le change au pair. Elle avait aussi rendu pendant les guerres balkaniques des services signalés (3).

Mais Valaoritis, en rédigeant sa loi, avait toujours en vue des émissions entièrement gagées par des métaux précieux ou des disponibilités liquides à l'étranger. Or, vers la fin de 1914 la France et l'Angleterre, soucieuses d'aider la Grèce à

(1) Cf., plus bas p. 30.

(2) Certains paiements furent aussi différés.

(3) Au moment de la déclaration de la guerre de 1912, tant le gouvernement que la Banque avaient des disponibilités à l'étranger. Leur transfert en or effectif aurait été non seulement onéreux mais presque impossible. La difficulté fut surmontée grâce à la loi de 1910, qui permit d'émettre contre elles des billets. En octobre 1912 la circulation totale se montait à 202.778.575 drachmes dont 75.000.000 émis en vertu de notre loi. Le 31 décembre 1913 ces derniers se montaient à 165.825.610. La circulation totale put donc être élevée de 90 millions, sans qu'on augmentât d'un seul les billets à cours forcé, et sans que le change montât d'un point. (Cf. aussi plus haut pages 10-12.)

conserver une forte armée sous les armes sans sacrifices immédiats de leur part, entrèrent dans la combinaison que voici : elles consentirent des emprunts payables à la fin de la guerre et la Banque nationale de Grèce émettait des billets gagés sur ceux-ci.

Le caractère limité de ces émissions, la certitude qu'elles seraient remboursées, une balance de commerce pour des raisons multiples excessivement favorable, firent que pendant longtemps les billets ainsi émis restèrent au pair.

Mais le procédé inventé ne respectait la loi de 1910 qu'en la tournant, attendu que si les crédits ouverts pouvaient être une couverture sûre — et même ceci n'était point certain (1) — elles n'étaient pas une couverture *liquide*. En outre, comme l'événement l'a montré, les prêteurs pouvaient à un moment donné refuser de tenir leurs engagements. La Grèce se mettait donc dans leur main sans obtenir en échange aucun avantage palpable. L'expédient imaginé était donc, ainsi que l'avenir ne l'a que trop appris, plein d'inconvénients. Par contre, il était fort commode. Aussi fut-il employé par les Puissances, dites protectrices de la Grèce (2), en 1915 (cabinets Vénizelos et Zaïmis) et par l'Allemagne (3), en 1916 (cabinet Seouloudis). C'est grâce à lui que furent couvertes en partie les dépenses militaires de 1914 à 1916, et, comme nous le verrons, il devait être repris plus tard sur une plus grande échelle par les Puissances occidentales et les États-Unis.

Avant de finir avec cette période, il faut répondre à deux questions, connexes d'ailleurs :

(1) Car les puissances garantes n'auraient pu tenir leurs engagements au cas où elles auraient été battues ; ce fut le cas des puissances centrales. Plus de 100 millions de billets émis en 1916 contre des crédits austro-allemands restèrent privés de toute couverture. Voyez pour détails deux notes plus bas.

(2) En 1915 l'Angleterre ouvrit des crédits en écriture pour 396.510.143 Livres sterling, la France pour 30.000.000 de francs, et la Russie pour 3.750.000 roubles.

(3) Sous forme d'un crédit de 80 millions de marks de la Banque Bleichröder. La Banque nationale de Grèce n'émit contre celui-ci que 73.000.000 de drachmes de billets, mais elle en émit 29 millions d'autres contre des devises allemandes ou autrichiennes en sa possession. Tout ceci fit un total de 102 millions de billets qui par suite de la déconfiture des puissances centrales resta sans couverture.

a) *Quelles furent les recettes et dépenses ordinaires ?* —
Celles-ci se résument dans le tableau suivant (1) :

Exercice	Recettes ordinaires	Dépenses civiles
—	—	—
1914.....	220.897.472	160.852.371
1915.....	232.228.447	196.788.647
1916.....	230.018.480	165.479.527
1917.....	234.410.408	224.586.063

L'augmentation des dépenses civiles en 1915 était due à la réorganisation administrative par l'extension des frontières et aussi, il faut bien le dire, à l'optimisme qui régnait sur l'avenir économique du pays et des nouvelles provinces en particulier (2). En 1916, année de grande crise, les dépenses, restreintes à l'indispensable, redescendirent presque au niveau de 1914. Mais en 1917 elles remontèrent à 224.000.000, principalement parce que la guerre avait amené une forte hausse

(1) Chiffres empruntés à la conférence de M. Lekatsas. Le rapport de M. Cofinas sur le budget de l'exercice 1923-24 donne un tableau basé sur les recettes effectuées et les dépenses ordinaires. Les données étant différentes, les résultats diffèrent quelque peu, mais la courbe de l'évolution est la même et conduit aux mêmes conclusions. Voici ce tableau :

Exercice	Recettes ordinaires (a)	Dépenses ordinaires (b)
—	—	—
1914.....	207.683.665	173.692.072
1915.....	212.346.316	209.419.940
1916.....	215.704.545	192.085.388
1917.....	179.582.869	249.863.325

a) Ne comprend pas le chapitre « exercices clos et recettes diverses » qui a donné 10.195.982 (1914), 10.005.500 (1915), 10.585.669 (1916), 54.448.879 (1917), lequel, ajouté, aboutit aux totaux donnés par M. Lekatsas ;

b) Ce tableau ne saurait coïncider avec celui, qui donne toutes les dépenses civiles, car s'il ajoute les dépenses militaires ordinaires, il exclut certaines dépenses civiles ordinaires, telles les sommes consacrées à l'amortissement qui figurent dans les budgets grecs, sous le titre « mouvement de fonds » et se montèrent pendant les années qui nous occupent à millions de drachmes : 8,2, 11,4, 13,0, 11,1.

(2) Cet entraînement aux dépenses est un des traits de « l'après-guerre ». On l'a relevé après 1918 dans tous les pays belligérants. En 1914 feu N. Dimitrakopoulos, connu surtout comme juriste mais qui avait des idées saines en matière financière, l'a dénoncé avec énergie. Il releva notamment l'augmentation du nombre des fonctionnaires. (Cf. *Discours politiques*, t. 1, Athènes 1915, p. 193).

des prix (1), mais aussi parce que jusqu'en juin la Grèce avait eu deux gouvernements et enfin parce qu'une révolution victorieuse peut difficilement faire des économies (2).

Quoi qu'il en soit, la marge que laissait l'excédent des dépenses civiles sur les recettes ordinaires : environ 156.000.000 (3) était insuffisante pour couvrir les dépenses militaires, qui dépassaient le milliard.

b) Quelle fut la politique fiscale pendant cette période ? — Le seul reproche qu'on puisse faire à la politique financière de la Grèce pendant les guerres de 1912-1913 est de n'avoir pas créé de nouvelles recettes.

Une fois la guerre terminée on augmenta bien certains impôts directs et principalement l'impôt sur les successions et les donations (4). Mais on réduisit fortement les droits de douane sur plusieurs objets de première nécessité (5), si bien que dans son ensemble le poids de l'impôt fut allégé.

Ces mesures s'expliquent : la Grèce avait étendu aux nouvelles provinces son régime douanier, celui-ci était primitivement plus lourd que le tarif ture maintenu par les capitulations à 11 pour 100 *ad valorem*, et on tenait à montrer aux frères rédimés qu'on était prêt à faire des sacrifices pour leur rendre la vie moins chère. De plus, se basant sur l'expérience du passé, on escomptait que les recettes des provinces délivrées du joug ture allaient rapidement monter, et plus

(1) Le nombre-indice suivit la courbe suivante :

1914	=	100
1915	=	121
1916	=	167
1917	=	289

(2) Paul GUIRAUD, (*Etudes économiques sur l'antiquité*, Paris 1904) écrivait que la démocratie est un régime coûteux ; mais une révolution l'est plus encore.

(3) Cf. plus haut : tableau. Soit en chiffres ronds 62.000.000 en 1914, 36 1/2 en 1915 64 1/2 en 1916 et 8.000.000 en 1917.

(4) Nous publiâmes même à cette occasion une longue monographie sur l'impôt sur les successions en général et plus particulièrement dans la législation grecque (Athènes, 1915).

(5) Sucre, café, riz, etc.

généralement (1) on envisageait la situation avec optimisme (2).

Cet optimisme aurait été sans doute justifié sans la grande guerre, qui d'une part provoqua de fortes dépenses militaires et de l'autre priva les impôts indirects de toute élasticité.

Dès le début de 1915, il était clair que de nouvelles charges fiscales s'imposaient. Mais outre que les dissolutions successives ne permirent pas pendant longtemps de les proposer au Parlement, de nouvelles difficultés surgirent du fait des événements. En Grèce, les sources les plus abondantes de revenus sont les droits d'entrée. Étant donné les énormes difficultés apportées au commerce (3), il était impossible de songer à augmenter les droits douaniers. Déjà avec les anciens tarifs ceux-ci n'arrivaient pas à conserver leur ancien niveau : en 1917, ils étaient tombés à la moitié de leur rendement de 1914 (4).

Il n'était pas facile non plus de se tourner vers les impôts

(1) M. Vénizelos, dans un grand discours prononcé le 3 janvier 1914, montra que dans le cas des provinces grecques précédemment délivrées du joug turc (notamment la Crète) les revenus s'étaient *automatiquement* accrus de 62 pour 100 en cinq ans. Les recettes des nouvelles provinces évaluées en 1914 à 95.000.000 devaient donner vers la fin de 1918, 155.000.000. En réduisant l'augmentation supposée de moitié, elles seraient encore de 125.000.000. D'autre part, l'augmentation quinquennale *automatique* dans l'ancienne Grèce, était de 15 pour 100 ; ceci revient à dire que les revenus devaient monter de 152 à 175.000.000 de 1914 à 1918.

(2) Au cours de la discussion précitée, M. Gounaris, le principal financier de l'opposition, exprima aussi sa confiance dans la robustesse du pays.

(3) Hausse des frets, puis les torpillages allemands, enfin le blocus des côtes et la réquisition des chemins de fer et de la flotte marchande grecque par les alliés.

(4) Il y a lieu de reproduire ici le tableau suivant emprunté à une conférence de M. Cofinas (*Les impôts indirects en Grèce, pendant la guerre*, Athènes 1920, p. 55) :

RECETTES DOUANIÈRES	
	Millions de drachmes
1914.....	63
1915.....	56
1916.....	52
1917.....	30
1918.....	48
1919.....	85

La baisse de 1917 est attribuable non seulement aux torpillages allemands mais aussi au blocus exercé pendant les premiers mois de l'année par les alliés.

directs. Ils sont en Grèce fort impopulaires (1). Or, dans un temps de divisions aussi aiguës, l'impopularité était la chose que les gouvernements craignaient le plus. Aussi ne fut-ce qu'après 1917, quand le pays réacquît sinon l'unité morale du moins un gouvernement fort, qu'on put songer à de nouvelles charges.

J'explique, je n'excuse pas. Il est évident que le gouvernement vénizeliste aurait dû, de 1912 à 1914, faire ce que prescrit la Science des Finances et ce qu'a fait l'Angleterre de 1914 à 1920, à savoir décréter des impôts de guerre et d'après-guerre. Quant aux gouvernements antivénizelistes ils auraient dû braver l'impopularité et introduire des impôts nouveaux, et notamment développer l'impôt sur le revenu (2) et l'impôt sur les bénéfices de guerre de la marine marchande (3).

Faute de ce faire, la Grèce n'arrivant pas à placer la seconde tranche de l'emprunt de 1914, fut réduite aux avances tantôt de l'un et tantôt de l'autre groupe des belligérants. Mais l'aide fournie était grosse de dangers politiques : *æs alienum acerba servitus*. Et la forme des avances sur écritures des ouvertures de crédit qu'elle prit (garantie du remboursement des billets émis en vertu de la loi Valaoritis) était, nous l'avons montré, purement illusoire. Voilà où conduit l'absence d'une politique fiscale énergique.

(1) Les seuls qui ne le soient pas sont les impôts foneiers sur l'huile, le raisin de Corinthe et les figues qui sont perçus à l'exportation. Mais ces recettes souffraient tout comme les droits d'entrée de la crise des communications maritimes.

(2) Du moins sous la forme d'impôt perçu sur les indées extérieurs, qui existait déjà en embryon depuis 1910.

(3) Les frets étaient très élevés dès la fin de 1914. Ce n'est pourtant qu'au début de 1917 que sous le cabinet Lambros on prit des mesures pour les taxer. L'opposition ne manqua pas d'ailleurs de critiquer vigoureusement la nouvelle taxe. Voir entre autres un article signé Triasteros (trois étoiles), dans la *Naftiké Epithéorissis* (*Revue maritime*) de mars 1917.

CHAPITRE III

Les années 1917-1924

Contrairement à ce qui a lieu pour 1912-1913 (1), les statistiques officielles d'ensemble font défaut pour la guerre de 1917-1923. On manque également d'une étude synthétique et détaillée (2), de sorte que pour suppléer à l'absence des documents officiels il faut se rabattre sur une série de publications fragmentaires (3), quelques conférences (4), et les articles de journaux (5), c'est-à-dire sur des sources soit incomplètes, soit par leur caractère politique exigeant un contrôle attentif.

Cependant, comme ce sont les effets de la grande guerre

(1) Cf. plus haut le chapitre sur les guerres balkaniques, p. 5.

(2) J'ai donné une vue d'ensemble dans mes leçons sur les Finances de guerre et d'après guerre (comprises dans le premier volume de mon cours, Athènes, 1924), et dans un article de *La Revue des Sciences politiques* (juillet-septembre 1925), mais dans les deux cas, ce fut forcément, sous une forme succincte.

(3) Parmi les études concernant des *périodes déterminées* on doit retenir : Pour 1916-1919 la conférence déjà citée de M. Lekatsas ; pour 1918-1920 une étude de M. Alexandre DIOMÈDE, *Les Finances de la Grèce avant et après 1920* (Athènes, 1922), et pour les années 1921-1923 le rapport très détaillé de M. Georges COFINAS sur le budget de 1923. M. Ath. EFTAXIAS a publié aussi en brochure le discours qu'il prononça au début de 1922, sur l'administration financière des deux années précédentes.

Parmi les études concernant des *questions déterminées* nous avons déjà cité (p. 1, note 1), celles de MM. C. Damiris, Eulambio et Santis sur le change, la Banque nationale et la dette publique ; nous aurons l'occasion plus loin d'en mentionner d'autres sur les crédits alliés, les nouveaux impôts, l'emprunt dit forcé, etc.

(4) Les plus instructives sont incontestablement celles faites, sous les auspices du ministère des Finances, par des hauts fonctionnaires tels que MM. Lekatsas, Cofinas, Tantalidès, etc. Malheureusement elles n'eurent lieu que pendant l'hiver 1919-1920.

(5) C'est à des articles de ce genre que se sont notamment bornés les économistes du parti royaliste. On doit le regretter car une défense systématique de leur politique financière eut complété nos sources d'information.

qui font l'objet de l'Enquête du Carnegie Endowment, et partant le fonds de cette étude, nous n'avons rien négligé pour donner au présent chapitre le développement nécessaire.

Aussi, dans une série de sous-chapitres, étudierons-nous en détail, outre le montant des dépenses publiques et les manières dont celles-ci furent couvertes, la question des dommages de guerre et des réparations. Des appendices seront consacrés aux principales dépenses qui se produisirent après la guerre mais découlèrent manifestement de celle-ci (notamment celles pour l'établissement des réfugiés). Enfin un supplément détaillé ira à l'emprunt dit forcé de 1922, qui par suite de la façon originale dont il a été réalisé (division des billets de banque) a attiré l'attention jusqu'ici mal satisfaite du monde économique international.

I. — À QUELLE SOMME SE MONTÈRENT LES DÉPENSES DE GUERRE ?

Il est assez difficile de répondre précisément à cette question. Pour tâcher de l'éclaircir prenons :

A) *Les dépenses militaires proprement dites.* — A leur sujet la direction de la Comptabilité publique m'a fourni le tableau suivant :

Exercices	PAIEMENTS EFFECTUÉS	
	Ministère de la Guerre	Ministère de la Marine
1916.....	36.948.404	18.179.712
1917.....	47.463.604	21.456.726
1918.....	720.206.145	59.410.159
1919.....	654.440.370	58.451.945
1920.....	831.815.480	66.306.115
1921.....	1.313.104.552	120.492.156
1922.....	1.794.256.146	206.694.496
TOTAUX..	5.398.234.701	550.991.309
TOTAL GÉNÉRAL...	5.949.226.010	

La courbe ascendante des dépenses militaires s'explique par une série de raisons qui ont joué dans tous les pays où la guerre s'est prolongée pendant plusieurs années, entre autres : a) l'augmentation des effectifs ; b) l'extension du front ; c) l'amélioration de l'ordinaire des soldats ; d) l'augmentation des prix du fait seul de la guerre ; e) l'augmentation des prix du fait de l'inflation (1).

Dans un mémoire rédigé en 1922 sur la demande du Secrétariat de la Société des Nations (2), j'ai cité plusieurs faits « illustrant » les observations ci-dessus. Ainsi en 1914 la nourriture d'un soldat coûtait 60 centimes (30 centimes de pain et 30 de gamelle) ; en 1922 elle revenait à 7-7 1/2 drachmes ; elle était d'ailleurs plus abondante et plus variée. L'habillement et la chaussure de chaque homme coûtaient 690 drachmes en 1921 contre 80 en 1914 et ainsi de suite. Les traitements furent aussi augmentés et les officiers servant en Asie Mineure

(1) Que seule la guerre suffit à augmenter les prix (par suite de l'augmentation de la demande, la diminution de l'offre, le bouleversement des transports) est une vérité dont le nombre indice grec fournit une preuve nouvelle. Celui-ci, *sans hausse du change*, a presque quadruplé entre 1914 et 1918, la liberté rendue aux communications maritimes a amené une légère baisse pendant 1919 et le début de 1920. Mais alors sont arrivées les émissions sans couverture dont l'effet s'est immédiatement fait sentir. Voici au surplus des chiffres précis :

1914	100	(drachme au pair)
1915	121	
1916	167	
1917	289	
1918	382	
1919	342	
1920	359	(hausse du change)
1921	421	
1922	737	
1923	1213	

Les deux dernières années, changes et prix varièrent considérablement :

	1 ^{er} semestre	2 ^e semestre
1922	542.3	1014.3
1923	1234.2	1192.1

Compléter cette note par ce que nous disons plus bas des effets des émissions contre crédits des alliés.

(2) Le Secrétariat procédait alors à une enquête sur les dépenses militaires dans le monde avant et après la guerre.

reçurent en 1922 une allocation complémentaire de 10 pour 100; pourtant ces augmentations ne dépassèrent pas la hausse des prix, et même pour les officiers supérieurs resta sensiblement en deçà (1).

Avec la prolongation de la guerre et de la hausse on fut, au cours de 1923 et des années qui suivirent, amené à de nouvelles augmentations de traitements; mais celles-ci quoique très accentuées continuèrent à être inférieures à l'augmentation du coût de la vie, du moins depuis 1914 (2).

Cette question du pouvoir d'achat de la monnaie doit ne jamais être perdue de vue, aussi jugeons-nous nécessaire de compléter les chiffres donnés plus haut par un tableau partant de l'année où la drachme a cessé d'être au pair, et indiquant le montant des dépenses militaires en livres sterling, aussi bien que leur proportion dans les dépenses totales.

(1) Voici un tableau des traitements à trois dates.

	1911	1921	1922		
			Intérieur	Asie	Mineure
Général de division.....	750	1500	1950		2100
Colonel.....	590	1000	1300		1680
Commandant.....	440	800	1040		1120
Capitaine.....	310	600	845		910
Lieutenant.....	180	500	650		700
Sous-lieutenant.....	160	450	585		630
Adjudant.....	110	325	422		455

Seuls donc les traitements des adjudants sont quadruplés. Or on se rappelle que l'index-number avait dès le premier semestre de 1922 dépassé 500.

(2) Voici à ce sujet un tableau complétant celui de la note précédente: La moyenne du coût de la vie monta de 100 (1914) à 421 (1921), 773 (1922), 1213 (1923), 1341 (1924), 1420 (1925), les traitements furent:

	1914	1922	1923	1924	1925	Allocation complé- mentaire (a) juillet 1926
Général de division.....	1000	1950	2878	6800	Les traitements sont réduits de 7 %	1300
Colonel.....	580	1300	2026	5200		1300
Commandant.....	440	1080	1663	4400		1300
Capitaine.....	300	877	1371	3600		1200
Lieutenant.....	210	700	1213	3200		1000
Sous-Lieutenant.....	190	630	1092	2800		1000
Adjudant.....	140	355	823	2000		900

a) Une allocation complémentaire représentant la valeur de rations de nourriture et de pain avait été déjà décrétée en 1923 puis supprimée en 1924.

	Millions de drachmes	L. St.	Dépenses totales (pourcentage)
	—	—	—
1920-1921.....	867	25.321.000	51
1921-1922.....	1459	20.561.000	59
1922-1923.....	1980	11.891.000	56
1923-1924.....	1997	6.731.000	39
1924-1925.....	1847	7.475.000	31

B) *Les autres dépenses de guerre.* — Le tableau récapitulatif, qui porte l'ensemble des dépenses militaires des années 1916-1922 à 5.949.226.010 drachmes, pour instructif qu'il soit est à plusieurs égards incomplet : *a)* il faudrait y joindre une partie des dépenses militaires de l'exercice 1923-1924 (1); *b)* la guerre n'ayant pas affecté seulement les ministères militaires, il faut y ajouter aussi dès le début les chapitres des allocations aux familles des mobilisés, du ravitaillement, de la direction supérieure des transports, les dépenses découlant de l'augmentation des traitements (2), etc., etc. Il faut y joindre encore les dépenses provoquées par l'occupation bulgare de la Macédoine orientale et surtout par l'afflux des réfugiés de Thrace, d'Asie Mineure et même de Russie, lesquels ont fini par se monter à 1.526.000 âmes (3).

Rien que ce dernier chapitre a provoqué pour le budget grec une charge plus lourde, toutes proportions gardées, que celle des « régions dévastées » pour le budget français. Sans doute elle sera répartie sur plusieurs exercices successifs ; elle n'en découle pas moins directement de la guerre. Nous y consacrons l'appendice B du présent paragraphe.

Bornons-nous pour l'instant aux années 1917-1924. En l'absence de statistiques officielles, nous pouvons nous faire une idée générale des dépenses de guerre par les dépenses

(1) Du moins jusqu'à la démobilisation qui a suivi le traité de Lausanne, et les frais de la dite mobilisation.

(2) Voyez Appendice A.

(3) Voyez dans ce volume pour détails, l'étude si documentée de M. A. A. Pallis.

extraordinaires (1). D'après le rapport de M. Cofinas celles-ci se monteraient à :

Exercices	Drachmes
1917.....	369.958.544
1918-1919.....	1.277.573.788
1919-1920.....	1.186.115.539
1920-1921.....	1.420.769.184
1921-1922.....	1.996.611.805
1922-1923.....	2.518.374.250
1923-1924.....	3.025.198.254
TOTAL.....	11.794.611.374

Si à ce total nous ajoutons les dépenses extraordinaires de 1914-1916, soit 757.228.030 (2) nous arrivons à la conclusion que la grande guerre a provoqué pour 12.552.339.404 drachmes de dépenses.

Bien entendu on se borne aux dépenses déjà effectuées par le Trésor. On laisse par conséquent de côté deux chapitres très importants :

a') *Les dépenses découlant directement de la guerre mais qui, comme l'établissement des réfugiés, pèseront sur les budgets d'après-guerre* : règlements des réquisitions, pensions, renouvellement du matériel de l'armée et de la marine, etc.

A quoi se monteront ces dépenses ? En l'absence de statistiques officielles tout essai d'évaluation globale serait vain. Mais même les services publics pourront difficilement établir ces statistiques, tant ces dépenses s'étendent sur un grand nombre d'années, et tant dans plusieurs cas elles seront difficiles à distinguer des dépenses courantes (3). Cependant on peut donner certains chiffres :

Ainsi les dépenses pour remplacer le matériel de guerre

(1) Presque toutes ces dépenses furent provoquées par la guerre, et si certaines d'entre elles furent consacrées à d'autres objets, on a par contre affecté à la guerre nombre de dépenses ordinaires, ce qui fait compensation.

(2) Cf. chapitre II, p. 19.

(3) Certains *puzzles* statistiques resteront aussi à résoudre. Ainsi le morcellement de la grande propriété a été en Grèce, comme dans d'autres pays, une conséquence incontestable de la guerre. Cette opération a naturellement provoqué de

perdu ou usé ont été officiellement estimées à 2.060.000.000 de drachmes. Dont 654 millions furent dépensés en 1925-1926, et 836 et 578 devront peser respectivement sur les exercices de 1926-1927 et 1927-1928.

Ainsi encore, le chapitre *pensions* porté au budget de 1914 pour 11.325.774 figure dans celui de 1925-1926 pour 450.303.426; sur ce total les pensions des 64.000 victimes de guerre figurent pour 246.000.000 (1), et comme 1.000 autres personnes viennent de voir leurs réclamations reçues pour bien fondées, ce chapitre devra se monter à 273.000.000 (2).

Et en bonne justice il faudrait y joindre une partie des retraites militaires et navales que le budget range dans un article spécial (3). En somme, si on capitalise les pensions comme l'a fait Edmond Théry après 1912-1913 (4), ce chapitre de dépenses de guerre réparties sur les budgets d'après-guerre se monterait à un total respectable de milliards de drachmes (5).

grands frais ; doivent-ils être enregistrés dans les dépenses de guerre ? On peut répondre oui ou non ; en Grèce on peut même répondre oui *et* non ; selon que les propriétés ont été morcelées entre réfugiés ou entre indigènes. Dans le premier cas la dépense n'aurait jamais eu lieu sans la guerre, dans le second on peut soutenir que la guerre l'a simplement hâtée.

(1) Voici quels sont les autres principaux items :

	BUDGET 1914		BUDGET 1925-1926	
	Nombre des pensionnés	Crédits inscrits	Nombre des pensionnés	Crédits inscrits
Pensions militaires.....	4.532	5.103.122	6.080	88.000.000
— navales.....	1.249	904.146	2.310	21.100.000
Fonctionnaires civils.....	4.336	4.604.913	5.791	90.000.000

Les autres items comprennent des pensions dites personnelles, c'est-à-dire accordées individuellement, celles du personnel du palais des anciens rois, etc.

(2) Sans compter 77 millions d'indemnités que l'état devra verser pour pensions retardées.

(3) Cf. tableau de la note (1) ci-dessus. Sans la guerre en effet il est peu probable que le nombre des retraités eût passé de 4.532 à 6.080 pour le ministère de la Guerre, et il eût été impossible que pour le ministère de la Marine il eût presque doublé. Pour les pensionnés civils nous avons pendant cette même période de 12 ans une augmentation de 25 pour 100, mais ici encore les effets perturbateurs de la guerre se sont fait sentir.

(4) Cf. plus haut, page 6.

(5) Dans l'état des réclamations présenté à la Commission des réparations, il était capitalisé à 697.741.434 francs or. Mais cet état ayant été arrêté à la date du 12 février 1921, il ne comprend pas les pensions attribuées aux victimes infiniment plus nombreuses des années ultérieures.

b') *Les dommages qu'a subis aussi bien l'État que la richesse nationale dans presque toutes ses branches.* — Ce chapitre, tout en ne faisant pas partie intégrante des dépenses publiques de guerre, s'y rattache cependant très étroitement ; aussi lui consacrons-nous notre second paragraphe (p. 35-60.)

APPENDICE A

La guerre et les traitements des fonctionnaires. — La hausse des prix qui accompagna la guerre atteignit cruellement les fonctionnaires dont les traitements, quoique déjà légèrement augmentés à la suite des guerres de 1912-1913, restaient des plus modiques. Comme on pensait que le renchérissement de la vie serait passager, on se contenta de donner des allocations de vie chère aux classes particulièrement éprouvées (1). En 1918 le principe d'une allocation fut étendue à tous et l'année 1920 vit une augmentation de ces allocations portée en principe à 50 pour 100 des traitements primitifs. La fin de la guerre en Occident n'ayant pas apporté l'amélioration espérée on se décida à ajuster de façon définitive les traitements à la situation nouvelle, ce fut là l'objet d'une loi de 1920. Mais cette loi n'était pas plus tôt appliquée que la hausse du change activa formidablement la hausse des prix. On recourut une fois de plus au système des allocations (loi de 1922 et décret du 26 janvier 1923). Mais les fonctionnaires jugèrent ces palliatifs insuffisants et en 1924 ils forcèrent le gouvernement à décréter un nouveau tarif, sur la base du nombre indice. Ce tarif est encore en vigueur, mais comme le nombre indice a depuis 1924 beaucoup augmenté on peut dire que les traitements sont actuellement d'une valeur réelle beaucoup inférieure à celle de 1914. Cela est également vrai des traitements des magistrats, bien que ces derniers aient bénéficié en 1925 d'une augmentation complémentaire.

Il n'en reste pas moins vrai que toutes ces augmentations sont sur le budget grec *établi en drachmes* une repercussion qui se passe de démonstration. Ils expliquent en bonne partie l'augmentation des budgets de tous les ministères civils.

(1) Soit par l'insuffisance de leurs traitements, soit par les difficultés de la vie dans la capitale, d'où les allocations aux fonctionnaires de l'administration centrale (1915), et à tous les fonctionnaires inférieurs (1917).

Voici quelques chiffres qui précisent ce qui précède :

	TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES CIVILS		
	1914	1920	1924
Ministre	800	1.500	8.800
Directeur.....	480	1.200	5.500
Chef de section.....	400	900	4.400
Secrétaire	240	600	2.640
Huissier.....	110	220	1.320

Des augmentations sont de plus accordées dix ans après l'entrée en fonction ; elles varient entre 5-25 pour 100, selon les années de service. Des mesures spéciales ont été prises pour la justice :

	TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES JUDICIAIRES			
	1914	1922	1924	1925
Président de la Cour de Cassation.	900	3.000	8.800	9.900
Membres —	650	2.000	6.050	8.250
Conseillers à la Cour d'Appel...	525	1.600	4.950	7.150
Juges de 1 ^{re} instance.....	400	1.000	4.850	5.225
Juges de paix.....	250	700	3.000	3.850

Tous les traitements de l'ordre civil ou judiciaire ont été réduits en 1925 de 7 pour 100.

J'ajoute pour finir que ces tableaux, comme ceux concernant les traitements militaires, étant donnés *ad illustrandum*, ne comprennent pas tous les grades de la hiérarchie, mais seulement les principaux.

APPENDICE B

Les dépenses pour l'assistance aux réfugiés et leur établissement.
— Nous disions plus haut que ce chapitre a provoqué pour le budget grec une charge plus lourde, toutes proportions gardées, que celle que « les régions dévastées » constituent pour le Trésor français. Une étude officielle récente, admirablement documentée (1), nous donne sur les dépenses en question les précisions suivantes :

Elles doivent être divisées en trois chapitres : a) celles auxquelles

(1) Le rapport de M. Charles P. Howland, président de la Commission d'Établissement des Réfugiés (233 pages, avec carte et nombreuses illustrations ; publié par la Société des Nations, Genève, 1926). Au cours de la correction des épreuves a paru une autre publication d'un grand intérêt : E. Tsouderos, *Les indemnités dues aux populations échangeables* (en grec, Athènes, 1927).

a) procédé la Commission d'Établissement des réfugiés, présidée par un délégué de la Société des Nations, sur le produit de l'emprunt de 10.000.000 livres sterling ; b) celles encourues directement par l'État pour l'assistance et l'établissement des réfugiés ; c) celles consacrées à l'expropriation de biens agraires destinés aux réfugiés.

D'après le rapport précité (p. 208 et suivantes) on aurait :

a) *Dépenses encourues par l'État*

	Drachmes
Sur les budgets de 1922-1926.....	1.268.000.000
— 1926-1927 (prévision).....	170.000.000
TOTAL.....	1.438.000.000
TOTAL EN LIVRES STERLING...	5.918.500

b) *Dépenses de la Commission jusqu'au 30 juin 1926*

	Livres sterling
Établissement agricole.....	6.882.319
— urbain.....	854.518
Dépenses générales.....	70.201
TOTAL.....	7.807.038

a) *Biens urbains expropriés*

Valeur approximative..... £ 1.500.000

Mais ce total de 14.200.000 livres sterling est loin de représenter :

a) Le total des sommes dépensées jusqu'à la fin de 1926. En effet, il ne comprend ni la valeur des biens ruraux, ni les 70.000.000 dépensés pendant les années 1920-1922 (1), tandis que les évaluations pour 1926-1927 sont manifestement au-dessous de la vérité ;

b) Les sommes à dépenser pour les réfugiés non encore établis. Celles-ci sont évaluées au bas mot à 7.000.000 de livres dont 5.000.000 pour l'établissement et 2.000.000 pour les dessèchements des marais macédoniens (2), sans lesquels on manquera des terres nécessaires pour cette opération.

En somme on restera en dessous de la vérité en évaluant les dépenses provoquées par l'exode des chrétiens à 22.000.000 de livres sterling ; avec la livre variant entre 300 et 400 drachmes, cela fait de 6.600.000.000 à 8.800.000.000 drachmes.

(1) 1920-1921 : 35.000.000.

1921-1922 : 45.000.000.

(2) L'ineurie de l'administration turque avait fait que toute la partie inférieure (la seule devenue grecque) des vallées formées par les grandes rivières macédoniennes furent transformées en immenses marécages.

II. — DOMMAGES ET INDEMNITÉS DE GUERRE

A l'étranger on a été frappé des pertes subies par la marine marchande qui, proportionnellement plus atteinte que toute autre marine du globe, y compris la marine allemande, avait perdu 65 pour 100 de son effectif (1).

Une commission internationale a également dénoncé les dommages causés par les Bulgares en Macédoine orientale, dont ils ont, entre autres, exterminé une partie de la population (2). Mais il y eut bien d'autres dommages subis : dix-huit mois avant l'entrée de la Grèce en guerre, les troupes de l'Entente débarquaient en Macédoine et transformaient la frontière nord de la Grèce en un front militaire (3), bientôt plusieurs îles grecques étaient utilisées comme bases navales. En 1916, les principes de la neutralité appliqués avec une certaine élasticité permettaient aux alliés de prendre possession de la flotte de guerre (4), des chemins de fer et d'une partie des munitions de l'armée. La flotte marchande elle-même

(1) Cf. pour détails l'étude spéciale que nous consacrons plus bas à la *marine grecque pendant la guerre*.

(2) Voir *Rapports et enquêtes de la Commission interalliée sur les violations du droit des gens commises par les armées bulgares en Macédoine orientale* (rapporteur générale M. G. Duthil, magistrat français ; 2 forts volumes, Paris, 1919, Berger-Levrault). Voyez aussi les chiffres donnés plus bas p. 39, note 1.

(3) Etendu à l'Épire l'année suivante.

(4) Les navires furent rendus, mais aucune indemnité ne fut accordée ni pour le temps de leur utilisation, ni pour les dommages qui en résultèrent. Naturellement, au cours d'une campagne maritime aussi dure les dommages furent très grands. Le mémorandum spécial grec énumère 29 items : En voici quelques-uns :

1 ^o Contre-torpilleur <i>Doxa</i> , coulé.....	Livres	80.000
2 ^o Sous-marins <i>Delfin</i> et <i>Xifias</i> , condamnés à cause de dégâts.....	Frs	4.000.000
3 ^o Contre-torpilleur <i>Aétos</i> , dégâts importants.....	Frs	755.613
4 ^o Canonnières <i>Eurotas</i> et <i>Alfios</i> , condamnées à cause de dégâts.....	Livres	30.000
5 ^o Contre-torpilleurs <i>Ierax</i> , <i>Aétos</i> , <i>Léon</i> , <i>Panther</i> , remplacements de chaudières.....	Livres	172.000
6 ^o Contre-torpilleurs <i>Thyella</i> , <i>Nafkratousa</i> , <i>Thyella</i> , <i>Lonchi</i> , <i>Niki</i> , <i>Aspis</i> , <i>Velos</i> , réparations pour usure exceptionnelle.....	Livres	28.000
7 ^o Contre-torpilleurs <i>Nea-Genoa</i> et <i>Keravnos</i> , réparations pour usure exceptionnelle.....	Livres	16.000

Les autres items comprennent le matériel saisi, les travaux exécutés à l'arsenal de Salamine, etc., etc.

fut réquisitionnée à son tour. Une indemnité était accordée pour cette dernière et encore qu'elle fut insuffisante (1), les armateurs étaient enviés par l'État et les particuliers qui durent se contenter de promesses non encore réalisées (2). En effet l'État grec a officiellement présenté le compte suivant :

	Dommmages aux particuliers	Dommmages à l'État	Ensemble
Armée anglaise.....	64.500.000	28.000.000	92.500.000
— française.....	338.000.000	221.000.000	559.000.000
— italienne.....	102.500.000	25.500.000	128.000.000
— serbe.....	14.000.000	.....	14.000.000
Ensemble des armées alliées.....	92.000.000	241.000.000	333.000.000
TOTAL.....	611.000.000	515.500.000	1.126.500.000

Ce compte peut paraître très élevé mais il faut considérer : 1^o qu'il s'est accru des intérêts non payés depuis que les dommages ont été causés : près de dix ans ; 2^o qu'une armée de plusieurs centaines de mille hommes qui, se battant constamment, tantôt avane et tantôt recule (3), cause des dommages directs (4) énormes. La légitimité des réclamations

(1) Dans mon étude sur la marine marchande (cf. p. 110-2) je démontre que si les armateurs grecs avaient gardé la libre possession de leurs vaisseaux, ils auraient pu toucher des frets de 80 pour 100 supérieurs à ceux qu'ils ont reçus : et leurs équipages auraient infiniment moins souffert des torpillages pour lesquels on touchait d'ailleurs des indemnités également insuffisantes.

(2) La note collective du 23 novembre 1915 comprenait entre autres cette phrase : « Les puissances alliées sont également disposées à payer, après la clôture des hostilités, des indemnités légitimes pour *tous* dommages qui auraient pu être causés par l'occupation. »

(3) Même en l'absence d'hostilités, ces dommages sont inévitables. Sans parler de menues dépradations que la discipline la plus sévère ne peut prévenir surtout en pays étranger, les installations de camps et les besoins des troupes suffiraient à les provoquer. Les bois macédoniens utilisés pour le chauffage et la cuisine ont été fort réduits. A Corfou, mon île natale, occupée par les alliés dès 1915, les arbres qui faisaient l'ornement de la promenade d'Anemomylos ont disparu ; dans les campagnes beaucoup d'arbres même fruitiers ont subi le même sort ; les routes ont été ruinées par les camions militaires pour lesquels elles n'étaient pas faites et ainsi de suite.

(4) Il y en eut d'indirects et de très grands ; entre autres le terrible incendie qui détruisit une bonne partie de la ville de Salonique et dont l'extension est attribuable au désordre qui accompagnait la guerre. L'administration militaire étrangère ne savait pas ce qu'est un incendie dans une ville orientale bâtie pour partie en bois. On laissa aussi brûler l'admirable basilique byzantine de Saint-Démètre, alors qu'il suffisait de faire sauter quelques masures pour l'isoler des flammes.

grecques a été reconnue par l'Angleterre, du moins jusqu'à concurrence de 30.000.000 drachmes *or*, soit du tiers. Par contre la France ne reconnaît que 21.117.500 et l'Italie que 2.310.000 ; encore ces deux gouvernements prétendent calculer ces indemnités non en monnaie d'or mais en francs français et en liras italiennes, ce qui les réduit à moins du cinquième de leur montant réel, et rend le soulagement que peut espérer le trésor grec de ce chef tout à fait illusoire (1).

Les droits qui ont pu naître des dommages commis par les alliés après juin 1917 sont tout aussi compromis, car ils ont été mis à charge des indemnités dues par les vaincus sur lesquelles la Grèce devait recevoir beaucoup, mais sur lesquelles elle n'a touché que des sommes insignifiantes.

L'état estimatif des réclamations présentées par la Grèce était (2) :

a) *Dommages aux biens*

	Francs or
1 ^o Dommages terrestres.....	1.883.182.542
2 ^o — maritimes.....	623.075.000
3 ^o Batellerie fluviale (3).....	5.782.000

b) *Dommages aux personnes*

1 ^o Pensions militaires et compensations de même nature.....	697.741.431
2 ^o Allocation aux familles des mobilisés.....	497.007.763
3 ^o Mauvais traitements infligés aux civils et aux prisonniers de guerre	1.286.000.000 (4)
TOTAL.....	4.992.788.739

(1) 559.000.000 drachmes *or* réclamés à la France faisaient plus de 22.000.000 de livres sterling ; les 21 millions de francs offerts par la France avec la livre à 150 francs font 3.500.000 francs *or* ou 140.000 livres sterling ; soit un peu plus de 1/2 pour 100 de la réclamation primitive.

Avec l'Italie c'est encore pis ; les 2.310.000 lirettes offertes avec la livre sterling à 125 équivalent à 462.000 francs contre 128.000.000 demandés, soit moins de 1/2 pour 100.

Le cours du franc et de la livre sont ceux du moment où eurent lieu les négociations.

(2) Voyez *Rapport sur les travaux de la Commission des Réparations de 1920 à 1922* (Paris 1923), t. II, tableau A.

(3) Ces dommages se rapportent à la batellerie danubienne dont pour une partie notable les armateurs et les équipages étaient grecs.

(4) La presque totalité de cet article concerne les populations de la Macédoine orientale, qui après avoir cruellement souffert pendant l'occupation bulgare, se sont

Les conventions ultérieures, sans faire complètement droit aux demandes de la Grèce, lui concédèrent 0,40 pour 100 des réparations allemandes et entre 12 et 13 pour 100 des réparations à verser par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie (1), soit 528.000.000 marks or pour l'Allemagne (2), 292.000.000 fraucs or pour la Bulgarie (3). Ces satisfactions paraissaient appréciables ; elles ne l'étaient que sur le papier.

Il est inutile de refaire ici l'histoire trop connue des réparations austro-hongroises et allemandes.

Des anciens états de la monarchie habsbourgeoise, Athènes ne tira naturellement rien (4). De l'Allemagne on reçut : a) comme compensation à des pertes maritimes se chiffrant à plusieurs centaines de millions, douze vieux navires évalués par la Commission des Réparations à 5.505.367 marks or (5), et un dock flottant évalué à 45.000 livres ; b) comme compensation aux autres dommages, des indemnités en espèces ou en nature portées dans les budgets grecs de 1922-1927 pour 123.938.539 *drachmes* (6). On se rendra mieux compte de leur valeur en les évaluant en monnaie or. Ainsi, depuis l'application du Plan Dawes on a touché, du 1^{er} septembre 1924, au 1^{er} septembre 1925, marks or : 2.642.364 ; du 1^{er} septembre 1925 au 1^{er} septembre 1926, marks or : 3.159.367.

vues déportées en Bulgarie où plusieurs milliers d'hommes ont péri de privations. Une fois de plus, je renvoie pour détails au *Rapport de la Commission interalliée sur les violations du droit des gens commis par les armées bulgares en Macédoine orientale* (2 vol. Paris, 1919).

(1) A la Serbie étaient alloués 5 pour 100 des indemnités allemandes, 12 1/2 pour 100 des indemnités bulgares. A la Roumanie 1,10 pour 100 et 11 pour 100.

(2) Celle-ci, d'après la conférence de Spa, devait payer 132 milliards de marks or, dont quatre millièmes font 528.000.000.

(3) Soit 12,7 pour 100 sur 2.250.000.000.

(4) Si ce n'est quelques chevaux cédés par la Hongrie en 1924-1925.

(5) Sur leur valeur réelle et le profit qu'en tira le gouvernement grec, voyez l'étude consacrée à la Marine marchande (p. 119).

Exercices	Drachmes
(6) 1922-1923.....	239.625
1923-1924.....	20.186.467
1924-1925.....	46.401.152
1925-1926.....	13.080.695
1926-1927 (Évaluation).....	43.030.600
TOTAL.....	123.938.539

L'histoire de l'indemnité bulgare est moins connue : La Grèce avait réclamé à la Bulgarie 1.085.494.816 francs or (1). Le traité de Neuilly, en fixant l'indemnité bulgare à un total de millions de francs or : 2.250 excluait la possibilité d'une satisfaction totale ; mais il concédait celle d'une satisfaction partielle importante puisque, nous l'avons vu, la part de la Grèce était fixée à 12,7 pour 100, soit à 292.000.000 de francs or. La trésorerie grecque escomptait d'importantes recettes de ce chef, car les puissances pour faciliter à la Bulgarie l'acquittement de ses nouvelles obligations l'avaient déchargée d'obligations antérieures d'un poids presque égal : sa dette de guerre envers l'Allemagne (2), si bien que le gouvernement de Sofia ne portait, en 1919, aucune charge du chef de la grande guerre (3). Néanmoins pendant longtemps la Bulgarie ne paya rien et en 1923 elle obtint que le capital de sa dette fût réduit à 500.000.000 de francs, payables en 32 annuités s'accroissant

(1) Somme se répartissant comme suit :

a) <i>Dommmages à des personnes</i>		Francs or
		—
1 ^o Indemnités à 24.000 personnes mortes des excès dont elles furent victimes		480.000.000
2 ^o Pour travaux publics auxquels furent soumis sans indemnité 82.000 habitants		206.450.000
b) <i>Dommmages aux biens</i>		
1 ^o Destruction totale ou partielle de maisons		125.650.000
2 ^o Dommmages mobiliers		17.200.000
3 ^o Soustraction de numéraire		10.584.000
4 ^o Dommmages agricoles		162.245.500
5 ^o Dommmages à des établissements industriels et des mines et carrières		200.000
TOTAL		1.002.329.785

A quoi il faut ajouter 83.065.031 pour dommages au domaine public ou privé de l'État.

(2) Celle-ci se montait à deux milliards et avait été cédée par l'Allemagne aux alliés en vertu du traité de Versailles (art. 261). Ce même article transférait aux alliés les créances que l'Allemagne avait contre la Turquie. Mais l'article 62 du traité de Lausanne *libéra complètement* la Turquie des obligations qui lui incombaient du chef de ces dettes.

(3) D'autant plus que les dettes contractées par la Bulgarie envers nombre de fournisseurs autrichiens ou allemands, étant libellées en marks ou en couronnes, furent liquidées pendant l'effondrement de ces devises dans des conditions excessivement avantageuses.

progressivement. De ce chef la Grèce a touché les sommes suivantes :

Exercice	Dollars
1924-1925	200.689.11
1925-1926	160.061.24
1926-1927	183.788.40

III. — COMMENT FURENT COUVERTES LES DÉPENSES DE GUERRE ?

La pratique des années 1914-1918 a ajouté aux trois moyens classiques de couvrir les dépenses de guerre : impôt, emprunt, papier-monnaie, un quatrième : le concours d'alliés plus puissants. Commençons par ce dernier, nous examinerons ensuite les trois autres.

A). — *La Grèce et les Alliés*

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avancèrent, outre du matériel de guerre, des sommes très élevées aux États du sud et du sud-est de l'Europe (1), l'Allemagne en usa de même envers la Bulgarie et la Turquie (2). Le cas de la Grèce est tout différent, on peut dire qu'elle a *plus donné que reçu*.

Au cours de la guerre elle a avancé (3), pour les frais de

(1) D'après MOODY, *Analyses of Investments* (1925), p. 494 et 564 : La Serbie aurait reçu des alliés, en plus de munitions et de vivres pour un milliard, des avances en numéraire se montant à francs 998.195.466. La Roumanie devrait 1.106.000 francs à la France, 23.000.000 de livres sterling à la Grande Bretagne, 38.000.000 de dollars aux États-Unis, 156.000.000 de livres à l'Italie et 24.000.000 de francs à la Belgique.

(2) L'Allemagne a avancé :

	En bons du trésor	En matériel de guerre	En espèces (total)
A la Turquie.....	2.741	718	915
A la Bulgarie	134	862	820
A l'Autriche-Hongrie	3.660	...	233

Cf. pour détails Ch. RIST, *Les Finances de guerre de l'Allemagne*, p. 207 (Paris, 1921).

(3) En vertu d'un accord signé le 10 février 1918.

l'armée de Macédoine, 256.965.965 drachmes à la France et 116.946.333 drachmes à la Grande-Bretagne : la drachme étant alors au pair ces sommes équivalaient en chiffres ronds à 75 millions de dollars.

De plus, dès avant son entrée en guerre la Grèce se vit — comme nous l'avons vu (1) — dans l'obligation de céder sans compensation aucune sa flotte de guerre, du matériel militaire, ses chemins de fer et contre une compensation insuffisante toute sa marine marchande.

Qu'a-t-elle reçu au cours de la guerre ? *En argent liquide absolument rien* (2). Mais les alliés lui ont fourni du matériel de guerre et ouvert des crédits payables six mois après la paix. Recherchons ce que représente le profit que la Grèce a tiré de ces deux chefs.

1^o *Le matériel de guerre.* — En vertu de deux conventions du 10 février 1918 et 10 mai 1919, la Grande-Bretagne et la France ont fourni aux Grecs du matériel de guerre, *évalué par elles* à 8.348.195 livres sterling et 270.000.000 de francs.

Je souligne les mots : *évalué par elles*, parce que la convention ne fournissait pas au gouvernement hellénique le droit de contrôler les prix marqués par les autorités militaires compétentes. Sans les contester observons ce qui suit : jusqu'en mai 1919, les campagnes de l'armée grecque visaient des objectifs (3) intéressant beaucoup plus ses alliés qu'elle-même (4). Les campagnes auxquelles l'hellénisme était directement intéressé, celles de Thrace et d'Asie Mineure, furent entreprises ensuite et par les seules forces grecques.

Cette différence fut reconnue implicitement par les alliés dès le moment même où les deux conventions furent conclues.

(1) Voyez § II, p. 35.

(2) Si ce n'est 29 millions fournis au gouvernement de Salonique, pour lui permettre d'organiser une armée.

(3) Libération des territoires serbes et roumains, encerclement des bolchevistes, etc.

(4) La campagne de la Russie méridionale, qui absorba pendant six mois deux divisions helléniques, était contraire à tous ses intérêts et à toutes ses traditions. Elle fut entreprise à un moment où tous les autres se dérobaient (hiver 1918-1919) à la demande de la France ; à l'époque, le ministre des Affaires étrangères, M. St. Pichon, exprima du haut de la tribune sa haute appréciation de l'attitude de la Grèce.

Celles-ci en effet diffèrent sur un point essentiel : l'accord du 10 février 1918 prescrit qu' « à la cessation des hostilités, la France et la Grande-Bretagne détermineront la mesure dans laquelle les dépenses portées au débit du compte prévu au précédent article seront définitivement imputées à la Grèce, *en tenant compte de sa situation générale, économique et financière* ».

Au contraire, la seconde convention accorde simplement à la Grèce un délai de deux ans pour s'acquitter. Elle était d'une durée très limitée (deux mois). A partir de juillet 1919, même les facilités de paiement cessèrent (1).

En termes moins diplomatiques, cela revenait à dire à la Grèce dans le second cas : « Nous vous aiderons mais vous paierez. » Et dans le premier : « Nous fournissons du matériel pour vos troupes, mais comme nous reconnaissons qu'elles se battent surtout pour nous, vous paierez selon les profits que vous tirerez vous-mêmes de la guerre. » Et de fait, encore qu'au moment où la convention fut signée la situation économique de la Grèce fût excellente, la drachme faisant prime sur le franc et la livre, « les cercles compétents laissaient entendre qu'on ne demanderait pas finalement plus du tiers de la valeur du matériel (2) ».

Or, les comptes détaillés soumis par les alliés eux-mêmes prouvent que la presque totalité du matériel fut fourni avant mai 1919. Le total des objets fournis en vertu de la seconde convention se bornent à 1.342.133 livres sterling (3).

Si on évalue l'ensemble du matériel fourni à 95.000.000 de dollars en chiffres ronds, seuls 5.000.000 de dollars ont profité

(1) L'Angleterre, il est vrai fournit du matériel même après cette date, mais ce fut comme contre-partie des frets de navires appartenant au gouvernement grec. Aussi la trésorerie britannique n'a-t-elle pas fait entrer cette réclamation en ligne de compte.

(2) J'emprunte ces lignes à l'étude précitée de M. Al. Diomède qui, alors comme aujourd'hui gouverneur de la Banque nationale de Grèce, prit part aux négociations et a autorité pour nous renseigner sur elles.

(3) Voir pour détails, dans la *Revue économique de Grèce* (mai 1925), un article de M. Tsouderos, ancien ministre des Finances, aujourd'hui sous-gouverneur de la Banque nationale, et qui fut chargé de missions à Londres et à Paris relativement à la question qui nous occupe.

indubitablement à la Grèce, le reste a été employé par l'armée hellénique mais pour le compte des alliés.

En admettant même qu'une partie des dix-neuf vingtièmes fournis en vertu de la première convention puisse être considérée comme ayant profité à la Grèce, celle-ci reste encore créditrice sur notre chapitre, car on se rappelle qu'avant même qu'elle fut entrée en guerre les Alliés avaient pris possession de toute sa flotte, d'une grande partie de son matériel de guerre, de ses forts et de ses casernes, et aussi de ses chemins de fer. Et on a vu que rien que les dommages causés à la flotte légère se montaient à plus de 15.000.000 de francs or (1) ;

2^o *Les crédits ouverts par les alliés.* — Nous avons expliqué comment (2), par une interprétation trop large de la loi de 1910, la France et l'Angleterre avaient au début de la guerre fait des avances en écritures contre lesquelles la Banque nationale émettait des billets.

En 1918 ce système fut généralisé. La Grande-Bretagne ouvrit des crédits pour 12.000.000 de livres, la France pour 300.000.000 de francs, les États-Unis pour 50.000.000 de dollars. Contre eux furent émis pour 850.000.000 de billets que le gouvernement grec pouvait faire rembourser, six mois après la conclusion de la paix, par des tirages sur les États prêteurs. D'après cette combinaison le public grec, qui était forcé d'accepter ces billets, *faisait les avances des frais de guerre*, mais une fois la paix faite, il devait être remboursé au moyen des crédits alliés.

En fait, il se passa ceci : six mois après le traité de Versailles, le prix de la drachme dépassait de 60 pour 100 celui du franc ; comme les crédits consentis par la France étaient en francs, ils ne pouvaient être réalisés sans dommage pour les deux pays (3), on n'y fit donc pas appel. On n'eut

(1) Rien que le matériel des divisions déplacées avant 1917 par les autorités françaises et abandonné par elles est estimé à 44.504.743 drachmes or.

(2) Cf. chapitre précédent p. 19.

(3) La réalisation des crédits aurait été préjudiciable : 1^o à la Grèce en ce sens qu'elle l'aurait privée des avantages qui auraient découlé du retour du franc au pair (à l'époque cette éventualité n'était pas exclue) ; 2^o à la France parce qu'elle aurait

recours aussi que dans une mesure limitée (6.540.000 livres sterling et 15.000.000 dollars) à l'Angleterre et à l'Amérique ; la Grèce tirait de ces pays son charbon et son blé et elle voulait y posséder un fort solde créancier afin de prévenir éventuellement une hausse du change. Si bien que quand survinrent les élections de novembre 1920, restaient à percevoir 300.000.000 de francs, 5.355.321 livres et 33.236.629 dollars.

Tous ces crédits furent suspendus au moment du retour du roi Constantin. L'auteur de cette étude comprend parfaitement que cet événement ait irrité fortement les alliés, il n'en est pas moins forcé de reconnaître que leur décision était en l'espèce injustifiable. Rien dans la convention de 1918 n'indique qu'ils traitaient avec un gouvernement déterminé, et si l'arrivée aux affaires d'hommes jadis hostiles à la guerre suffisait à annuler les conventions internationales, on ne voit pas très bien quelle aurait été la situation — pour se borner à un exemple — de l'Italie, de la France ou de l'Angleterre au lendemain du retour au pouvoir de MM. Giolitti et Caillaux, ou de la formation du Cabinet Macdonald.

Ce qui plus est, elle ne constituait pas une menace assez directe (1) pour empêcher le retour du roi Constantin. Et si finalement elle a été fatale à la Grèce, cela a été moins par elle-même que parce qu'en privant le pays de l'espoir d'un emprunt extérieur, elle l'a poussé de plus en plus vers le cours forcé ; mais les effets de celui-ci ne se firent pleinement sentir qu'après septembre 1922, quand le roi Constantin était déjà reparti, si bien que ce fut la Grèce anticonstantinienne et ententophile qui en souffrit le plus. En outre, la hausse du change grec rejaillit sur l'Angleterre et les États-Unis, qui étant des pays à change élevé virent leurs exportations en Grèce

eu une influence défavorable sur le cours de son change. Je crois savoir que le gouvernement français appela l'attention amicale du gouvernement grec sur ce point.

(1) Elle n'avait pour effet *immédiat* que de priver 600 millions de billets de couverture, aussi au cours de l'année qui la suivit, le cours de la livre passa seulement de 34,33 drachmes à 70,04 drachmes.

subir une rapide décroissance (1). La décision prise en novembre 1920 apparaît donc aussi peu opportune en pratique qu'elle était peu justifiable en droit et en équité. Ce qu'il y a de plus éloquent encore, c'est qu'elle fut étendue aux avances faites par la Banque nationale de Grèce à l'armée de Macédoine.

En effet — et la chose est assez peu connue pour mériter d'être signalée — la Grèce non seulement ne toucha aucune avance liquide, mais *elle avança les frais de l'armée d'Orient française et anglaise pendant les derniers mois de la guerre*. Une troisième convention (2) avait mis une fois de plus en action la loi de 1910 (3). La France et l'Angleterre crédaient la Banque nationale de Grèce des sommes requises, et contre ces crédits la Banque émettait les billets dont leurs armées avaient besoin.

Les avantages que les deux Puissances occidentales tirèrent de cet arrangement sautent aux yeux. Elles obtinrent l'une 116.946.333 et l'autre 256.965.965 drachmes (4), sans s'exposer aux risques et aux effets préjudiciables sur leur change qu'aurait comporté la remise de sommes aussi fortes ; elles étaient de plus dispensées, tant que durait la guerre, de tout intérêt et de tout souci de remboursement. Mais non moins évidents étaient les inconvénients qui en résultaient pour la Grèce : à côté du danger éventuel de non-remboursement en cas de

(1) Voici quelques chiffres (empruntés pour ce qui est des Etats-Unis à Moody's, *Analysis of investments*, 1925, p. 462) :

	Grande-Bretagne (Livres sterling)	États-Unis (dollars)
1919	16.800.600	42.798.610
1920	15.534.200	39.462.042
1921 .....	.....	29.376.353
1922	2.339.400	11.132.947
1923	2.936.000	11.750.020
1924	5.147.000	9.835.746

(2) Signée elle aussi le 10 février 1910.

(3) Sur le mécanisme de cette loi voyez plus haut chapitre II ; pour plus de détails voir le grand ouvrage (3 vol.) déjà cité, du si regretté Ch. DAMIRIS, une série d'articles de moi publiés dans l'*Économiste Européen* (1921) et l'excellent travail de M. E. PHAR-MAKIDÈS, *Les Changes étrangers pendant la grande guerre* (en grec, 1921).

(4) Voyez aussi plus haut p. 19.

défaite de l'Entente, voire même (*comme l'événement l'a prouvé*) en cas de victoire, il y avait le danger immédiat de l'inflation. Déjà avec le système des crédits alliés on avait ajouté à la circulation une somme de près d'un milliard, l'addition d'autres 400.000.000 ne pouvait pas aller sans répercussion. Et sans doute grâce à une accumulation de circonstances heureuses (1) le change ne dépassa pas le pair, par contre la hausse des prix ne put pas être prévenue (2). Ce second danger le gouvernement grec le percevait parfaitement. Dès le début de 1918, quand la circulation avait à peine atteint 870.000.000, le rapport sur le budget remarquait (3) que la hausse des prix et l'augmentation de la population étaient insuffisantes pour justifier un quadruplement de la circulation depuis 1914, et qu'on se trouvait en présence d'une circulation *saine* sans doute puisque les billets étaient échangeables au pair, mais néanmoins *pléthorique* (4).

(1) La loi de 1910, qui autorisait l'échange à tout moment des billets contre du change au pair, tranquillisait la majorité des porteurs. D'autre part, les énormes disponibilités que par suite de la guerre on possédait dans des banques étrangères donnaient à la Banque nationale une grande liberté de mouvement. Enfin le contrôle du change, décrété depuis 1917, ne permettait pas à la spéculation de procéder sans motifs à l'exportation de capitaux.

(2) Rappelons que l'index-number, dans les années où le change était au pair, fut de :

100	en 1914
121	— 1915
167	— 1916
289	— 1917
382	— 1918
342	— 1919

La hausse des prix était parfois attribuée aux torpillages qui dans un pays tout en côtes et en îles paralysaient même le commerce intérieur. Mais la reprise des communications maritimes n'amena qu'une baisse de moins de 20 pour 100, c'est donc qu'il y avait d'autres facteurs et parmi eux sans doute l'augmentation du volume de la monnaie. D'ailleurs le gouvernement grec ne se faisait pas d'illusions sur ce point. Cf. immédiatement plus bas le rapport sur le budget de 1918.

(3) Cf. *Rapport sur l'exercice de 1918*, soumis à la Chambre par le ministre des Finances, p. 16.

(4) Voici le texte de ces observations :

« On demandera : « Existe-t-il une circulation pléthorique ? » Je réponds oui. En 1914 nous avions en circulation pour une population de 4.700.000 âmes environ 220.000.000 de drachmes en chiffres ronds, soit 47 drachmes par tête ; aujourd'hui pour 5.700.000 âmes (y compris les réfugiés et les troupes alliées) circulent 870.000.000 drachmes de billets, soit 153 drachmes par tête. La hausse des prix seule-

Avec la possibilité d'augmenter cette circulation de 850.000.000 pour crédits et de 400.000.000 pour avances aux armées anglo-française, la circulation n'était plus saine qu'en théorie (1) et devenait encore plus surabondante. Malgré les mesures prises pour la limiter (2), elle atteignit 1.274.000.000 drachmes en 1918 et 1.391.000.000 en 1919.

Et si on demande pourquoi tout en voyant le danger le gouvernement signa la convention, la réponse sera que M. Venizelos voulait convaincre les Alliés que la Grèce se mettait à leur disposition *sans conditions* (3) et avec toutes ses *forces militaires et économiques*. Il était d'ailleurs convaincu de la victoire finale de l'Entente et que, pour le moment, la garantie offerte aux nouveaux billets était suffisante pour maintenir le change au pair. Sur ces deux points il ne se trompait pas et il ne pouvait pas humainement prévoir la note de novembre 1920.

Quoi qu'il en soit, la convention fut fidèlement exécutée par la Grèce, qui fournit aux armées alliées toutes les sommes

suffit d'ailleurs à prouver la pléthore. Le seul bonheur est que la circulation est *saine* puisqu'elle repose sur des disponibilités réelles. Néanmoins des mesures de précaution s'imposent. »

Parmi celles à prendre le rapport énumère : 1° l'importation par l'État de grandes quantités d'objets de première nécessité de façon à ce que les prix de ceux-ci fussent réglés par leurs cours à l'étranger et non par le volume de la circulation interne ; 2° l'absorption de la monnaie surabondante par l'émission par l'État de lettres de change basées sur les crédits ouverts par les Puissances et acceptées par la Banque nationale ; 3° le contrôle du change destiné à empêcher sa hausse en limitant les demandes de devises étrangères au strict nécessaire.

(1) Puisqu'elle était couverte par des crédits en écriture et non des crédits liquides.

(2) Cf. p. 46 note 4.

(3) Rappelons que dès août 1914, au lendemain de Charleroi, avec l'autorisation du roi Constantin, il offrit d'entrer en guerre *sans conditions*. Sa théorie, qu'il formula à l'auteur de ces pages, était qu'on peut marchander avec des alliés d'occasion et non des amis de toujours. Il ne varia jamais sur ce point.

Son successeur, M. Gounaris, quand il offrit officiellement de sortir, en avril 1915, ne se montra pas beaucoup plus exigeant : il demandait, uniquement, qu'on lui *garantît l'intégrité du territoire grec*. Mais l'Entente qui avait repoussé l'offre de M. Venizelos de peur de jeter la Turquie dans les bras de l'Allemagne se préparait, comme elle le fit deux mois plus tard (juillet 1915), à offrir des territoires grecs et serbes à la Bulgarie pour l'attirer à elle ; elle opposa donc à la Grèce un refus aussi sec que la première fois. Il faut ajouter que ainsi que la publication des documents officiels allemands l'a prouvé, aux moments de ces refus successifs la Turquie puis la Bulgarie étaient déjà liées aux Puissances centrales. C'est le cas ou jamais de répéter le vers fameux :

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

dont elles avaient besoin. Dans l'année qui suivit la paix, la Grande-Bretagne s'empessa d'acquitter sa dette, mais la France n'imita pas cet exemple, et après le retour du roi Constantin refusa de rembourser les avances faites à l'Armée d'Orient ;

3^o *Conclusion*. — Il résulte de ce qui précède que : *a*) pour ce qui est du matériel, la Grèce n'a certainement pas reçu plus qu'elle n'a donné ; *b*) en ce qui concerne les avances en argent qui peuvent être évaluées avec plus de précision, elle a touché 6.540.000 livres sterling (161.787.190 drachmes) et 15.000.000 dollars (77.737.000 drachmes), en tout 239.000.000 de francs or. Par contre elle n'a pas reçu remboursement des 257.000.000 drachmes or avancés à l'armée d'Orient, si bien que *loin de rien recevoir elle a versé en réalité presque 20.000.000*.

En mettant les choses au mieux — c'est-à-dire en élevant l'estimation des sommes dues pour matériel de guerre — il reste que du point de vue financier comme du point de vue militaire (1), la Grèce a été laissée par les alliés à ses propres ressources. Elle dut donc faire face à ses dépenses extraordinaires par les trois moyens que nous avons appelés classiques : les nouveaux impôts, les emprunts, la circulation fiduciaire. Nous allons les examiner successivement.

B). — *Les impôts*

Les recettes, autres que celles provenant d'emprunts, se résument en le tableau suivant :

Années	Millions de drachmes
1914.....	218
1915.....	222
1916.....	226

(1) L'armée d'Orient qui, en septembre 1918 enfonça le front austro-bulgare, était composée pour 44 pour 100 de Grecs.

Le concours des alliés aux campagnes intéressant la Grèce (Asie-Mineure et Thrace) se borna même, avant le retour du roi Constantin, à quelques coups de canon tirés par un cuirassé anglais contre les batteries de Raidesto (août 1920). Après le retour du roi Constantin, du matériel de guerre fut fourni... mais aux Turcs.

Années	Millions de drachmes
1917.....	234
1918-1919	516
1919-1920	586
1920-1921	725
1921-1922	978
1922-1923	1.895
1923-1924	3.712
1924-1925	5.091

Et cette hausse continue, puisque les recettes de l'année 1925-1926 sont évaluées à 6.004.000.000.

Sans doute pour mieux apprécier la signification de ces chiffres il faut se rappeler que le change ne resta au pair que jusque et y compris l'année 1919.

En 1920 la livre était à	34,33	cours moyen
— 1921	—	70,04
— 1922	—	279,89
— 1923	—	298,95
— 1924	—	248,17
— 1925	—	315,47

Mais même en tenant compte de cette dépréciation de la drachme, il reste que le contribuable a payé, en 1925, 19.000.000 de livres sterling, soit 475.000.000 de drachmes or.

Il faut tenir compte aussi : *a*) que la Thrace, province dont la richesse contribua à l'augmentation des recettes de 1920-1922, fut perdue dès l'automne 1922, de même que l'Asie Mineure (1) ; *b*) et surtout que les impôts sont établis en principe en drachmes et que partant leur quotité ne variait pas en raison inverse de la dépréciation de celle-ci.

En d'autres termes, non seulement les augmentations des années 1914-1920 où le change était au pair, mais même celles de la période suivante ne s'expliquent que par un *effort fiscal intense*.

De fait, de nouveaux impôts, soit sous forme d'augmenta-

(1) Les recettes de celle-ci ne figurent pas dans les chiffres ci-dessus ; il n'en est pas moins vrai que son occupation ne pouvait pas ne pas avoir un contre-coup favorable sur les recettes du pays.

tion de montant, soit sous celle de taxes nouvelles, furent décrétés en grand nombre.

Ils entrèrent en vigueur à trois dates : de 1918 à 1919 (ministère Négreponte); pendant l'été 1922 (ministère Lado-poulos); de 1922 à 1923 (ministère Cofinas).

Et d'abord M. Négreponte (cabinet Vénizelos) augmenta les impôts sur le tabac et l'alcool, et les droits de timbre, il remit en vigueur les droits sur le vin (abolis depuis la crise viticole de 1908), établit une taxe sur les opérations de bourse et principalement fit appel aux impôts directs. Les droits de successions et de donations furent augmentés fortement (1), des impôts sur les plus-values et les bénéfices de guerre furent introduits, les anciens impôts directs furent remplacés par un impôt global sur le revenu, imité de la législation française de 1914. Cette réforme (2) bouleversait les assises du régime fiscal, car elle transformait le caractère *réel* des impôts directs en *personnel*, et à ce titre elle appelle certains commentateurs qui trouveront leur place dans notre quatrième chapitre. Mais elle comportait également une aggravation des charges, car non seulement certaines branches des revenus jadis échappant au fise (3) y étaient désormais soumises, mais encore le quantum de l'impôt fut élevé et enfin celui-ci prit un caractère nettement progressif (4).

Toutes ces réformes produisirent en une année des recettes de 120.000.000 de drachmes, avec le change au pair, soit 24.000.000 de dollars.

(1) Au delà même, semble-t-il, de ce qu'il fallait : en juillet 1923, on fut obligé de les diminuer pour combattre les fraudes.

(2) On consultera sur elle : 1° un volume publié en 1919 par le ministère des Finances et contenant, outre le texte des lois, une introduction par M. Tantalidès alors directeur des contributions directes, les principaux documents parlementaires et les discours du rapporteur et du président de la Commission compétente ; 2° les débats parlementaires du mois de décembre 1918 au cours desquels plusieurs députés, même gouvernementaux, critiquèrent la législation nouvelle ; 3° un mémoire détaillé (84 pages) et également défavorable, de la Chambre de Commerce d'Athènes en date du 22 avril 1922 ; 4° un ouvrage à caractère pratique de M. A. Sbarounis, chef de section au ministère des Finances (page 399, Athènes, 1923).

(3) Notamment plusieurs formes des revenus mobiliers.

(4) Dans le chapitre suivant nous expliquerons comment ce dernier trait fut encore accentué par la baisse de la drachme.

Du retour du roi Constantin à mars 1922, les trois gouvernements qui se succédèrent au pouvoir préférèrent recourir au papier monnaie plutôt qu'à l'impôt. Feu P. Protopapadakis comprit ce qu'une pareille politique avait de néfaste. Il imagina comme ministre des Finances l'emprunt dit forcé (1), et pour assurer le service et le rapide amortissement de celui-ci, il doubla le tarif de l'impôt sur le revenu et ajouta dix centimes additionnels aux autres impôts directs et indirects. Devenu président du Conseil, il fit de concert avec M. Ladooulos voter pour 600.000.000 de drachmes de nouvelles recettes, qu'il obtint par l'augmentation des droits de douane et des impôts du tabac et de l'alcool, par l'introduction d'une taxe de luxe et de certains droits d'exportation, enfin par la remise en vigueur de l'impôt sur les bénéfices extraordinaires. Si toutes ces mesures avaient été prises dix-huit mois plus tôt, peut-être les privations n'auraient-elles pas miné le moral de l'armée d'Asie Mineure.

Mais ce fut surtout après le désastre micrasiatique que vinrent les dispositions les plus décisives. On décréta coup sur coup :

a) Le doublement des droits de douane par l'évaluation de la drachme métallique à dix drachmes papier (2) : d'où augmentation de 350.000.000, plus 82.500.000 pour l'oetroï ;

b) L'augmentation de l'impôt sur le tabac : 360.000.000 de drachmes ;

c) L'introduction d'un impôt sur les chèvres et moutons : 55.000.000 ;

d) L'augmentation du prix des six monopoles : 148.000.000 ;

e) L'augmentation de 50 pour 100 des droits de timbre : 52.000.000 ;

f) L'augmentation de l'impôt sur l'alcool : 34.000.000 ;

g) La réforme de l'impôt sur le revenu : 18.800.000.

De toutes ces mesures et de certaines autres de moindre

(1) Voir pour détails l'appendice consacré à cette opération, p. 56.

(2) Un très grand nombre de droits d'entrée sont payables en monnaie métallique, mais la prime de l'or avait fait qu'on s'était borné à évaluer la drachme or à 3,50 drachmes papier. M. Ladooulos la porta à 5,60.

importance, on escomptait une augmentation des recettes ordinaires pour 1.559.000.000. *Le budget était plus que doublé.*

En outre, M. Cofinas introduit un impôt sur le capital, percevable en cinq ans, dont il attendait 2.000.000.000, soit 400.000.000 de drachmes par an. Ce prélèvement était destiné à éteindre au fur et à mesure les 750.000.000 de billets émis en mars 1923. M. Cofinas étant tombé du pouvoir, ses successeurs ont suspendu l'application de cet impôt qu'ils se proposaient de réformer, et qui par conséquent a été loin de donner ce que son promoteur attendait de lui (1).

Au demeurant, les autres impôts furent reconnus suffisants pour ramener le change à des limites raisonnables (2) et pour permettre au trésor de maintenir sur les frontières de Thrace une armée complètement réorganisée.

Ainsi l'effort fiscal de l'hiver 1922-1923 contribua puissamment à ce qu'une paix honorable, du moins pour la Grèce (3), fut signée à Lausanne.

C. — *Les emprunts intérieurs*

a) *Les emprunts proprement dits.* — Les emprunts intérieurs ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'économie des États

(1) D'après les chiffres inédits qui m'ont été communiqués par M. A. Cotozozos, chef de la Section compétente au ministère des Finances et directeur de la *Revue économique de la Grèce*, les sommes perçues ont été :

Exercice	Drachmes
1923-1924.....	83.814.389
1924-1925.....	79.992.611
1925-1926.....	66.487.501
1926 jusque fin septembre 1926.....	36.459.394
TOTAL.....	266.753.895

Il semble cependant que l'administration soit maintenant résolue à poursuivre l'application de l'impôt en soumettant à un contrôle sévère les déclarations déjà faites et en prenant des mesures contre les personnes très nombreuses qui s'en étaient abstenues. Elle calcule qu'elle pourra faire rentrer ainsi plusieurs centaines de millions.

(2) Cf. ce que nous disons plus bas du change au cours de 1923.

(3) La Turquie renonça à ses prétentions touchant une indemnité de guerre et la destruction de la flotte grecque.

neufs (1). Il en fut ainsi notamment dans les États balkaniques, y compris la Grèce. Encore en 1907, un emprunt intérieur de 20.000.000 est relevé dans les rapports officiels étrangers (2) comme un fait notable. Les emprunts intérieurs contractés pendant les guerres balkaniques (3) furent, eux aussi, d'une importance limitée et avaient un caractère provisoire (4).

Au contraire, les années 1917-1920 sont marquées par de grandes opérations de crédit : à l'emprunt de 100.000.000 (1917) succéda celui de 75.000.000 (1918), et enfin l'emprunt à lots de 300.000.000 (1920). Ce dernier était le plus grand emprunt contracté jusque-là par la Grèce (5). Sa réussite marque une étape importante dans son histoire financière.

b) *Les bons du Trésor.* — Les ressources qu'Alexandre Ribot sut tirer des emprunts à court terme, propagea l'usage de ces instruments dans tous les pays alliés. Une loi de 1918 autorisa le gouvernement hellénique à émettre jusqu'à 200.000.000 de « bons de la Défense nationale ». Ce maximum fut porté à 300.000.000 en 1921 et à 500.000.000 en 1922. Au moment de la signature du traité de Lausanne, les bons en circulation se montaient à 443.000.000. Ils contribuèrent donc pour une somme égale aux emprunts à long terme à couvrir les dépenses extraordinaires des années de guerre. Depuis ils ont servi à couvrir une partie encore plus importante des dépenses extraordinaires, conséquences directes de la guerre (démobilisation, réfugiés, etc.). Leur nombre total atteignit 611.000.000 (septembre 1923), 978.000.000 (décembre), 1.255.000.000 (mars 1924) ; en décembre 1924 il était de 1.600.000.000 (6).

(1) L'épargne n'ayant pas eu le temps de se constituer.

(2) Voir le rapport annuel de M. Alban Young, délégué britannique à la Commission financière internationale.

(3) Cf. chapitre premier.

(4) Ils étaient destinés à être liquidés par un grand emprunt extérieur.

(5) L'emprunt de 500.000.000 de 1914 n'avait été émis que pour la moitié (cf. p. 15). Aucun des autres emprunts, y compris celui de l'indemnité de guerre turque garanti par les trois Puissances protectrices (1898), n'avait atteint 150.000.000.

(6) La limite de l'absorption du marché fut dès lors atteinte, et en 1925 on dut prendre des mesures fiscales (10 centimes additionnels) pour amortir la dette ; plus tard (janvier 1926) on dut même la soumettre en partie à une conversion forcée. Mais ces mesures sortent par leur date du cadre de notre étude.

D) *La circulation fiduciaire*

Pendant longtemps on n'eut pas recours au cours forcé proprement dit ; les émissions nouvelles étaient couvertes par les crédits des alliés. Au début de l'été 1920 la situation se compliqua : la Grèce fut officiellement invitée à dégager par une campagne micrasiatique les alliés menacés à Constantinople par les kémalistes. Les crédits français n'étaient pas utilisables, par suite de la baisse du franc, et on ne voulait pas épuiser les crédits anglo-américains (1). On se résolut donc à émettre pour 600.000.000 de billets. Cette émission pouvait être considérée comme contraire à la loi du contrôle, mais la Commission internationale, composée des représentants des Puissances qui invitaient la Grèce à étendre son rayon d'action militaire, fermèrent les yeux. La porte était ouverte à l'inflation. En octobre 1920, la livre était déjà à 35 drachmes. Sans nouvelle émission et par suite de la note des puissances qui privait près de 600.000.000 de billets de leur couverture (2), elle atteignait 49 drachmes avant la fin de l'année. En mars 1921 on émit 500.000.000 nouveaux de billets, d'où nouvelle hausse du prix de la livre ; moyenne de l'année : 70 drachmes (3). En février 1922, autre émission de 550.000.000 : la livre est à 97. C'est alors que P. Protopapadakis, alors ministre des Finances, eut recours à la mesure suivante : les billets de banque furent coupés en deux, une moitié resta en circulation, l'autre moitié fut échangée contre des titres d'un emprunt intérieur. La circulation devait être réduite de 3.100.000 à 1.550.000. Mais le gouvernement était autorisé à émettre progressivement de nouveaux billets jusqu'à concurrence du montant converti en obligations. En somme, on arrivait à émettre plusieurs centaines de millions de nouveaux billets sans augmenter la circulation. Par contre la population était

(1) Cf. plus haut p. 43-44.

(2) Cf. plus haut p. 44, note 1.

(3) Minimum 47, maximum 100.

forcée de convertir la moitié du numéraire qu'elle possédait en mars 1922 contre des titres à vingt ans d'échéance.

Cette opération est si originale et a soulevé de si vives discussions en Grèce et à l'étranger que nous avons cru devoir lui consacrer tout un appendice. Pour le moment il suffit de retenir que, grâce à elle, l'augmentation de la circulation fiduciaire subit un arrêt de près d'un semestre. Pourtant elle ne pouvait constituer qu'un remède provisoire car le produit de l'emprunt, qui ne suffisait pas à couvrir les dépenses extraordinaires de 1921-1922, pouvait encore moins faire face à celles de 1922-1923, quand on dut à la fois s'occuper de plus de 1.000.000 de réfugiés et maintenir (1) une armée sur pied de guerre (2).

Il fallut donc émettre 600.000.000 de nouveaux billets en octobre 1922 et 750.000.000 en mars 1923 ; le 31 mars 1923 le total de la circulation atteignait 4.867.258.045.

Heureusement, dans l'intervalle on avait voté la longue liste des impôts mentionnés plus haut ; la conviction se répandit que la circulation non seulement cesserait d'augmenter mais encore irait diminuant. Le prix de la livre qui avait passé de 142 drachmes (septembre) à 386 drachmes (novembre 1922) et 426 drachmes (mars 1923) refléta cet état d'esprit. En mai 1923, il était de 288. Et depuis, s'il s'est abaissé à moins de 200 drachmes, il n'a de toute l'année, malgré de graves difficultés intérieures et extérieures (3), réatteint le niveau de 300 (4).

(1) Du moins jusqu'au traité de Lausanne (juin 1923).

(2) En effet, le montant de l'emprunt évalué à 1.550.000 ne fut en réalité que de 1.310.000 tandis que les dépenses extraordinaires se montèrent à 1.996.000.000 (1921-1922) et à 2.518.000.000 (1922-1923).

(3) Incident de Corfou (août-septembre), mouvement militaire, élections, départ du roi Georges II, etc.

(4) Voici quelle fut sa courbe mois par mois :

Juin.....	153
Juillet.....	187
Août.....	265
Septembre.....	255
Octobre.....	295
Novembre.....	281
Décembre.....	233

En somme la politique de la Grèce, quant au papier-monnaie, peut se résumer pour les années de guerre en ceci :

De 1912 à 1920 le change reste au pair. De 1920 à 1922, émission de billets non couverts pour plus de 2.000.000.000, la livre monte de 25 à 100 drachmes environ. Au printemps 1922 la hausse est arrêtée par une mesure héroïque : on coupe les billets en deux. En septembre, avec le désastre micrasiate, les nouvelles émissions reprennent ; quand elles atteignent 1.350.000.000 de drachmes, la livre bondit à 426. Mais on retourne à la « finance héroïque », cette fois sous forme d'une fiscalité des plus énergiques ; la livre redescend à un niveau raisonnable.

APPENDICE

La loi du 25 mars 1922 et l'emprunt, dit forcé (1). — La loi du 25 mars 1922 doit nous arrêter plus longuement que les autres mesures prises en Grèce pendant la guerre, car, autant que je sache, elle est parfaitement originale (2).

Rappelons qu'elle consistait en deux mesures parallèles : a) d'une part on coupait les billets en deux ; une partie continuait à circuler pour la moitié de la valeur originale, la seconde était échangée contre des titres d'un emprunt ; b) la Banque nationale était obligée de porter au crédit de l'État une somme égale à la moitié des billets qu'elle avait le droit d'avoir en circulation. Ceci revenait à dire qu'elle pouvait émettre des billets d'une valeur égale au montant de la somme retirée.

Ajoutons que des conditions avantageuses étaient consenties au nouvel emprunt : le taux en fut fixé à 6 1/2 pour 100 (3), il fut doté de lots pour un montant de huit millions ; il était amortissable en vingt ans (4). Enfin des majorations d'impôts très importantes étaient consacrées à son service.

(1) Cf. un article par A. G. P. dans la *Revue de Science financière*, 1922, et un autre par M. E. TSOUDEROS, dans la *Revue d'Economie politique*, 1922 ; voir aussi EULAMBIO, *The National Bank*, p. 152-154.

(2) On l'a quelquefois comparée à une mesure édictée au lendemain de la guerre en Tchécoslovaquie et tendant à réduire de moitié la valeur des couronnes. Mais cette loi, ainsi qu'une loi hongroise de la même époque, visait à réduire la circulation de moitié tandis que la loi grecque avait en vue de fournir à l'État de nouvelles ressources.

(3) Taux dépassant celui de tous les emprunts grecs antérieurs.

(4) Comme les autres emprunts grecs il était dispensé de tout impôt.

Les billets en circulation s'élevant à 3.100.000.000, de drachmes, le montant du nouvel emprunt devait être de 1.550.000.000 de drachmes. En réalité il ne fut que de 1.300.000.000 environ car on consentit un abatement à la Banque nationale, qui se trouvant en possession de 750.000.000 de billets, était particulièrement atteinte par la nouvelle mesure, et de plus on déchargea de l'emprunt les étrangers dont plusieurs, comme nous le verrons tout à l'heure, abusèrent de ce privilège.

Telle fut *grosso modo* la mesure adoptée. Il nous reste à la définir du point de vue théorique et à la juger du point de vue pratique.

Du point de vue théorique, il est incontestable que c'est à tort qu'elle fut qualifiée d'emprunt forcé. Elle n'a pas augmenté la dette de l'Etat ; elle en a simplement modifié la nature. Il faut en effet ne pas oublier que le cours forcé n'est autre chose « qu'un emprunt forcé sans intérêt, avec pour prêteur involontaire la Société tout entière ». Cela est tellement vrai qu'en Grèce comme ailleurs, les billets font partie de la dette flottante ; pour la moitié pour laquelle ils furent transformés en obligations, ils firent désormais partie de la dette à longue échéance (1).

Du point de vue théorique l'opération doit donc être définie *une consolidation ou pour mieux dire une conversion* (2) *de la moitié de la dette flottante sous forme de papier monnaie permettant à l'Etat d'émettre de nouveaux billets sans gonfler la circulation*, puisque les billets à émettre ne pouvaient dépasser le montant des billets consolidés.

Du point de vue pratique comment la mesure doit-elle être jugée ? (3) Elle a été critiquée (4) notamment à deux points de vue :

1^o En ce qu'elle ébranlait la confiance en la monnaie. Comme celle-ci

(1) Pourquoi donc le législateur grec a-t-il qualifié l'opération d'emprunt forcé ? Le professeur Jean Eftaxias, ancien directeur de la Banque nationale, qui a dénoncé l'erreur dès le premier jour, estime que ce fut pour des raisons politiques ; pour montrer à l'intérieur et à l'extérieur que le pays était à même de trouver un emprunt de plus d'un milliard et n'était pas à bout de ressources (journal *Embros*, 31 mars 1922).

Je ne crois pas qu'on ait montré tant de machiavélisme ; aussi bien, quelque nom qu'on lui donnât, l'opération comportait de la part des Grecs des sacrifices. Il est probable qu'on a employé le terme d'emprunt forcé parce que l'opération apparaissait comme telle aux yeux du gros public qui ne se rend pas compte que les billets constituaient déjà un emprunt. L'idée d'un emprunt forcé était d'ailleurs dans l'air et avait été appliquée depuis la guerre sous une forme plus ou moins déguisée, dans nombre de pays. Cf. le chapitre XIII du cours du professeur Jèze sur le Crédit public (Paris, 1922).

(2) Le terme *conversion* est plus indiqué car les nouvelles obligations sont, nous l'avons dit, non pas des titres consolidés, mais des titres amortissables en peu d'années.

(3) Cf. pour ce qui va suivre les articles précités et les Débats parlementaires grecs, séances des 21 et 23 mars 1922.

(4) Je me borne aux critiques touchant les principes. Dans les détails de l'application il y eut, notamment en ce qui concerne les dispositions transitoires touchant

est l'instrument par lequel se font les échanges, cet acte essentiel de la vie économique se trouvait gravement troublé. On observait que dès que le public n'a plus confiance en la monnaie il s'empresse d'échanger les billets qui lui parviennent ou contre des devises étrangères, d'où hausse des changes, ou contre des marchandises, d'où hausse des prix ;

2° En ce qu'elle frappait très inégalement les habitants. On faisait ressortir que les classes pauvres et les classes agricoles ont en billets une partie infiniment plus importante de leur avoir que les classes aisées.

Au premier de ces arguments il était facile de répondre que, à défaut de consolidation il aurait fallu recourir à des émissions complémentaires qui auraient apporté dans le change et les prix des perturbations infiniment plus grandes que celles qu'on appréhendait. On soutenait même que la nouvelle loi ne pouvait pas provoquer les effets dénoncés puisque la valeur totale des billets ne pourrait en aucun moment dépasser celle existante en mars 1922, et on allait jusqu'à dire qu'elle pourrait avoir des effets contraires, attendu que le gouvernement ne devait procéder à l'émission des 1.550.000.000 de nouveaux billets qu'au fur et à mesure de ses besoins, si bien que pendant plusieurs mois la circulation se trouverait réduite (1).

A la seconde critique M. Gounaris, alors premier ministre, répondit que, pour ce qui est des citoyens — sauf rares exceptions — le numéraire qu'ils possèdent est plus ou moins en proportion de leurs dépenses quotidiennes ou de l'importance de leurs entreprises, et que d'ailleurs

les parties des billets convertis, des flottements et des maladresses aboutissant à des injustices. Voir sur ce point l'article précité de M. Tsouderos.

La disposition qui a donné lieu à plus de controverses a été celle accordant aux débiteurs la faculté d'acquitter leurs dettes, pendant un trimestre, moitié en espèces, moitié en bons de l'emprunt.

(1) Voyez le discours de M. Protopapadakis.

De fait, encore en juillet, le niveau de la circulation était de 15 pour 100 inférieur à celui de mars. Pourtant le change et avec lui les prix ne cessèrent de monter. La livre, de 97 en janvier, atteignit 100 en avril, 128 en juin, 140 en juillet et août ; l'index-number passait pendant le 1^{er} semestre de 1922 de 417 à 559. Mais cette contradiction s'explique par les faits suivants :

1° Le prix de la livre ne fut si bas, pendant le 1^{er} trimestre, que parce qu'on escomptait avec certitude la conclusion d'un emprunt en Angleterre ; le chancelier de l'Echiquier avait en effet officiellement annoncé à M. Gounaris, alors à Londres, que contre la renonciation de la part de la Grèce au reliquat des crédits de 1918 il levait son opposition à la conclusion d'un emprunt sur le marché britannique ;

2° Parce que l'emprunt dit forcé provoqua une méfiance chez les émigrés d'Amérique dont les remises sont un des facteurs essentiels des cours des changes ;

3° Et surtout parce que l'emprunt n'ayant été suivi d'aucune amélioration dans la situation militaire, chacun prévoyait que bientôt de nouvelles et plus graves difficultés allaient naître.

Cependant il reste que la hausse des changes et des prix aurait été infiniment plus rapide et plus forte avec l'émission de nouveaux billets.

les certificats qu'on leur donnait en échange de leurs billets pouvaient être, en cas de besoin, vendus ou donnés en gage à la Banque nationale (1). Quant aux agriculteurs, l'habitude qu'ils avaient de thésauriser était contraire tant à leurs intérêts qu'à ceux de l'économie nationale ; si bien que *l'épargne forcée* qu'on leur imposait constituait une œuvre d'assainissement financier (2).

Sur ce point la réponse était loin d'être satisfaisante, car elle ne répondait pas à l'argument que les classes agricoles étaient le plus durement frappées. En outre il était loin d'être prouvé que la quantité du numéraire que chacun possède est en proportion de ses dépenses ou du cercle de ses affaires, elle peut dépendre de mille autres circonstances (3). De plus c'était certainement les plus gênés des porteurs qui devaient être amenés à réaliser les obligations données en échange des billets et comme celles-ci étaient, malgré les avantages dont le nouvel emprunt était entouré (4), cotées à un prix sensiblement au-dessous du pair (5), c'étaient les moins fortunés qui devaient le plus pâtir de l'opération. Les inégalités indiscutables étaient encore accrues du fait que les étrangers se trouvèrent dispensés (6) ; privilège qui permit à certains de faire des bénéfices illégaux en présentant comme leur appartenant des billets qu'ils achetaient au rabais aux porteurs grecs (7).

Mais quand on aura dit tout ceci il faudra cependant reconnaître que la loi du 25 mars 1922 était préférable à toutes les autres solutions possibles. Il s'agissait en effet pour le gouvernement de trouver rapidement le milliard de drachmes que réclamaient d'urgence les armées de Thrace et d'Asie-Mineure. Pour se proeurer des sommes si élevées, la science des finances n'indiquait que trois autres moyens : l'emprunt, le papier-monnaie, l'impôt sur le capital.

Or, pour ce qui est du premier, la situation diplomatique de la Grèce

(1) Celle-ci avait l'obligation d'avancer sur eux jusqu'aux deux tiers de leur valeur nominale.

(2) On observait aussi que les injustices éventuelles étaient palliées du fait qu'au premier rang des revenus affectés se trouvait la majoration de 100 pour 100 des tarifs de l'impôt sur le revenu, contribution frappant les classes aisées.

(3) Par exemple de la nature des affaires.

(4) Cf. p. 56.

(5) Elles étaient encore au début de 1927 aux environs de 72 pour 100.

(6) Cette concession s'explique par la situation très difficile que traversait alors la Grèce et le souci de ses gouvernements d'éviter toute nouvelle friction diplomatique.

En Tchécoslovaquie et en Hongrie, les étrangers furent comme tous les autres porteurs soumis à la mesure qui réduisait la valeur des billets de moitié. Ceci alors qu'aucune contre-partie n'était accordée pour ce sacrifice.

(7) L'étendue de cette spéculation peut être jugée par le fait que les étrangers, alors qu'ils représentent une partie infime de la population et que beaucoup d'entre eux sont notoirement sans capitaux, se trouvèrent représenter 70.000.000.

défendait de songer à un emprunt extérieur en or (1). Parallèlement la baisse de la drachme condamnait par avance à un échec certain l'émission d'un emprunt intérieur (2).

Pour ce qui est du papier monnaie, chacun était forcé de reconnaître que de nouveaux billets : a) auraient une conséquence néfaste et immédiate : la hausse du change et des prix ; b) auraient été pour les porteurs plus préjudiciables encore que la consolidation partielle, puisqu'ils auraient amené une baisse de leur avoir sans compensation aucune, tandis que la loi leur donnait du moins des titres portant intérêt d'une valeur égale à celle de leurs billets sacrifiés (3).

Quant à l'impôt sur le capital il apparaissait sans doute comme plus juste que la consolidation, puisqu'il pouvait être proportionné à la fortune acquise. Mais outre que cet avantage était tout théorique (l'évaluation de la fortune peut donner naissance aux plus criants passe-droits), il demandait pour être établi de longs mois, alors que les besoins de l'armée étaient immédiats. En outre il était impossible d'espérer qu'il pouvait donner d'un coup les sommes nécessaires ; à preuve que toutes les fois qu'il est introduit dans un pays il est espacé sur un grand nombre d'années (en Italie dix ans). En Grèce il aurait fallu au moins trois années pour réunir les sommes que la consolidation des billets fournit en vingt-quatre heures (4).

En somme la loi de mars 1922, relevant de ce que Vilfredo Pareto appelait « la finance héroïque (5) » honore l'ingéniosité et le courage de ceux qui l'ont proposée. Mr. Lloyd George a justement loué en pleine Chambre des Communes (6) le peuple grec pour le patriotisme avec lequel toutes les classes s'y plièrent.

Tout ce qu'on peut lui reprocher, comme aux mesures fiscales prises pendant l'été 1922, c'est qu'elle était tardive. Pour porter ses fruits, la finance héroïque eut dû être appliquée dès le début de 1921.

(1) Les espoirs qu'on fonda un instant sur un emprunt anglais aboutirent à de cruelles désillusions.

(2) On sait en effet que dans tous les pays où la monnaie baisse, les capitalistes ne se soucient pas de souscrire à des titres dont la valeur *réelle* est destinée à suivre la courbe descendante de la monnaie. C'est là même un des effets les plus déplorable du cours forcé.

(3) Les conséquences désastreuses qu'aurait eues à tout point de vue une nouvelle émission furent montrées avec une force singulière par P. Protopapadakis (discours du 21 mars 1922).

(4) M. Cofinas espérait tirer 2.000.000.000 de l'impôt sur le capital édicté en mars 1923. Mais le prélèvement était réparti sur cinq ans et la première année ne devait pas donner plus de 300.000.000. La perception de cet impôt extraordinaire fut d'ailleurs pour ainsi dire suspendue dès que son auteur quitta le ministère (cf. plus haut).

(5) A qui le regretté et illustre économiste opposait « la finance joyeuse », se fiant sur le papier-monnaie pour couvrir des dépenses mal contrôlées.

(6) Été 1922.

CHAPITRE IV

La situation financière au lendemain de la guerre

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Pour apprécier les effets financiers d'une guerre sur un pays, il faut sans doute examiner successivement ses dépenses, ses charges fiscales et sa dette au lendemain de la paix. Mais il faut montrer auparavant les changements que la guerre a pu apporter à son territoire, sa population et sa richesse. Il est en effet évident que selon que ces trois facteurs ont augmenté ou diminué, le fardeau légué par les hostilités pèse plus ou moins lourdement.

Comment les choses se sont-elles présentées en Grèce ?

De nombreuses publications permettent aujourd'hui de mieux apprécier la portée que la victoire des alliés en Orient a eu sur la terminaison de la grande guerre. De tous les documents publiés nous n'en rappelons qu'un (1) : la dépêche par laquelle le maréchal von Hindenburg faisait savoir au chancelier de l'Empire qu'« une offre de paix immédiate était nécessaire, vu que par suite de l'écroulement du front de Macédoine il ne reste aucun espoir de forcer l'ennemi à faire la paix ». On oublie trop souvent d'ajouter que l'armée

(1) Il en est bien d'autres. A l'occasion de l'anniversaire de l'armistice, M. Auguste Gauvain écrivait dans le *Journal des Débats* (novembre 1926) : « On lira maintenant avec un intérêt particulier les livres où MM. Appuhn et Auerbach ont retracé jour par jour les perplexités des gouvernements allemands et austro-hongrois pendant les derniers mois de la guerre. On mesurera mieux ainsi l'étendue de la désillusion causée par la percée du front bulgare et la portée générale de l'événement. Dans son substantiel petit livre sur la *Grande Guerre*, le général Thevenet marque lui aussi l'importance de la victoire du général d'Espèrey : « Ce coup, dit-il, frappe l'Allemagne d'une sorte d'épouvante. Cette épouvante était justifiée. »

du maréchal Franchet d'Esperey était composée pour 44 pour 100 de Grecs et que tant que l'armée hellénique ne s'était pas jointe aux alliés, toute offensive sérieuse sur le front macédonien était impossible (1). Emile Boutroux (2) a eu donc raison quand il disait publiquement, pendant la Conférence de la Paix : « C'est la Grèce qui a déclenché la victoire. »

Les avantages que l'hellénisme tira de cette brillante participation furent plus que négatifs.

Sans doute le traité de Sèvres lui accordait toute la Thrace et Smyrne ; le Conseil Suprême (3) lui concédait l'Épire du Nord (Arghyrokastron et Korydja) et l'Italie, par un accord signé à Sèvres le 29 juillet 1920, s'engageait à lui céder le Dodécanèse. Mais ce dernier accord fut bientôt dénoncé, l'Épire du Nord fut adjugée *sans referendum* à l'Albanie et de l'extension vers l'Est il ne resta que 7.000 kilomètres carrés (4).

Si on tient compte de la perte de l'Épire du Nord, en fait grecque depuis 1913 (5), on peut dire que le territoire grec a subi une diminution. Quant à sa population, elle a augmenté mais cela a été uniquement à cause des 1.526.000 réfugiés. La population vivant dès 1914 sur le sol grec a subi une petite diminution (6). Quant à l'ensemble de la race hellénique pendant la guerre il faudrait, je pense, évaluer ses pertes à tout près de 1.000.000 (7).

(1) Dans une entrevue donnée au journal *Excelsior* (16 septembre 1919), le maréchal qui a plusieurs fois rendu hommage à l'armée hellénique, rappelait que jusqu'en 1918 on ne se livrait sur le front macédonien qu'« à des entreprises secondaires à résultat pratiquement nul ».

(2) Ce grand philosophe a prononcé ces paroles au cours d'une conférence de M. E. Lémonon sur la Grèce et la guerre, qui eut lieu sous sa présidence à l'Institut Thiers. Celui qui écrivit ces lignes se trouvait dans l'auditoire.

(3) Décision du 13 janvier 1920.

(4) Soit la côte, grecque de toute antiquité, entre le Nestos et l'Ebre ; l'intérieur de la Thrace occidentale resta à la Bulgarie, encore qu'il fut peuplé de Musulmans (les Pomaks).

(5) L'Épire du Nord fut administrée en 1913 par l'armée grecque. La conférence de Florence (automne 1913) l'adjoignit au nouvel Etat albanais, mais les Epirotes se révoltèrent et une nouvelle conférence tenue à Corfou (juin 1914) leur concéda l'autonomie. En automne 1914, la Grèce fut invitée par les Puissances à en assumer l'administration.

(6) Sur la population grecque pendant la guerre cf. l'appendice spécial, p. 84.

(7) Cf. Appendice, p. 84.

Pour ce qui est maintenant de la richesse, l'absence de statistiques nous empêche de dire si et dans quelle mesure elle s'est accrue. Il convient cependant d'insister sur deux points :

1^o Le grand essor des nouvelles provinces qu'on croyait en 1914 si certain que tant le gouvernement que l'opposition tablaient sur lui pour équilibrer les dépenses nouvelles, a été retardé considérablement par la guerre. En Macédoine, où pendant trois ans les horreurs de la guerre ont fait rage, et où Salonique est devenue la proie des flammes, la richesse a dû même diminuer ;

2^o Les réfugiés ont permis incontestablement de donner un renouveau économique à la Grèce du Nord. Il ne faudrait pas cependant croire que l'accroissement que leur doit la population représente tout ce qu'aurait représenté un accroissement normal. Certes, augmentation de population signifie augmentation de richesse. Pourtant, ce principe n'a pour la Grèce de 1924 qu'une application limitée, attendu que les réfugiés étaient dénués de tout, et que dans les familles miasiatiques, les éléments producteurs par excellence (les hommes entre vingt et cinquante ans) faisaient trop souvent défaut (1).

Notre conclusion sera donc que, même si nous admettons que grâce aux réfugiés l'ensemble de la richesse a augmenté, *la richesse par tête*, chose essentielle pour mesurer le poids de l'impôt et de la dette publique, *a diminué*.

Si nous faisons une étude plus générale, il faudrait opposer la situation faite à la Grèce à celle des autres États secondaires, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Serbie, etc. (2).

(1) Ils avaient été séparés des leurs et retenus en Asie Mineure sous prétexte qu'ils auraient pu porter les armes contre la Turquie ; déportés à l'intérieur ils disparurent en grand nombre.

(2) La Pologne et la Tchécoslovaquie n'existaient pas avant la guerre ; c'est même pour cela que leurs peuples n'ont pu faire que peu de sacrifices pour la cause alliée. Une comparaison avec les États balkaniques donne le tableau suivant :

	AVANT GUERRE		APRÈS GUERRE	
	Superficie (km ²)	Population	Superficie (km ²)	Population
Roumanie.....	137.903	7.500.000	294.244	17.500.000
Serbie.....	87.300	4.500.000	248.987	12.017.323
Grèce.....	115.975	4.900.000	123.899	6.300.000

Dans une étude financière comme celle-ci, nous n'avons rappelé ce qui précède que pour montrer que, en dépit d'une participation importante à la guerre, la Grèce s'est trouvée à la fin de celle-ci avec un territoire d'une étendue sensiblement inchangée et une population *accrue numériquement mais non économiquement*.

Ce fait est indispensable à qui veut apprécier la répercussion de la guerre sur les finances publiques que nous allons maintenant examiner de leurs trois principaux points de vue : dépenses, impôts, dette publique.

I. — L'AUGMENTATION DES DÉPENSES

Les dépenses extraordinaires se montèrent, durant les hostilités, à 12.552.339.404 drachmes (1). Mais indépendamment de ces sommes dépensées une fois pour toutes, la guerre légua une augmentation de dépenses permanentes, due non seulement aux réfugiés et autres victimes de la guerre, mais aussi à la hausse des prix, au développement de l'étatisme (2) et à la multiplication des fonctionnaires et l'augmentation de leurs traitements (3), au développement énorme du service de la dette publique et à bien d'autres raisons encore, dont la principale est la hausse du change dont découlèrent d'ailleurs plusieurs des augmentations énumérées plus haut (4).

Les documents en appendice donneront un tableau détaillé des changements survenus. Une idée d'ensemble est fournie par le tableau comparatif suivant :

Dépenses mandatées	1914	1924-1925
Dépenses ordinaires.....	197.559.975	3.363.953.871
— extraordinaires.....	124.695.288	596.552.732
— tout à fait extraordinaires.....	131.627.470	867.912.463
Extinctions.....	170.910.800	686.488.540
TOTAL.....	624.793.533	5.514.907.608

(1) Cf plus haut, chap. III, p. 30.

(2) Voir annexe III.

(3) Voir annexe III.

(4) Et principalement celle du service de la dette, des prix et des traitements.

Si pour des raisons expliquées plus bas (1) nous excluons le chapitre *extinctions*, nous avons un total de 443.882.733 contre 4.828.419.068. Il faut ajouter que dans les deux cas le développement du chapitre *dépenses tout à fait extraordinaires* (2) est dû à la liquidation d'une guerre antérieure. Cela est aussi partiellement vrai pour le chapitre *dépenses extraordinaires*.

APPENDICE A

Les dépenses mandatées avant et après la guerre

BUDGET 1914

	Drachmes	
<i>Dépenses ordinaires :</i>		
Dette publique : intérêts, provisions, etc.....	48.814.437	
Amortissements.....	8.733.708	
	<u>57.548.145</u>	
Retraites et obligations diverses....	15.132.277	
Sûreté publique.....	5.874.167	
Travaux publics.....	4.636.583	
Enseignement.....	8.727.120	
Monopoles.....	4.082.996	
P. T. T.....	8.373.939	
Armée et marine.....	42.835.884	
Autres services.....	50.348.864	
TOTAL.....	<u>197.559.975</u>	197.559.975
<i>Dépenses extraordinaires :</i>		
Sûreté publique.....	15.813	
P. T. T.....	370.750	
Travaux publics.....	3.073.262	
Exercices clos.....	19.058.109	
Diverses dépenses extraordinaires...	102.177.354	
TOTAL.....	<u>124.695.288</u>	124.695.288
<i>Dépenses tout à fait extraordinaires :</i>		
Armée.....	38.731.344	
Marine.....	85.021.872	
Assistance aux réfugiés.....	7.874.254	
TOTAL.....	<u>131.627.470</u>	131.627.470
<i>Extinctions, etc.....</i>	<u>170.910.800</u>	170.910.800
TOTAL GÉNÉRAL.....	<u>624.793.533</u>	

(1) Cf. p. 66.

(2) L'explication de ce terme est donnée p. 67.

BUDGET 1924-1925

Dépenses ordinaires :

	Drachmes	
Dette publique : intérêts, provisions, etc.....	488.222.475	
Amortissements.....	148.400.173	
	<u>636.622.648</u>	
Pensions et obligations diverses.....	182.106.254	
Reliquat non utilisé du fonds de réserve pour crédits supplémentaires.....	10.004.222	
Sûreté publique.....	205.135.724	
Travaux publics.....	88.391.327	
Enseignement.....	289.833.610	
Monopoles.....	83.152.800	
P. T. T.....	160.685.987	
Armée et marine.....	1.191.714.556	
Autres services.....	516.306.743	
TOTAL.....	<u>3.363.953.871</u>	3.363.953.871

Dépenses extraordinaires :

Dépenses diverses pour la dette publique.....	9.000	
Sûreté publique.....	31.976.688	
P. T. T.....	3.979.604	
Travaux publics.....	37.220.423	
Exercices clos.....	298.652.303	
Divers.....	224.714.714	
TOTAL.....	<u>596.552.732</u>	596.552.732

Dépenses tout à fait extraordinaires :

Armée.....	314.895.637	
Marine.....	132.420.270	
Assistance aux réfugiés.....	335.437.468	
Colonisation interne.....	58.453.225	
Echange de populations.....	26.705.665	
TOTAL.....	<u>867.912.463</u>	867.912.463

<i>Extinctions, etc.....</i>	<u>686.488.540</u>	686.488.540
TOTAL GÉNÉRAL.....	<u>5.514.907.606</u>	

On doit observer que :

1^o Dans les deux exercices le chapitre *extinctions* pourrait être biffé. Il figure aussi bien dans les recettes que dans les dépenses et représente

principalement une novation de dettes, c'est-à-dire des remplacement de titres par d'autres titres d'une nature différente, mais d'un *montant égal* (1);

2^o Le budget grec subdivise les dépenses non ordinaires ; il est nécessaire d'expliquer que sous la rubrique *dépenses extraordinaires* on range les dépenses qui sans être régulières ne sont pas anormales et ont un caractère plus ou moins périodique : telles sont dans le budget de 1924-1925 : *a*) les dépenses pour l'impression de nouvelles obligations d'emprunts; *b*) et *f*) les allocations de vie chère attribuées aux agents de la sûreté publique et à diverses catégories de fonctionnaires (31.976.688 et 224.714.714 drachmes); *c*) et *d*) l'achat de matériel pour les P. T. T. et l'exécution d'un réseau complémentaire de routes. Au contraire, sous la rubrique *dépenses tout à fait extraordinaires* sont comprises les dépenses extraordinaires proprement dites : en 1924-1925 celles pour les réfugiés, le renouvellement du matériel de l'armée et la réorganisation de la marine (réparation des navires, achats de sous-marins, matériel, etc.). Ces chapitres devraient donc être ajoutés, presque dans leur entier, aux dépenses de guerre.

×

(1) Par exemple en 1914 on a remplacé des titres à brèves échéances par des titres à long terme. Aux recettes figurent les titres reçus, aux dépenses ceux donnés en échange.

APPENDICE B

Dépenses mandatées par les Ministères

BUDGET 1914

	CATÉGORIE I		CATÉGORIE II		Total général
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
Ministères					
Finances.....	80.621.542	122.174.476	8.482.708	170.910.800	382.189.526
Affaires Étrangères.....	6.063.614	16.501	.....	.....	6.080.115
Justice.....	8.157.324	81.586	.....	.....	8.238.910
Intérieur.....	16.710.088	10.757.197	.....	.....	27.467.285
Communications.....	8.132.380	1.896.153	.....	.....	10.028.533
Instruction publique et Cultes.....	9.066.845	525.197	.....	.....	9.592.042
Économie nationale.....	3.880.527	203.838	.....	.....	4.084.365
Guerre.....	16.372.022	7.313.531	.....	.....	23.685.553
Marine.....	26.463.862	5.155.530	.....	.....	31.619.392
TOTAUX.....	175.468.204	148.124.009	8.482.708	170.910.800	502.985.721

BUDGET DE 1924-1925

LA SITUATION FINANCIÈRE APRÈS LA GUERRE

69

Ministères	CATÉGORIE I		CATÉGORIE II		Total généra
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
Finances.....	916.758.809	73.095.164	148.400.173	665.665.950	803.888.096
Affaires Étrangères.....	65.403.549	4.784.931	.....	.....	70.188.480
Justice.....	92.315.550	9.360.720	.....	.....	101.676.270
Intérieur.....	214.510.300	14.350.407	.....	3.603.080	232.463.787
Communications.....	266.411.348	68.456.409	.....	4.000.000	338.867.757
Instruction publique et Cultes.....	298.587.077	39.086.332	.....	.....	337.673.409
Économie nationale.....	53.358.041	24.823.233	.....	.....	78.181.274
Agriculture.....	48.610.960	115.696.898	314.259	12.856.510	177.478.627
Assistance publique.....	87.988.885	353.828.772	19.944	.....	441.737.601
Ordre public.....	42.016.188	31.229.148	.....	395.000	73.640.336
Guerre.....	908.121.387	568.623.971	.....	.....	1.476.745.358
Marine.....	221.137.401	161.229.210	.....	.....	382.366.611
TOTAUX.....	3.215.219.495	1.464.465.195	148.734.376	686.488.510	5.514.907.606

Pour tirer quelque profit de ce tableau, il faut se rappeler que les ministères de l'Ordre public (aboli depuis) et de l'Assistance publique ont été formés de services détachés de l'Intérieur, et celui de l'Agriculture de services détachés tant des Finances que de l'Economie nationale ; de plus le ministère des Communications est chargé actuellement de certaines dépenses qui en 1914 pesaient sur le ministère de l'Intérieur.

APPENDICE C

Dépenses pour les traitements du personnel de tout ordre

Années	Crédits inscrits dans les budgets
1912.....	31.801.926
1913.....	39.046.909
1914.....	49.359.511
1915.....	72.728.855
1916.....	73.759.158
1917.....	95.537.990
1918-19.....	139.601.878
1919-20.....	203.839.301
1920-21.....	244.225.448
1921-22.....	317.563.686
1922-23.....	499.344.831
1923-24.....	786.868.536
1924-25.....	1.444.669.701
1925-26.....	1.554.269.200
1926-27.....	1.834.320.520

Ce tableau n'a de valeur statistique qu'autant qu'à partir de 1920, où le change a dépassé le pair, on ramène les drachmes papier en drachmes or. On se rappelle que la livre, au pair de 1912 à 1919, a passé de 34 drachmes (1920) à 70 (1921), 280 (1922), 299 (1923), 248 (1924), 315 (1925) et qu'elle est en 1926 aux environs de 400.

Nous avons dans le texte (chapitre III, § 1) parlé des augmentations de traitements effectuées entre 1914 et 1924, et montré qu'elles étaient restées au-dessous de la hausse du change et des prix. Comment donc expliquer que les traitements aient passé dans ces deux années de 50.000.000 de drachmes or à 145.000.000 ? (1). Par le développement de l'étatisme : le nombre des fonctionnaires a pour ainsi dire doublé en

(1) C'est à ce total en chiffres ronds que, avec la livre à 248 drachmes, se montaient 1.444.000.000 de drachmes papier.

dix ans. Le rapport souvent cité de M. Cofinas donne à ce sujet (p. 45) le tableau que voici :

TABLEAU NUMÉRIQUE DU PERSONNEL (1)

1 ^o Départements civils proprement dits	21.979	46.460
2 ^o Sûreté publique.....	14.428	25.954
3 ^o Fonctionnaires civils du minis- tère de la guerre	453	.....
4 ^o Fonctionnaires civils du minis- tère de la marine.....	800	196
TOTAUX.....	<u>37.660</u>	<u>72.610</u>

Par contre la moyenne des traitements, qui était de 1.497 drachmes *or* par tête n'était que de 8.700 drachmes *papier* valant 725 drachmes *or* en 1923, ce qui explique le redressement des traitements de 1924.

Pour le nombre des officiers de terre et de mer, le rapport de M. Cofinas ne donne que les totaux de leurs traitements en 1913 et 1923 soit :

	1913	1923
Armée.....	9.309.000	214.000.000
Marine.....	<u>6.126.620</u>	<u>52.200.000</u>
TOTAUX.....	15.435.620	266.200.000

Mais dans ce dernier chiffre, équivalent à 21.700.000 drachmes *or* sont compris les traitements des officiers de réserve de l'armée mobilisée.

II. — L'EFFORT FISCAL

Il est superflu de reproduire ici les tableaux donnés au chapitre III. Il suffit de rappeler que le total des recettes ordinaires, basées presque exclusivement sur l'impôt, a passé de 221.000.000 de drachmes en 1915 à 6.044 en 1925. Ceci donne la mesure de l'effort fiscal grec.

On a parfois cherché à atténuer l'impression produite par ces chiffres en disant qu'ils ne tiennent compte ni de la baisse de la monnaie ni de l'augmentation de la population.

Voyons donc ce que le contribuable paye : 1^o en drachmes *or* et 2^o par tête.

1^o Étant donné que le cours moyen de la livre était en 1925

(1) Suivant le budget de l'année.

de 315 dollars, soit de 12 1/2 plus que quand la drachme était au pair, il ressort que le contribuable versant 6.044.000.000 de drachmes verse 483 drachmes or. *Soit beaucoup plus du double.* La même idée sous une autre forme fut exprimée comme suit : pour payer ce qu'il payait en monnaie saine en 1915, le contribuable grec n'eût dû verser en drachmes papier que 12 1/2 fois davantage (soit 2.762.000.000 de drachmes); il paye 27 fois davantage;

2° Prenons l'impôt par tête (1) : 215.000.000 répartis par 4.900.000 habitants donnent 43 drachmes par tête; 6.044 par 6.300.000 donnent 927. En d'autres termes, tandis que la monnaie n'a baissé que de 12 1/2, l'impôt par tête a augmenté 21 fois 1/2, soit presque le double. La charge fiscale par tête est même plus sensible que ne le disent les chiffres : la population n'a augmenté que du chef des réfugiés (2) et ceux-ci ne payent pas encore d'impôts directs. Ce n'est pas tout : Pour les raisons développées plus haut (au chapitre in) toutes les conséquences financières de la guerre ne s'étaient pas encore fait sentir en 1925; au fur et à mesure qu'elles se produisent elles exigent de nouveaux impôts; le budget de 1926-1927 jugeait nécessaire la rentrée de 8.000.000 de drachmes, ce qui représentait une augmentation de 37 fois sur les recettes de 1914 et portait l'impôt par tête à 1.268 drachmes.

Conclusion : *même en tenant compte de la dépréciation de la monnaie et de l'augmentation de la population, les charges fiscales ont énormément augmenté.* Leurs poids paraît d'autant plus lourd que les contribuables ne sont pas tous des économistes; le paysan grec, à qui le fise réclame par exemple 1.000 drachmes, se rend difficilement compte que cette somme représente une somme 10 ou 15 fois moindre. Il en est ainsi dans tous les pays où les impôts montent même quand cette hausse est proportionnellement moindre que la baisse du change (3).

(1) Pour les chiffres concernant la population cf. l'appendice spécial.

(2) Cf. appendice spécial.

(3) Dans un supplément très complet que *Le Temps* a consacré en septembre 1925 à la situation financière, pour montrer les sacrifices consentis par la France, on don-

Malgré tout, le fardeau fiscal a été assumé avec un grand courage et *par toutes les classes de la société*. Car, contrairement à ce qui se passa dans d'autres pays, le poids des nouveaux impôts tomba sur toutes les épaules. Si l'augmentation énorme des droits de douane, du tabac, de l'alcool, du timbre pesèrent plus particulièrement sur les masses urbaines, les classes agricoles furent atteintes par l'impôt sur le vin, l'impôt sur les chèvres et les moutons, et une forme plus lourde d'impôt foncier (1).

Enfin les classes aisées subirent plus particulièrement les conséquences de l'augmentation des droits sur les successions et les donations, des impôts sur les plus-values immobilières, les bénéfices de guerre, le capital et enfin le revenu. L'introduction de ce dernier en remplacement des quatre anciens impôts directs comporta, outre un relèvement de tarif, un véritable bouleversement de la vie fiscale. Les anciens impôts *réels* étaient assis pour des périodes plus ou moins longues et allaient sans mesures inquisitoriales. Au contraire l'impôt global sur le revenu, par son caractère *personnel*, comporte une déclaration détaillée annuelle et un contrôle de celle-ci. Il entraîne par conséquent une perte de temps considérable et sinon des vexations, du moins des formalités assez gênantes et constamment renouvelées.

Autre chose encore : Du caractère progressif donné aux impôts directs ont découlé pour les classes aisées des charges plus lourdes encore que ne l'entendait le législateur. Quand ces impôts furent établis, la drachme était au pair. Sa dépréciation donna à la progressivité de la drachme un caractère plus marqué. Un exemple fera mieux comprendre ce que je

nait un tableau d'où il ressortait que les recettes autres que celles de l'emprunt avaient passé de milliards 20,3 (1920) à 24,3 (1922) et à 29 (1924). Le grand journal parisien avait dans un sens raison, car encore que le cours de la livre eut monté de 53 francs (1920) à 76 (1923) et 85 (1924), le contribuable français avait la sensation de payer davantage.

(1) Du moins dans la vieille Grèce, où fonctionnait depuis 1880 un impôt léger sur les bêtes de labour. Dans la nouvelle Grèce l'impôt sur le revenu remplaça la dîme. Mais en 1926, par suite de la nécessité signalée plus haut de porter les revenus à 8.000.000.000, le général Pangalos ressuscita la dîme et l'étendit même à tout le pays..

veux dire. Quand, avant 1920, un individu jouissait d'un revenu de 100.000 drachmes, il disposait annuellement de 20.000 dollars ; le législateur pouvait donc estimer qu'un pareil revenu justifiait un tarif de 20 pour 100 ; mais quand la drachme baissa au dixième de sa valeur, ce contribuable ne disposait que de 2.000 dollars ; pourtant le tantième restait de 20 pour 100, alors que primitivement le possesseur de 2.000 dollars (10.000 drachmes or) ne payait qu'un tantième très peu élevé. Si nous supposons celui-ci de 2 pour 100, notre individu voyait en fait son impôt décuplé (1).

APPENDICE

Les recettes en caisses avant et après la guerre. — Ce que nous disons plus haut sera mieux apprécié par une comparaison des résultats des exercices budgétaires d'avant et d'après-guerre. Comme le détail des recettes encaissées au cours de 1925-1926 n'est pas encore connu, nous donnons ici les résultats de l'exercice précédent, en rappelant cependant que l'ensemble des recettes a sensiblement augmenté entre les deux années.

BUDGET 1914

*Recettes encaissées**Recettes réelles ordinaires :*

Impôts directs.....	48.342.428	
— indirects.....	86.975.053	
Monopoles.....	18.184.721	
Timbre.....	21.912.569	
Droits perçus par l'État.....	6.877.834	
P. T. T.....	9.451.300	
Autres services opérés par l'État....	1.907.670	
Revenus des domaines publics.....	6.633.248	
Divers.....	7.398.842	
Vente de domaines.....	248.169	
TOTAL.....	<u>207.931.834</u>	207.931.834

(1) Avec la baisse continue de la drachme, cet abus devint tellement criant que M. Cofinas, redevenu ministre en juillet 1925, décida que l'ancienne échelle progressive serait maintenue, mais que les revenus en francs-papier seraient calculés en francs-or. En d'autres termes qu'on se baserait sur le revenu réel et non sur le revenu nominal. L'équité de cette réforme fut hautement appréciée dans tous les pays où la monnaie était en baisse et le *Journal des Débats* lui consacra même un article de fonds.

En attendant, de 1920 à 1925 les Grecs soumis à des impôts progressifs, soit non seulement à l'impôt sur le revenu, mais à l'impôt des successions, etc., payèrent plus que ne l'entendait le législateur.

<i>Report</i>		207.931.834
<i>Recettes réelles extraordinaires :</i>		
Exercices clos.....	5.803.804	
Diverses recettes.....	4.392.178	
TOTAL.....	<u>10.195.982</u>	10.195.982
<i>Produit d'emprunts (1).....</i>	<u>341.250.000</u>	341.250.000
TOTAL GÉNÉRAL.....		<u>559.377.816</u>

BUDGET 1924-25

*Recettes encaissées (2)**Ordinaires réelles :*

Impôts directs.....	897.813.488	
— indirects.....	2.487.630.456	
Monopoles.....	288.743.350	
Timbre.....	332.253.084	
Droits perçus par l'État.....	138.157.923	
P. T. T.....	150.239.064	
Autres services opérés par l'État....	16.904.971	
Revenus des domaines publics.....	104.413.191	
Divers.....	302.762.833	
TOTAL.....	<u>4.718.918.360</u>	
Vente de domaines etc. (recettes ordinaires de la catégorie II).....	2.767.048	
TOTAL.....	<u>4.721.685.408</u>	4.721.685.408

Extraordinaires :

Impôts sur les bénéfices extraordinaires.....	9.749.983	
Exercices clos.....	148.551.359	
Divers.....	79.706.741	
TOTAL.....	<u>238.008.083</u>	238.008.083

Recettes tout à fait extraordinaires :

Impôt sur le capital.....	72.682.205	
Réparations allemandes et Bulgares.	58.987.180	
TOTAL.....	<u>131.669.385</u>	131.669.385

Produits d'emprunts :

(Extraordinaires de la catégorie II).	<u>657.172.171</u>	657.172.171
TOTAL GÉNÉRAL.....		<u>5.748.535.047</u>

(1) Il s'agit des emprunts de 1913-1914 dont il a été longuement question à la fin du chapitre premier (p. 12).

(2) Cf. ce que nous disons dans l'appendice A du paragraphe 1 du titre : Extinctions (p. 66).

III. — LE POIDS DE LA DETTE PUBLIQUE

La politique financière, quant à la dette sous ses deux formes (emprunts et papier-monnaie), a été déjà décrite. Il s'agit ici d'en voir les conséquences.

Une comparaison avec la situation d'avant-guerre s'impose. Celle-ci se résumait dans le tableau suivant :

	Capital nominal	SOMMES PAYÉES EN 1915	
		Intérêt	Amortissement
A) <i>Dettes extérieures.</i>			
1. Emprunt de 1833..	52.146.011		900.000
2. Emprunts extérieurs 1879-1893.....	480.094.500	11.960.896	3.952.860
3. Emprunts extérieurs postérieurs à l'ar- rangement de 1897.....	565.748.500	24.167.080	4.669.315
4. Emprunts provi- soires en or.....	115.000.000	4.950.000	
TOTAL.....	1.212.989.011	41.077.976	9.522.175
B) <i>Dettes intérieures</i>	165.360.702	4.662.227	2.467.387
C) <i>Dettes flottantes</i>	23.200.000	3.775.000	
TOTAL GÉNÉRAL..	<u>1.401.549.713</u>	<u>49.515.203</u>	<u>11.989.562</u>

Si on se rappelle ce que nous avons dit des recettes à la même époque et de la possibilité de l'augmentation de celles-ci, on conclura que la Grèce, malgré les emprunts nécessités par les guerres de 1912-1913, n'apparaissait pas comme en mauvaise posture, d'autant plus qu'on avait évité les formes dangereuses du crédit public : billets à cours forcé et bons du trésor (1).

Moins agréable était l'état de choses au lendemain de la grande guerre. Au 31 mars 1924 il se présentait comme suit :

(1) Ceux-ci se montaient aux chiffres modestes de 60.949.315 et 12.000.000 de drachmes.

	Capital	
A) Dette extérieure.		
1. Emprunt de 1833.....	44.046.011	
2. Emprunts antérieurs à 1893.....	418.654.000	
3. Nouveaux emprunts.....	844.550.000	
4. Avances de l'étranger.....	368.008.684	
TOTAL.....	<u>1.675.258.695</u>	
B) Dette intérieure.		
1. Emprunts à longue échéance.		
a) Emprunts 1885-1916.....	105.272.774	
b) Emprunts de guerre 1917-1920.	446.439.300	
TOTAL.....	<u>551.712.074</u>	551.712.074
2. Circulation fiduciaire et emprunt forcé.		
a) Anciens billets à cours forcé d'avant 1897.....	43.078.722	
b) Billets émis contre des avances non réalisées des Puissances..	801.908.130	
e) Émissions 1920-1924 et emprunt forcé.....	5.508.346.750	
TOTAL.....	<u>6.353.333.602</u>	6.353.333.602
3. Bons du Trésor.....	<u>1.152.865.100</u>	1.152.865.100
TOTAL GÉNÉRAL.....	<u>8.057.910.776</u>	

Mais la situation avait beaucoup plus empiré qu'il n'appert de ces chiffres.

Si le capital de la dette extérieure ne s'était accru que de 457.000.000, son service pesait maintenant d'un poids infiniment plus lourd, parce que :

1° Par le jeu régulier de la loi du contrôle (1), encore que leur capital eut été réduit de 480 à 318.000.000, le service des emprunts 1879-1893 avait passé de millions 15,8 à millions 19,8; son taux (2), jadis de 3,2, était donc maintenant de 6,4 pour 100 (3);

(1) Celle-ci édictait une série de mesures, dans le détail desquelles nous ne pouvons pas entrer, pour augmenter l'intérêt et l'amortissement des anciens emprunts.

(2) Amortissement compris bien entendu.

(3) Ceci appert du tableau suivant :

	SERVICE DE 1915			
	Capital	Intérêt	Amortissement	Service total
a) Emprunt 1881.....	89.680.000	2.410.071	828.000	
b) — 1884.....	78.234.000	2.101.406	724.248	
A reporter.....	167.914.000	4.511.477	1.552.248	

2° Le service de la dette était en or et le change avait subi la hausse que nous connaissons.

Aussi voyons-nous l'ensemble des intérêts estimés à 1.130.058.406 drachmes en 1924-1925 contre 49.515.203 dollars en 1914, et la proportion du chapitre « Service de la dette » dans l'ensemble des dépenses publiques suivre la ligne ascendante que voici :

	Pourcentage
1920-1921.....	11,9
1921-1922.....	12,1
1922-1923.....	14,6
1923-1924.....	25,1
1924-1925.....	30,4

Ce n'est encore rien. En effet :

1° Une partie de la dette, celle à cours forcé comportait une charge annuelle infiniment plus grande que les statistiques ne le disent, car outre la hausse du change, elle avait provoqué une hausse des prix intérieurs qui engendra à son tour (1) une formidable majoration des dépenses publiques ;

2° La guerre, outre les dépenses extraordinaires *immédiates*, provoqua une série de dépenses extraordinaires qui pèseront sur les budgets d'après-guerre (2).

SERVICE DE 1915 (suite)				
	Capital	Intérêt	Amortissement	Service total
<i>Report</i>	167.914.000	4.511.477	1.552.248	
c) Emprunt 1887.....	118.331.500	2.966.504	851.488	
d) — 1889.....	133.793.000	2.877.528	992.000	
e) — 1890.....	51.668.500	1.388.909	479.212	
f) — 1893.....	8.387.500	216.478	77.912	
TOTAUX.....	480.094.500	11.960.896	3.952.860	15.813.756
SERVICE DE 1924-1925				
a) Emprunt 1881.....	77.861.000	2.875.829	1.138.500	
b) — 1884.....	67.768.500	2.503.034	995.841	
c) — 1887.....	104.556.000	3.748.144	1.170.796	
d) — 1889.....	116.724.000	3.449.049	1.340.000	
e) — 1890.....	44.518.500	1.644.420	658.916	
f) — 1893.....	7.226.000	266.580	107.129	
TOTAUX.....	318.654.000	14.487.056	5.511.182	19.898.238

(1) Entre autres, par l'augmentation des traitements dont nous avons eu à nous occuper si longuement.

(2) Cf. pour détails chapitre III, paragraphe 1.

Or les 457.000.000 de francs or et 7.870.000.000 de drachmes de dettes nouvelles allèrent presque exclusivement à ces dépenses immédiates (1).

Ne nous étonnons donc pas si de 1924 à 1925 la dette intérieure (2) a subi une nouvelle et substantielle augmentation. On évaluait son total à 10.320.000.000 drachmes dont 56.500.000 livres sterling et 179.000.000 francs or (3), sans compter ni l'emprunt belge pour les chemins de fer (1926) et la dette pour le rachat des chemins de fer macédoniens, ni la première tranche (500.000 livres sterling) de l'emprunt pour le dessèchement des marais de Macédoine.

Aussi, rien que le service de la *dette extérieure* qui se bornait en 1914 à livres : 1.485.000 et francs : 2.850.000 absorbe en 1926 livres : 3.111.600, francs 22.875.000; dollars : 2.797.000 et francs belges : 4.142.600.

Mais ce total lui-même est loin d'être définitif ; il faudra en effet ajouter (4) à une date plus ou moins distante :

a) Les emprunts pour l'installation définitive des réfugiés (y compris le dessèchement des marais macédoniens et les indemnités pour expropriations) ;

b) La part de la dette turque afférente aux nouvelles provinces et que la Grèce a assumée en vertu du traité de Lausanne ;

c) Le règlement des avances des alliés.

En effet, encore que comme nous l'avons montré la Grèce ait en réalité plus donné que reçu, il est possible qu'elle se voit contrainte à assumer certaines charges pour les avances anglaises et américaines.

Si on tient compte de tout ceci et si on considère aussi dans le budget des dépenses que seul le chapitre de la dette n'est

(1) A preuve que dans ces totaux les frais d'installation des réfugiés ne sont représentés que par une avance de 21.403.918 francs or, consentie par la Banque d'Angleterre.

(2) Celle-ci prit principalement les formes de bons du trésor et du second emprunt dit forcé de 1926.

(3) Contre 1.216.000.000 dont 42.500.000 livres et 35.000.000 francs en 1914.

(4) Sans parler du capital qui servira à liquider certaines obligations contractées pendant la guerre et actuellement litigieuses ou en souffrance.

pas *susceptible de compression*, on conclura que la Grèce, à la suite de la guerre, risque de voir le service de la dette absorber 40 pour 100 et même plus de ses recettes.

La situation dans les autres pays balkaniques est à ce point de vue infiniment plus facile (1).

Ni la Roumanie ni la Serbie n'ont continué à assurer en francs or le service de leurs anciennes dettes extérieures. Notamment la Serbie, encore qu'elle eût par l'arrangement de Karlsbad admis sur ses finances une espèce de contrôle, paie ses anciens emprunts en francs français.

La Bulgarie se trouve dans une situation non moins avantagee. Elle finança ses opérations militaires avec des emprunts allemands, dont les puissances victorieuses lui ont fait présent. L'indemnité de guerre dont elle fut en compensation chargée a été fortement réduite et échelonnée sur un grand nombre d'années (2). Enfin, malgré le contrôle établi depuis 1902, le service de la dette extérieure a été réduit à un tiers.

Mais c'est surtout la Turquie qui est privilégiée. Sa dette de guerre envers l'Allemagne fut annulée ; elle fut dispensée de toute indemnité de guerre ; on lui reconnut le droit de répudier les emprunts extérieurs de 1882-1914, et quant à ceux antérieurs à 1875, c'est-à-dire à ceux qui, après faillite, furent l'objet de l'arrangement de 1880 et de l'établissement d'un contrôle (le Conseil de la Dette Ottomane), leur service est actuellement suspendu, et s'il est repris, il sera fait en livres *turques*, soit en une monnaie valant moins du huitième de sa valeur nominale.

Le rappel de ces faits n'implique aucune critique de la politique d'États amis ou voisins ; il s'impose en réponse à ceux qui prétendent que si la Grèce tient si scrupuleusement ses engagements, c'est parce qu'elle y est contrainte par l'existence d'un contrôle financier international.

(1) Cf. pour ce qui va suivre : A. ANDRÉADÈS, *les contrôles financiers internationaux* (dans le Recueil des cours de l'Académie de droit international, Paris, 1925). Consulter, pour ce qui est de la Roumanie, dont il n'est pas question dans notre travail, G. GIORICEANU, *La dette publique de la Roumanie* (Paris, 1925).

(2) Cf. pour détails chapitre III, paragraphe 2.

Une institution similaire n'a pas empêché d'autres États de suspendre ou de réduire le service de leurs dettes, et la Grèce aurait pu s'autoriser d'autres exemples pour demander que du moins le service des emprunts émis en France fût fait en francs français.

Jusqu'ici les Grecs pouvaient se dire que leur fidélité exemplaire a reçu comme récompense la garantie par la Société des Nations de l'emprunt pour les réfugiés. Mais comme un appui du même genre vient — très justement au reste — d'être accordé en principe à la Bulgarie, cette considération a beaucoup perdu de son poids.

CONCLUSION

Jugement d'ensemble sur les finances de guerre grecques

Il est difficile de nier qu'au cours des années 1914-1924 les Grecs ont commis sur les terrains politiques et diplomatiques des fautes et des maladresses, conséquences presque toutes de leurs violentes dissensions intérieures.

Par contre, sur le terrain financier, ils se sont montrés dignes de la confiance que leur montrèrent leurs trop rares amis.

La rectitude de la politique suivie jusqu'en 1920 est prouvée par le maintien de la drachme au pair, qui ne fut lui-même obtenu que par l'empressement à payer des impôts et à souscrire à des emprunts intérieurs d'un montant sans précédent.

A partir de juin 1920 on commit l'erreur de verser dans l'inflation ; mais le refus des alliés d'acquitter les crédits promis en 1918 et le blocus financier auquel le pays fut soumis peuvent être invoqués comme circonstances atténuantes. D'ailleurs, les errements que représentent les émissions non couvertes de 1920-1922 furent rachetés par la bonne volonté avec laquelle le public accepta le rude remède de la dictation des billets, ainsi que l'avalanche des impôts des années 1922-1923.

A l'actif du peuple grec doit être aussi portée la fidélité scrupuleuse avec laquelle il a tenu ses engagements et assuré le service de la dette extérieure, fidélité d'autant plus méritoire que de mauvais exemples étaient donnés soit par les grands qui, par acte unilatéral, répudièrent leurs obligations de 1918, soit par des voisins qui, quoique également soumis

à des contrôles internationaux, suspendirent le service de leurs dettes ou l'assurèrent en monnaies dépréciées (1).

La Grèce a été cruellement punie pour ses faux pas politiques (2). Il faut espérer que son grand effort financier, le fait que seule des alliés dans l'Europe continentale elle a plus donné à l'Entente qu'elle n'en a reçu, enfin les sacrifices énormes qu'elle subit pour tenir scrupuleusement ses engagements, seront quelque jour plus généralement reconnus.

(1) Notamment en francs français.

(2) La punition fut même disproportionnée aux fautes, puisque le pays non seulement fut successivement privé de la Haute-Epire (allouée par le Conseil suprême, janvier 1920) ; du Dodécanèse (arrangement Tittoni-Vénizelos, juillet 1920) ; des territoires concédés par le traité de Sèvres (juillet 1920), mais qu'il eut finalement à assister et établir 1.526.000 réfugiés dénués de tout.

ANNEXE I

La population grecque pendant la guerre

Dans son étude à la fois très documentée et très originale (1), M. A. A. Pallis s'est surtout occupé de la question des réfugiés et de l'échange des populations, sur laquelle il possède une compétence particulière, et qui est en effet l'aspect démographique par lequel la Grèce se distingue des autres pays belligérants.

Il nous faut toucher à certains autres points et surtout justifier ici trois assertions qu'on trouve dans notre conclusion :

1^o Partageant l'avis de M. Evlambios (2) nous disions que la population devait en 1914 *approcher de 4.900.000 âmes* (3). Souvent on donne un total un peu inférieur (4.732.966), auquel on aboutit en additionnant :

La population de la Vieille Grèce.....	2.631.952
— — Nouvelle Grèce....	2.101.014
TOTAL.....	4.732.966

Mais si le second de ces chiffres découle d'un dénombrement récent (de 1913), le premier remonte à un recensement de 1907. Il y a donc lieu de tenir compte de l'augmentation de la population pendant 7 années, et celle-ci n'a pu être inférieure à 150.000 âmes (4), d'autant plus que les guerres de

(1) Cf. plus bas p. 129 et suivantes.

(2) *Histoire de la Banque de Grèce*, annexes statistiques p. 129.

(3) Le chiffre donné par M. Evlambios est de 4.881.052.

(4) Entre 1889-1896 la population avait augmenté de 246.598 et entre 1896-1907 de 198.146 (malgré la guerre de 1897 et l'émigration aux États-Unis). Cf. pour détails A. ANDRÉADÈS, *Du Recensement*, Athènes, 1908, p. 36-59.

1912-1913 ont finalement abouti à un accroissement du nombre des habitants (1) ;

2° Nous disions que *pendant la guerre la population de l'Etat grec, loin d'augmenter, a dû subir une petite réduction*. Faute de dénombrements plus récents, qui rendraient apparents les résultats des années si difficiles de 1921-1922, prenons le recensement du 19 décembre 1920. Il donne un total de 4.831.642 (2), soit de près de 1 pour 100 inférieur à celui auquel nous évaluons la population en 1914. La réduction aurait été beaucoup plus forte si l'augmentation dans les anciennes provinces n'avait compensé en partie les pertes subies par les nouvelles, surtout celles voisines du théâtre de la guerre (3). Même dans l'ancien royaume, d'ailleurs, il y eut des provinces où l'on relève une diminution et généralement les progrès jadis si rapides sont devenus, sauf exceptions (4), pour ainsi dire insignifiants (5).

La chose n'est au reste que trop naturelle attendu que, sans parler des facteurs qui ont joué dans tous les pays en guerre (6), des facteurs spéciaux ont fait sentir ici

(1) Les pertes qu'elles ont entraînées ont été amplement compensées parce que : a) de très nombreux Grecs durent quitter de 1913 à 1914 la Turquie et la Roumélie-Orientale ; b) beaucoup de Grecs venus de tous les pays du monde et principalement des Etats-Unis pour servir leur patrie y restèrent après la victoire et y attirèrent même des parents.

(2) En laissant de côté la population de la Thrace, qui n'était pas grecque en 1914 et qui avec ses 704.208 habitants portait en 1920 le total général à 5.535.850 (l'Asie Mineure occupée exclue).

(3) Nous avons en effet :

	1920	1913		Ames	Pourcentage
Macédoine.....	1.090.417	1.194.902	—	104.485	— 8.74
Épire.....	213.582	245.618	—	32.036	— 13.04
Iles de l'Égée..	273.095	324.343	—	51.248	— 15.80
Crète.....	346.584	336.151	+	10.433	+ 3.10

On le voit, seule la Crète, éloignée du théâtre de la guerre et suffisamment riche en subsistances et en troupeaux, résiste à la guerre. Pour les îles de l'Égée la diminution s'explique du fait que plusieurs milliers de Micrasiates exposés en 1913 par les Turcs avaient pu depuis 1919 retourner dans leurs foyers.

(4) A savoir l'Attique (comprenant Athènes et le Pirée) et la Thessalie.

(5) Même ceux-ci ne se seraient pas produits si la guerre n'avait eu du point de vue démographique un bon résultat : celui d'arrêter l'émigration aux Etats-Unis.

(6) Cf. A. ANDRÉADÈS, *La population de l'Angleterre avant, pendant et après la grande guerre* (tome premier de la bibliothèque du Metron, la revue internationale

leur influence. Il faut tenir compte surtout des faits suivants :

a) La plupart des nouvelles provinces étaient dans la zone des hostilités et certaines d'entre elles subirent l'invasion ou l'occupation bulgare (1) ;

b) Les privations qu'entraîna le bouleversement des communications et les torpillages allemands : d'où le fait que les îles, dépendant pour leurs subsistances du dehors, souffrirent beaucoup (2), tandis que les régions riches en céréales et en troupeaux (Thessalie, Arcadie) furent peu ou nullement éprouvées ;

c) Le blocus exercé par les alliés de novembre 1916 à avril 1917 contre les provinces restées fidèles au roi Constantin. Les privations qui s'ensuivirent furent terribles ; dans la capitale le nombre des décès doubla par suite surtout d'une terrible mortalité infantile. Pour la province, on manque de statistiques, mais il est peu probable que les morts furent moins nombreuses (3), car c'étaient les classes pauvres que le blocus éprouvait et les gens aisés sont plus nombreux à Athènes qu'ailleurs ;

3^o Nous avons dit que *l'ensemble des pertes subies par la race hellénique ne devait pas être loin du million*. Il faut en effet joindre aux victimes de la guerre dans l'État grec proprement dit, dont le nombre ne put être sensiblement inférieur à

de statistique bien connue). Dans les facteurs généraux, je range l'épidémie d'influenza qui fit rage en Grèce comme ailleurs pendant l'automne 1918 ; les pertes de guerre, la réduction des naissances du fait de la mobilisation, etc.

(1) Celles-ci furent naturellement très éprouvées ; à preuve le tableau suivant :

Départements	1920	1913	Diminution
Florina.....	127.941	142.336	— 14.395 ou 10,11 %
Serrès.....	112.135	135.284	— 23.149 ou 17,16 %
Drama.....	182.593	204.404	— 21.811 ou 10,67 %

(2) Comparés aux résultats de 1907 le recensement de 1920 révèle une diminution de 6,16 pour 100 dans le département des Cyclades ; 12,98 pour 100 dans le département de Corfou ; 9,90 pour 100 dans le département de Céphalonie ; 11,81 pour 100 dans le département de Zante.

(3) En mars 1917, au cours d'une excursion à Olympie, j'ai pu constater que les paysans de l'Elide se nourrissaient presque exclusivement de raisin sec. Dans le village Lala il me fut même impossible de me procurer un morceau de pain.

300.000, les souffrances des autres Hellènes et notamment.

Pour ce qui est des Grecs de Turquie :

a) Les terribles persécutions de 1915-1918, déportations en masse, enrôlement des Grecs de 20 à 40 ans dans les bataillons dits de travail, etc., etc.,

b) La tragédie miasmatique des années 1922-1923 ;

c) La mortalité, forcément très forte au début, parmi les réfugiés.

Pour ce qui est des Grecs de l'ancien empire des Tzars (Caucase, Russie méridionale, Bessarabie) : la guerre et les maux qui l'accompagnèrent, le bouleversement apporté par le régime soviétique, les souffrances de l'émigration, etc.

ANNEXE II

Tableaux statistiques sur les dépenses de guerre

Au cours de l'impression du présent ouvrage, la Commission des Experts sur les finances grecques a publié son rapport. Il contient les tableaux suivants, que nous jugeons utile de reproduire à la fin de notre étude, car ils l'éclairent et la complètent. Ces tableaux sont d'autant plus précieux qu'aux chiffres en drachmes sont adjoints des chiffres en livres sterling, pour lesquels on a tenu compte des variations du change, dont nous avons nous-même donné plus haut un tableau complet.

a) *Dépenses de guerre (Ministère de la guerre)*

1912.....	Dr.	45.737.032			
1913.....		118.343.940			
1914.....		38.731.344			
1915.....		48.253.805			
1916.....		19.207.867			
1917.....		38.614.466			
1918.....		576.290.885			
1919.....		680.478.630			
	Dr.	1.565.657.963	à	25	£ 62.626.318
1920-1921.....		688.125.172	—	34.25	20.091.240
1921-1922.....		1.086.722.798	—	70.91	15.235.381
1922-1923.....		1.346.958.581	—	166,50	8.085.050
1923-1924.....		931.182.493	—	296,67	3.138.780
1924-1925.....		314.895.636	—	247,35	1.273.075
1925-1926.....		448.402.590	—	312,74	1.433.785
1926-1927.....		540.000.000	—	380	1.421.050
	Dr.	<u>6.921.945.233</u>			<u>£ 113.304.679</u>

b) *Dépenses de guerre (Ministère de la marine)*

1912.....	Dr.	45.508.724			
1913.....		34.041.789			
1914.....		85.046.505			
1915.....		17.331.019			
1916.....		12.584.748			
1917.....		10.886.872			
1918.....		19.971.304			
1919-1920.....		13.326.381			
	Dr.	238.697.342	à	25	£ 9.547.895
1920-1921.....		9.751.494	—	25	390.060
1921-1922.....		28.202.048	—	70,91	397.710
1922-1923.....		70.530.911	—	166,50	423.600
1923-1924.....		273.762.090	—	296,67	926.150
1924-1925.....		132.420.270	—	247,35	535.350
1925-1926.....		126.328.376	—	312,74	403.900
1926-1927.....		95.137.196	—	380	250.360
	Dr.	<u>975.829.727</u>			£ <u>12.875.025</u>

c) *Dépenses pour l'assistance aux réfugiés*

1912.....	Dr.	195.930			
1913.....		1.399.863			
1914.....		7.874.254			
1915.....		15.416.161			
1916.....		4.582.128			
1917.....		8.727.186			
1918.....		21.457.156			
1919.....		54.122.701			
	Dr.	113.775.379	à	25	£ 4.551.015
1920-1921.....		53.540.817	—	34,25	1.563.235
1921-1922.....		46.486.750	—	70,91	655.575
1922-1923.....		138.490.403	—	166,50	831.775
1923-1924.....		251.561.199	—	296,67	847.980
1924-1925.....		335.437.458	—	247,35	1.356.125
1925-1926.....		373.425.067	—	312,74	1.194.040
1926-1927.....		147.156.253	—	380	387.250
	Dr.	<u>1.459.873.336</u>			<u>11.386.995</u>

Jusqu'au 31 décembre 1926.

d) *Dépenses pour l'établissement de population
de Macédoine Orientale et de Thrace*

1912.....	Dr.	2.271.029			
1913.....		31.787			
1914.....		256.207			
1915.....		900			
1916-1917.....		...			
1918.....		16.283.013			
1919.....		29.655.894			
	Dr.	48.498.830	à	25	£ 1.959.950
1920-1921.....		8.374.817	—	34, ¹ / ₄	243.805
1921-1922.....		11.447.980	—	70,91	161.440
1922-1923.....		4.781.926	—	166,50	28.720
1923-1924.....		1.156.209	—	296,67	3.890
1924-1925.....		422.183	—	247,35	1.705
1925-1926....		165.000	—	312,74	525
	Dr.	<u>74.847.945</u>			£ <u>2.400.035</u>

e) *Dépenses pour l'établissement des réfugiés*

1915.....	Dr.	2.362.877			
1916.....		1.227.474			
1917.....		245.641			
1918.....		591.360			
1919.....		1.433.062			
	Dr.	5.830.414	à	25	£ 233.215
1920-1921.....		10.933.759	—	34, ¹ / ₄	320.050
1921-1922.....		11.402.155	—	70,91	160.800
1922-1923.....		38.000.000	—	166,50	228.210
1923-1924.....		198.000.000	—	296,67	667.405
1924-1925.....		90.000.000	—	247,35	363.850
1925-1926.....		21.000.000	—	312,74	67.000
1926-1927.....		130.000.000	—	380	342.105
	Dr.	<u>505.166.328</u>			£ <u>2.382.635</u>

Jusqu'au 31 décembre 1926.

f) *Dépenses pour assistance aux familles des réservistes*

1917.....	Dr.	18.949.992			
1918.....		160.053.101			
1919.....		122.111.289			
	Dr.	301.114.382	à	25	£ 12.044.575
1920-1921.....		73.680.309	—	34, $\frac{1}{4}$	2.144.987
1921-1922.....		126.256.176	—	70,91	1.780.512
1922-1923.....		25.806.361	—	166,50	186.682
1923-1924.....		694.517	—	296,67	2.344
	Dr.	<u>527.551.745</u>			£ <u>16.159.100</u>

g) *Dépenses pour les réfugiés orphelins*

1922-1923.....	Dr.	7.675.000	£ 46.095
1923-1924.....		13.505.000	45.520
1924-1925.....		38.237.000	154.500
1925-1926.....		38.573.000	123.350
1926-1927.....		26.235.000	69.050
	Dr.	<u>124.225.000</u>	£ <u>438.515</u>

h) *Dépenses pour l'échange des populations*

1924-1925.....	Dr.	26.705.865	£ 107.950
1925-1926.....		37.205.657	118.900
1926-1927.....		11.995.177	31.565
	Dr.	<u>75.906.699</u>	£ <u>258.415</u>

Jusqu'au 31 décembre 1926.

i) *Ravitaillement*

1917.....	Dr.	1.305.650			
1918.....		6.212.025			
1919.....		3.571.745			
	Dr.	11.089.420	à	25	£ 443.575
1920-1921.....		4.448.739	—	34, $\frac{1}{4}$	129.510
1921-1922.....		2.856.338	—	70,91	40.281
1922-1924.....		435.221.032	—	231	1.884.500
	Dr.	<u>453.615.529</u>			£ <u>2.497.866</u>

j) *Victimes de guerre*

1925-1926.....	Dr.	220.000.000	à	312,74	£	710.175
1926-1927.....		350.000.000	—	380		921.050
	Dr.	<u>570.000.000</u>			£	<u>1.631.225</u>

Résumé

a.....	£	113.304.679
b.....		12.875.325
c.....		11.386.995
d.....		2.400.035
e.....		2.382.635
f.....		16.150.100
g.....		438.515
h.....		258.415
i.....		2.497.866
j.....		1.631.225
	£	<u>163.334.490</u>

ANNEXE III

Le règlement des dettes interalliées et le grand emprunt de 1928

La présente étude a été livrée, selon l'engagement pris par l'auteur, en décembre 1926. Au cours du premier semestre 1927 avait paru le rapport des Experts que nous avons utilisé pour notre annexe II. Vers la fin de l'année, la Grèce concluait une série d'arrangements envers les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et émettait un grand emprunt destiné à liquider définitivement la guerre par le parachèvement de l'établissement des réfugiés, l'assainissement budgétaire et la stabilisation de la drachme. Il est nécessaire de dire deux mots de ces opérations. Comme les rapports financiers avec la France différaient sensiblement de ceux avec les États-Unis et l'Angleterre, nous leur consacrerons un paragraphe spécial.

I

LES ARRANGEMENTS FINANCIERS

Les arrangements précités furent la conséquence directe de la nécessité de conclure le nouvel emprunt. Celui-ci devait être émis à Londres et à New-York et par conséquent son émission était subordonnée au consentement des gouvernements américain et britannique. De plus, l'emprunt était émis sous le patronage de la Société des Nations. Il fallait donc obtenir le consentement de la France et le représentant français au Conseil posa comme condition préalable à un vote favorable la conclusion d'un arrangement entre la Grèce et son gouvernement.

Il n'est pas jusqu'aux ressortissants des puissances repré-

sentées au Conseil qui n'aient profité des circonstances. Pour établir les réfugiés, le Gouvernement grec avait dû, en effet, procéder à l'expropriation et au morcellement des grandes propriétés qui, comme leur nom (tchiflicks) l'indique, remontaient à la domination turque. L'indemnité fut calculée en drachmes et comme la drachme est tombée environ au quinzième de sa valeur nominale (1), les propriétaires expropriés subissaient un fort dommage. Eh bien, une des premières conditions qui furent posées (2) était que les propriétaires étrangers (en l'espèce les propriétaires anglais, français et italiens), fussent payés au prix fort. Ainsi les étrangers toucheront quatorze fois plus que les propriétaires grecs. L'annexe V du protocole signé à Genève le 15 septembre 1927 prévoit que sur le produit de l'emprunt, 150 millions de drachmes seront prélevés à leur intention (3).

Mais revenons aux rapports financiers de la Grèce, avec les états étrangers et examinons successivement :

A) *L'arrangement avec les Etats-Unis.* — Ici la question se posait de façon relativement simple. Le cabinet de Washington s'était, on se le rappelle (4), engagé à verser à la Grèce 50 millions de dollars, contre lesquels la Banque nationale de Grèce avait émis des billets. Une partie de ces crédits (15.000.000 doll.), avait été payée ; le reste avait été suspendu au moment du retour du roi Constantin. Les Etats-Unis réclamaient le règlement des dettes payées, la Grèce ne s'y refusait pas mais demandait qu'on lui versât le reste des sommes auxquelles elle avait droit.

Après de longues négociations, qui comportèrent, entre autres, une mission infructueuse de M. G. Cofinas à Washington

(1) La livre sterling est aux environs de 370 dr. au lieu 25 dr. (pair).

(2) A côté de celles qui intéressaient réellement les porteurs (garanties), ou le prestige de la Société des Nations (emploi utile du produit de l'emprunt), sur ces conditions voyez la seconde partie du présent appendice.

(3) On le voit, il ne s'agit pas d'une bagatelle. On peut ajouter que rien ne justifiait cette différence choquante de traitement ; les propriétés en question avaient été jadis achetées au moment du départ des Turcs, pour des sommes dérisoires, ou avaient été données en dot d'épouses grecques.

(4) Voyez plus haut, pages 43-59.

on aboutit le 7 décembre 1927 à un arrangement qui peut se résumer comme suit :

a) Pour ce qui est des 15.000.000 de dollars déjà avancés, ils ont, en y ajoutant les arrérages, formé une dette qu'on est convenu de fixer (1) à 18.127.922 dollars ; la Grèce s'engage à la payer en 62 annuités qui de 20.000 devront se monter assez rapidement à 175.000 dollars (2) ;

b) Pour ce qui est du reliquat de crédits, estimé à 33.236.629 dollars, le gouvernement grec y renonce. En échange, les Etats-Unis accordent à la Grèce un emprunt de 12.167.000 dollars à 4 pour 100, amortissable en vingt ans, à la double condition : 1^o que son montant intégral sera versé à la Commission d'établissement des réfugiés pour être affecté par elle à l'établissement des réfugiés ; 2^o que son service sera garanti par la Commission financière internationale ;

B) *L'arrangement avec la Grande-Bretagne.* — Le problème se présentait d'une façon un peu différente. Car si, comme les Etats-Unis, l'Angleterre avait versé une partie des crédits promis et avait suspendu le versement du reste, elle était en droit de réclamer à la Grèce une indemnité pour des fourni-

(1) On a calculé un intérêt de 4 1/4 pour 100 jusqu'au 15 décembre 1922 et de 3 1/2 pour 100 à partir de cette date.

(2) D'après l'échelle que voici :

	Dollars
1 ^{er} juillet 1928.....	20.000
1 ^{er} janvier 1929.....	20.000
1 ^{er} juillet 1929.....	25.000
1 ^{er} janvier 1930.....	25.000
1 ^{er} juillet 1930.....	30.000
1 ^{er} janvier 1931.....	30.000
1 ^{er} juillet 1931.....	110.000
1 ^{er} janvier 1932.....	110.000
1 ^{er} juillet 1932.....	130.000
1 ^{er} janvier 1933.....	130.000
1 ^{er} juillet 1933 et consécutivement chaque semestre jusqu'au 1 ^{er} janvier 1938, soit 10 versements chacun de.....	150.000
1 ^{er} juillet 1938 et consécutivement chaque semestre jusqu'au 1 ^{er} janvier 1990, soit 104 versements, chacun de.....	175.000

tures militaires et en devait une pour les dommages causés par ses armées en Macédoine.

Nous n'entrerons pas dans le détail des très longues négociations, qui se poursuivirent cinq ans et au cours desquelles M. Venizelos, qui un moment accepta d'aller en mission spéciale à Londres, sollicita en vain un arrangement analogue à celui obtenu par l'Italie.

Finalement, en avril 1927, on aboutit à un compromis dont les principales dispositions sont les suivantes :

1^o La Grande-Bretagne renonce à toute réclamation pour fournitures militaires. Ceci, dit formellement l'arrangement (art. 1^{er}), « en considération de l'article 2 de la Convention du 10 février 1918 ». On se rappelle (1) que d'après cet article la valeur des sommes dues pour fournitures militaires devait être estimée « en tenant compte de la situation générale, économique et financière de la Grèce » ;

2^o La Grèce renonce à toute réclamation pour les dommages causés par les troupes britanniques ;

3^o La dette de la Grèce est fixée à 6.950.000 livres sterling, payables en 62 annuités, atteignant par une progression rapide le montant de 400.000 L. S. (2).

Si on se rappelle que la Grande-Bretagne n'a versé sur les 12.000.000 de crédits qu'elle devait que 6.644.677 L. S., on déduira qu'en obtenant que la dette fût fixée à 6.950.000, elle n'a sacrifié (3) que les intérêts dus depuis 1919 ;

4^o La Grèce renonce aux crédits non versés, c'est-à-dire à 5.335.321 L. S. et aux intérêts de cette somme depuis 1919.

Une compensation importante pour ce sacrifice lui a été

(1) Voyez plus haut, page 42.

(2) A savoir :

	Livres sterling
Pour l'année 1926.....	50.000
— 1927.....	200.000
— 1928.....	200.000
— 1929.....	250.000
— 1930.....	300.000
Pour les années 1931-1935.....	350.000
— 1936-1937.....	400.000

(3) Et même pas intégralement.

donnée par une lettre officielle du chancelier de l'échiquier (1), assurant le ministre grec à Londres « qu'en échange de la renonciation grecque au reliquat des crédits, le Gouvernement de Sa Majesté envisagerait avec sympathie tout plan bien étudié pour la reconstruction financière de la Grèce et la stabilisation de sa circulation monétaire et qu'il lui accorderait toute l'aide qui est en son pouvoir ».

En d'autres termes, au lieu d'un emprunt gouvernemental on promettait un emprunt émis sur la place de Londres.

De fait, comme nous verrons plus bas, la maison Hambro s'est chargée de l'émission d'un emprunt, dépassant même pour plus de 900.000 livres le reliquat des crédits anglais. En revanche, la Grèce paie plus de 7 pour 100 pour ledit emprunt tandis que la convention de 1918 prévoyait un taux de 5 pour 100.

II

LES NÉGOCIATIONS AVEC LA FRANCE

Les négociations entre Athènes et Paris furent particulièrement laborieuses. Elles se compliquaient, en regard des négociations gréco-anglaises, du fait que : 1^o la Grèce avait, pour les raisons expliquées plus haut, laissé intact le crédit de 300 millions de francs ouvert par la France en même temps que les crédits anglais et américains ; 2^o que la France, à la différence de la Grande-Bretagne, n'avait pas remboursé à la Banque nationale de Grèce les sommes avancées par celle-ci à l'armée française de Macédoine ; 3^o que contrairement à ce qui s'était passé avec les Anglais, on n'arrivait à se mettre d'accord a) ni sur le montant des dommages commis par les troupes françaises en Macédoine, b) ni sur la valeur du matériel fourni par la France.

Comme franc et drachme avaient beaucoup varié et repré-

(1) Comprise dans les documents soumis aux Chambres britanniques.

seulent actuellement une valeur bien différente de celle qu'ils avaient pendant les années auxquelles remontent les réclamations, la discussion se compliquait de controverses sur la monnaie de paiement ; s'agirait-il de francs ou de drachines ? et, encore, de francs et de drachmes de 1918 ou bien de 1926 ?

On semblait acculé à une impasse, quand le 8 décembre 1927, au lendemain de l'arrangement de Washington, M. Briand signa à Genève, avec M. Caphandaris, ministre grec des finances, le compromis d'arbitrage suivant :

ARTICLE PREMIER. — *Les Gouvernements français et hellénique déféreront, dans le plus bref délai, à un arbitre choisi d'un commun accord, la question suivante. En tenant compte de sa situation générale économique et financière, la Grèce est-elle redevable envers la France de la valeur du matériel qu'elle en a reçu en exécution de l'accord du 10 février 1918 ? Dans l'affirmative, dans quelle mesure les dépenses portées au débit du compte prévu à l'article premier de cet accord doivent-elles être définitivement imputées à la Grèce ? L'arbitre aura lieu à tenir compte de la lettre et de l'esprit des stipulations de l'accord du 10 février 1918 relatives aux cessions du matériel ci-dessus indiquées. Pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et en toute équité, l'arbitre sera informé, conformément aux intentions communes des deux Gouvernements, des concessions de toute nature faites de part et d'autre par les deux Gouvernements sur leurs réclamations initiales.*

ART. 2. — *Les deux Gouvernements prennent l'engagement de signer immédiatement, sitôt la sentence arbitrale rendue, un accord définitif, qui sera constitué par les points acquis au cours des négociations et par les modifications rendues éventuellement nécessaires par l'application de la sentence arbitrale à intervenir. L'échelle de paiement qui servira de base sera celle qui a été proposée par M. Caphandaris en date du 1^{er} septembre 1927 et modifiée ultérieurement par la note de la Délégation française en date du 1^{er} octobre 1927.*

Cette convention mérite l'attention des internationalistes, puisque c'est, semble-t-il, la première fois que l'arbitrage est appliqué pour le règlement des différends financiers relatifs aux dettes interalliées. Du point de vue de son contenu, le lendemain même de sa signature, *Le Messenger d'Athènes*, journal officiel, la commentait comme suit :

Les comptes s'établissent ainsi :

I. Au débit de la Grèce

1 ^o Du fait de fournitures militaires. Fr. or		620.000.000
2 ^o D'emprunts :		
a) Emprunt 1914, 5 1/2 0/0 Fr. or	20.000.000	
b) Emprunt 1915 en change sur Paris..... Fr. or	5.000.000	
c) Emprunt au Gouvernement pro- visoire de Salonique..... Fr. or	5.000.000	
d) Emprunt au même..... Fr. or	14.500.000	44.500.000
TOTAL..... Fr. or		<u>664.500.000</u>

II. Au crédit de la Grèce

1 ^o Du fait de dégâts causés par l'armée française :		
A) a) Fournitures prises dans les dé- pôts grecs..... Fr. or	175.000.000	
b) Dégâts aux chemins de fer, valeur de contre-torpilleurs et autres na- vires de guerre grecs réquisition- nés, marchandises..... Fr. or	89.419.455	
B) Dommages aux particuliers. Fr. or	50.000.000	314.419.455
Cette somme fut réduite au cours de la liquidation opérée à : Fr. or	278.000.000	
Mais cette somme fut encore ré- duite, avec l'approbation de la Dietature (1) à..... Fr. or	139.000.000	
Sur lesquels la France a accepté de reconnaître..... Fr. or	68.000.000	68.000.000
2 ^o De l'avance faite à l'armée fran- çaise d'Orient par la Banque nationale de Grèce soit : drachmes 266.965.965 ou francs français or 300.000.000, lesquels, avec les arrérages, se montent aujourd'hui à..... Fr. or		<u>400.000.000</u>
TOTAL DE LA DETTE FRANÇAISE..... Fr. or		<u>468.000.000</u>

(1) C'est-à-dire du général Pangalos.

Dans la somme ci-dessus n'est pas comprise la part des crédits alliés afférents à la France qui se monte à 300.000.000 de francs.

« D'après ce qui précède, le solde créditeur de la Grèce envers la France s'élevait :

A francs or.....	664.500.000
Moins.....	468.000.000
SOIT FRANCS OR....	196.500.000

« A la suite de longues négociations entre MM. Poincaré, Briand et M. Caphandaris, ce solde créditeur fut réduit à 180.000.000 de francs-or.

« M. Caphandaris a demandé la compensation, la France dans ce cas acceptant d'opérer une réduction de 50 pour 100 sur sa réclamation du chef du matériel de guerre fourni à la Grèce. Mais M. Poincaré n'admet par une réduction supérieure à 20 pour 100 et se montre intransigeant sur ce chapitre. Devant cette insistance on a finalement décidé de renvoyer la question à un arbitre. Le gouvernement hellénique fera valoir non seulement les termes de l'accord du 10 février 1918 sur la part qui doit être faite dans les comptes aux capacités de paiement actuelles de la Grèce, mais encore les réductions très importantes qu'il a consenties sur ses réclamations initiales, et aussi le fait que l'Angleterre et les Etats-Unis ont reconnu que la Grèce ne peut renoncer sans compensation aux crédits qui lui avaient été accordés par la convention de 1918, et ont appliqué ce principe dans le règlement de la dette grecque envers ces deux pays. »

III

LE NOUVEL EMPRUNT

a) *Historique.* — On trouvera dans les publications de la Société des Nations (1927-II-74), l'historique du nouvel emprunt et les conditions que posa la Société des Nations pour lui accorder son patronage. Elles consistent principalement : 1^o A offrir aux porteurs des garanties complètes en assurant, outre des gages plus que suffisants, son service par la Commission financière internationale ; 2^o A s'assurer que le produit de l'emprunt ira : a) à l'établissement des réfugiés ; b) au rétablissement définitif de l'équilibre budgétaire ; c) à la stabilisation de la drachme ;

b) *Emission de l'emprunt.* — La conclusion de l'accord gréco-français, permit d'engager, à Londres, des négociations pour l'émission du nouvel emprunt hellénique dont le montant

après l'emprunt de 12.200.000 dollars accordé par les Etats-Unis, ne devait s'élever qu'à 6.500.000 livres.

La maison Hambro de Londres a été chargée de l'émission de l'Emprunt qui sera du type 6 pour 100 ; il sera émis à 91, mais son produit net sera de 86 pour 100 ; la différence de 5 livres sterling entre le prix d'émission et le produit net comprend le droit de timbre britannique de 2 pour 100 et les frais d'émission des banques s'élevant à 3 pour 100. L'emprunt, remboursable dans 40 ans, sera émis pour une valeur nominale de 7.500.000 livres, afin que son produit net atteigne 6.500.000 livres, lesquels, avec les 2.500.000 livres sterling de l'emprunt américain, constitueront les 9 millions de livres jugés nécessaires par le Conseil de la Société des Nations pour assurer l'assainissement de la situation financière de la Grèce.

Ces conditions, assez lourdes en elles-mêmes et eu égard aux garanties dont l'emprunt est entouré, paraissent favorables et sont une preuve de l'amélioration du crédit de la Grèce, quand on les compare à celles de l'Emprunt dit des Réfugiés. Celui-ci avait été émis en 1924 à 88 pour 100, mais son produit net, déduction faite des frais de timbre, d'émission et de négociation n'avait été que de 81 pour 100 ; son intérêt nominal de 7 pour 100 s'est élevé, finalement, à 8.71 pour 100 (1), tandis que l'intérêt réel du nouvel emprunt ne dépassera pas 7.05 pour 100 ;

c) *Utilisation et garanties.* — Conformément au protocole signé à Genève, le 15 septembre 1927, le produit du nouvel Emprunt hellénique, soit 9.000.000 de livres sterling, sera affecté de la façon ci-après :

1^o Trois millions de livres sterling seront mis immédiate-

(1) De plus par une interprétation, à mon sens erronée et abusive, la Commission des Réfugiés consacre à l'accélération de l'amortissement de l'emprunt 1924 les annuités que les infortunés réfugiés paient pour prix des terres qui leur ont été cédées. Ces paiements, ajoutés à l'amortissement régulier (1/2 pour 100), font que l'emprunt sera payé en 20 ans au lieu de 40 et que son service annuel approche de près du 10 pour 100 du capital réel. Aussi les obligations émises à 81 dépassent-elles aujourd'hui le pair. Et dire que cet emprunt fut caractérisé au moment de son lancement comme une œuvre chrétienne et philanthropique ! Il est vrai qu'il était difficile de qualifier d'emprunt à la production agricole, un emprunt chargé d'une annuité de 10 pour 100.

ment à la disposition de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés, afin d'être affectés à l'achèvement de son œuvre;

2^o Trois autres millions de livres sterling seront portés à l'actif de la nouvelle banque d'émission, appelée « Banque de Grèce », en remboursement d'une partie de la dette de l'État que cette banque reprendra à la Banque nationale le jour où elle commencera à fonctionner. Cette somme augmentera la couverture des billets de banque en circulation de la Banque nationale;

3^o Les trois derniers millions de livres sterling serviront à couvrir les déficits budgétaires et à liquider les arriérés de l'État qui s'élèvent à 909 millions de drachmes-papier.

La façon dont il sera utilisé montre que le nouvel emprunt ne doit pas être considéré comme constituant, de la part de l'État hellénique, la continuation d'une politique d'emprunts. En effet, son objet principal est l'assainissement de la situation financière par la stabilisation de la devise nationale et cela, ainsi que l'achèvement de l'établissement des réfugiés, suffit pour lui donner le caractère d'un emprunt productif.

Les garanties du nouvel emprunt sont constituées par les excédents des revenus actuellement placés sous le contrôle de la Commission financière internationale. Ces revenus se sont chiffrés, pour l'année 1927 à 3.982.000.000 de dollars. et l'on prévoit qu'ils dépasseront, en 1928, 4.000.000.000 de dollars, par suite de l'amélioration du rendement des nouvelles taxes et, principalement, des droits de timbre.

Pour l'exercice 1927-1928, sur le produit de 3.892.000.000 de dollars des revenus affectés, la Commission financière internationale a retenu, pour le service des emprunts placés sous son contrôle, une somme de 1.757.000.000 de dollars, et l'on estime que, pour l'exercice 1928-1929, le service de ces emprunts (y compris celui de la « Foundation » pour les dessèchement des marais macédoniens, l'emprunt « Ulen » pour les eaux d'Athènes et l'emprunt de 9.000.000 de livres sterling qui vient d'être conclu) nécessitera une somme de 2.282.000.000 de dollars, laissant ainsi, sur le produit global de 4.000.000.000 un solde de 1.718.000.000 de dollars qui devra être restitué au Trésor hellénique.

DEUXIÈME PARTIE

La marine marchande grecque et la guerre⁽¹⁾

PAR

A. ANDRÉADÈS

(1) Pour la période antérieure à 1914, consulter A. ANDRÉADÈS, *La Marine marchande grecque*, Paris, Alcan, 1913 (extrait du *Journal des Economistes*, 15 septembre et 15 octobre 1913) et Al. PACHNOS, *Die Griechische Handelsmarine* (Berlin, 1920). On trouvera dans ces deux ouvrages une bibliographie complète ainsi que des renseignements détaillés sur l'histoire et la composition de la marine grecque et sur les opérations auxquelles elle se livre de préférence. M. Pino Fortini, commandant du port de Palerme, a de son côté signalé les raisons pour lesquelles elle a pu se développer malgré l'absence de subventions (*Liberismo maritimo*, dans le numéro de juin 1922 de *Rassegna Marinara*, revue mensuelle paraissant à Naples). Pour les mesures prises en faveur des travailleurs de la mer, invalides ou retraités, voyez A. ANDRÉADÈS, *La Législation du travail en Grèce* (Genève, Bureau international du Travail, 1923).

Pour la période 1915-1923, on consultera les publications officielles de la direction de la Marine marchande, des revues spéciales grecques (*Revue de la Marine marchande et Revue maritime*) et les journaux ou revues qui s'occupent volontiers de questions maritimes, au premier rang desquelles il faut citer le quotidien *Sphaira* du Pirée et le *Mellon*. Parmi les noms des publicistes qui ont traité avec plus de compétence nos questions, il faut retenir ceux de M. G. Sacalis et J. Spétsiotis. On doit aussi se garder d'oublier celui d'un fonctionnaire, M. D. Papamichalopoulos, qui après avoir annuellement publié de précieuses études statistiques a fait paraître un petit volume très documenté : *La Marine marchande et l'Etat grec* (Athènes, 1925).

Il me sera peut-être permis de rappeler qu'outre ma longue étude du *Journal des Economistes* (1913), j'ai publié deux articles dans *The Nautical Gazette* de New-York (1920 et 1923) ; deux autres dans *l'Acropole* (revue française paraissant à Athènes, fascicules d'octobre et de novembre 1920) ; une étude dans *la Revue économique internationale* de Bruxelles (août 1923), ainsi que plusieurs autres articles en grec ou en allemand.

CHAPITRE PREMIER

Les guerres de 1912-1913

Les premières années du xx^e siècle furent pour la marine marchande grecque une période de reconstitution et de rapides progrès.

Ils sont prouvés par le tableau suivant :

Années	Nombre de vapeurs	Tonnage
1892	103	60.418
1898	145	94.894
1904	206	198.681
1911	343	387.634

Mais ils apparaissent encore plus clairement, si on les compare avec ceux des autres marines du globe. Voici des chiffres montrant qu'aucun état, pas même la Norvège, n'a eu de développement plus rapide :

	1873	1883	1898	1908	1911-2
Angleterre	1.716.000	3.823.000	6.737.000	10.355.000	10.784.104
Allemagne	142.000	346.000	1.017.000	2.328.000	2.911.087
Norvège	29.000	77.000	394.000	841.000	1.019.987
France.....	201.000	444.000	502.000	802.000	942.598
Italie.....	54.000	112.000	265.000	556.000	677.209
Russie.....	46.000	98.000	214.000	483.000	440.519
Grèce.....	3.000	26.000	87.000	291.000	407.137

Les victoires de 1912-1913 accentuèrent naturellement ce développement par la confiance plus grande qu'elles inspirèrent aux capitalistes et par le grand nombre de ports qu'elles ajoutèrent à l'ancien royaume.

Pour le reste, les hostilités n'eurent pas sur l'armement des conséquences *directes* économiques appréciables. Sans doute la mer Noire, son principal champ d'action, lui fut

fermée, mais comme un très grand nombre de navires furent réquisitionnés, il n'y eut pas de chômage. D'autre part, les navires endommagés par l'ennemi n'excédèrent pas, comme nous le verrons, le nombre de sept.

Il faut cependant ajouter que les événements de 1912-1913 démontrèrent l'importance que la marine grecque avait : 1^o pour le commerce international ; 2^o pour les états chrétiens alliés contre la Turquie. De fait :

1^o Plus de dix jours avant l'ouverture des hostilités, la Porte interdisait aux navires grecs se trouvant dans la mer Noire de passer par le Bosphore. La mesure avait pour but de condamner à l'inaction plus de cent navires grecs. Mais elle lésait aussi sérieusement des étrangers, entre autres, les importateurs français de céréales (1). Devant les protestations des ambassades, la Porte dut retirer une mesure d'ailleurs manifestement contraire au droit des gens (2) ;

2^o Le nombre de navires réquisitionnés se monta à 95. Aussi, sans avoir recours à un seul navire étranger put-on mobiliser et ravitailler les trois armées grecques (Macédoine, Épire, îles de l'Archipel) et transporter quatre divisions de Salonique à Prévéza et vice-versa (janvier-mai 1913). On arriva aussi à transporter un corps d'armée bulgare de Salonique à Dédé-Agatch et des troupes serbes de Salonique à Durazzo, et à ravitailler l'armée serbe d'Albanie.

C'est au cours de cette dernière opération que le croiseur *Hamidié* endommagea sérieusement cinq vaisseaux grecs surpris en rade de Saint-Jean-de-Médua. Mais ces dommages et ceux subis par deux autres navires en rade de Syra, furent les seuls qu'on eut à déplorer. Ceci, encore que les quatre transatlantiques grecs eussent été transformés en croiseurs auxiliaires (3).

(1) Ceux-ci avaient des cargaisons de plusieurs millions, faute desquelles les minoteries de Marseille menaçaient de fermer.

(2) Cf. Sur ce point BONFILS-FAUCHILLE, *Manuel de droit international* (6^e édit., n^o 1399).

(3) Sur les 95 navires réquisitionnés 85 furent affectés aux services de l'armée, 4 à ceux de la marine ; 2 transformés en vaisseaux-hôpitaux et 4 en navires de guerre.

CHAPITRE II

Les années 1914-1918

La guerre mondiale parut au début être pour la marine grecque une ère de prospérité égale à celle des guerres de la Révolution et de l'Empire, quand les armateurs des îles de Hydra, Spetzai et Psara, firent les fortunes grâce auxquelles, pour bonne partie, la guerre de l'Indépendance (1821-1827) put être menée au succès (1).

La réquisition des flottes de l'Entente pour des services militaires, l'inertie à laquelle étaient condamnés les navires d'une partie des États belligérants, d'autres raisons encore amenèrent une hausse des frets qui allait croissant et qui naturellement profitait particulièrement aux neutres. La Grèce fut à même de tirer des avantages particuliers de la situation, parce que ce qu'on demandait surtout, c'étaient des navires de fort tonnage pouvant traverser l'océan. Or, ses armateurs possédaient proportionnellement plus de navires, excédant 2.000 tonnes, qu'aucun autre de leurs concurrents (2), et la situation paraissait d'autant plus encourageante que,

(1) Les Miaoulis, Kanaris et autres amiraux grecs célébrés par les poètes romantiques n'étaient, avant 1821, que de simples capitaines. Et c'étaient également de simples armateurs que les insulaires qui donnèrent 18.000.000 dr. pour l'entretien de la flotte. Pour détails voyez A. ANDRÉADÈS, *Histoire de la dette grecque*, Athènes, 1904, livre II, chap. iv. Seule la famille Countourioti avait donné près de 2.000.000.

(2) Ces navires représentaient :

En Grèce	47	pour 100 du total.
En Hollande	33	—
En Espagne	30	—
En Italie	27	—
En Norvège	11	—
En Danemark	11	—
En Suède	9	—

de juin 1914 à janvier 1915, notre pavillon s'accroissait de 25 vapeurs représentant 57.000 tonnes net.

Le 20 mars 1915, je pouvais calculer, dans le *Monde économique*, de Paris, que les gains (si la guerre se prolongeait douze mois) seraient de 100.000.000 au bas mot. Ce chiffre restait au-dessous de la vérité. Ils atteignirent près de 200.000.000, encore que la séduction des hauts prix amena la vente de 91 navires (1). Les frets continuant à monter, le *Sphaira*, journal du Pirée, spécialisé dans les questions maritimes, évaluait au début de 1916 les bénéfices probables de l'année qui s'ouvrait à 385.000.000 de francs. Les faits se chargèrent de donner un démenti cruel à ces espérances.

Tout d'abord, par suite de la réquisition de la flotte hellénique par les Alliés, suivie bientôt de l'entrée de la Grèce dans la guerre, les torpillages se multiplièrent dans des proportions effrayantes. On a souvent montré comment la Grèce, ayant perdu 44 pour 100 de sa marine, avait souffert des torpillages beaucoup plus que tout autre nation alliée ou neutre (2). En réalité les pertes furent encore plus fortes, car si, au lieu de se reporter au début de la guerre, on se reporte au début de 1916, date où la flotte était déjà réduite par des ventes et d'autres causes, on verra que, de 1916 à 1918, la proportion de nos navires disparus du fait des torpillages allemands fut, non pas de 44 pour 100, mais de 66 pour 100.

Et qu'on ne pense pas que les indemnités versées constituèrent une compensation suffisante. En effet, les assurances ne consentaient que des indemnités réduites. En outre, l'indemnité limitée au dommage immédiat, au *damnum emergens*, comme diraient les juristes, ne comportait aucune compen-

(1) Ces ventes qui, par suite de la prolongation de la guerre, constituèrent une opération désastreuse, paraissaient alors une affaire excellente. Le *Sphaira* notait que les vendeurs avaient réalisé un profit de 42.000.000 (numéro du 17 février 1916); mais c'était là une faible partie des profits qu'au cours des années 1915-1918 les navires vendus laissèrent à leurs nouveaux acquéreurs. Ce ne fut qu'au cours de 1916 que le ministère de la Marine défendit la vente de navires aux étrangers.

(2) Maurice DEWAVRIN, dans son article : *La Marine marchande hellénique* (*Nouvelle Revue*, numéro 184), écrivait : « Aucune nation n'a subi des pertes aussi élevées que la Grèce. Celles de la Norvège, cette autre grande victime, n'ont pas excédé 40 pour 100. »

sation pour le *lucrum cessans*, pour les bénéfices qu'aurai rapportés dans l'avenir le navire, s'il avait continué à naviguer. Éclairons cela à l'aide de quelques chiffres. D'après les calculs officiels, la valeur des navires coulés était de 752.000.000 et le montant du « manque à gagner » de 530.000.000. En tout, 1.282.000.000 de francs. Eh bien, en 1920, les armateurs grecs avaient touché des assurances 305.506.000 francs et étaient en instance pour 264.000.000 de plus. En admettant qu'ils aient depuis touché intégralement le chiffre prévu par leurs polices, ils auront réalisé un total de 566.506.000 francs (1). Les dommages causés par les torpillages, non compris ce que représente la perte de tant de vies humaines et d'équipages expérimentés, équivalent donc à 716.000.000 de francs or.

A vrai dire, ils représentent beaucoup plus ; aux navires coulés il faut, en effet, ajouter 27 vapeurs et 28 voiliers ayant subi, par suite d'attaques ennemies, des dommages qui, avec l'arrêt du travail qui en résulta, sont évalués à 33.740.866 drachmes. Il faut également se souvenir que le gouvernement hellénique dut prendre soin des nombreux gens de mer réduits au chômage par suite du torpillage de leurs navires.

Il s'en faut du reste que les torpillages représentent toutes les pertes de guerre. A côté d'autres dommages dus à des causes secondaires (2) mais dont le total n'est pas inférieur

(1) D'après certains calculs plus optimistes, ils auraient finalement touché 24.045.000 livres sterling (601.125.000 francs).

(2) Voici les quatre principales :

1^o Les risques de mer beaucoup plus nombreux qu'en temps ordinaire. La Grèce perdit de ce chef 29 navires jaugeant 59.000 tonnes ; elle n'aurait certainement pas subi pareille perte si, du fait de la guerre, les navires n'étaient obligés de suivre des itinéraires autres que ceux suivis d'ordinaire et si, toujours du fait de la guerre, ils n'avaient été privés de l'aide de beaucoup de phares et d'une partie de leurs équipages ;

2^o La détention ou le séquestre provisoire par les Alliés de 15 navires jaugeant 24.600 tonnes bruts (15.300 tonnes nets). Ces mesures ne devinrent pas définitives, ce qui indique qu'elles étaient insuffisamment justifiées ; nos armateurs n'en subirent pas moins un dommage qu'ils évaluent dans un mémoire officiel à 31.036.405 drachmes ;

3^o L'embouteillage dans la mer Noire de 8 navires jaugeant 15.761 tonnes brut

à 200.000.000, la marine marchande grecque eut à souffrir du blocus des côtes helléniques (décembre 1916-avril 1917), et de la réquisition des vapeurs grecs (février 1917).

Le blocus de 1916-1917. — Cette mesure, ayant un caractère politique, ne saurait être appréciée dans une étude purement économique. Rappelons pourtant que les conséquences si cruelles du blocus (1) auraient sans doute provoqué dans les pays de l'Entente de vives protestations, si la conviction n'avait pas prévalu en Occident que les sous-marins allemands trouvaient refuge et appui dans les eaux helléniques. Cette accusation souvent répétée fut portée par les grands quotidiens parisiens pour justifier l'occupation de Corfou et bien d'autres mesures encore. Les amis sincères de l'Entente protestèrent toujours contre de pareilles calomnies (2). Le peuple grec tout entier a été heureux de constater qu'un démenti formel et indigné leur a été donné par l'autorité la plus compétente, l'amiral Dartige du Fournet, commandant en chef des flottes alliées (3).

La réquisition. — C'est en février 1917 que la flotte marchande grecque fut réquisitionnée, pour une faible partie par la France, et par l'Angleterre pour le reste. On a dit que les armateurs grecs n'avaient pas le droit de se plaindre, puisque l'affrètement de leurs navires, pour être en fait obligatoire, n'en était pas moins exécuté aux conditions du marché.

En admettant que cela fût exact au début (4), cela cessa

(10.119 tonnes net). Rendus par là inutilisables pour la durée de la guerre, ces bâtiments furent vendus à vil prix à des Russes ;

4° La batellerie grecque sur le Danube, branche de la marine hellénique qui, par son importance, mériterait une étude spéciale, subit, soit du fait de la réquisition, soit pour d'autres faits de guerre, des pertes évaluées à 5.172.290 francs.

(1) Voyez ce que nous disons, page 86, de la forte mortalité, surtout infantile, au cours de l'hiver 1916-1917.

(2) Voyez sur ce point les déclarations faites durant la Conférence de la Paix par M. Vénizelos aux manifestations organisées à la Sorbonne, à Marseille et ailleurs.

(3) Voyez : *Souvenirs de guerre d'un amiral*, Paris, 1920. Notamment pp. 115, 166, 167, etc.

(4) Et cela ne l'était point. Les frets consentis étaient inférieurs à ceux du marché. De plus, la réquisition eut lieu quatre mois avant l'entrée de la Grèce en guerre ; pendant ces quatre mois les navires réquisitionnés coururent des risques de torpillage auxquels les navires des autres Etats neutres n'étaient point exposés.

de plus en plus de l'être, car on continua à payer les navires grecs aux prix de fin 1916, sans tenir compte de l'énorme hausse des frets des années 1917-1918, alors qu'on consentit à la flotte norvégienne, réquisitionnée quelques mois plus tard, un tarif de 50 pour 100 plus élevé (1). Ainsi, pendant toute la dernière période des hostilités, la Norvège neutre était infiniment mieux traitée que la Grèce, qui dans l'intervalle, était devenue une alliée ! La faiblesse des indemnités promises en cas de torpillage ou de naufrage aggravait encore la situation ; les grands États affréteurs garantissaient, en effet, des indemnités de beaucoup inférieures aux prix courants (2). Ayant eu à m'occuper de près d'un navire réquisitionné, je puis donner quelques chiffres qui « illustrent » — comme disent les Anglais — ce que j'avance. Les propriétaires du navire dont il s'agit avaient des offres d'achat pour 200.000 livres sterling (5.000.000 de francs or) au cas où ils seraient parvenus à faire lever la réquisition, et de 125.000 livres sterling en cas contraire (3). La vente à ce dernier prix était désavantageuse, car si la guerre continuait les hauts frets auraient continué également ; si la paix survenait les choses allaient encore mieux ; puisque, tandis qu'une baisse soudaine des prix était improbable (4), les frais d'assurance baissaient grandement avec la disparition du risque de torpillage. Pourtant les propriétaires en question se résolurent à vendre à 125.000 livres sterling. Et pourquoi ? Parce que, en cas de torpillage, on ne leur garantissait que 92.000 livres sterling, et, en cas de naufrage par risque de mer, 30.000 livres

(1) Cf. les articles de M. Sacalis, publiés dans la revue *Ploutos* et reproduits en brochure (Athènes, 1919). M. Georges Sacalis, qui est une des autorités grecques en la matière, a également publié : *La Marine marchande grecque* (brochure de 20 pages, Athènes, 1916) et *Notre marine en danger* (Athènes, 1918).

(2) M. J. KEYNES, *Les Conséquences économiques de la paix* (édition française, Paris, 1920, p. 112, note) ne s'est pas avisé de ce dernier détail.

(3) Preuve manifeste qu'au printemps 1918 les frets payés atteignaient à peine les 5/8 des prix courants.

(4) Pour des causes qu'on pouvait prévoir et qui se réalisèrent en effet : rapatriement de millions d'hommes combattant sur territoires étrangers, parfois très lointains ; transport de matières premières nécessaires à la réparation des dommages de guerre ; reconstitution des stocks, etc.

sterling seulement. Ainsi, voilà un bateau qui, libre, valait 5.000.000 de francs et qui, réquisitionné, courait le risque de ne rapporter que 2.300.000, ou même que 750.000 ! Ce dernier danger n'était pas chimérique ; par suite des nouveaux itinéraires, de l'extinction des phares, etc., les risques de mer étaient grands.

La situation de la Grèce maritime était vraiment tragique ; d'une part les empires centraux lui coulèrent proportionnellement plus de navires qu'à aucune autre nation ; de l'autre, l'Entente tantôt bloquait ses côtes et tantôt réquisitionnait sa flotte. Comme le disait un armateur : « Nous ne savons pas à quel saint nous vouer ; nos ennemis nous coulent plus de la moitié de nos navires, et nos Alliés, après nous avoir fait mille misères quand nous étions neutres, maintenant que nous sommes belligérants empêchent les bateaux qui nous restent de réaliser des profits légitimes, et même nous exploitent en faisant à nos dépens une économie de près de 50 pour 100. »

Au surplus le tableau suivant suffit pour montrer le sort pitoyable de notre marine au cours de la guerre mondiale.

	Navires	Tonnes brutes
1. Navires perdus par suite de risques de mer...	29	59.000
2. Navires perdus par risques de guerre	152	394.000
3. Navires confisqués par les Alliés	4	5.000
4. Navires vendus à des étrangers	114	260.000
TOTAUX	299	718.000
Il ne restait que	156	282.000

En d'autres termes, les navires préservés n'équivalaient pas même aux 3/7 des navires perdus. Encore ce triste résultat n'était-il obtenu que parce qu'au cours de la guerre 27 navires, jaugeant 115.000 tonneaux, avaient été achetés, et qu'à partir de juillet 1916 la vente des navires grecs fut interdite.

Mais ce que la situation avait de tragique éclate encore mieux par la comparaison. Si nous examinons la situation des marines des différents pays aux dates de juin 1914 et de

juin 1919, nous voyons que les États suivants étaient arrivés à augmenter leurs flottes.

	Pourcentage
	—
1. États-Unis (1), de.....	381,1
2. Japon, de.....	36,1
3. Dominions britanniques, de...	14,1
4. Hollande, de	6,9
5. France, de	2,1

Quant aux autres, leur tonnage avait été réduit dans les proportions suivantes :

	Pourcentage
	—
Suède, de.....	9,7
Italie, de.....	13,4
Grande-Bretagne, de.....	13,5
Danemark, de.....	18,1
Norvège, de.....	18,4
Espagne, de.....	19,8
Autriche-Hongrie, de.....	32,2
Allemagne, de.....	36,8
Grèce, de.....	64,6

La Grèce a *donc souffert de la guerre plus encore que l'Allemagne*.

Cette situation paradoxale est due : 1^o à ce que la Grèce a le plus souffert des torpillages ; 2^o à ce que, ne possédant pas de chantiers, elle n'a pas été à même de construire de nouveaux vapeurs ; 3^o à ce qu'elle fut le seul État allié qui n'a pu procéder à la saisie des bâtiments ennemis mouillés dans ses ports (2).

(1) Dans les chiffres concernant les États-Unis, ne sont pas comprises les pertes.

(2) Nous aurons à revenir sur ces derniers points.

CHAPITRE III

De l'armistice au traité de Sèvres

Toute autre nation aurait désespéré, d'autant plus que si les armateurs dont les navires avaient été torpillés disposaient de leurs indemnités d'assurances (1), le haut prix des navires rendait les achats désavantageux (2).

Pourtant les armateurs grecs se remirent si ardemment à la besogne qu'en mai 1920 notre marine à vapeur était représentée par :

	Tonnes net.
140 vapeurs, reste de la vieille marine.....	213.000
68 — acquis de 1915 à 1920.....	107.000
55 — achetés dans les derniers mois, mais non encore immatriculés dans les registres des ports.....	<u>131.000</u>
263 vapeurs.....	451.000

Quant à la marine à voile elle comprenait, en janvier 1920, 1.048 bâtiments représentant 106.000 tonnes net. Elle avait pu revenir à son ancien niveau parce que, outre les torpillages plus restreints, les petits bâtiments qui la composent peuvent être construits en Grèce. La marine à vapeur, en l'absence de chantiers, ne pouvait se flatter d'un pareil succès ; mais elle fit tout de même bonne contenance. Elle avait réussi

(1) Celles-ci étaient, d'ailleurs, fort loin d'égalier le montant des pertes (cf. la première partie de cette étude).

(2) Cette proposition fut développée notamment par M. Sacalis dans ses articles du *Ploutos*.

à remonter à plus des $\frac{4}{5}$ de son niveau : 451.000 tonnes net, sur 550.000 tonnes primitives (1).

La reconstruction partielle de la marine hellénique fut due un peu à l'État et beaucoup aux armateurs.

L'État a édicté deux dispositions liées à l'impôt sur les bénéfices de guerre. Voici comment M. Dewavrin (*loc. cit.*, page 209) décrit la première :

« En temps normal, l'armement hellénique gagnait par an une trentaine de millions de francs. Or, ses profits moyens pendant les quatre années de guerre ont été de 90.000.000 par exercice. L'État, en vertu des lois de 1917 et 1919, a pris sa part des excédents de bénéfices ; mais une autre disposition légale est venue accorder un traitement de faveur aux armateurs qui, ayant assuré leurs navires contre les risques de guerre et été victimes d'un sinistre, ont encaissé des bénéfices représentés par la différence entre le prix de revient de leur bateau et le montant de l'indemnité touchée par eux. Sans doute ils doivent faire l'avance de l'impôt (2). Mais s'ils déclarent que, dans un délai de deux ans à compter du traité de paix, ils feront une commande ou un achat de navire

(1) La situation aurait été encore meilleure si la Grèce maritime n'avait pas continué à être, même après la guerre, la Cendrillon des Etats alliés. Cela surtout à deux points de vue :

1^o Les Alliés eurent pour première compensation de leurs pertes l'usage des navires ennemis saisis dans leurs ports. Se trouvaient arrivés dans les ports grecs neuf navires allemands et trois autrichiens dont le *Marienbad*, un des plus beaux paquebots de la Méditerranée. Or, ces bateaux furent saisis par les Alliés au moment du départ de M. Vénizelos pour Salonique. Il ne resta donc à la Grèce que l'espoir des compensations ultérieures qui pouvaient lui échoir au moment du partage définitif de la flotte allemande. Nous allons voir tout à l'heure dans quelle faible mesure ces espérances furent réalisées ;

2^o Un second point sur lequel la Grèce n'a pas été placée au même rang que ses Alliés a été mis en lumière par feu E. Embiricos. (Revue *Mellon*, fascicule du mois de mai 1920). L'ancien ministre de la marine relève que dans les chantiers britanniques le prix de la tonne était au début de 1920 de 25 livres sterling pour les Anglais, et de 35 pour les étrangers. Le quai d'Orsay a cependant obtenu qu'on livrât à la France 750.000 tonnes au prix de 25 livres sterling et la Consulta qu'on fournit aux chantiers italiens de l'acier et d'autres articles pouvant faciliter la construction de navires. Aucune facilité ne fut accordée à la Grèce. Elle a acheté 37.000 tonnes à 35 livres sterling par tonne, ce qui équivaut à un débours de 12.950.000 livres sterling, contre 9.250.000 seulement si on achetait la tonne à 25 livres sterling.

(2) Celui-ci est mis en fonds de l'Etat, dont les intérêts profitent au contribuable.

pour une somme totale au moins égale au double de l'impôt payé, le montant de ce dernier devra leur être rendu. Cette disposition s'applique aux armateurs qui ont vendu leurs bâtiments. »

La seconde des mesures législatives dont nous parlons est celle qui dispensa de l'impôt sur les bénéfices extraordinaires les navires acquis à partir de 1918. Elle est d'une portée plus grande que la première, car elle n'a pas trait seulement aux sommes limitées déjà perçues sous forme d'impôt, mais à tous les capitaux. L'intérêt puissant qu'elle présentait a été cependant atténué par le caractère très progressif donné depuis à l'impôt ordinaire sur le revenu.

Malgré l'ingéniosité de ces deux mesures, leurs effets furent peu de chose en face de l'élan qui portait les armateurs grecs à recommencer la lutte et à consacrer leurs indemnités d'assurances et même parfois de nouveaux capitaux, à l'achat de bâtiments. M. J. Spetsiotis a calculé que, dans la seule année 1919, 48 navires, d'une portée de 112.000 tonnes net et 250.000 en lourd, ont été achetés par MM. Abatiellos, Embirikos, Vergotis, Lykiardopoulos, Stathatos, Saliaris, etc. De cette liste, il résulte que presque aucun grand armateur grec n'est resté hors du mouvement. Cela ne les a pas empêchés d'ailleurs de participer aux emprunts de l'État (1).

Malgré le vent d'optimisme qui bien naturellement animait les Grecs à la veille de la signature du traité de Sèvres, je me rappelle fort bien que déjà au début de l'été 1920 l'opinion était partagée sur l'opportunité de la politique suivie par le gouvernement et l'armement.

Certes il ne manquait pas de gens pour approuver les armateurs de leur audace. Ils faisaient valoir : 1^o que sans elle les équipages des navires perdus et leurs familles (pour ainsi dire les deux tiers de nos gens de mer) seraient restés sans ressources ; 2^o que malgré les risques allègrement assumés

(1) M. Vergotis souscrivit pour 6.000.000 de drachmes, M. Lykiardopoulos pour trois, les frères Embirikos pour deux, les frères Yannoulatos également ; il y eut six autres souscriptions d'un million, et la drachme était alors au pair de l'or.

par les armateurs, les plaies de la guerre n'étaient pas toutes cicatrisées : en dépit des nouvelles acquisitions la marine n'atteignait que le quatre cinquième de son montant d'avant-guerre ; ceci alors que le tonnage mondial ayant sensiblement augmenté depuis 1914, il fallait dépasser le tonnage de cette année pour conserver à la Grèce sa part proportionnelle dans la marine internationale.

En sens inverse, on observait que les nouveaux achats, réalisés à des prix très élevés, avaient eu lieu soit trop tard, soit trop tôt. Ils auraient dû se réaliser dès le lendemain de l'armistice, car alors on eût profité des hauts frets qui marquèrent les mois qui suivirent. Ou alors il fallait attendre, fût-ce longtemps, une baisse qui devait inévitablement se produire dans un temps plus ou moins long.

C'est aux pessimistes, hélas ! que les événements devaient donner raison.

CHAPITRE IV

La grande crise (1920-1922)

La première désillusion fut une conséquence des élections de 1920. Nous avons dit que la Grèce avait droit à une compensation du chef des torpillages subis. Or, cette compensation variait considérablement selon qu'on estimait que la Grèce était entrée en guerre au moment de la déclaration lancée à l'Allemagne par M. Vénizelos à Salonique (octobre 1916) ou bien après le départ du roi Constantin. D'après les calculs officiels de la Commission des Réparations, les pertes étaient dans le premier cas de 24.177.463 livres, dans le second de 11.456.330 seulement. Cette différence énorme (12.721.133 livres sterling) s'explique par le fait que les mois octobre 1916 à juin 1917 et notamment le printemps 1917 furent la période où les sous-marins causèrent le plus de ravages. Spécialement en ce qui touche la Grèce les pertes directes (1) furent (2) :

	Vapeurs	Tonnage
	<hr/>	<hr/>
Octobre 1916-juin 1917.....	65	172.203
Juin 1917-fin guerre.....	46	121.159

Selon que la Commission des Réparations opinerait dans un sens ou dans un autre, la Grèce devait recevoir 80.000 ou 43.000 tonnes de navires allemands. Tant que M. Vénizelos resta au pouvoir, il était presque impossible de ne pas accorder le premier chiffre. Une fois lui tombé, cela restait diffi-

(1) Il y eut aussi 20.406 tonnes de pertes *indirectes*, dont 14.104 pour la seconde période.

(2) J'emprunte tous ces chiffres au rapport définitif soumis par la Grèce à la Commission des Réparations. Ils sont les seuls officiels.

cile du point de vue juridique, car si on déclarait officiellement que la Grèce n'était entrée en guerre qu'en juin 1917, une foule d'actes commis sur son territoire dans les neuf mois précédents prenaient le caractère d'une violation ouverte de neutralité. Mais l'irritation, facile d'ailleurs à prévoir, provoquée par les élections grecques, était extrême. La Grèce n'eut que 43.000 tonnes (1).

Le peu de profit que le gouvernement hellénique sut tirer des douze navires qui lui furent alloués, atténue dans une certaine mesure l'injustice commise et prouve une fois de plus que l'État n'est pas destiné à devenir un bon armateur (1).

Au surplus, les grands déboires devaient découler non du tonnage allemand mais de raisons plus profondes dont l'une, la baisse des frets, affectait la marine marchande en général, tandis que les autres atteignaient particulièrement l'armement grec.

La baisse des frets est un phénomène explicable. Dès les dernières années de la guerre, on bâtit beaucoup plus de vaisseaux qu'avant 1914 (2) ; il s'agissait de faire face et au delà

(1) La Commission des Réparations stipula d'ailleurs que sa décision ne concernait que l'article 232 (la question des réparations), formule calmant tous les scrupules puisqu'elle sous-entendait qu'à d'autres points de vue la Grèce pourrait être considérée comme entrée en guerre à une date antérieure. La décision fut rendue en avril 1921. Voici son très bref texte : « Il est décidé que la période pendant laquelle la Grèce a été en état de belligérance avec l'Allemagne sera considérée, au sens de l'article 232, comme commençant le 27 juin 1917. »

(1) On a fait ressortir que la plupart des navires cédés étaient vieux (la moitié dataient de 1895-1897 ; cinq autres de 1901-1906 ; un seul et des plus petits de 1910) ; mais c'était là une raison de plus pour les vendre dès la livraison et non de les faire venir moisir au Pirée.

(2) Voici le montant du tonnage lancé de 1911 à 1920 :

Années	Tonnes
1911.....	2.650.140
1912.....	2.901.769
1913.....	3.332.882
1914.....	2.852.753
1915.....	1.201.638
1916.....	1.688.080
1917.....	2.937.786
1918.....	5.447.444
1919.....	7.144.549
1920.....	5.861.666

aux vides que pourrait causer la guerre sous-marine. On multiplia ensuite les ordres de construction dans la conviction que la reconstitution économique du monde provoquerait une demande énorme de transport et parce qu'on se figurait que le « boom » qui suivit la guerre serait permanent. C'est ainsi que le tonnage mondial qui en 1914 était de 43.640.530 tonnes, atteignit 50.919.273 tonnes en 1919-1920, 57.314.065 en 1920-1921, et 64.370.786 en 1922-1923 (1).

Mais avec la paix, d'ailleurs apparente, le relèvement économique si légèrement escompté ne se produisit pas et après un « boom », dû au rapatriement des troupes et autres raisons passagères, e'est au contraire un effondrement des frets qui se produisit. Les nombres indies le prouvent (2) :

Janvier 1920.....	123
Mars 1920.....	141
Juin 1920.....	112
Septembre 1920.....	84
Décembre 1920.....	58
Mars 1921.....	37
Juin 1921.....	43
Décembre 1921.....	33
Premier trimestre 1922.....	33

Naturellement, le prix des navires subit une décroissance parallèle. Le maximum fut atteint en mars 1920, quand le prix moyen d'un tonneau pour un navire neuf fut de 35 livres. Les prix furent réduits à 35 pour 100 de ce maximum au cours de la seule année 1920, et au cours de 1921 on constata une nouvelle baisse de 43 pour 100 : le tonneau ne valait plus même 9 livres par tonne ; prix bien inférieur au coût de construction (3).

(1) J'emprunte ces derniers chiffres aux tableaux annuels du Lloyd.

(2) Un des suppléments du *Manchester Guardian*, où sous la direction de M. Keynes la question de la reconstruction de l'Europe fut étudiée sous toutes ses faces, est consacré à la question des transports (numéro du 18 mai 1922). Le Dr L. Isserlis, statisticien de la Chambre maritime du Royaume-Uni, y a publié des statistiques maritimes auxquelles j'emprunte l'index-number ci-dessus.

(3) Pour détails voyez la *Revue maritime* (en grec, Athènes, mars 1922) et le *Fairplay*, numéro du 4 janvier 1923. L'index-number de mars à décembre 1920

On voit les conséquences de cette crise pour les armateurs grecs qui avaient acheté ou commandé leurs navires de 1919 à 1920. Pour les uns ce furent des pertes effroyables, pour d'autres, aux reins moins solides, la ruine. Des navires hypothéqués furent vendus à vil prix à des étrangers, et d'autres navires commandés, mais non achevés, furent pareillement mis en vente à des conditions désavantageuses par les chantiers britanniques.

La crise était d'autant plus malvenue que l'armement avait à lutter contre une série de circonstances qui l'affectaient spécialement.

Dans mon étude de 1913, j'avais longuement expliqué l'importance primordiale qu'avaient pour lui la mer Noire et le Danube et comment sur la mer d'Azof, notamment, le pavillon grec avait depuis 1909 pris le pas même sur le pavillon anglais. Nos vapeurs n'avaient fait d'ailleurs que reconquérir une situation que la marine hellénique possédait déjà du temps de la marine à voiles (tant aux XVIII^e et XIX^e siècles qu'au Moyen âge et dans l'antiquité). Or, voici que le bolchévisme priva la Grèce de ce champ d'action traditionnel au moment où elle en avait le plus besoin.

En 1913, j'avais également expliqué comment l'exploitation d'un navire grec était plus économique que celle de la plupart de ses concurrents. Cela encore n'était plus exact, du moins en ce qui touche les équipages. Ceux-ci se sont syndiqués et surent faire valoir leurs prétentions. En 1922, un des principaux armateurs grecs me prouvait, chiffres en mains, qu'un matelot grec lui coûtait plus cher qu'un matelot anglais. En moyenne, il a certainement cessé de coûter moins. Et c'est là le second désavantage que je voulais signaler (1).

baisse de 100 à 35. De janvier à décembre 1921 de 100 à 57. De janvier à décembre 1922 on constate une légère hausse : de 100 à 109.

Pendant l'été 1921 les frais de construction se montaient à 18 livres par tonne ; depuis ils ont infiniment baissé, mais encore en janvier 1923 ils ne pouvaient être inférieurs à 9 livres, prix auquel les chantiers ne sauraient réaliser aucun profit.

(1) Le 2 avril 1923 j'avais fait à la Société des Sciences sociales d'Athènes une communication sur la reconstitution et l'avenir de la marine hellénique. Au cours de la discussion qui s'ensuivit certains orateurs insistèrent sur ce que les demandes

Un troisième est la législation sociale ou fiscale qui a multiplié les charges. Avant 1914, l'armateur grec ne connaissait ni impôt sur le revenu (1) pour lui et pour son équipage (2), ni versements aux compagnies d'assurances contre les accidents du travail.

La crise dans laquelle se débattait la marine grecque eut son contre-coup dans des naufrages nombreux. D'août 1920 à août 1921, des navires jaugeant en tout 53.000 tonneaux (le dixième de la flotte) sombrèrent. Ces naufrages, ainsi que d'autres naufrages espagnols, parurent suspects aux compagnies d'assurances anglaises qui boycottèrent les pavillons grec et espagnol et refusèrent de payer les indemnités. Considérant que le vrai patriotisme consiste non à couvrir mais à dénoncer les abus, je me suis expliqué sur la question avec une entière franchise (3). J'ai exposé que tous les naufrages n'étaient pas délictueux, attendu que beaucoup avaient été provoqués par des mines lâchées par les Turcs et les Bolchéviques, tandis que d'autres étaient dus à l'âge de certains navires et aux itinéraires nouveaux pour eux (4) que la guerre les forçait de suivre. Mais j'ajoutai que la mauvaise foi n'était pas absente, et j'encourageai le gouvernement grec à appliquer avec rigueur les mesures que ces naufrages suspects l'avait amené à prendre (5). Depuis, ayant suivi avec attention

des gens de mer avaient de légitime ; d'autres au contraire mirent en lumière ce qu'elles avaient d'excessif. On a fait, entre autres, valoir que depuis que l'organisation syndicale est devenue très forte (soit depuis 1914) beaucoup d'armateurs grecs préfèrent laisser leurs navires sous pavillon étranger et qu'une grande compagnie de navigation a adopté la nationalité britannique.

(1) Introduit en Grèce à la fin des hostilités, l'impôt cédulaire des équipages est en fait payé par l'armateur.

(2) A l'été de 1921, le correspondant londonien du journal *Hestia* a consacré à ces charges nouvelles de l'armement grec tout un article.

(3) Voyez mon article dans *Hellas*, journal mensuel paraissant à Hambourg (10 décembre 1921).

(4) Par conséquent abondant en dangers imprévus.

(5) Parmi celles-ci notons les suivantes : 1^o Le Conseil de la marine marchande était appelé à décider si les naufrages étaient entachés de fraude. En cas d'affirmative, les affaires étaient transmises d'urgence à la justice pénale ; 2^o on créa des conseils de discipline auxquels étaient renvoyés les équipages y compris les officiers, le conseil, même en cas de naufrage non frauduleux, ayant le droit de retirer la

les procès engagés devant les tribunaux britanniques, je n'ai pu me tenir de penser que les compagnies anglaises avaient montré de leur côté une coupable imprudence. Alors que le prix des navires avait formidablement baissé, elles maintenaient leurs polices d'assurances primitives (1). Cela évidemment amenait dans leurs caisses des primes élevées, mais cela constituait aussi pour des armateurs acculés à la ruine, une tentation dont la responsabilité ne devrait pas tomber que sur eux. Quoi qu'il en soit, la question perdit vite toute importance. Sous l'effet des nouvelles lois grecques et des décisions judiciaires anglaises, les naufrages tombèrent au-dessous de leur niveau normal.

licence d'exercer la profession maritime ; 3° une loi nouvelle obligea dans tous les cas les armateurs à remplacer, dans un court délai, le navire perdu par un autre d'un tonnage égal.

(1) Ainsi le navire *Grégoire*, assuré le 25 septembre 1920 pour 80.000 livres, en valait à cette date 105.000. Mais quand il sombra, en février 1921, il ne valait plus que 45.000 livres. Ainsi encore, le navire *Jeanne*, assuré en mai 1920 pour 275.000 livres, venait d'être construit au prix de 330.000 livres ; en novembre 1920 il ne valait plus que 185.000 livres, et il ne dépassait pas 105.000 livres, quand en février 1921 il disparut.

CHAPITRE V

La marine grecque au moment du traité de Lausanne

En somme : crise permanente des frets, vente forcée de plusieurs navires grecs, fermeture des ports russes, participation insuffisante au partage de la flotte allemande, lourdes charges fiscales, naufrages répétés, *tout en un mot conspirait à réduire la marine marchande grecque. Et pourtant celle-ci, sans subventions ou autre encouragement de l'Etat, loin de diminuer, n'a cessé de croître.*

Voici le tableau de ses progrès depuis l'armistice jusqu'en 1923 :

		Tonnage brut
<i>Novembre 1918 :</i>		
Vapeurs	200	180.000
Voiliers	640	115.000
TOTAUX.....	840	295.000
<i>1^{er} janvier 1920 :</i>		
Vapeurs	282	430.237
Voiliers	1.056	133.116
TOTAUX.....	1.338	563.353
<i>1^{er} janvier 1921 :</i>		
Vapeurs	335	494.269
Voiliers	1.079	138.315
TOTAUX.....	1.414	632.584
<i>1^{er} janvier 1922 :</i>		
Vapeurs	440	685.000
Voiliers	1.093	152.000
TOTAUX.....	1.533	837.000

		Tonnage brut
<i>1^{er} janvier 1923 :</i>		
Vapeurs.....	419	736.719
Voiliers.....	1.121	122.496
TOTAUX.....	1.540	859.215

On n'était pourtant pas encore revenu au tonnage d'avant guerre, soit :

		Tonnage brut
Vapeurs.....	474	830.000
Voiliers.....	884	135.000
Totaux.....	1.358	965.000

Et les blessures paraissaient plus cruelles à qui considérait : 1^o que le tonnage mondial ayant augmenté dans des proportions que nous avons indiquées, la part proportionnelle de la Grèce (1), jadis de presque un cinquantième, était tombée à près d'un quatre-vingtième ; 2^o que si les 550.000 tonnes achetées depuis 1918 s'étaient ajoutées au tonnage que la Grèce possédait en 1914, le pavillon bleu et blanc aurait flotté sur 1.500.000 tonnes.

(1) Un calcul rigoureux de la part proportionnelle de la Grèce dans le tonnage mondial est rendu difficile par le fait que le Lloyd's Register ne tient pas compte des voiliers grecs. Dans le supplément précité du *Manchester Guardian*, Sir Westcott Abell, Chief Ship Surveyor du Lloyds Register, en d'autres termes la plus haute autorité en la matière, a comparé les différentes marines du monde aux dates de juin 1914 et juin 1921. Il conclut par le tableau suivant :

	Juin 1914 (pour- centage)	Juin 1921 (pour- centage)	
Empire britannique.....	47,7	39,3	du tonnage mondial
États-Unis.....	34,3	22,7	—
France.....	4,5	5,6	—
Grèce.....	1,9	1,1	—
Hollande.....	3,5	4,1	—
Italie.....	3,4	4,4	—
Japon.....	3,9	5,6	—
Espagne.....	2,1	2	—
Scandinavie.....	8,7	7,7	—
Autres états.....	5,6	6,4	—

Ces calculs ne diffèrent pas sensiblement des nôtres. Ils montrent subsidiairement combien la Grèce a souffert de la guerre plus que tous les autres Alliés et plus que les neutres.

Mais d'un autre côté, il faut ajouter aux vapeurs portés dans notre table ceux achetés par des Grecs mais, pour une raison ou une autre (1), non encore immatriculés dans les registres de ports grecs.

En résumé donc, si la marine hellénique n'était pas ce qu'elle aurait été sans la guerre et les événements de 1920-1922, il n'en reste pas moins qu'elle s'était reconstituée *en pleine crise et par ses seules forces*.

Il ne manque pas de gens pour observer qu'en l'espèce, l'armement grec est moins digne de félicitations qu'il ne paraît. En effet, les bateaux achetés jusqu'en 1922, représentaient une dépense de plus de 11.000.000 de livres sterling, soit plus de 225.000.000 or. La prudence la plus élémentaire ne dictait-elle pas de ne pas engouffrer une pareille somme dans une entreprise à rendement aussi incertain ?

Cela est hors de doute. Mais ceux qui formulent ces critiques oublient que, sans la reconstitution que nous avons décrite, l'État grec n'aurait pu, pendant l'été 1922, réquisitionner les 178 navires jaugeant 259.102 tonneaux, qui ont permis de rembarquer l'armée en retraite et de sauver des centaines de milliers de chrétiens, en d'autres termes, de limiter considérablement l'étendue du désastre micrasiatique.

APPENDICE

La marine grecque en 1926

La lecteur aura sans doute plaisir à apprendre qu'au moment où nous écrivons, la marine grecque a enfin réatteint son niveau de 1914 et l'a même dépassé.

Au 1^{er} octobre 1926 son état se résumait dans le tableau suivant :

		Tonnage
Vapeurs.....	477	933.516
Voiliers.....	737	59.705
TOTAUX.....	1.214	993.221

(1) Par exemple et outre la raison donnée note 1 de la page 121, l'interdiction du changement de pavillon, alors encore en vigueur dans beaucoup de pays.

Au 31 décembre 1927 on comptait :

		Tonnage
		—
Vapeurs.....	504	1.111.050
Voiliers.....	726	58.684
TOTAUX.....	1.230	1.169.734

Les vapeurs se répartissent eux-mêmes comme suit :

		Tonnage
		—
Chargeurs.....	371	1.010.269
Paquebots.....	119	75.625
Transatlantiques.....	3	23.725
Divers.....	11	1.431

Légende

	1912		1925	
	Population	%	Population	%
Grecs	513 000	42,8	134 000	88,3
Musulmans	475 000	39,4		
Bulgarisants	11 000	0,9		
Divers	3 000 000	24,9		
	1 205 000		1 511 000	100

(1) Musulmans exemptés de l'échange des populations Gréco-Turques comme étant d'origine Albanaise

— Limites d'Etat
- - - de Kaza (département)



TROISIÈME PARTIE

Les effets de la guerre sur la population de la Grèce (1)

PAR

A. A. PALLIS

(1) Dans cette étude nous nous attachons à montrer les effets *très particuliers* que la grande guerre a eus sur la population de la Grèce. Les phénomènes démographiques ordinaires, qui se sont plus ou moins reproduits dans tous les pays d'Europe (diminution de naissances, etc.) ont été laissés de côté. Nous avons renoncé à commenter le recensement de 1920, car les événements tout à fait anormaux de 1922-1924 en ont bouleversé les résultats. Les points essentiels ont d'ailleurs été relevés en appendice de l'étude de M. Andréadès, sur les finances de guerre p. 84-87).

INTRODUCTION

La Grèce est parmi les pays d'Europe sur lesquels la guerre a laissé ses traces les plus profondes. Elle a subi une véritable transformation, à tel point qu'un voyageur qui, après une absence de quinze ans, en revisiterait aujourd'hui certaines parties — la Macédoine par exemple — ne se douterait pas qu'il se retrouve dans une région connue.

Nous tâcherons de signaler, dans les pages suivantes, les causes qui ont amené cette transformation, ainsi que ses phases successives.

De 1912 jusqu'à 1923, la Grèce a traversé une période de guerres presque continues. Pendant ces douze années, elle a pris part à cinq campagnes qui sont : la première guerre balkanique contre la Turquie en 1912-1913, la deuxième guerre balkanique contre la Bulgarie en 1913, la guerre européenne à laquelle la Grèce a participé, à partir de 1917, aux côtés de l'Entente, l'expédition de l'Ukraine, entreprise sur les instances des Alliés contre les bolcheviks en 1919 et, finalement, la guerre gréco-turque de 1919-1923.

De ces cinq guerres, les trois premières ont été victorieuses et ont valu au pays d'importants accroissements de territoire. La quatrième a eu des résultats négatifs. La dernière s'est terminée par le désastre d'Asie Mineure qui, tout en mettant fin à l'expansion territoriale hellénique, a, de plus, déclenché sur le pays le formidable flot de réfugiés qui a créé un des problèmes les plus aigus de l'après-guerre.

Quoique la présente étude ait surtout pour objet de décrire les effets de la guerre générale sur la population de la Grèce, il serait difficile de s'acquitter de cette tâche sans s'occuper, d'une part, des effets produits par les guerres balkaniques

qui ont été, pour ainsi dire, le prélude de la grande mêlée, et, d'autre part, de la guerre gréco-turque qui en a été l'épilogue.

*
* * *

Toute cette période, depuis la déclaration de guerre des Alliés balkaniques contre l'Empire Ottoman (18 octobre 1912) jusqu'à la signature du traité de Lausanne (24 juillet 1923), qui a mis fin à l'état de guerre entre les Puissances alliées (y compris la Grèce) et la Turquie, a été une succession ininterrompue de remaniements territoriaux et de déplacements de populations entières qui ont profondément modifié le caractère ethnique des régions affectées.

Toute la péninsule balkanique ainsi que l'Anatolie ont été fondues dans un creuset d'où les différents pays qui les composent sont sortis meurtris et, à un certain point de vue, épurés par l'élimination d'éléments étrangers.

Les effets sur les territoires qui constituent la Grèce actuelle ont été des plus frappants. Mais, en traitant des effets de la guerre sur la Grèce, on ne saurait entièrement négliger la répercussion que ces mêmes événements ont eue sur cette Grande Grèce — sur l'hellénisme — dont le sort, de tout temps, a été étroitement lié à celui de la Grèce proprement dite.

Ainsi notre étude se divisera en quatre parties.

1^o Effets de la guerre sur le chiffre de la population de la Grèce ;

2^o Effets de la guerre sur la composition ethnique de la population de la Grèce ;

3^o Effets de la guerre sur l'hellénisme ;

4^o Effets de la guerre sur la population de la Grèce, au point de vue social.

CHAPITRE PREMIER

Effets de la guerre sur le chiffre de la population

En 1912, à la veille de la première guerre balkanique, la Grèce avait une population de 2.634.952 habitants (1).

En 1913, à la suite de l'issue victorieuse des deux guerres balkaniques, la Grèce se vit annexer une partie de la Macédoine, l'Épire du Sud, la Crète et les îles de l'Égée (Lesbos, Chios, Samos, etc.). La population de ces nouveaux territoires se montait, immédiatement après l'annexion, à 2.403.038 habitants (2).

Après la guerre européenne, nouvelle annexion de territoires. Par le traité de Neuilly (signé le 27 novembre 1919), la Bulgarie céda la Thrace Occidentale aux Puissances alliées et associées qui, postérieurement, par le traité de Sèvres, en transmirent la souveraineté à la Grèce, et par le traité de Sèvres (signé le 10 avril 1920) la Turquie lui céda la Thrace Orientale jusqu'à Tchataldja.

D'après le recensement du 19 décembre 1920 v. s. (1^{er} janvier 1921 n. s.) qui eut lieu quelques mois après l'occupation de la Thrace Occidentale et comprit, par conséquent, la population de ce territoire, la population totale de la Grèce était montée à 5.536.375 (3).

Comme conséquence de l'issue malheureuse de la guerre gréco-turque, la Grèce se vit enlever de nouveau, en 1923, la Thrace orientale tout entière, l'enclave de Karagatch en Thrace Occidentale et les deux îles d'Imbros et Ténédos qu'elle occupait depuis l'époque de la première guerre balkanique (1912).

(1) Recensement de 1907.

(2) Dénombrement de 1913.

(3) La population de la région de Smyrne qui, à cette date, était aussi administrée par la Grèce, n'est pas comprise dans ce total, le territoire en question n'ayant pas été cédé à la Grèce d'une façon définitive par le Traité de Sèvres.

Ajoutons que, par la Convention gréco-turque pour l'échange obligatoire des populations grecques et turques, signée à Lausanne le 30 janvier 1923, la Grèce fut contrainte à renoncer au rapatriement des populations grecques de l'Asie Mineure et de la Thraee Orientale qui s'étaient réfugiées sur son territoire à la suite de l'évacuation des régions en question par l'armée hellénique ; elle dut en outre accepter l'émigration forcée de ee qui restait encore de Grecs en Turquie, à l'exception de la ville de Constantinople dont les habitants furent exceptés de l'échange par une disposition spéciale de la Convention.

Comme compensation, la Turquie fut amenée à accepter, par la même convention, l'émigration forcée de toute la population musulmane de la Grèce, hormis celle de la Thrace Occidentale ; c'était là un contre-poids à l'exception en faveur des Grecs de Constantinople.

C'est ee troc gigantesque, portant sur un ensemble d'environ 2.000.000 de personnes, qui est connu officiellement sous le nom d'échange obligatoire des populations.

Une autre convention, signée à Neuilly les 14-27 novembre 1919 entre la Grèce et la Bulgarie, avait également réglé les détails de l'émigration volontaire des Grecs de la Bulgarie et des Bulgares de la Grèce.

Établissons maintenant le bilan de ces différents changements. Si on tient compte, d'une part, de la diminution de la population dûe :

1° A la perte des territoires de Thraee Orientale, Karagateh, Imbros et Ténédos.....	—	509.397 (1)
2° A l'émigration des Musulmans échangeables.....	—	380.036 (2)
3° A l'émigration des Bulgares.....	—	49.511 (3)
4° Aux pertes d'hommes survenues au cours de la guerre gréco-turque de 1919-1923.....	—	33.913 (4)
TOTAL.....	—	972.857

(1) Chiffre du recensement de 1920.

(2) Chiffre de la Commission mixte d'Echange des populations grecques et turques.

(3) Chiffre de la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare.

(4) Chiffre de l'Etat-Major hellénique.

et, d'autre part, de l'augmentation due :

1 ^o A l'immigration des réfugiés grecs de Turquie et Russie.....	+ 1.500.000 (1)
2 ^o A l'immigration des réfugiés grecs de Bulgarie...	+ 26.500 (2)
TOTAL.....	+ 1.526.500

on atteint — en prenant comme point de départ la population de 1920, soit 5.536.375 — le total de 6.090.018 qui doit représenter environ la population de la Grèce à la date actuelle (1926).

Ainsi, malgré la perte d'un territoire d'environ 21.900 kilomètres carrés, le chiffre total de la population accuse depuis 1920 une augmentation de 553.643 habitants (3).

Ceci ressort clairement du tableau suivant :

Années	Population	Superficie en kilomètres carrés	Nombre d'habitants par kilomètre carré
1913.....	4.734.990	119.051	39
1920.....	5.536.375	147.634	37
1926.....	6.090.018	125.800	48

(1) Chiffre approximatif du ministère de l'Assistance publique.

(2) Chiffre de la Commission mixte d'émigration greco-bulgare.

(3) Pour arriver à ce chiffre nous n'avons tenu compte que des diminutions et augmentations dues aux guerres et émigrations. En temps normal il devrait aussi se produire une augmentation due à l'excédent des naissances sur les décès. Cet excédent, en 1924, était de 1,22 pour 1000.

CHAPITRE II

Effets de la guerre sur la composition ethnique de la population

Avant 1913, la Grèce avait une population très homogène. Sauf quelques familles de propriétaires turcs restés en Thessalie, sauf quelques israélites dans les villes et quelques catholiques dans les îles, il n'y avait pas, dans ce qu'on appelle aujourd'hui la Vieille-Grèce, d'importantes minorités ethniques ou religieuses. Au point de vue linguistique, à part un patois albanais parlé sur certains points de l'Attique, de l'Argolide et des îles avoisinantes, le grec était la langue universelle.

Par contre, dans les provinces de la Nouvelle Grèce annexées à la suite des guerres balkaniques (1912-1913), la diversité des races, des religions et des langues était très grande. On y trouvait d'importants groupements non-grecs.

Toute personne au courant des questions balkaniques connaît ces cartes bigarrées qui faisaient ressortir l'inextricable mélange de nationalités qui existait en Macédoine et en Thrace au commencement de notre siècle.

La fin du ^{xix}^e siècle, ainsi que les débuts du ^{xx}^e avaient été témoins de luttes formidables entre les diverses nationalités qui se disputaient la suprématie dans ces régions. En Macédoine, ce fut la lutte séculaire entre Grecs et Bulgares, en Crète la vendetta non moins acharnée entre Grecs et Turcs.

A la suite des guerres balkaniques l'écheveau commence à se débrouiller. A partir de 1913, le problème des nationalités tend à se résoudre par des émigrations en masse.

De 1913 jusqu'à 1925, c'est un branle-bas général dans tous les Balkans et dans toute la Turquie d'Asie.

Les Turcs, quittant les territoires annexés aux États balkaniques, reprennent le chemin de l'Anatolie d'où ils étaient sortis six siècles auparavant. Les Bulgares de la Macédoine et de la Thrace sont refoulés, en grande partie, sur la Vieille Bulgarie.

D'autre part les Jeunes-Turcs, préoccupés de sauver du démembrement complet ce qui restait encore de l'Empire Ottoman, commencent à mettre en pratique le principe de « la Turquie pour les Turcs ». L'élément grec qui constituait en Turquie la minorité la plus nombreuse et la plus cultivée fut le premier à en pâtir. Les expulsions en masse de Grecs commencèrent à partir de 1914.

La Grande Guerre et la guerre gréco-turque qui lui succéda, précipitèrent la liquidation finale de la question des nationalités, tant dans les Balkans qu'en Turquie d'Asie. La Convention pour l'échange des populations grecques et turques vint compléter, par un arrangement officiel, ce que la guerre avait laissé d'inachevé.

Aujourd'hui, en Macédoine, en Crète, en Thrace Orientale et en Anatolie, la question des nationalités, pratiquement, n'existe plus. C'est un résultat d'une portée immense, quand on pense que cette question a été la cause de tous les conflits qui ont surgi dans le Proche Orient pendant les cent dernières années.

Pour la Grèce, en particulier, ce fut là un des effets les plus importants de la guerre. Elle voyait, il est vrai, ses rêves irrédentistes sombrer, mais en revanche sa situation se consolidaient par l'hellénisation définitive de ses provinces du Nord.

Il est, par conséquent, intéressant de préciser les détails des changements survenus pour chaque région séparément. A cet effet, nous donnerons le tableau ethnologique, tel qu'il se présentait en 1912, avant les guerres balkaniques, et tel qu'il apparaît aujourd'hui : *a*) en Macédoine ; *b*) en Thrace Occidentale ; *c*) en Crète et dans les îles de l'Égée ; *d*) en Épire.

I. — MACÉDOINE

Aucune autre région d'Europe ne présentait probablement un enchevêtrement de races, de religions et de langues comparables à celui de la Macédoine d'avant 1913. Aussi le terme « macédoine » a-t-il pris place dans le vocabulaire culinaire pour désigner un pot-pourri d'éléments disparates.

On n'y trouvait pas moins de sept nationalités, les Turcs, les Grecs, les Bulgares, les Albanais, les Valaques roumanisants, les tsiganes et les juifs (1). (Voir carte p. 128.)

Même diversité en ce qui concerne la religion et la dépendance ecclésiastique. L'Islamisme était représenté par les Turcs et les Albanais. Les Grecs, les Valaques roumanisants et les Bulgares appartenaient à l'Église orthodoxe; mais tandis que les deux premiers relevaient du Patriarcat œcuménique, les Bulgares relevaient de l'Exarchat bulgare. Les tsiganes étaient moitié chrétiens, moitié musulmans.

La langue constituait un élément de classification à part et ne correspondait ni à la nationalité ni à la religion. Ainsi, outre les Turcs de langue turque, il y avait aussi des Turcs slavophones (Pomaks) et grecophones (Valaades). Les Grecs se distinguaient selon qu'ils avaient comme langue maternelle le grec, le slave ou le valaque.

En 1912, la force numérique des différentes nationalités était à peu près la suivante :

	Nombre	Pourcentage
Grecs.....	513.000	42,6
Musulmans (turcs, albanais et tsiganes)	475.000	39,3
Bulgares (2).....	119.000	9,9
Divers (juifs, valaques roumanisants, étrangers).....	98.000	8,2
TOTAUX.....	1.205.000	100

(1) Comme il s'agit ici seulement de la Macédoine hellénique, les Serbes ne sont pas compris. L'élément serbe ne se rencontre qu'au nord de la ligne Monastir-Uskub, c'est-à-dire en dehors des limites de la Macédoine hellénique.

(2) Par Bulgares nous entendons ceux qui, après la création de l'Exarchat bulgare, avaient affirmé leur conscience nationale bulgare en y adhérant.

Le même tableau, en 1926, présente les chiffres et pourcentages suivants :

	Nombre	Pourcentage
Grecs.....	1.277.000	88,3
Musulmans (albanais).....	2.000	0,1
Bulgares.....	77.000	5,3
Divers.....	91.000	6,3
TOTAUX.....	1.447.000	100

La différence entre les deux tableaux est frappante. Non seulement le chiffre total de la population a augmenté, mais la prédominance de l'élément hellénique est devenue écrasante, les éléments non-grecs réunis ne représentant plus que le 11,7 pour 100.

Premièrement, l'élément ture-musulman (1) a complètement disparu. C'est là un effet de la Convention pour l'échange des populations grecques et turques, tous les Tures ayant été transportés en Turquie au cours des années 1923-1924.

Seuls les Musulmans de race albanaise ont été exceptés de l'échange (2). Comme le but visé par la Convention était de régler les comptes entre la Grèce et la Turquie, il n'a pas paru juste de soumettre à l'échange obligatoire les Albanais qui, quoique de la même religion que les Tures, ont une conscience nationale distincte et sont même regardés avec hostilité par les Tures.

Le nombre de ces Albanais, en Macédoine, est très restreint. Il se réduit à quelques familles de gros propriétaires établis dans les villes de Salonique, Verria, etc., et aux habitants de certains villages dans la région de Castoria.

L'augmentation si frappante de l'élément grec s'explique, premièrement, par l'immigration des nombreux réfugiés provenant de la Turquie et, en deuxième lieu, par l'immigration

(1) Y compris les tsiganes musulmans.

(2) Cette exception n'est pas mentionnée dans la Convention même. Elle est fondée sur une déclaration faite le 19 janvier 1923 par M. Caelamanos, délégué grec, devant la Conférence de Lausanne, qui a été acceptée par la Turquie et les autres puissances signataires du Traité de Lausanne. (Voir procès-verbaux de Lausanne, 1^{re} série, t. I, p. 604.)

de Grecs provenant d'autres pays (Bulgarie, Serbie, Russie, Albanie).

L'ensemble de ces immigrés, pour la Macédoine seule, atteint, pour la période 1913-1925, le chiffre de 776.000 environ avec la répartition suivante, d'après leur pays d'origine :

De Turquie.....	674.000
De Bulgarie.....	33.000
De Serbie.....	5.000
D'Albanie.....	3.000
De Russie	61.000
TOTAUX.....	<u>776.000</u>

L'augmentation de l'élément hellénique aurait été encore plus grande, n'eussent été les pertes subies par la population grecque de la Macédoine Orientale pendant la guerre européenne. La province en question fut occupée provisoirement par les Bulgares de 1916 à 1918 et les habitants grecs furent déportés en Bulgarie. Sur 36.000 déportés, seuls 17.000 furent rapatriés après l'armistice, ce qui laisse une perte nette de 19.000.

On voit que l'élément bulgare s'est sensiblement affaibli, tombant de 9,9 pour 100 à 5,3 pour 100. Cette diminution s'explique par des émigrations successives. La première a eu lieu en 1913, au cours de la deuxième guerre balkanique. Le nombre des Bulgares ayant émigré à cette époque est estimé à environ 15.000 ; ils provenaient surtout de Kilkis, Yénidjé et des régions limitrophes qui avaient été le théâtre des opérations pendant la guerre gréco-bulgare. Une seconde émigration s'est produite en vertu d'une Convention signée en 1919 pour l'émigration réciproque et volontaire des minorités ethniques entre la Grèce et la Bulgarie. Le nombre de Bulgares ayant émigré de Macédoine sous le régime de la Convention est de 32.640 (1).

L'élément « divers » a aussi diminué. En effet, plusieurs milliers d'israélites ont quitté Salonique en 1913, tout de suite

(1) Outre les 32.640 déjà émigrés, il y a encore 6.291 candidats à l'émigration, dont le départ aura lieu prochainement.

après l'occupation hellénique, et, de nouveau, en 1917, après le grand incendie de cette ville. Ces émigrations ne sont pas directement attribuables aux effets de la guerre ; il n'en est fait mention ici que pour mémoire.

Passons maintenant au chapitre des modifications dans l'importance relative des cultes : on remarque, ici aussi, un changement considérable.

L'islamisme a disparu par le fait de l'émigration des Turcs (1). Ainsi, au point de vue religieux aussi bien qu'au point de vue ethnologique, la Macédoine d'après-guerre est presque complètement homogène.

D'autre part, la diversité de langues subsiste toujours, quoique, évidemment, le grec ait fait des progrès proportionnés au grand nombre des nouveaux habitants grecs. Le Gouvernement hellénique suit, à ce propos, une politique plus libérale que certains autres États voisins. Il n'a jamais essayé d'empêcher l'usage des idiomes non-grecs ou d'imposer la langue grecque par des mesures arbitraires. Il n'a pas même employé systématiquement le procédé entièrement légitime de la propagande scolaire qui consiste à apprendre la langue de l'État aux populations allogènes par le moyen de l'enseignement obligatoire.

Cependant la guerre n'a pas été sans exercer un effet sur la carte linguistique de la Macédoine.

Avec l'émigration des 350.000 Turcs, la langue turque tend à disparaître. Si elle y subsiste encore, c'est à cause des nombreux réfugiés grecs de l'Asie Mineure dont le turc est la langue maternelle. Ces réfugiés sont presque tous bilingues, ayant appris le grec à l'école.

La langue slave a également perdu du terrain par suite de l'émigration d'une partie de la population slavophone. 32.640 émigrants bulgares ont quitté la Macédoine pour la Bulgarie depuis 1919. À remarquer que parmi les émigrés musulmans il y avait aussi un nombre considérable de slavophones (2).

(1) Il ne reste que quelques familles musulmanes d'origine albanaise.

(2) Les Musulmans de la Caradjova.

En résumé, la catastrophe de 1922, qui a entraîné la disparition de l'hellénisme en Asie Mineure et dans la Thrace Orientale, a fourni à la Grèce une compensation importante, l'hellénisation de la Macédoine.

La question macédonienne n'existe plus, au moins sous la forme qu'elle revêtait avant 1912 (1).

II. — THRACE OCCIDENTALE

Ce territoire a changé plusieurs fois de maître pendant la période 1912-1919. Occupé par l'armée hellénique en 1913, il a été cédé, par le traité de Buearest, à la Bulgarie. Puis, par les traités de Neuilly et de Sèvres, il a passé de nouveau sous la domination de la Grèce.

Avant 1912, la population était répartie entre les divers éléments ethniques à peu près dans les proportions suivantes :

	Nombre	Pourcentage
Grecs.....	87.000	36,7
Musulmans (turcs et tziganes)	111.000	46,8
Bulgares.....	35.000	14,7
Divers.....	4.000	1,8
TOTAUX	237.000	100

Aujourd'hui la distribution est devenue la suivante :

	Nombre	Pourcentage
Grecs.....	189.000	67,2
Musulmans (turcs et tziganes)	84.000	29,8
Bulgares.....	.....	...
Divers.....	8.000	3,0
TOTAUX	281.000	100

Ici aussi, la guerre a modifié la composition ethnique.

L'élément grec, renforcé en 1922-1923 par l'arrivée de 121.000 réfugiés provenant, en grande partie, de la Thrace

(1) On aura une idée encore plus nette de ceci par la carte annexée à la fin de cette étude et reproduite de l'œuvre publiée par la Société des Nations sous le titre : *L'Etablissement des réfugiés en Grèce* (Genève, 1926).

Orientale, a passé au premier rang. L'élément ture (1) qui avait la supériorité numérique avant les guerres balkaniques, est tombé au deuxième. Il avait déjà subi une diminution en 1913. Un accord avait été signé alors entre la Turquie et la Bulgarie pour l'échange des populations turques et bulgares se trouvant le long de la frontière turco-bulgare jusqu'à une profondeur de 15 kilomètres. En vertu de cet accord, 49.000 Tures de la Thrace Occidentale passèrent la frontière et allèrent s'installer en Thrace Orientale.

Quant aux Bulgares de la Thrace Occidentale, ils ont complètement disparu. Tous ont émigré après 1919.

L'élément « divers » s'est accru un peu par suite de l'immigration d'un certain nombre de Circassiens et d'Arméniens, qui, à la suite de la défaite grecque de 1922, ont dû quitter la Turquie et chercher asile en Grèce.

III. — LA GRÈCE ET LES ILES DE L'EGÉE

La Crète avait été une des dernières conquêtes des Ottomans en Europe. Enlevée aux Vénitiens en 1669, elle ne fut jamais colonisée par les Tures, comme l'avaient été la Thrace et la Macédoine, mais, par contre, une partie de la population indigène se vit contrainte à se convertir à l'islamisme. Les Musulmans crétois étaient donc des Grecs convertis, ainsi que le prouve le fait qu'ils parlent le grec comme langue maternelle et qu'ils portent des noms de famille grecs.

Malgré leur origine grecque, ils ont été compris dans l'échange des populations, vu que la Convention de l'échange s'applique à tous les habitants musulmans de la Grèce (sauf à ceux de la Thrace), sans distinction d'origine (2). Ceci, d'ailleurs, était tout naturel, car les Musulmans crétois, malgré leurs affinités helléniques, avaient de tout temps identifié

(1) Les Musulmans de la Thrace Occidentale sont exceptés de l'échange obligatoire en vertu de l'article 2 de la Convention de Lausanne du 30 janvier 1923.

(2) L'exception en faveur des Musulmans d'origine albanaise n'est pas dans la Convention et a été faite en vertu d'une déclaration séparée qui déroge à la Convention.

leur cause à celle des Turcs et, du moins jusqu'à la proclamation de l'autonomie de l'île en 1898, vivaient en fort mauvais termes avec leurs compatriotes chrétiens.

La population de la Crète en 1911, date du dernier recensement avant l'annexion à la Grèce, était de 336.151 dont 307.812 Grecs, 27.852 Musulmans (Turcs) et 487 israélites. La proclamation de l'union avec la Grèce, qui a suivi la déclaration de guerre contre la Turquie en octobre 1912 et l'occupation de l'île par la Grèce, a provoqué l'exode d'une petite partie de la population musulmane qui est allée s'installer à Smyrne, Mersine et autres villes de la Turquie.

En 1923, lors de l'échange des populations, il restait environ 23.500 Musulmans dans toute l'île. De ceux-ci 23.021 ont été échangés. Les quelques familles qui sont restées sont de sujétion étrangère et, dès lors, exceptées (1) de l'échange.

Ainsi, l'île aujourd'hui a une population qui, par la race, la langue et la religion, est complètement homogène.

Parmi les autres îles, Mételin et Lemnos sont les seules qui eussent une population musulmane importante (2), la première avec 7.169 Musulmans et la seconde avec 1612. Tous ont été soumis à l'échange, de sorte qu'aujourd'hui les îles sont complètement hellénisées.

IV. — EPIRE

En Epire, comme en Crète, l'élément grec a toujours été prédominant. Ceci est dû au fait qu'en Epire non plus il n'y a pas eu de colonisation turque. Lors de la conquête ottomane, les Grecs avaient fait leur soumission à des conditions très favorables qui leur avaient permis surtout de conserver leurs propriétés foncières.

Les Musulmans d'origine turque y étaient en très petit nombre et descendaient des premiers conquérants qui s'étaient

(1) L'échange, d'après la Convention, n'est applicable qu'aux Grecs sujets Turcs en Turquie et aux Musulmans sujets hellènes en Grèce.

(2) Les autres (Chios, Samos, Samothrace) n'avaient en tout que 72 habitants musulmans.

établis dans le pays après la prise de Jannina par Tourachan Pacha en 1430. Pour la plupart gros propriétaires, ils habitaient les trois villes de Jannina, Prévéza et Conitsa. Ils étaient bilingues, parlant le grec et le turc.

Il y avait également un petit nombre de Musulmans d'origine grecque, descendants des propriétaires fonciers (spahis) grecs convertis à l'islamisme sous le règne de Mourad IV, au milieu du ^{xvii}^e siècle (1).

Tous les individus appartenant à ces deux catégories, 1.133 en tout, ont été compris dans l'échange obligatoire et ont quitté l'Épire pour la Turquie en 1924.

Mais le gros de la population musulmane (environ 30.000) sont des autochtones habitant, en grande partie, la région côtière connue sous le nom de Tehamouria. Ces Musulmans — les Tehams — quoique ayant une conscience nationale plutôt turque, parlent un dialecte albanais et ont des us et coutumes qui les rapprochent des Albanais. C'est pour cette raison qu'ils ont été exceptés de l'échange en vertu de la disposition exceptionnelle en faveur des Musulmans d'origine albanaise dont il a déjà été fait mention.

Il résulte que, à l'exception des villes dont presque tous les habitants musulmans ont été soumis à l'échange, la situation n'a pas été foncièrement modifiée, au point de vue ethnologique, depuis l'annexion grecque en 1913 qui avait été accompagnée d'un exode partiel de la population turque.

En 1912 la population de l'Épire (2) était d'environ 214.000 (3) habitants répartis comme suit :

	Nombre	Pourcentage
Grecs.....	166.000	77
Musulmans (Turcs et Albanais)	38.000	18
Divers (Israélites et Valaques roumanisants).....	10.000	5
TOTAUX.....	214.000	100

(1) ARAVANTINOS, *Histoire de l'Épire*, chap. iv, section 81, rapporte les circonstances curieuses de cette conversion.

(2) Il n'est question ici que de l'Épire du Sud annexée à la Grèce.

(3) Statistique officielle de source grecque, 1907.

En 1916, l'occupation de l'Épire du Nord par les troupes italiennes et le caractère antihellénique de cette occupation forcèrent un certain nombre des habitants grecs des régions occupées à se réfugier en Grèce. Sur 5.105 individus, 1.086 s'établirent dans l'Épire du Sud.

En 1920, l'Épire avait 213.784 habitants. Depuis, l'élément grec a été encore renforcé par l'établissement de 15.615 réfugiés originaires de l'Asie Mineure.

En tenant compte de ces immigrations ainsi que de l'émigration des Musulmans d'origine turque en 1913 et 1924, on arrive à la distribution actuelle de la population qui est environ la suivante :

	Nombre	Pourcentage
	<hr/>	<hr/>
Grecs.....	185.000	81
Musulmans (Albanais).....	33.000	14
Divers.....	10.000	5
TOTAUX.....	<hr/> 228.000	<hr/> 100

CHAPITRE III

Effets de la guerre sur l'Hellénisme

Depuis l'institution, en 1832, du royaume de Grèce qui libéra les premières provinces grecques du joug ottoman, tous les efforts de la partie indépendante de la nation ont été dirigés vers la libération des frères qui restaient encore asservis.

C'est ce qu'on appelait la politique de la Grande Idée.

Le but poursuivi par cette politique était de réunir dans un seul État grec toutes les provinces de l'ancien empire byzantin où prédominait l'élément grec, en leur donnant pour capitale Constantinople.

De 1832 jusqu'à 1912, les seules parties du programme qui aient été réalisées furent la réunion des îles Ioniennes en 1864 et l'annexion de la Thessalie en 1881.

En 1912, à la veille de la première guerre balkanique, sur environ 7.000.000 de Grecs établis dans les régions qui faisaient partie de la Grèce de la Grande Idée, à peine 2.631.952 (1) habitaient la Grèce libre. Le reste se composait des irrédimés : 650.000 en Macédoine, 306.000 en Épire, 421.000 en Thrace, 300.000 à Constantinople, 308.000 en Crète, 469.000 dans les îles Égée, 235.000 en Chypre et environ 1.684.000 en Anatolie.

A partir de 1912, la Grèce se dirigea, par de rapides étapes, vers le but. D'abord ce fut la Macédoine, l'Épire du Sud, la Crète et les îles de l'Égée (moins le Dodécanèse occupé par l'Italie), annexées en 1913.

Puis ce fut le tour de la Thrace Occidentale annexée en 1919.

(1) Chiffre du recensement de 1907.

Avec le traité de Sèvres (1920), qui donnait à la Grèce la Thrace Orientale, la portait à une distance de quelques kilomètres de Constantinople et lui accordait l'occupation militaire et l'administration civile de Smyrne ; avec les accords spéciaux, qui reconnaissaient les droits de la Grèce sur le Dodécanèse (Accord Vénizélos-Tittoni du 29 juillet 1919) et l'Épire du Nord (Décision du Conseil Suprême du 13 janvier 1920), la Grande Idée était sur le point de devenir un fait. Il ne manquait que Constantinople qui, d'après beaucoup d'indices, ne devait pas tarder à suivre.

Les événements de 1920-1923 mirent fin à ce rêve d'expansion hellénique pour la réalisation duquel quatre générations d'Hellènes avaient travaillé.

La Thrace Orientale et Smyrne firent retour à la Turquie, l'Italie garda le Dodécanèse et l'Épire du Nord fut donnée à l'Albanie.

Mais la perte des territoires ne fut pas tout.

L'hellénisme fut refoulé des régions qu'il avait occupées d'une façon ininterrompue depuis la plus haute antiquité. Aux débuts de l'époque classique, toutes les côtes de l'Égée, de la mer Noire et de la Marmara étaient déjà couvertes de colonies grecques. Dès lors, commença la pénétration grecque vers l'intérieur, la culture hellénique rayonna partout et la langue grecque se répandit dans tout l'Orient. Ce mouvement d'expansion, politique et intellectuelle pendant l'époque macédonienne, intellectuelle seulement pendant l'époque romaine, politique et intellectuelle de nouveau pendant l'époque byzantine, avait créé des racines solides à l'hellénisme dans tous ces pays grecs ou hellénisés. Même les invasions terribles des Slaves et des Albanais au Moyen âge et, plus tard, la conquête ottomane n'avaient pu complètement submerger l'hellénisme et le faire disparaître de ces régions.

A ce point de vue, le désastre de 1922 eut des conséquences fatales. L'hellénisme fut déraciné et jeté de l'autre côté de l'Égée.

Le tableau suivant donne le bilan lugubre de la guerre et de l'échange des populations qui en fut la conséquence :

	GRECS	
	1912	1926
Anatolie	1.684.000	.....
Thrace Orientale	253.000	.....
Constantinople	300.000	200.000
TOTAUX	2.237.000	200.000 (1)

L'étude que nous avons entreprise serait incomplète, s'il n'était fait mention ici des Grecs de la Russie dont une bonne partie est également venue se déverser en Grèce à la suite de la Révolution russe de 1917.

Pour ces Grecs aussi la guerre eut des effets désastreux. La plupart habitaient le Caucase et la Russie du Sud où, depuis bientôt un siècle, il existait des foyers importants d'hellénisme, grâce à la protection accordée à l'élément grec par le Gouvernement des tsars.

Ces colonies s'étaient formées au cours du xix^e siècle par l'immigration de Grecs provenant des provinces turques du littoral de la mer Noire. On estimait à environ 515.000 le nombre des Grecs qui, au cours des différentes guerres russo-turques et notamment pendant les années 1828-1832, 1856-1864 et 1878-1884, avaient émigré en Russie.

La dernière immigration eut lieu pendant la guerre européenne, d'abord à la suite des massacres du Pont, puis, lors de la retraite de l'armée russe (1917), qui avait provisoirement occupé le vilayet de Trébizonde et les autres provinces orientales de la Turquie. L'armée russe entraîna dans sa retraite ce qui restait encore de Grecs dans ces régions, ainsi que les habitants grecs de l'Arménie russe qui fut à son tour envahie par les Turcs. On estime à environ 185.000 les Grecs qui se sont enfuis en Russie pendant cette période (1914-1918).

(1) Les Grecs de Constantinople ne sont pas compris dans l'échange obligatoire des populations. Cependant, environ 70.000 personnes, la plupart terrorisées par l'incendie de Smyrne et les atrocités micrasiatiques, quelques-unes se sentant compromises par l'attitude amicale qu'elles avaient adoptées envers les Alliés pendant l'occupation de 1919-1922, ont quitté la ville le lendemain de la signature de la Convention de Moudania (1922), qui rendait Constantinople aux Kémalistes. Quoique, conformément à l'article 16 de la Convention de l'échange, ces personnes aient le droit de réintégrer leurs foyers, le gouvernement turc leur interdit le retour.

Une mission de secours, envoyée en Russie en 1919 par le Gouvernement hellénique dans le but de venir en aide à ces réfugiés ainsi qu'aux milliers de Grecs qui, fuyant la terreur bolchevique, refluaient du nord et du centre de la Russie vers les ports du Sud, dressa une statistique des Grecs de la Russie d'après les régions où ils se trouvaient disséminés à cette date.

D'après cette statistique, il y avait :

Dans le Caucase du sud	168.700
Dans le Caucase du nord et dans la Russie du sud	375.000
En Azerbaïdjan russe	15.000
Dans la Russie du nord	35.000
TOTAUX	593.700 (1)

Sur ce chiffre, environ 62.000, provenant pour la plupart de l'Arménie et de la Géorgie, purent être transportés en Grèce par les soins de la mission en question pendant les années 1919-1921. Les autres sont restés, mais leur situation précaire fait prévoir que le courant d'émigration vers la mère patrie reprendra aussitôt que la Grèce, actuellement submergée par les réfugiés de Turquie, voudra leur ouvrir ses portes.

Au point de vue de l'histoire, le résultat de ces quatorze années (1912-1925) de guerres et de calamités amenées par la guerre peut se résumer dans cette phrase : « La Grèce s'est agrandie, l'hellénisme s'est rétréci. »

La Grèce dont les frontières ont atteint, aujourd'hui, le mont Rhodope et la Maritza, a dû réabsorber l'hellénisme de la Turquie, de la Bulgarie et de la Russie qui, parti de ses foyers en Vieille-Grèce, s'était répandu, au cours des siècles, dans tous les Balkans et dans tout le Proche-Orient.

La population de la Grèce actuelle n'est plus une population indigène, elle est représentative de tout l'hellénisme. L'hellénisme qui, pendant des siècles, a été partagé entre l'Europe et l'Asie, est redevenu exclusivement européen.

(1) Ces chiffres, ainsi que les autres renseignements relatifs aux Grecs de la Russie, sont empruntés au livre de M. AILIANOS, *L'œuvre de l'Assistance hellénique*, édition grecque, Athènes 1921, p. 83-99.

CHAPITRE IV

Effets de la guerre sur la population au point de vue social

Nous avons montré, dans les chapitres précédents, comment la Grèce est sortie de la dernière guerre avec un territoire et une population accrus, mais on a vu que cet accroissement a été obtenu au prix de gros sacrifices et surtout aux dépens de l'hellénisme de la Turquie. L'hellénisation de la Macédoine n'a été réalisée que par l'extinction de l'hellénisme de l'Asie Mineure et de la Thrace Orientale.

C'est une nation entière qui est venue s'établir en Grèce après les événements de 1922. Quand on sait ce qu'était, avant la catastrophe, l'hellénisme de Turquie, avec ses deux capitales, Constantinople et Smyrne; avec ses centres secondaires mais des plus florissants, — Andrinople, Rodosto, Samsoun, Trébizonde, Panderma, etc.; — avec ses populations maritimes des côtes de la Marmara et de la mer Noire; avec ses rudes paysans de la Thrace et du Pont, et avec ses populations plus raffinées, moitié citadins, moitié agriculteurs, de l'Ionie, on est en état de juger de l'influence que cette immigration a dû avoir sur toutes les couches sociales de la population de la Grèce.

Nous avons vu que, de 1922 à 1925, environ 1.500.000 réfugiés sont venus s'installer dans le pays. Étudions de plus près ces nouveaux venus; cela rendra le tableau plus précis.

On trouve dans leurs rangs des représentants de toutes les classes sociales. A commencer par le haut de l'échelle, il y a parmi eux un très grand nombre d'intellectuels et de gens instruits.

Les classes professionnelles sont bien représentées. On compte de nombreux médecins, avocats, pharmaciens, ingénieurs, etc. Il ne serait pas exagéré de dire que plus de la moitié des praticiens en Turquie étaient des Grecs. La Turquie aujourd'hui manque de médecins et de chirurgiens. Par contre, la Grèce en regorge, à tel point que les praticiens indigènes se ressentent sérieusement de la concurrence de leurs confrères réfugiés. C'est un gros apport pour le pays. Le nombre des médecins spécialistes ainsi que celui des cliniques a augmenté.

Parmi les intellectuels, il faut compter presque tous les avocats grecs ayant exercé en Turquie, ainsi que les fonctionnaires et employés grecs des administrations de l'État, des administrations privilégiées (Régie, Dette publique ottomane, etc.), des banques et des sociétés anonymes. Le Gouvernement turc a exercé une très forte pression sur toutes les administrations et les sociétés privées afin de les obliger de licencier leur personnel grec et de le remplacer par des Musulmans. C'est là une des principales raisons de l'émigration des Grecs de Constantinople. Ceux-ci, quoique exceptés par la Convention de l'échange obligatoire des populations se voient, en grande partie, forcés à s'expatrier faute de travail.

Il va sans dire que l'attitude du Gouvernement turc dans cette question n'est conforme ni à la Constitution turque ni aux dispositions du traité de Lausanne pour la protection des droits des minorités, tous les sujets turcs devant jouir d'une égalité absolue, quelle que soit leur religion et leur race.

En deuxième ligne, après les intellectuels, viennent les gens s'occupant de commerce, — négociants en gros, courtiers, boutiquiers, etc., — classe extrêmement nombreuse, vu que les Grecs de Turquie s'adonnaient surtout au commerce et qu'une très grande partie du commerce du pays se trouvait entre leurs mains.

Troisièmement, il y a les artisans, catégorie également très nombreuse. En Turquie, les artisans étaient presque exclusivement des Grecs et des Arméniens. Notamment les maçons, les menuisiers, les travailleurs en métaux, etc., étaient presque tous des Grecs, ce qui explique les difficultés que les Turcs

rencontrent, depuis le départ des Grecs, à reconstruire Smyrne et les autres villes détruites pendant la guerre. D'autre part, c'est grâce à l'abondance de cette main-d'œuvre spécialisée que la Grèce a réussi à faire face, avec une telle rapidité, à la crise de logements que l'arrivée inopinée de 1.500.000 immigrants avait provoquée.

Après les artisans, il y a les ouvriers de toute sorte : mineurs, manipulateurs de tabac, tisseurs de tapis, etc., qui sont en nombre considérable parmi les réfugiés du Pont, de la région de Smyrne et de Konia. Vu la crise qui sévit depuis quelque temps dans l'industrie des tabacs en Macédoine, l'arrivée de nouveaux ouvriers de tabac a plutôt compliqué la situation et beaucoup se trouvent dans la misère, surtout à Cavalla, centre de l'industrie macédonienne. L'industrie des tapis, au contraire, était inexistante en Grèce avant l'arrivée des réfugiés. Elle a été tout simplement transplantée de Turquie en Grèce, et les ouvriers spécialistes venus d'Asie Mineure ont pu reprendre le travail sans faire aucune concurrence aux indigènes.

Une classe très nombreuse est aussi celle des ouvriers de mer (matelots, pilotes, pêcheurs, etc.).

Les côtes de la Turquie étaient, pour la plupart, peuplées de Grecs. Le cabotage, le pilotage dans les ports de Constantinople et de Smyrne, la pêche, étaient presque exclusivement entre les mains des Grecs. Tout ce monde est venu en Grèce. La population maritime de Constantinople, quoique non soumise à l'échange obligatoire, s'est vue, néanmoins, forcée, en très grande partie, à émigrer pour les mêmes raisons que nous avons citées plus haut à propos des employés de commerce ; le Gouvernement turc a pris des mesures — surtout en ce qui concerne le travail dans le port de Constantinople — pour exclure les Grecs sujets turcs et les remplacer par des Lazes (habitants musulmans des côtes de la mer Noire), qui sont les seuls gens de mer parmi les Turcs.

Ainsi, la population maritime de la Grèce s'est fortement accrue par suite de cette immigration. De nouvelles colonies de pêcheurs ont été établies sur plusieurs points de la côte de la Macédoine et de la Vieille-Grèce. Les ports du Pirée et de Salo-

nique, dont le mouvement commercial s'est développé aux dépens de Constantinople et de Smyrne, ont absorbé le reste.

Nous avons énuméré les principales catégories de réfugiés appartenant à la classe urbaine. Les urbains composent environ la moitié du nombre total des réfugiés. Ils ont été absorbés sans trop de difficultés dans la vie économique et sociale du pays ; la preuve en est que, malgré la crise commerciale que traverse actuellement la Grèce, il y a relativement peu de chômage et que tous les réfugiés établis dans les villes, à l'exception de quelques veuves, de gens infirmes et d'orphelins, réussissent à gagner eux-mêmes leur vie sans recevoir du Gouvernement d'autre aide que le logement gratuit. Le fait qu'une si forte proportion de réfugiés appartient à la classe citadine a eu pour effet une augmentation exagérée de la population des grandes villes : Athènes, Le Pirée, Salonique, Volo, Cavalla. Ceci, d'ailleurs, est tout naturel, car ce sont là les principaux centres industriels de la Grèce. A Salonique il y a une raison de plus : la ville, ayant été presque totalement détruite par le grand incendie de 1917, est en train d'être reconstruite, ce qui fournit du travail à des milliers de réfugiés.

Les chiffres suivants donnent le tableau exact de cette augmentation :

	Population (Recensement de 1920)	Population actuelle (1926)	Augmentation (Pourcentage)
Athènes-Pirée.....	453.042	700.000	54
Salonique.....	174.390	250.000	43
Cavalla.....	22.939	52.000	127
Volo.....	30.046	45.000	50

C'est la contre-partie du dépeuplement des villes de la Turquie. Constantinople, Smyrne, Andrinople, Samsoun, Trébizonde, Mersine, ont toutes baissé de population ; les Musulmans immigrés de la Grèce, étant pour la plupart des agriculteurs, ont été installés en dehors des villes.

Examinons maintenant l'autre moitié des réfugiés, composée d'agriculteurs.

Tandis que le type urbain prédominait en Asie Mineure, le type rural était prédominant en Thrace.

Les réfugiés de la Thrace Orientale, de même que ceux qui sont venus de la Bulgarie (Roumélie Orientale) sont d'excellents cultivateurs. Très robustes et bons travailleurs, ils pratiquent surtout la culture des céréales. Ils ont pu remplacer les vides laissés par les émigrés bulgares et tures en Thrace Occidentale et en Macédoine.

L'Asie Mineure avait aussi des populations agricoles. La plupart habitaient les régions côtières — côtes de l'Égée (région de Smyrne), de la Marmara (régions des Dardanelles, de Brousse et d'Ismid) et de la mer Noire (régions de Samsoun, Trébizonde et Kerassound). Ils s'adonnent, de préférence, aux cultures spécialisées — oliviers, tabacs, arboriculture, viticulture, produits maraîchers, élevage du ver à soie.

La plupart de cette masse d'agriculteurs se trouve déjà installée dans les campagnes. En voici la distribution géographique :

Jusqu'au 30 avril 1926 :

Macédoine	430.804
Thrace Occidentale.....	67.355
Épire	4.149
Crète et Lemnos.....	22.679
Vieille Grèce.....	27.517
TOTAL.....	<u>552.504</u>

En Macédoine, en Épire et en Crète, ils sont installés soit dans les anciens villages tures et bulgares dont les habitants ont émigré, soit sur les terres des domaines expropriés ou ayant appartenu à de gros propriétaires tures compris dans l'échange des populations.

En Thrace où, par exception, les Tures échappent à l'échange, l'installation a eu lieu ou dans des villages bulgares abandonnés, ou sur des domaines tures rachetés par le Gouvernement hellénique.

En Vieille-Grèce, où il n'y a presque pas eu d'émigra-

tion, on a dû se servir des terres expropriées ayant appartenu aux grands propriétaires grecs.

L'installation de ces milliers de petits cultivateurs réfugiés n'a pas été sans influence sur le caractère et la distribution de la propriété foncière en Grèce.

Jusqu'à 1917, si dans les provinces de la Vieille-Grèce la petite propriété dominait, c'était le type de la grande propriété (dénommé en turc *tchiflik*) qui prédominait dans les provinces du Nord (Macédoine et Épire). Environ les 90 pour 100 de la terre dans les plaines, voire les parties les plus fertiles, appartenaient aux pachas et beys tures. Ces domaines étaient cultivés par des métayers chrétiens qui partageaient la récolte avec le propriétaire.

D'après une statistique dressée en 1913 par le Service des Domaines helléniques de la Macédoine, il y avait alors près de 701 *tchifliks*, variant de 100 à 3.000 hectares. Sur ce nombre, les 491 d'une étendue d'environ 380.000 hectares appartenaient à des propriétaires tures, les 197 d'une étendue d'environ 100.000 hectares à des Grecs et les 13 d'une étendue d'environ 14.000 hectares à des sujets étrangers.

Cette prédominance de la grande propriété turque s'explique par des raisons historiques. Lors de la conquête ottomane au ^{xv}^e siècle, les propriétés appartenant aux seigneurs byzantins ont été confisquées et données en fief aux chefs militaires tures. Une partie des villages libres ont eu le même sort. Le métayage, comme institution, existait déjà au temps de l'Empire byzantin, ainsi que le prouve bien le mot grec « *collighos* » employé pour désigner le métayer (dérivé du latin *collega*) ; les Tures n'ont fait que continuer le même système.

Il y avait aussi des paysans libres. Leurs villages se trouvaient pour la plupart dans les montagnes où les terres sont moins fertiles. C'est seulement dans ces villages qu'on trouvait le régime de la petite propriété. Dans les régions les plus fertiles et celles dépeuplées par la guerre le conquérant turc établit également des colonies de petits cultivateurs ou éleveurs tures.

En 1917, le Gouvernement hellénique décreta l'expropriation partielle des grands domaines de la Macédoine et de l'Épire en faveur des métayers. C'était un principe qui avait déjà été appliqué en Vieille-Grèce aux domaines de la Thessalie. Mais, même après la distribution des terres nécessaires aux métayers, il restait aux propriétaires des étendues considérables. L'échange des populations en 1923 et la nécessité d'installer les réfugiés porta le coup de grâce à la grande propriété en Grèce. Les grands propriétaires turcs, soumis à l'échange, émigrèrent et leurs terres furent partagées entre métayers indigènes et réfugiés, devenus maintenant petits propriétaires.

Partout le *tehflik* a été remplacé par le village. C'est une véritable révolution foncière pareille à celle qui, en 1917, donna la terre aux paysans en Roumanie. Les effets ne manqueront pas de se faire sentir sur le caractère des cultivateurs. Le métayer, abaissé moralement et économiquement, est dorénavant remplacé par le paysan, maître de ses propres destinées, qui ne tardera pas à développer cet esprit d'indépendance que donne partout le sentiment de la propriété.

QUATRIÈME PARTIE

**L'économie rurale grecque et la crise
de la guerre mondiale**

PAR

M. B. SIMONIDE

INTRODUCTION

L'élément agricole est de beaucoup le plus important dans l'économie nationale grecque.

La Grèce est un pays essentiellement agricole :

1^o *Par la proportion de sa population rurale.*

Le nombre exact des personnes qui vivent de l'agriculture n'est pas connu avec précision. Mais, pour l'ancien royaume seulement, d'après la statistique de la population de 1907, l'agriculture avec l'élevage faisait vivre 46 pour 100 du total de la population, tandis que les proportions respectives étaient 11,1 pour 100 pour le commerce et 26,4 pour 100 pour l'industrie et les mines (1).

D'autre part, pour l'ensemble de la Grèce (avec les nouvelles provinces libérées), les données du service statistique présentent le total de la *population rurale* (localités comptant au-dessous de 2.000 habitants), s'élevant (3.277.000 âmes), à 57 pour 100 de l'ensemble de la population, contre 43 pour 100 environ, représentant la « population urbaine » (2.530.000 âmes);

2^o *Par la valeur de la production agricole*, comparée à celle de la production industrielle et extractive (mines, carrières, etc.) et aux chiffres du commerce spécial d'importation et d'exportation.

Fin 1924, les chefs des services respectifs de l'agriculture,

(1) Parmi les chefs de famille ayant déclaré une profession déterminée, au recensement de 1920 pour toute la Grèce, l'agriculture avec l'élevage comptait 481.225 sur un ensemble de 777.724, soit environ 54 pour 100, et le total des membres de leurs familles était 2.293.860 sur un ensemble de 3.559.028, soit environ 64 pour 100 (chiffres officiels inédits de la Direction de statistique).

de l'industrie et du commerce rapportent officiellement les chiffres suivants :

	Drachmes
Production agricole par an.....	3.750.000.000
Production industrielle par an...	1.650.000.000
Commerce d'importation en 1921.	1.725.000.000
Commerce d'exportation en 1921.	947.000.000

3° *Par la proportion des produits agricoles dans les exportations de la Grèce.* C'est l'élément actif principal de la balance commerciale du pays. L'exportation de produits de la terre (principalement tabacs, raisins secs, vins, huiles et olives de table, etc.) représente, d'après les statistiques officielles du commerce d'exportation, une moyenne supérieure à 75 pour 100 de la valeur du total des exportations grecques.

Ces chiffres démontrent la place prépondérante que l'économie rurale tient en Grèce. Aussi, c'est sur l'agriculture que nous trouverons les effets économiques et sociaux de la crise mondiale, les plus importants parmi toutes les branches de l'économie nationale grecque.

Nous examinerons, dans les pages qui suivent, les effets de la grande crise économique et sociale de la guerre (crise qui a bien commencé en 1914, mais n'a été finie effectivement pour la Grèce qu'en 1923), *sur la population agricole et rurale, sur le régime de la propriété agraire, sur la production agricole et son organisation.*

CHAPITRE PREMIER

La population agricole et rurale

La guerre a influencé de plus d'une façon la population rurale de la Grèce. Sans tenir compte de l'influence générale qu'exercent dans tous les pays les sacrifices sur les champs de bataille, sacrifices qui incombent partout en proportion majeure aux mobilisés des classes rurales, il y a eu, plus spécialement en Grèce :

1° *La dévastation des régions-frontières* (surtout Macédoine et Épire du Nord), qui furent le théâtre des opérations de guerre et de troupes depuis l'automne de 1915 jusqu'à la fin de 1918 et au printemps de 1919.

L'abandon, très naturel, et sur une grande profondeur, de la ligne de guerre en Macédoine, — la révolution, et l'entrée en campagne, fin 1916, des nouvelles provinces grecques aux côtés des alliés installés à Salonique, — les exigences d'évacuation et même les excès, naturels dans la zone d'opérations, pour les nombreuses troupes en campagne, ont été autant de causes importantes de diminution de la population rurale des provinces du Nord, en même temps que de désorganisation complète du régime de production des plus importantes contrées agricoles de la Grèce;

2° *L'invasion ennemie* des Bulgares et des Turcs, qui a causé plus spécialement en Macédoine de l'Est une destruction presque totale de l'agriculture des riches régions (productrices de tabac) de Serrés, Drama et Cavalla.

L'invasion ennemie dura plus de deux ans (août 1916 à octobre 1918) et comporta non seulement plusieurs dévastations et évacuations d'habitants, motivées par les besoins,

réels ou feints, des opérations de guerre, mais aussi une déportation générale des hommes valides (de 18 à 45 ans), envoyés aux régions du Nord de la Bulgarie où plusieurs dizaines de milliers trouvèrent la mort ou l'infirmité dans les travaux forcés, constructions, routes, etc., en Bulgarie ou dans les provinces serbes occupées par les armées bulgares (l'auteur de ces lignes a lui-même perdu famille et foyer du fait de l'invasion bulgare dans la Macédoine orientale).

La diminution de la population, surtout agricole, des départements de Macédoine et d'Épire est démontrée par le rapprochement des chiffres suivants :

Population totale (d'après le dénombrement de 1913) : 1.440.520 âmes.

La même d'après le recensement de 1920 : 1.304.216 âmes, (diminution de 10 pour 100);

3^o *L'absentéisme des propriétaires fonciers, ainsi que l'exode général des habitants des campagnes* (surtout des régions du Nord) *vers les villes* où la vie présentait plus de sécurité et de facilité pendant la guerre, ont encore contribué à la diminution de la population rurale.

Il est donc, et pour toutes ces causes, important de noter que la guerre a donné lieu, par certains côtés, à une notable diminution de la population agricole dont le total, pour la Grèce d'avant-guerre (1914), était évalué par l'ancien ministre des Finances, M. Tsoudéros, à 65 pour 100 de l'ensemble qui était alors de 4.600.000 âmes (1);

4^o Dans le sens contraire, la population agricole grecque fut influencée par le fait que *la guerre a fait cesser le mouvement d'émigration* (dirigée surtout vers l'Amérique).

L'émigration, due à une véritable stagnation économique dans l'ancien royaume (avant les guerres balkaniques), ainsi qu'à la mauvaise condition des cultivateurs, fut pendant des années un véritable fléau pour l'agriculture des anciennes provinces, accentuant de plus en plus l'insuffisance de la main-d'œuvre rurale et l'abandon des terres en friche. Dans

(1) Em. TSOUDEROS, *Le Relèvement économique de la Grèce* (Paris, 1920).

les nouvelles provinces aussi, avant leur libération des Turcs, le manque de sécurité, les conditions de vie mauvaises dans les campagnes, enfin des raisons politiques avaient provoqué, depuis 1895, un mouvement accentué d'émigration. Du seul département de Monastir (Macédoine occidentale), ont émigré plus de 80.000 hommes valides pendant les années 1902-1909 (1).

Du fait de la guerre mondiale, le service sous les armes, le blocage des communications et, pendant longtemps, du commerce d'importation, les prix bien plus rémunérateurs des produits agricoles, la reprise intense des affaires d'après-guerre, arrêterent l'émigration (2);

5. *Un mouvement de populations rurales de très grande importance est constitué par l'émigration (à la suite de la guerre et des traités de Neuilly 1919 et de Lausanne 1923) des habitants Bulgares et Turcs de la Macédoine et autres nouvelles provinces grecques, et par l'immigration en Grèce des réfugiés de l'Asie Mineure, de la Thrace orientale, du Caucase et de la Russie méridionale.*

La plupart des émigrants, Turcs et Bulgares, étaient cultivateurs, producteurs surtout de tabacs et de denrées de grande culture (en Macédoine). Le nombre des réfugiés qui affluèrent dans la mère patrie depuis 1919, pour la plupart cultivateurs, est évalué à environ 1.300.000 âmes par les services du ministère de la Prévoyance et de l'Assistance sociales. Jusqu'en 1923 (recensement du mois d'avril) furent recensés par les services statistiques 786.431 réfugiés. D'après

(1) ROLLEY et DE VISME, *La Macédoine et l'Épire*, extrait des Annales de l'Institut agronomique, Paris, 1912, p. 98.

(2) Le total des personnes ayant émigré de Grèce pendant les années 1906 à 1913 était de 188.049, soit une moyenne annuelle d'avant-guerre : 23.506 émigrants. Le même total pendant les années 1914-1921 est de 142.211 personnes, soit une moyenne annuelle de 17.777 émigrants, inférieure de 25 pour 100 environ à la moyenne d'avant-guerre. (V. *Emigration et politique concernant l'émigration en Grèce*, par M. TOURNAKIS, Athènes, 1923, p. 5 et 17). Encore faut-il remarquer que les chiffres d'émigrants d'avant 1913 concernent seulement les provinces de l'ancien royaume, c'est-à-dire qu'ils portent sur un ensemble d'environ 2.800.000 âmes, tandis que les chiffres de 1914-1921, concernant la Grèce entière, portent donc sur une population totale de 4.600.000 habitants. De ce fait la proportion de l'émigration descend à moins de 50 pour 100 du fait de la guerre.

les dernières informations de la Commission d'établissement des réfugiés (novembre 1926), 116.941 familles agricoles de réfugiés ont été établies en Macédoine, et 25.000 autres familles d'agriculteurs sont encore à installer.

Les réfugiés cultivateurs furent répartis en Macédoine dans 1.380 localités, et il leur a été accordé 562.961 hectares de terres cultivables, 367.696 hectares de pâturage et 195.225 hectares de terrains incultes.

La provenance des réfugiés, installés cultivateurs (provenance qui naturellement influe beaucoup sur les spécialités de cultures pratiquées) est donnée par le tableau suivant :

	Familles agricoles
Réfugiés de l'Asie Mineure.....	33.403
— du littoral sud-est de la Mer Noire.....	36.413
— de la Thrace orientale.....	30.243
— du Caucase.....	10.327
— de Bulgarie.....	6.000
— d'origines diverses.....	3.400

La question des réfugiés et de leur établissement faisant en détail l'objet d'une autre étude spéciale du présent volume, nous nous bornerons ici à noter, au point de vue agricole, que l'installation des réfugiés est venue non seulement combler les vides causés à la population rurale grecque du fait de la guerre, mais en même temps compléter l'exploitation rationnelle du sol grec par plusieurs cultures nouvelles introduites dans nombre de régions où elles étaient inconnues auparavant. C'est ainsi que la culture de la vigne et des arbres fruitiers prend un essor notable en Macédoine, la culture des tabacs en Attique, en Béotie et au Péloponèse.

Il faut noter aussi que, grâce à l'établissement des réfugiés, de grandes étendues de terrains vagues ou envahis par les eaux en Macédoine sont assainies et mises en culture, au grand profit de l'exploitation agricole du pays. Par les services de l'établissement agricole des réfugiés ont été construits, d'après les derniers rapports (fin 1926), 145 aquedues, 305 puits

avec pompes mécaniques, 169 puits artésiens, 30 kilomètres de canaux d'irrigation, des travaux analogues d'aménagement de cours d'eau, d'assainissement, etc. Les défrichements et mises en culture nouvelles vont atteindre au mois de mars 1927 l'étendue de 200.000 stremmes de terrains (1 hectare = 10 stremmes).

L'établissement des réfugiés se greffe d'ailleurs sur la question plus générale du régime agraire, et de la répartition des grands domaines aux cultivateurs et colons, même indigènes, en vue de les installer petits propriétaires.

CHAPITRE II

Propriété rurale, réforme agraire et colonisation intérieure

Comme dans tous les pays, et surtout les pays ayant appartenu à l'empire Ottoman, il y a en Grèce, depuis surtout l'annexion de la Thessalie (1881), de la Macédoine et de l'Épire (1912), une *question agraire*. De grands domaines exploités en métayage, par des colons dont la condition économique différait peu de celle des anciens serfs, occupaient plus de la moitié des terres cultivées et arables du pays tout entier (1).

Malgré la répartition de *terres nationales* par l'état en 1835, 1838 et 1871 (étendue totale partagée : 2.930.000 stremmes), malgré l'achat et la distribution par l'état, en vue de la colonisation intérieure, de 1907 à 1914, de 1.058.700 stremmes de terres arables, il n'en restait pas moins, dans toute la Grèce, 2.259 grands domaines (tehiflikia), répartis comme suit :

	Domaines
Macédoine.....	818
Thessalie (et Arta).....	584
Épire.....	410
Thrace occidentale.....	84
Vieille Grèce.....	363

En outre, des rapports ruraux analogues, des baux emphytéotiques et colonats partiaires à perpétuité s'étaient développés dans les îles Ioniennes sous la domination Vénitienne,

(1) *La Réforme agraire en Grèce*, par M. EVELPIDIS, ancien secrétaire général du ministère de l'Agriculture, Athènes, 1926, p. 12.

et plus récemment dans le Péloponèse et en Attique. Ces derniers rapports spéciaux ont été réglés, en vue de leur extinction, par une série de lois spéciales dites *emphytéotiques*, depuis 1920 (1).

Dès 1911, lors des discussions relatives à la revision de la Constitution grecque, on reconnut que la seule solution radicale de notre question agraire était l'expropriation forcée et le partage des grands domaines entre les cultivateurs. *C'est ce qui a été singulièrement accéléré et sommairement expédié à l'occasion de la guerre.*

La crise économique et nationale de la guerre, le maintien de la population valide sous les armes presque constamment pendant dix années, l'appel fait surtout aux classes rurales, et pour la lutte armée et pour le ravitaillement intérieur du pays pendant la crise mondiale, ne pouvaient que mettre beaucoup en avant et faire imposer les revendications des classes paysannes.

C'est ainsi que, sous l'impulsion du Gouvernement révolutionnaire de M. Vénizélos à Salonique (1916-1917) et de deux de ses principaux collaborateurs, M. Michalacopoulo, alors ministre de l'Agriculture et par la suite président du Conseil, et M. Mylonas, alors secrétaire général et par la suite ministre de l'Agriculture, la Grèce entra dans la voie de l'expropriation générale et de la répartition des grandes propriétés aux cultivateurs, *devançant ainsi les autres pays balkaniques dans le domaine de la politique agraire*. On sait, en effet, que les textes législatifs concernant la réforme agraire furent pris plus tard en Roumanie (Décrets-lois du 14 et du 15 décembre 1918 sur l'expropriation des terres (2), loi du 31 mars 1920, modifiant les décrets-lois, etc.). En Bulgarie la loi sub numero 249, concernant la propriété foncière labourable et la propriété foncière *basée sur le travail*, parut le 12 mai 1921 sous le Gouvernement agraire de Stambouliisky (3).

(1) *Op. cit.*, p. 14.

(2) V. *Annuaire international de Législation agricole*, vol. IX, 1919, p. 883.

(3) V. *Annuaire international de Législation agricole*, 1922, p. 942.

La réforme agraire en Grèce fut introduite d'abord en Macédoine. Elle fut formulée en cinq décrets-lois du gouvernement de Salonique, datés du 20 mai 1918. (Décrets 2.466-2.470 : sur la concession de domaines de l'État à des cultivateurs pour former des petites propriétés ; sur la concession de terrains en Macédoine aux anciens combattants ; réglementation des relations légales sur les terres qui appartiennent au domaine public d'après la législation ottomane ; sur l'expropriation de biens-fonds ruraux ; obligations émises pour l'indemnité des domaines expropriés.)

Peu de temps après, la Chambre votait à Athènes la loi 1.072 A-E du 29 décembre 1917, dite *loi agraire*, par laquelle les dispositions des décrets ci-dessus mentionnés étaient généralisées avec quelques modifications pour toute la Grèce. Ces modifications étaient apportées en faveur des grands propriétaires de Thessalie. Seulement, comme elles furent jugées sévèrement par les paysans intéressés du département de Triecala (population rurale la plus dense en Thessalie), la réforme agraire dans ce département fut l'objet d'une loi spéciale ultérieure n° 1685, datée du 8 janvier 1919, sur l'extension de la loi agraire au département de Triecala, avec modifications favorables aux paysans.

Ultérieurement, et au cours de leur application, on devait introduire dans les lois agraires (1.072) quelques modifications de détail, indiquées par l'expérience. Le tout fut codifié dans la loi agraire 2.052 de 1920, qui fut plus tard complétée par les lois 2.189, 2.521, 2.522. Puis de nouveaux changements furent introduits par les décrets-lois des 15 février, 25 mars, 6 juin, 17 août, 17 octobre et 13 décembre 1923, 4 septembre 1924, 24 novembre 1925, 30 janvier, 16 mars et 18 septembre 1926 ; la multitude des lois est un véritable fléau en Grèce : en matière de réforme agraire on légiférait souvent à l'occasion et à la dérive ; dernièrement la réforme fut systématisée dans une *loi agraire codifiée*, du 15 octobre 1926, de 155 articles.

En ce qui concerne la forme actuelle de notre législation agraire en vigueur, nous empruntons au texte de l'étude déjà citée de M. Evelpidis, l'analyse sommaire qui suit, en

rectifiant seulement quelques détails d'après les dispositions ultérieures (1).

Sont sujettes à l'expropriation de toute leur étendue, à l'effet d'y installer des cultivateurs pauvres du pays, ou des réfugiés, les terres de l'État, des municipalités, des communes, des associations religieuses et de toutes les personnes morales de droit public en général. Sont sujettes également à l'expropriation totale celles des terres privées, dont les détenteurs résident habituellement à l'étranger (absentéisme). Pour le restant des propriétés, sont expropriables toutes terres cultivables, sauf celles d'une étendue totale de 100 stremmes en Thessalie, Macédoine, Épire et Thrace, et de 300 stremmes dans le reste de la Grèce. Sont également exemptes de l'expropriation les plantations, les bois et forêts, les grandes installations industrielles se trouvant dans les propriétés, ainsi que ceux des pâturages qui ne sont pas indispensables aux paysans et qui ne sont pas susceptibles d'être cultivés, en vue d'y installer plus tard les éleveurs nomades. Enfin il est laissé une étendue variant de 2.000 stremmes au maximum à 500 stremmes au minimum, suivant la densité de la population de la région, aux propriétaires qui cultivent eux-mêmes leurs terres.

Ont droit à l'établissement tous les agriculteurs dépourvus de propriété et ayant atteint l'âge de 21 ans. Ils reçoivent un lot agricole dont l'étendue est déterminée, d'après la fécondité de la terre, de telle façon qu'une famille agricole puisse s'en nourrir. De même les ouvriers des villages, ayant un métier se rapportant à l'agriculture, reçoivent un terrain de petite étendue devant servir surtout à l'installation d'une maisonnette et d'un jardin potager.

Les grandes propriétés sont déclarées expropriables, par arrêté du ministère de l'Agriculture. Dès la publication du dit arrêté, la propriété aliénée revient à l'État, qui en remet la possession aux ayants droit à l'établissement, constitués *en Coopérative* par les soins du bureau de colonisation. La coopé-

(1) *Op. cit.*, p. 19. Pour quelques détails et données techniques d'économie rurale grecque, voir SIMONIDE, La Question agraire en Grèce, *Revue d'Economie politique*, Paris, 1923, pages 769 et suivantes.

rative ainsi formée procède à la répartition provisoire du domaine, parmi ses membres, et administre les étendues d'utilité commune (prés, bois, carrières, moulins à eau, etc.). Une commission, composée d'un juge de première instance, un agronome de l'État et un autre fonctionnaire civil, dénommée *Commission d'Expropriation*, contrôle les membres inscrits à la coopérative et ayant droit au lot, fait inscrire les personnes omises ou radier ceux des membres qui n'ont point droit à l'inscription. C'est cette Commission qui détermine le lot à adjuger à la Coopérative. Elle détermine également les étendues à laisser au propriétaire, tranche tout autre différend et a le droit d'abolir immédiatement toute servitude (eau, coupe de bois, pâture, etc.). De telles commissions sont constituées dans tous les sièges de tribunaux de première instance.

Après quoi suit la distribution de la propriété.

Quant à l'indemnité au propriétaire, la Coopérative verse, dès que l'expropriation est effectuée, un loyer à la Caisse de l'État, égal à 8 pour 100 de la valeur d'avant-guerre de la propriété, augmentée de 50 pour 100, valeur fixée provisoirement par les soins du service de colonisation. L'estimation définitive de la propriété aliénée est faite par la susdite commission d'expropriation sur la base de la valeur d'avant-guerre évaluée au moyen de toutes données (achats, loyer, revenu net capitalisé à raison de 5 pour 100). A cette valeur est ajoutée une augmentation de 20-40 pour 100 à titre de plus-value des terres. C'est cette indemnité que les paysans rétablis doivent verser à l'État dans un délai de trente années par amortissement, et pendant lesquelles, compensés également par amortissement les loyers versés par eux, à partir du jour de l'expropriation.

Cette indemnité est payée au propriétaire, par les soins de l'État, sous forme d'obligations foncières rapportant un intérêt de 8 pour 100. L'État verse en plus, et toujours sous forme d'obligations foncières, une somme équivalant à la moitié de la valeur d'avant guerre de la propriété.

Aucun recours légal ordinaire ou extraordinaire n'est admis contre les décisions de la Commission d'expropriation.

Les résultats de l'application des lois agraires n'ont pas encore été officiellement publiés. Mais d'après les renseignements des services du ministère de l'Agriculture, M. Evelpidis, qui en fut secrétaire général, donne les chiffres suivants :

Les propriétés déclarées aliénables, depuis 1917 jusqu'à la fin de 1925, se montaient à 1496, soit :

En Thessalie et Arta.....	571
En Macédoine.....	341
En Epire.....	308
En Thraee.....	4
En Vieille Grèce.....	272

La jouissance de ces propriétés a été cédée à titre provisoire à 45.000 familles environ de cultivateurs actifs, pour la plupart métayers et travailleurs de la terre.

Les commissions d'expropriation avaient exproprié, jusqu'à la fin de 1925, 264 grandes propriétés, situées pour la plupart en Thessalie, d'une étendue totale de 2.325.812 stremmes (dont les 2/3 environ en terres arables), sur lesquelles ont été établis en petits propriétaires 20.821 familles de cultivateurs (avec un lot moyen de 71,5 stremmes) et 923 familles d'artisans ruraux (avec un lot moyen de 0,62 stremmes); une autre étendue de 738.085 stremmes, surtout de pâturage, avait été cédée *pro indiviso aux coopératives d'acquisition de terre*, formées par les paysans cessionnaires.

Une idée plus précise de l'application des lois agraires en Grèce est donnée par le tableau suivant, où l'on peut voir l'étendue moyenne des petites propriétés réparties aux paysans, et l'indemnité moyenne adjugée aux anciens propriétaires.

Régions agricoles	Lot moyen en stremmes	Indemnité moyenne adjugée par stremme, en drachmes
Thessalie, département de Trikkala.	48,5	45,04
Thessalie, département de Larissa..	132,5	39,32
Macédoine, département de Salo- nique	120,—	18,31
Epire, département de Janina.....	41,1	44,58
Epire, département de Prévéza....	44,5	32,70
Vieille Grèce, département d'Attique.	121,—	42,95

Il est à craindre — et la remarque a été souvent faite par les adversaires de la réforme agraire — que l'accession des paysans à la propriété, *commencée et continuée en Grèce pendant la guerre et les péripéties intérieures*, ayant donné lieu à beaucoup de dispositions de circonstance et hâtivement prises, ne présente quelques côtés faibles, à savoir :

1^o *L'exigüité, surtout dans certaines régions, des nouvelles petites propriétés des cultivateurs*, motivée, il est vrai, par la densité de la population sur quelques points de nos campagnes; 2^o *l'indemnité excessivement réduite* qui est adjugée en amortissement par les paysans cessionnaires au profit des anciens propriétaires.

Sur ce dernier point un nouveau facteur est venu ajouter à l'injustice, à savoir la dépréciation de la devise monétaire grecque qui, cotée à l'heure actuelle (et depuis déjà quatre ans) entre 12 et 16 fois, en général, au-dessous du pair de l'or, a rendu les indemnités adjugées, parfois, tout à fait dérisoires. Une revision des dispositions actuelles est à souhaiter, *pour ramener d'ailleurs les choses à l'état prescrit par nos lois agraires du temps de guerre (1917 à 1921)*, du temps où la devise monétaire grecque n'était pas encore dépréciée (1).

(1) Cette question présente actuellement beaucoup de difficultés, car d'un côté les paysans sont depuis quatre ans très gênés par la dépréciation monétaire, la cherté de tout ce qu'ils achètent pour leurs besoins, et le manque d'une protection douanière rationnelle pour toutes les cultures (même des légumes, sont importés sans aucune taxe, de l'étranger), sans compter les taxes et charges directes ou cachées, qui pèsent sur les cultivateurs, et sur lesquelles les porte-parole de l'agriculture les plus autorisés, comme M. Mylonas, attirent à juste titre l'attention. D'un autre côté l'État, c'est-à-dire la collectivité qui procède à l'expropriation comme mesure d'utilité commune, et pourrait par conséquent assumer une plus grande partie des charges d'indemnité, n'est pas à même de le faire, vu l'état actuel des finances publiques. Il est tout de même à espérer *qu'avec la stabilisation monétaire*, tant désirée pour toutes les branches des intérêts économiques en Grèce, une solution pourrait intervenir, conciliant les intérêts en présence.

CHAPITRE III

La production agricole et les prix

La guerre a constitué pour presque tous les pays un facteur de véritable *protectionnisme agricole*. Le blocage des communications et du commerce internationaux, les vastes besoins en vivres pour ravitailler les masses des troupes combattantes et en garnison, la nécessité de nourrir toute la population sur les ressources du pays, ont singulièrement accru la demande de produits agricoles. D'un autre côté, la mobilisation des paysans en masse a diminué en partie la main-d'œuvre agricole *masculine* et causé l'abandon, du moins provisoire, de beaucoup de terres en friche, ce qui a diminué l'offre de denrées agricoles.

Suppression de la concurrence étrangère, accroissement de la demande et diminution subite de l'offre, se sont fait d'autant plus sentir en Grèce, que notre pays est tributaire à l'importation étrangère pour presque la moitié des 1.300.000 tonnes environ de céréales qui nous sont nécessaires pour l'alimentation annuelle. Il s'ensuivit une hausse rapide des prix des denrées, partant *une amélioration considérable de la rentabilité générale du sol*, et subséquemment un effort marqué pour l'augmentation de la production agricole.

Le tableau (p. 176) montrant le total des superficies cultivées (en stremmes) par régions géographiques, est intéressant à étudier.

Il est à remarquer qu'à partir de 1919 le chiffre de la superficie totale cultivée accuse une diminution progressive, qui sera encore plus frappante si l'on déduit de ce total les chiffres concernant la Macédoine orientale (départements

TOTAL DES SUPERFICIES CULTIVÉES (EN STREMES) PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Régions	1914	1916	1917	1918	1919	1920
Macédoine Orientale....	2.828.237	..... (1)	..... (2)	.....	411.016	574.770
Macédoine Centrale et Occidentale.....		.....	1.790.713	2.344.986	2.395.530	2.082.663
Epire.....		518.315	436.177	459.629	429.274	418.344
Iles d'Égée.....	329.498	499.752	500.918	553.039	419.033	369.085
Crète.....	643.996	943.942	854.364	867.162	1.154.573	744.451
Thessalie et Arta.....	2.011.545	2.307.931	2.146.876	2.079.155	2.027.035	2.166.023
Iles Ioniennes.....	463.824	495.326	562.681	500.577	416.764	333.188
Iles Cyclades.....	259.521	287.802	306.063	316.880	323.186	319.879
Grèce Centrale et Eubée.	2.707.973	3.287.993	2.767.497	3.009.253	2.732.233	2.733.838
Péloponèse.....	3.108.324	3.777.186	4.182.875	4.025.679	3.586.354	3.450.305
Total.....	12.871.233	12.218.617	13.548.164	14.156.360	13.894.998	13.192.545

(1) Il n'a pas été possible d'avoir les renseignements sur la production en Macédoine à cause des opérations militaires.

(2) Dans les chiffres concernant la Macédoine, ne sont pas compris pendant les années 1917 et 1918 ceux des départements de Serrés et de Drama, parce qu'il a été impossible d'avoir des renseignements à ce sujet.

de Serrés et de Drama), qui n'était pas comprise dans les totaux de superficie cultivée pendant les années de guerre. Ainsi le total des superficies cultivées en stremmes, excepté la *Macédoine orientale* dans les années d'après guerre, est donné par le tableau suivant :

	Stremmes
1919.....	13.483.982
1920.....	12.617.775
1921.....	11.754.850
1922.....	11.931.298
1923.....	12.170.454

En ce qui concerne la répartition des différentes cultures, la quantité et la valeur de la production agricole, il est intéressant d'étudier comparativement les trois tableaux suivants, qui se rapportent aux années 1918 (pleins effets de guerre), 1920 (suites immédiates de l'après-guerre), 1923 (après guerre, avec dépréciation de la monnaie nationale).

1918

(Monnaie nationale au pair)

Cultures	Hectares	Pourcentage de la superficie totale	Production en quintaux	Valeur de la production en drachmes
Céréales.....	942.574	66.58	8.395.162	662.826.767
Légumes secs...	71.315	5.05	487.293	54.005.974
Légumes.....	34.135	2.39	1.694.867	84.847.000
Plantes indus- trielles et aro- matiques....	61.575	4.35	382.213	178.539.136
Plantes fourra- gères.....	28.616	2.03	913.584	25.003.152
Vignobles (moût et raisins de table).....	175.922	12.43	3.400.929	164.543.327
Raisins secs....	101.496	7.17	1.241.673	80.505.355
Huile d'olives..	.....	.....	956.674	255.633.383
Olives de table.	.....	.....	175.962	14.025.687
Arbres fruitiers.	.....	.....	1.204.793	56.140.021
TOTAUX...	1.415.623			1.576.979.702

1920

(Prix moyen annuel de la livre sterling : 34.25 drachmes)

Cultures	Hectares	Pourcentage de la superficie totale	Production en quintaux	Valeur de la production en drachmes
Céréales.....	931.596	70.62	7.669.584	669 millions
Légumes secs....	54.205	4.11	358.451	42 —
Légumes.....	21.676	1.64	1.155.030	63 —
Plantes indus- trielles et aro- matiques.....	57.062	4.33	399.130	226 —
Plantes fourra- gères.....	31.839	2.41	1.077.300	38 —
Vignobles (moût et raisins de table).....	140.152	10.62	1.991.493	162 —
Raisins secs....	82.720	6.27	1.372.991	230 —
Huile d'olives...	.....	.....	1.430.688	527 —
Olives de table..	.....	.....	392.026	43 —
Arbres fruitiers .	.....	.....	.....	65 —
TOTAUX....	1.319.250	100		2 milliards

1923

*(Monnaie grecque dépréciée. Prix moyen annuel de la
livre sterling : 296.65 drachmes)*

Cultures	Hectares	Pourcentage de la superficie totale	Production en quintaux	Valeur de la production en drachmes
Céréales.....	875.275	68.87	6.241.242	1.820.760.270
Légumes secs..	42.890	3.38	272.409	111.019.522
Légumes.....	21.795	1.72	1.012.934	194.006.213
Plantes indus- trielles et aromatiques.	82.506	6.50	684.505	2.324.806.406
Plantes fourra- gères.....	52.661	4.15	876.342	122.333.001
Vignobles (moût et rai- sins de table).	127.212	10.02	2.119.454	471.106.487
Raisins secs...	66.688	5.26	1.505.778	982.551.446
Huile d'olive..	.....	.....	532.713	579.280.677
Olives de table.	.....	.....	215.596	99.265.671
Arbres frui- tiers.....	.....	.....	809.143	174.821.230
TOTAUX..	1.269.027	100		6.879.950.023

Comme on peut voir dans ces tableaux, la Grèce produit pour une grande valeur des plantes industrielles et aromatiques (surtout du tabac très renommé), des fruits d'arbres (olives, huile), des vins, des raisins de Corinthe, *tous produits à exporter*, par excellence. Il est donc très intéressant de montrer l'influence des années de guerre *sur les exportations de produits agricoles*.

Années	VALEURS DES MARCHANDISES EXPORTÉES EN MILLIONS DE DRACHMES		Pourcentage
	Produits agricoles (animaux et végétaux)	Total des exportations	
1914	152	178	85
1915	182	218	83
1916	137	154	89
1917	80	112	71
1919	561	726	77
1920	449	664	68
1921	791	947	83

Les raisins secs de Corinthe constituant, avec le tabac de Macédoine en feuilles, un de nos principaux produits agricoles à exporter, qui fait vivre des centaines de milliers d'âmes au Péloponèse et aux îles Ioniennes, nous donnons ci-après *le mouvement des prix* obtenus par ce produit pendant les années de guerre (les tabacs de valeur, produits dans la Macédoine de l'Est, occupée par l'ennemi, ne tenaient pas leur place prépondérante dans nos exportations pendant la guerre).

Années	Exportation de raisins secs en millions de livres véniennes	Prix sur place par mille livres véniennes en drachmes or	Prix moyen à Londres (qualités infé- rieures) par cwt en shillings
1912	255	163	26
1913	248	163	23
1914	248	179	23
1915	209	250	27
1916	107	350	54
1917	52	350	121
1918	209	350	100
1919	220	600	90
1920	178	...	81
1921	197	...	56

Le mouvement de ces prix est assez caractéristique du *progrès de la rentabilité de nos cultures plantées* (produisant des denrées à exporter) du fait de la guerre.

Pour ce qui est des cultures à produits alimentaires, le tableau suivant montre le mouvement des prix correspondants, des années de guerre et d'après guerre :

PRIX MOYEN DES PRINCIPALES DENRÉES AGRICOLES PAR PAPPOT
AUX PRIX DE L'ANNÉE 1914, REPRÉSENTÉE PAR LE NOMBRE 100

	1915	1916	1917	1918	1919
Froment.....	155	223	548	414	327
Légumes sees haricots.	180	291	493	726	620
Pommes de terre.....	130	217	417	517	417
Viande de bœuf.....	111	144	255	396	370
Lait.....	106	137	206	296	265
Beurre.....	104	124	230	330	309
Huile.....	116	136	187	324	360
Vin résiné.....	105	168	258	313	318
Change sur Londres (livre sterling).....	(pair)	(pair)	(pair)	(pair)	24.45
	1920	1921	1922	1923	1924
Froment.....	...	...	...	....	....
Légumes sees haricots.....	386	373	713	1467	1495
Pommes de terre...	352	413	778	1435	1393
Viande de bœuf....	419	472	600	1106	1135
Lait.....	288	347	518	959	1127
Beurre.....	349	372	562	1163	1263
Huile.....	480	433	673	1371	1562
Vin résiné.....	366	503	611	1191	1494
Change sur Londres (livre sterling)...	34.25	70.90	166.50	296.65	247.35

On voit donc que toutes les cultures, y compris surtout celles des plantes alimentaires, ont suivi le mouvement de progrès en fait de *rentabilité économique*. Il est à souhaiter qu'une politique raisonnée de *protectionnisme agricole*, protège contre la concurrence du commerce d'importation et *maintienne à des niveaux satisfaisants la rentabilité économique de notre production agricole*. Sans cela, l'essor de la guerre n'aura profité que bien temporairement à la productivité de l'agriculture grecque.

CHAPITRE IV

Le mouvement coopératif et le crédit agricole

Les conditions anormales de la guerre, les restrictions du marché des fournitures agricoles, les difficultés d'écoulement pour les produits, la rarefaction des capitaux disponibles pour les avances culturelles, ont particulièrement fait ressentir aux cultivateurs grecs *le besoin urgent de se protéger par le groupement et la coopération* contre l'exploitation des intermédiaires, spéculateurs et usuriers, prêts à acheter les récoltes à vil prix autant qu'à vendre cher les fournitures ou à prêter de l'argent à des taux extrêmement élevés.

L'appareil social et économique de la coopération venait d'être créé par la loi 602 de 1914, *sur les associations coopératives*, due à MM. Michalacopoulos et Mylonas. (Cette législation est un exemple des plus réussis.) (1).

Sous la pression des circonstances de l'économie de guerre, le mouvement coopératif partit d'une poussée intense. Commencé en 1915, en pleine période de crise de la guerre, il présentait bientôt les résultats indiqués par le tableau suivant :

Sortes d'associations agricoles	Nombre fin 1917	Nombre fin 1921	Nombre fin juin 1925
Associations de crédit mutuel.....	439	1.287	2.472
Associations d'achat en commun.....	43	111	194
Associations de vente.....	73	132	210
<i>A reporter</i>	<u>555</u>	<u>1.530</u>	<u>2.876</u>

(1) V. Le mouvement coopératif en Grèce, par M. MYLONAS, *Annales de la Mutualité et de la Coopération agricoles*, Paris, 1919, p. 50. — La coopération agricole en Grèce, par M. SIMONIDE, aux mêmes *Annales*, etc., Paris, 1923. — La question agraire en Grèce, par M. SIMONIDE, *Revue d'Economie politique*, Paris, 1923, p. 775.

Sortes d'associations agricoles	Nombre fin 1917	Nombre fin 1921	Nombre fin juin 1925
<i>Report</i>	555	1.530	2.876
Coopératives de vinification	42	27	147
Coopératives d'huilerie	3		
Coopératives de laiterie	1		
Coopératives de fermage		52	274
Associations d'assurance bétail		5	
Associations d'achat de terres		49	
Associations d'exploitation		2	
TOTAL	601	1.710	3.297

Ce tableau indique les proportions des diverses branches vers lesquelles s'est orientée la coopération agricole grecque sous l'influence des conditions rurales du pays. Nous avons eu à montrer, ailleurs, comment le mouvement ascendant de la coopération fut pendant les années de guerre particulièrement rapide en Grèce, le tableau suivant en donne une idée :

	Nombre d'associations agricoles	Associés	Total des parts sociales en drachmes	Total de responsa- bilité limitée en drachmes
Fin 1918	820	32.648	2.500.000	16.000.000
Fin 1920	1.200	75.000	6.000.000	51.000.000
Fin 1921	1.700	93.103	7.500.000	47.000.000

Dans ces chiffres n'est pas comptée la responsabilité illimitée qui existe pour 1921 dans 476 associations, contre 1.264 de responsabilité limitée.

Comme l'immigration des réfugiés et leur colonisation en Grèce est une des grandes conséquences agricoles de la guerre, et comme les cultivateurs réfugiés ont besoin par excellence d'être protégés par l'armature économique et sociale de la coopération, il convient de compléter le tableau par l'analyse suivante, concernant les associations coopératives de réfugiés colonisés en Macédoine :

Au 31 décembre 1925, il y avait en Macédoine (d'après les chiffres inédits du service compétent d'inspection) :

191	associations coopératives de cultivateurs indigènes
404	— — — — — réfugiés
34	— — — — — mixtes

Le total comptait 20.844 membres cultivateurs indigènes, et 32.385 cultivateurs réfugiés, en tout 53.229 membres, inscrits pour 65.000 parts sociales.

La répartition par catégories était la suivante :

Sortes d'associations	Nombre d'associations d'indigènes	Nombre d'associations de réfugiés	Nombre d'associations mixtes
Crédit Mutuel.....	178	389	32
Acquisition de terres.....	10	...	2
Coopératives viticoles et vinicoles..	1	8	..
Coopératives d'élevage.....	...	3	..
Coopératives d'exploitation fores- tière.....	2	1	..
Coopératives de sériculture.....	...	3	..
TOTAL.....	191	404	34

Comme on peut le remarquer dans tous ces tableaux, les associations de crédit agricole sont de beaucoup les plus nombreuses. C'est que les besoins de crédit bon marché se sont fait sentir de la façon la plus pressante, surtout pendant la guerre, dans les campagnes grecques, qui avaient eu beaucoup à souffrir, et pendant très longtemps, de l'usure rurale.

Sur le chapitre du crédit agricole, le grand facteur financier de la Banque nationale de Grèce est venu seconder l'essor coopératif.

Dès 1915, par une convention datée du 20 février, la Banque nationale de Grèce s'est engagée envers l'État à porter jusqu'à 25.000.000 de drachmes les avances culturales et prêts à 5 pour 100 d'intérêt, consentis par elle aux cultivateurs. Mais d'une part, les besoins de crédit agricole se faisant vivement sentir, surtout pendant les dures années de la guerre, et d'autre part, la juste préoccupation de ce grand établissement national de crédit en vue d'intensifier et de pousser la production agricole, source mère de presque tout le mouve-

ment économique du pays, ont fait que la Banque nationale de Grèce a très vite dépassé la limite de ses engagements.

D'après les chiffres donnés par le gouverneur de la Banque, M. Diomède, dans ses rapports annuels des dernières années, les prêts accordés aux cultivateurs étaient :

	Drachmes
1915.....	4.685.159
1916.....	7.896.439
1917.....	8.291.512
1918.....	20.564.784
1919.....	27.274.362
1920.....	79.562.380
1921.....	70.265.239
1922.....	151.301.123
1923.....	220.019.362
1924.....	678.069.598
1925.....	942.459.760

(Dans les chiffres concernant 1924 et 1925, les avances accordées aux associations agricoles de crédit mutuel étaient respectivement les 43 pour 100 et les 58 pour 100 du total.)

Ces chiffres montrent bien comment, depuis le commencement de la période de guerre, fut créé et évolua l'effort d'intensification de la production agricole, par l'apport de capitaux suffisants et bon marché, au travail de la terre. Ce fut grâce à l'esprit large que la Banque nationale de Grèce a montré dans la compréhension de son rôle, régulateur du mouvement productif des capitaux et de la vie financière du pays (1).

Le mouvement si intense de coopération agricole, commencé à la faveur de la guerre, devait naturellement aboutir à des résultats plus généraux encore et pour toute l'économie nationale du pays. Les masses de cultivateurs, groupées et conscientes du rôle prépondérant que peut et doit exercer le facteur de la production agricole organisée, dans l'économie

(1) Pour plus de détails sur ce rôle de la Banque nationale comme établissement central de crédit agricole et surtout de crédit coopératif, voir *La Banque nationale de Grèce et le Crédit agricole*, par M. CORIZIS, directeur de la banque et promoteur principal de l'œuvre accomplie, Athènes, 1925 (en grec).

essentiellement rurale d'un pays comme la Grèce, ont revendiqué leur part *dans le règlement de toutes grandes questions économiques intéressant l'industrie de la terre*. Qu'il s'agisse de la politique douanière, de l'équilibre d'intérêts entre l'agriculture et l'industrie, ou d'une réglementation quelconque du commerce des produits agricoles, les producteurs, comme principaux intéressés, interviennent toujours par la voie des organisations économiques et de leur Fédération.

Il faut citer dans cet ordre d'idées l'exemple d'une grande organisation à base coopérative agricole, le *Comptoir central du raisin de Corinthe*. De ce raisin, environ 90.000 tonnes sont exportées annuellement, faisant rentrer pour 2.500.000 à 3.000.000 de livres sterling de devises étrangères; et plus de 60.000 tonnes environ alimentent la puissante industrie des spiritueux dans le pays. La régularisation de l'écoulement et des prix de ce produit (atteint depuis longtemps d'une crise de surproduction), était concédée depuis 1905 par l'État à une *Société privilégiée pour favoriser la production et le commerce du raisin de Corinthe*.

A la suite de la guerre, de la crise des marchés internationaux, etc., l'exportation du raisin de Corinthe a beaucoup diminué. L'exportation moyenne des 3 années 1912-1914 étant de 250.000.000 de livres vénitiennes, celle des 3 années 1920-1922 était de 179.000.000 seulement.

Avec le débouché de l'exportation tellement restreint, la crise de surproduction sévit avec pleins effets sur les prix dès que les récoltes depuis 1924 se trouvèrent supérieures. Entre temps, l'État ayant racheté le privilège de concession à la ci-devant Société privilégiée, les nombreuses et fortes associations des producteurs exigèrent que les fonctions privilégiées soient accordées à *une organisation centrale à base coopérative*. Conséquemment, une loi due à M. Mylonas, institua en 1925 cette grande organisation autonome et privilégiée, le *Comptoir central du raisin de Corinthe*, qui collabore étroitement avec la Banque nationale, chargée de son financement et de sa gestion matérielle. Cet organisme (gestion et mouvement de fonds de 400.000.000 de drachmes environ par an)

administré en grande partie par les délégués des 700 environ associations agricoles des intéressés, fait des opérations de fournitures agricoles en commun pour leur compte, régularise les prix et le contingentement des débouchés, agit en vue d'augmenter la consommation mondiale du produit, fait profiter tous les producteurs des bénéfices réalisés, etc. C'est une des plus belles réalisations du coopératisme agricole.

Le processus économique, issu des circonstances de la guerre mondiale, fut pour beaucoup dans cette véritable émancipation des cultivateurs organisés, sur laquelle on ne saurait trop insister.

CONCLUSION

L'agriculture grecque, en traversant la grande épreuve des années de guerre, a fait d'énormes sacrifices humains et matériels.

Elle en est sortie meurtrie et dévastée : mais elle a du moins regagné d'autres travailleurs de la terre, nombreux et excellents, — les réfugiés, — qui sont venus prendre part à l'effort agricole de la mère patrie, grâce aux moyens matériels et moraux qui ont été fournis sous l'autorité de la Société des Nations.

Au point de vue économique et social en Grèce, la crise des années de guerre a beaucoup favorisé et accéléré la réforme agraire, augmenté la rentabilité économique de la terre, et considérablement contribué au grand essor du mouvement coopératif.

CINQUIÈME PARTIE

**Législation ouvrière et sociale grecque
pendant et après la guerre**

PAR

D. KALITSOUNAKIS

AVANT-PROPOS

Le sujet que nous avons à traiter étant assez touffu, nous avons jugé utile de le subdiviser en quatre chapitres, qui sont :

1^o La législation ouvrière de 1909-1923 ;

2^o L'évolution législative d'après guerre et la situation de la classe ouvrière ;

3^o Les organisations ouvrières pendant et après la guerre.

4^o Le problème du logement en Grèce pendant et après la guerre.

CHAPITRE PREMIER

La législation grecque de 1909 à 1923 ⁽¹⁾

I. — LES ANNÉES 1909-1917

Jusqu'en 1909, la Grèce n'avait eu ni législation ouvrière, ni mouvement ouvrier apparent, pour la raison que le pays s'était adonné essentiellement à l'agriculture et à la navigation et ne s'occupait guère d'industrie. La grande industrie était inexistante ; quant à la petite, elle se développait sous cette forme patriarcale qui confondait dans le même label ouvriers et patrons. A ces motifs il faudrait ajouter que, jusqu'alors, les partis politiques en Grèce étaient plutôt des partis personnels que des partis de classes, et que dans ces conditions il ne pouvait y avoir à la Chambre hellénique une représentation de la classe ouvrière.

Mais aussitôt que la grande industrie s'implanta chez nous, la Grèce ne tarda pas à créer, dans l'infime laps de temps de 15 années, une législation ouvrière, digne de pays beaucoup plus avancés que le nôtre dans le domaine industriel. Et ainsi, comme le dit le professeur Andréadès, elle a été, même dans ce domaine, le porte-drapeau du progrès dans le Proche-Orient.

(1) D. KALITSOUNAKIS, *Législation ouvrière grecque d'assurance et de protection, et l'évolution sociale en Grèce* ; supplément à l'ouvrage de H. HERKNER, *La Question ouvrière*, traduit par le même auteur. A/B 1919-1920, p. 259-345 ; A. ANDRÉADÈS, *La Législation ouvrière en Grèce*. Revue internationale du Travail (novembre 1922). Rapports d'inspection du travail sur l'application des lois ouvrières en 1913, 1920, 1921, Athènes, 1915, 1921, 1923.

En ce qui concerne la législation ouvrière telle qu'elle fut votée à partir de 1910 et jusqu'à la guerre mondiale, on peut dire qu'elle était conforme aux conceptions juridiques d'alors, en tant qu'elle visait uniquement à la protection de l'ouvrier ; elle laissait beaucoup à désirer pour ce qui est des assurances ouvrières. Elle réglementait surtout le repos dominical, le travail des femmes et des enfants, les conditions d'hygiène et de sécurité, la durée du travail, le paiement des salaires aux ouvriers et des appointements aux employés, la procédure à suivre pour l'aplanissement des différends entre employeurs et employés.

Les guerres balkaniques de 1912-1913 arrêterent quelque peu la progression de ce travail législatif. La Guerre mondiale nous a trouvés, au lendemain des guerres balkaniques, en pleine réorganisation et assimilation législatives des territoires annexés. La Grèce était toute au développement et au complément de sa législation ouvrière ; comme la Guerre n'avait pas touché le pays dès la première heure, le travail législatif ne fut pas arrêté. A telle enseigne que pendant la première année de la grande Guerre, de nombreuses lois ouvrières furent votées : celles entre autres concernant les corporations, les accidents de travail, les associations, etc. Remarquons d'ailleurs dès le début, car l'observation est importante, que si le gouvernement fut autorisé en 1915 puis en 1918, à suspendre les lois qui réglementaient le travail et la prévoyance sociale, jamais on n'eut recours à cette mesure. Bien au contraire.

Pour revenir à notre point de départ, voici quelques renseignements sur les mesures prises après 1914, mais avant que la Grèce fut elle-même entrée dans la grande Guerre.

1^o En 1914-1915, la Grèce étendit aux provinces libérées de la Macédoine, de l'Épire, des îles de l'Égée, de Samos et de Crète, plusieurs de ses lois ouvrières comme celle de l'assistance aux victimes d'accidents et à leurs familles, celle réglementant le travail des femmes et des enfants, le repos dominical, le travail de nuit, le repos de midi et les livrets de travail. Dans

ces provinces, et, particulièrement en Macédoine, il existait une industrie textile et de filature qui employait des femmes;

2^o On adopta, sur l'initiative de M. Michalacopoulos, alors ministre de l'Économie nationale, la loi n^o 531 de 1914 sur l'indemnité obligatoire due aux ouvriers et employés victimes d'un accident. Elle fait époque dans l'évolution de la législation ouvrière grecque. Les lois plus anciennes n'intéressent que certaines classes d'ouvriers (marins et mineurs), alors que la loi 551 étend sa protection sur tous les ouvriers et employés en général (bâtiments, travaux techniques, transports, chargements) et en général sur tous ceux qui sont en contact avec des machines.

Comme corollaire à cette loi furent promulgués en 1922-1923 la loi 2.868 ainsi que le décret-loi du 19 novembre 1923. Par ces nouvelles dispositions, en cas de maladie, de mort, de vieillesse et, en général, d'incapacité, est obligatoirement assurée toute personne travaillant pour le compte de tiers dans une entreprise industrielle, commerciale, voire même dans le bâtiment et les transports. Ces lois multipliaient les catégories de travailleurs ainsi que le bénéfice de l'assurance. Il n'aurait plus manqué que la promulgation indispensable de quelques décrets complémentaires pour que la Grèce, entièrement acquise aux principes modernes, n'eût plus rien à ajouter à sa législation d'assurance ouvrière qui accuse encore quelques lacunes;

3^o Vers 1916-1917 apparaissent les premiers symptômes de chômage, contre-coup de la guerre mondiale. Ils se manifestèrent dans plusieurs professions : métallurgie, mécanique, transports. Mais les plus atteints, surtout à Athènes et au Pirée, furent les ouvriers du bâtiment. Le Gouvernement fit tout d'abord procéder au recensement des ouvriers d'Athènes et du Pirée afin de connaître avec précision le nombre des chômeurs et leur procurer des subsides et du travail. Ensuite il autorisa les corporations à prélever sur leurs fonds de réserve les sommes nécessaires pour secourir leurs membres. Enfin, il entreprit l'exécution de quelques travaux de voirie, la préparation de quelques édifices publics, etc.

II. — LES ANNÉES 1917-1923

Il appartenait à la situation sociale créée par la Guerre de nous valoir une législation intéressant la classe des employés privés. Les mobilisations incessantes avaient rendu précaire l'existence de ceux des employés de la classe bourgeoise qui ne vivent que de leur propre travail. Et bien que l'État pourvoyait dans une certaine mesure à l'assistance des citoyens mobilisés, on crut cependant qu'il était juste que les négociants et les hommes d'affaires apportassent eux aussi un peu de réconfort à leurs anciens employés.

D'après cette loi, l'appel sous les drapeaux d'un employé travaillant dans n'importe quel bureau, magasin ou entreprise, ne constitue pas un motif de révocation quand cet employé compte plus de six mois de service. Dans tous les cas l'employé doit, dans le courant du mois qui a suivi son appel, prévenir son employeur qu'il compte conserver son poste. Faute par lui de le faire dans le délai précité, il se trouve, *ipso facto*, déchu de ce droit. Les employeurs, néanmoins, sont tenus pendant toute la durée de la mobilisation d'allouer, à leurs employés sous les armes, au moins le quart et jusqu'aux trois quarts de leurs appointements, suivant leur temps de service et indépendamment de leur qualité ou non de soutiens de famille. Ce droit des employés privés, dans la catégorie desquels ne sont pas compris les ouvriers industriels, les artisans, les mineurs et les agriculteurs, a été sanctionné par une procédure sommaire qui leur a toujours donné gain de cause dans tout litige survenu entre eux et leurs employeurs, et qui a toujours considéré les appointements des employés mobilisés, même en cas de faillite de l'employeur, comme une créance privilégiée. Les employés privés mobilisés ont été également protégés dans le barème des augmentations qui leur octroie, à leur rentrée en fonctions, les 4/5 des émoluments accordés à ceux de leurs collègues qui avaient les mêmes états

de service et qui, n'ayant pas été frappés par l'ordre de mobilisation, n'avaient pas abandonné leur travail.

Deux lois, votées en 1920, constituent un progrès tangible dans la législation et témoignent d'une compréhension plus rationnelle de la valeur du contrat de travail. Ces lois ont traité, l'une à la dénonciation du contrat, l'autre aux infractions à la liberté du travail.

Ces lois furent décrétées à la suite de la multiplication et du développement que prirent les grèves. Certes, même avant 1914 les grèves n'étaient pas un phénomène inconnu. Mais elles étaient de courte durée et prenaient fin par des concessions réciproques consenties généralement sous les auspices de l'autorité. Le sabotage était ignoré ; les revendications essentielles des ouvriers se bornaient à protester contre la violation des lois ouvrières ; on ne relevait aucune perturbation sérieuse de la tranquillité publique. La guerre a exercé une forte influence tant sur l'évolution du mouvement socialiste que sur l'organisation ouvrière, renforcée déjà par le fait qu'aux ouvriers de l'ancienne Grèce s'était ajoutée une population ouvrière assez importante (Solonique, Cavalla, etc). Dès 1915, et pendant les années suivantes, les réunions des organisations socialistes étaient fréquentes. En 1915, deux députés furent élus sur l'initiative de la Fédération de Salonique. Finalement, en 1918, tout le mouvement ouvrier fut concentré à la Confédération générale du Travail. La conscience et l'esprit de solidarité de la masse ouvrière ainsi fortifiés, les grèves se multipliaient. Ainsi, par exemple, en janvier 1915, les armateurs proclamaient le lock-out pour protester contre les revendications immodérées des équipages. En 1916, grève des ouvriers électriciens à Athènes et au Pirée. En 1919, on enregistre une importante grève des employés de banque qui fut immédiatement suivie de la grève générale. Le Gouvernement se trouva alors dans la nécessité de déporter, en bloc, le Comité administratif de la Confédération générale du Travail. De décembre à janvier 1919-1920 éclata la grève des forgerons du Pirée, etc., etc. En présence de cette situation, le Gouvernement a été amené : 1° à promulguer la loi 1207 de 1918,

en vertu de laquelle il s'adjudgeait le droit de suspendre les lois ouvrières pour raison d'utilité publique ; 2^o à reviser et à amender un bon nombre de lois dont l'application allait à l'encontre des intérêts des ouvriers on : s'efforça de régler simultanément les grèves et les lock-out ainsi que les licenciements arbitraires.

Pour en revenir aux deux grandes lois de 1920, la première concernait la dénonciation du travail ; des mesures protégeant d'abord les employés privés, furent étendues aux ouvriers. Cette loi prescrit que le licenciement d'un employé ou d'un ouvrier ne peut être signifié sans un délai-congé, si leur engagement ne prévoit pas de durée et s'ils ont accompli plus de deux mois de service. La résiliation d'un engagement comporte un préavis variant entre 30 jours et une année et demie pour les employés privés, et entre cinq jours et deux mois pour les ouvriers. En revanche, l'employé et l'ouvrier sont également tenus de dénoncer leur contrat avec cette clause préférentielle qu'au cas où ils auraient négligé de le faire, ils n'auraient qu'à payer la moitié de la pénalité prévue.

La deuxième loi prévoit les délits contre la liberté du travail et punit d'emprisonnement et d'une amende tous ceux qui tentent de forcer la main à leurs employeurs afin d'obtenir un changement aux conditions de leur contrat ou de détourner de leur travail les ouvriers qui désirent l'exécuter. Sont passibles des mêmes peines les employeurs qui, pour contraindre les ouvriers à accepter une modification des conditions du contrat, provoquent des lock-out.

Cette loi vise à ramener l'équilibre dans le domaine de l'industrie. D'un côté elle tolère la liberté de grève, mais de l'autre elle protège la liberté du travail. Elle a condamné aussi le sabotage qu'elle considère comme un délit grave, attendu que l'ouvrier ne s'attaque pas seulement à l'employeur, mais aussi aux installations mécaniques de l'entreprise dont le fonctionnement intéresse la collectivité sociale, et à plus forte raison les ouvriers qui en font partie intégrante.

III. — LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON ET SES CONSÉQUENCES LÉGISLATIVES

Vers cette époque eut lieu aussi la Conférence de Washington. La Grèce y avait été représentée par une délégation importante qui exposa avec autorité les questions ouvrières grecques et obtint l'incorporation des amendements proposés par elle au projet international des Conventions, sur la base de l'article 505 § 3 du traité de Versailles. La délégation grecque souligna l'influence exercée par les conditions climatologiques sur l'ouvrier grec dont la constitution supporte mal le travail intensif et régulier, mais qui peut, en revanche, prolonger quelque peu la journée de huit heures sans en être incommodé. Enfin elle insista sur l'alimentation médiocre de l'ouvrier grec ainsi que sur l'inexistence de l'instruction technique primaire qui, la guerre aidant, a laissé végéter l'industrie grecque dans un regrettable marasme.

La Conférence a admis, presque à l'unanimité, le point de vue de la Délégation hellénique, et jugea que l'on devait accorder à la Grèce les délais demandés pour l'application de la journée de 8 heures.

L'article 19 du projet de Convention internationale du Travail statuait en principe que tout membre qui ratifiait la Convention s'engageait à mettre en vigueur ses clauses au plus tard le 1^{er} juillet 1921, et à prendre les mesures nécessaires pour leur exécution. Des délais plus longs furent néanmoins accordés à la Grèce. Les entreprises industrielles furent divisées en trois catégories :

1^o *Les industries très insalubres et pénibles* : a) travaux miniers souterrains ; b) fonderies de plomb et d'arsenic ; c) fabriques de matières explosives ; d) chargement et déchargement du charbon de terre.

2^o *Les industries simplement insalubres et pénibles* : a) fabriques de sulfure de carbone ; b) fabriques d'acides ; c) tanneries ; d) fabriques de papier ; e) imprimeries ; f) scieries ; g) entrepôts de tabacs et de manipulation ; h) travaux miniers

à eiel ouvert ; *i*) fonderies ; *j*) fabriques de ehaux ; *k*) teintureries ; *l*) verreries au ehalueau ; *m*) usines à gaz (ehauffes).

3^o *Les industries ordinaires* : *a*) industries méeaniques ; *b*) industrie du bâtiment ; *c*) filatures et industries textiles ; *d*) industries de l'alimentation ; *e*) industries de produits ehimiques ; *f*) industries du cuir ; *g*) industries du papier et de l'impression ; *h*) industries du vêtement ; *i*) industries du bois ; *j*) industries éleetriques ; *k*) transports par voie de terre.

Pour les industries de la première catégorie la Grèce s'est conformée au délai général du 1^{er} juillet 1921. Il eonvient de remarquer cependant qu'en dehors des fabriques de matières explosives, les autres industries avaient adopté la journée de huit heures, soit sur l'intervention de l'État, soit par la foree de lois spéeiales, soit aussi par des aceords mutuels entre industriels et ouvriers. Les industries de la deuxième catégorie ont bénéficié d'un délai de deux ans (1^{er} juillet 1923). Quant à celles de la troisième, il leur fut aceordé un délai triennal (1^{er} juillet 1924). Il était entendu que l'octroi de ces délais aurait permis à l'industrie grecque d'arriver à l'application de la journée de huit heures sans que son rendement eut à subir la moindre diminution. Je considère, d'ailleurs, que la raison majeure du développement de l'industrie est dans la limitation des heures de travail. En effet l'industrie s'est développée précisément dans les pays qui ont le plus réduit les heures de travail. N'a-t-on pas dit souvent que le meilleur défenseur de l'industrie anglaise était le prolongement des heures de travail en vigueur dans tous les États de l'Europe continentale ? En Amérique (Ford) et ailleurs (Canada, Australie) on a déjà introduit la semaine de cinq jours.

La Convention a été de suite soumise à l'approbation de la Chambre. La Grèce a tenu à la ratifier pour répondre à la faveur dont elle avait été l'objet à Washington. Le rapporteur de la Convention eoneluit en ces termes : « La ratification de la Convention par la Grèce correspond à un devoir impérieux assumé par chacun des trois faeteurs qui se donnent la main dans la création et la régularisation de la production nationale : l'État, le patron et l'ouvrier. L'État doit devenir de plus en

plus l'infatigable animateur de l'Industrie grecque. Il la dirigera, il la stimulera, il l'aidera à renouveler le matériel démodé de ses vieilles installations ; car c'est sur l'adoption d'un matériel moderne qu'il nous faut surtout compter pour soulager la main-d'œuvre et réduire les heures de travail de l'ouvrier sans nuire au rendement de la production. L'État aura également l'initiative de réformer l'instruction technique primaire et de préparer ainsi l'industriel et l'ouvrier à un travail plus méthodique et en conséquence meilleur et plus productif.

« De son côté l'industriel doit se pénétrer profondément du principe humanitaire de la journée de huit heures et déployer toute son activité et toute sa bonne volonté dans le but de l'appliquer le plus tôt possible. Il devra rompre avec les idées désuètes, faire peau neuve et marcher, à grands pas, pour se mettre au niveau des conceptions modernes de la production. Enfin l'ouvrier doit mettre tout en œuvre pour se perfectionner et pour arriver à fournir un travail plus fini. Il doit constamment s'efforcer d'augmenter la production nationale et croire inébranlablement à la communauté d'intérêts qui le lie à cette production. Il doit surtout éviter de s'imaginer que la réduction des heures de travail équivaut à la réduction de la production. Lorsque toutes ces conditions seront remplies notre industrie, loin de subir le moindre dommage, trouvera son compte dans l'adoption de la journée de huit heures. »

La Convention de la journée de huit heures a donc été votée en 1920, avec d'autres projets de convention et certaines « recommandations » de la Conférence de Washington. Ainsi nous avons aujourd'hui des lois sur la journée de huit heures, le chômage, l'âge des mineurs travaillant dans les usines, le travail de la femme avant et après l'accouchement, etc. Celui qui parcourt l'exposé du rapporteur se rend compte que ces lois n'ont pas apporté de grands changements à la législation grecque. Ces lois existaient déjà comme, par exemple, celle de la journée de huit heures, celle fixant la limite d'âge du travail des enfants, celle réglementant le travail de nuit des femmes et des enfants, celle fixant le travail

des femmes avant et après l'accouchement, etc. Le fait important qu'il convient de signaler est le caractère international de l'engagement solidaire pris par les États qui ont ratifié ces lois. On peut dire que la Grèce, en l'occurrence, a servi d'exemple à quelques pays qui, jusqu'à ce jour, n'avaient pas encore ratifié ces conventions. (Belgique, Bulgarie, Chili, Indes, Roumanie, Tchécoslovaquie.)

Dans cet ordre d'idées il faut rappeler que la Grèce n'a pas seulement ratifié et érigé en lois nationales les projets de conventions de Washington, mais aussi quelques-uns des projets de la deuxième Conférence internationale du travail qui s'est tenue à Gênes, ainsi que d'autres de la Conférence de Genève (limite d'âge des marins, etc., interdiction de la céruse dans les couleurs, application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels).

CHAPITRE II

L'évolution législative d'après guerre et la situation de la classe ouvrière

La période d'après guerre commenee pour la Grèce le 24 juillet 1923, date à laquelle fut signé le traité de Lausanne. De cette date à nos jours la législation sociale n'a pas cessé de progresser malgré les nombreux soubresauts de la politique intérieure.

Le décret-loi de 1926, traitant de la tentative de conciliation et du règlement par voie d'arbitrage des différends survenus entre employeurs et employés ou ouvriers, constitue un important pas en avant. Il convient de faire mention de ce décret à cause de son importance.

L'arrêt de la production dû à l'exercice du droit de grève et au lock-out ; les conséquences qui en découlent et qui sont néfastes, tant pour les parties en cause que pour l'économie nationale en général ; leur répercussion sur la collectivité, victime inconsciente, et les difficultés sérieuses qui s'ensuivent pour le maintien de la paix et de la tranquillité sociale, ont poussé à la nécessité de trouver d'autres formules capables de régler à l'amiable l'ensemble des différends.

Chez nous, pendant ces dernières années, on eut recours à l'emploi de la pression morale pour arriver à concilier la plupart des divergences de vues entre employeurs et employés. Les autorités administratives assumaient les fonctions d'arbitres, soit qu'elles exerçassent leur influence sur les parties en cause séparément, soit que le litige fût porté et discuté devant elles. Grâce à cet arbitrage il a été clairement établi

que toutes les fois qu'il n'y avait pas d'écart matériel appréciable entre les revendications des intéressés, il était toujours facile de trouver une solution qui servît la paix publique et qui dédommageât, dans une mesure satisfaisante, la partie la plus faible. Mais quand l'écart matériel était trop grand, la pression morale était incapable d'exercer une influence salutaire sur les parties en conflit et encore moins de trouver la solution qui aurait satisfait le plus faible ou même la collectivité.

Ces résultats, diamétralement opposés au développement économique du pays et au maintien de la tranquillité publique ont prouvé qu'il nous fallait essayer et adopter un système d'arbitrage plus efficace.

On constitua donc une commission d'arbitrage composée d'un nombre déterminé d'arbitres spécialisés pour chaque litige nettement défini, et ayant compétence souveraine pour trancher les différends collectifs de nature pécuniaire qui surgissent entre patrons et ouvriers.

Cette commission a le mandat soit de concilier les parties en cause, soit d'enquêter à fond sur les origines du conflit, soit d'imposer un jugement facultatif, soit enfin de trancher par un jugement obligatoire ceux des différends qui concernent les employés privés.

Sont considérés comme différends de nature collective :

a) Les revendications formulées par au moins la moitié des ouvriers ou employés constituant le personnel d'un même employeur, tant que cette moitié n'est pas inférieure à 15 ouvriers ou à 15 employés. Si le personnel appartient à des entreprises diverses mais de la même catégorie, la proportion doit être au moins de 20 ouvriers ou de 20 employés, et les revendications doivent se limiter à l'augmentation des salaires à laquelle le ou les employeurs se refusent de souscrire ;

b) La décision prise par l'employeur d'une entreprise déterminée de réduire les émoluments d'au moins 15 de ses ouvriers ou de ses employés privés tant que ceux-ci n'ont pas accepté cette réduction ;

c) La décision prise par plusieurs employeurs d'une même

branche de réduire les émoluments d'au moins 20 ouvriers ou 20 employés privés tant que cette réduction n'a pas été acceptée par eux.

Chaque fois que dans une ville quelconque surgissent des différends collectifs, les autorités publiques ont recours à la formation d'une commission de conciliation. Dès sa formation, la commission de conciliation convoque les parties en cause et les invite directement ou par leur mandataire à exposer verbalement leurs vues sur le litige ; elle en recherche les causes et emploie tous ses efforts à trouver un terrain d'entente. Des commissions d'arbitrage ont été créées à Athènes, le Pirée, Salonique, Cavalla, Volo et Patras pour examiner les différends survenus entre patrons et ouvriers et leur trouver une solution transactionnelle.

Les décisions des commissions d'arbitrage sont obligatoires tant que les parties en cause ont admis leur caractère exécutoire. Les décisions obligatoires ou de conciliation émises par les commissions d'arbitrage ont la validité des contrats collectifs du travail, pour la durée de trois mois et ne peuvent être modifiées à moins d'un cas de force majeure. La Commission d'arbitrage examine à fond les causes du différend, et s'efforce de trouver une solution équitable conforme à la situation économique et au jugement d'un homme de bonne foi, s'il s'agit d'un différend individuel.

Enfin la Grèce a instauré, en octobre 1925, une législation originale et variée pour la protection des soldats et officiers de réserve. On trouvera à l'annexe 1, p. 221, une brève description de cette législation.

Telle est, en quelques mots, l'évolution de la législation ouvrière et sociale sous l'influence de la guerre et par la suite. Les hostilités ont exercé, de multiples façons, leur influence sur les classes sociales dans les pays en guerre. Il est même certain que la classe ouvrière en général n'a pas eu à souffrir de la guerre autant que la classe bourgeoise qui devait compter sur un revenu fixe. Bien plus, diverses mesures avaient réduit la valeur de ce revenu, tandis que le travail a pu, en général, s'adapter aux conditions successives de l'existence. En effet,

SALAIRES JOURNALIERS ET APPOINTEMENTS MENSUELS PAYÉS A ATHÈNES ET AU PIRÉE DE 1914 A 1926

Salaires journaliers en drachmes :

<i>Mécanique :</i>	1914-1916	1916-1920	1921	1922	1923	1924	1925
Tourneurs	3, 80-6, 50	8-15	25-30	35	55	69	80
Ajusteurs	2, 50-6, 50	6, 50-15	18-25	35	55	57	63
Modeleurs	6-8	16	30	35	55	66	73
Électriciens	5-8	15-18	25-30	45	55	60	66
Soudeurs	6-8	25-30	26-40	42	60	66	72

Bâtiment :

Maçons	4-5, 75	16-20	25-35	35	50	75	85
Plâtriers	5-6	18-25	25-35	35	50	75	85
Charpentiers	5-7, 50	20-24	30-40	30-45	40-50	70	80
Peintres	5-6, 50	20-25	30-35	35	55	65	80

Produits chimiques :

Ouvriers	1-5	5-9	12-14	22	30	48	60
Contre-mâtres	3, 50-9	7-16	20-24	38	45	60	70

Divers :

	1914-1916	1916-1920	1921	1922	1923	1924	1925
Gaziers.....	6	13-15	15	36	47	60	70
Verriers.....	9	22-30	35-50	48	75	80	85
Menuisiers.....	5-7, 50	16-18	22-30	60	65	75	85

*Appointements mensuels en drachmes :**Industrie textile :*

Tisserands.....	200	820	1.000/1.600	1.700	2.000	2.300	2.500
Filateurs.....	160	760	800	1.300	1.900	2.400	2.600
Teinturiers.....	90-150	480-750	700/1.000	1.230	1.400	1.300	2.000

Navigation :

Mécaniciens A.	300	600	...	1.100	1.650	2.145	2.300
— B.	180	400	...	950	1.425	1.853	2.200
— C.	120	300	...	750	1.125	1.463	1.700

Industrie de l'alimentation.....

	250	600	...	1.400	2.000	2.250	2.500
--	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------

l'ouvrier a réussi, surtout après la guerre, à diminuer partout la durée du travail et à obtenir des salaires effectifs, supérieurs aux salaires d'avant guerre, même en tenant compte de la dépréciation monétaire. L'amélioration de la situation de l'ouvrier est en Grèce peut-être encore plus sensible qu'ailleurs. On peut ajouter que certaines professions s'y sont développées, surtout depuis le début des hostilités, par exemple celles des travailleurs aux mines de lignite, aux usines de matières explosives, celle des cheminots, des ouvriers en tabacs, des typographes, des gaziers, des minotiers, etc.

Au contraire, d'autres professions sont restées stationnaires (par exemple, celles des filateurs, des tisserands, des forgerons) ou même ont vu leur situation empirer : se sont celles des ouvriers employés aux savonneries, aux fabriques de couleurs, aux usines d'engrais et de produits chimiques, aux fabriques de verreries, de papier et de sucreries. D'autres enfin qui pendant la guerre avaient dû subir un long chômage ont pu, du jour au lendemain, occuper leurs sans-travail, sitôt la guerre finie, grâce à la fièvre de construction qui s'ensuivit.

La situation de la classe ouvrière aurait été encore meilleure si nous n'avions pas eu de fréquentes immigrations d'ouvriers de Russie, de Macédoine orientale et, en dernier lieu, de réfugiés d'Asie Mineure dont la main-d'œuvre, à bon marché, a maintenu les salaires à un niveau plus bas.

La fluctuation des salaires pendant et après la guerre est indiquée dans le tableau ci-dessus, p. 206-207.

Il n'existe pas de statistiques détaillées pour l'année 1926, mais la cherté de la vie s'est manifestée par une nouvelle augmentation des salaires variant de 15 à 25 pour 100. Ainsi, il appert du tableau qui va suivre, qu'à la suite du bouleversement de l'équilibre monétaire depuis 1920, il est matériellement impossible d'établir la valeur effective des salaires, sans tenir compte du coût de la vie. Il est à remarquer au surplus que la durée du travail, qui, jusqu'en 1920 allait jusqu'à 10 heures, a été ramenée petit à petit à la journée de huit heures dans presque toutes les professions.

Le barème du coût de la vie pour la ville d'Athènes a suivi l'évolution suivante :

Années	Indices
—	—
1914.....	100
1915.....	117
1916.....	159
1917.....	256
1918.....	366
1919.....	323
1920.....	351
1921.....	398
1922.....	773,7
1923.....	1.213,6
1924.....	1.341,8
1925.....	1.485
1926.....	1.784,1
1927 (Premier trimestre).....	1.895

CHAPITRE III

Les organisations ouvrières pendant et après la guerre mondiale

Le mouvement d'organisation de la classe ouvrière en Grèce ne s'est pas ralenti pendant la guerre. Au contraire, de fréquents Congrès de syndicats ouvriers ont donné corps au projet de Confédération des classes ouvrières qui s'est même réalisé en partie pendant la guerre. En 1918 se réunissait à Athènes le premier Congrès ouvrier panhellénique qui devait voter les statuts de la Confédération générale du travail. La même année a vu se réunir au Pirée le premier Congrès socialiste qui a proclamé les principes et le programme du parti ouvrier socialiste de Grèce. En 1920, deuxième Congrès panhellénique de la Confédération du travail. A ce Congrès, en dehors des Bourses du travail de plusieurs villes (Athènes, Patras, Salonique, Corfou, Lamia, Drama, Serrès) ont également pris une part active les Fédérations des ouvriers en tabacs, des électriciens, des mécaniciens, des gens de mer, etc. Mais depuis lors la classe ouvrière de Grèce s'est scindée en trois fractions : la gauche, acquise à l'Internationale de Moscou, les conservateurs affiliés à l'Internationale d'Amsterdam et les ouvriers purs, qui suivent les partis républicains d'extrême-gauche.

Les congrès de ces partis se multiplièrent, naturellement, par la suite, mais sans plus avoir leur importance première à cause des modestes forces qu'ils pouvaient rassembler.

La statistique officielle des syndicats ouvriers de 1917-1919, publiée en 1924 (1), portait le nombre de ceux-ci à

(1) *Annuaire des syndicats ouvriers 1917-1919*, Athènes, 1924.

790, comprenant 99.458 membres. Ces syndicats se répartissaient ainsi :

	Membres
326 en Grèce continentale avec.....	10.291
151 au Péloponèse.....	6.914
87 en Macédoine.....	19.501
7 en Epire.....	694
78 dans les îles de l'Égée.....	4.516
92 dans les îles Ioniennes.....	5.886
49 en Crète.....	1.656
TOTAL.....	49.468

Le recensement des ouvriers d'Athènes et du Pirée, dont il a été question précédemment et qui fut fait en 1917 dans le but de venir en aide aux sans-travail, portait le nombre des ouvriers des deux villes à 64.210 (55.455 du sexe masculin et 8.755 du sexe féminin). A en croire certaines évaluations, la totalité des ouvriers atteignait en 1924 celui de 200.000.

Il faut compter en plus, aujourd'hui, environ 12 Bourses du travail, la Confédération générale qui a son siège à Athènes, ainsi que 8 Fédérations panhelléniques : celles des cheminots, des ouvriers en tabac, des ouvriers de la traction électrique, des gens de mer, celle des débardeurs, etc. Quelques-unes de ces fédérations sont affiliées au bloc de la Confédération générale ; les autres sont indépendantes.

La législation qui prévoit la fondation des syndicats est l'œuvre exclusive de la période de guerre. La loi 281 existait déjà depuis la fin de 1914, mais quelques-unes de ses dispositions n'avaient été mises en vigueur qu'en 1925. Elle détermine le régime des syndicats dans un esprit de large libéralisme. Selon cette loi on considère comme syndicat les associations ou unions composées d'au moins 7 membres qui, sans la moindre idée de luere, cultivent en commun leurs connaissances et accouplent de façon continue leurs efforts.

L'État reconnaît la liberté des syndicats tant que ceux-ci ne poursuivent pas des buts condamnés par les lois ou par la morale.

La surveillance de l'État sur les syndicats se limite exclu-

sivement : a) à l'application des dispositions prévues par la loi ; b) au respect des statuts ; c) au contrôle des fonds de caisse.

Les résolutions des assemblées de syndicats sont prises à la majorité absolue des membres présents et sont nulles si l'assemblée ne réunit pas le quorum exigé par la loi.

Le décret de 1923 a réglé, une fois pour toutes, la revision des statuts des syndicats qui avaient fonctionné légalement en Asie Mineure et en Thraee orientale. Ainsi, depuis l'entrée en vigueur de ce décret, tout syndicat qui, jusqu'à cette date, avait existé légalement en Asie Mineure et en Thraee orientale, a le droit de demander la revision de ses statuts et de fixer son nouveau siège dans n'importe quelle ville du pays après décision prise par l'Assemblée générale de ses membres.

Les syndicats maritimes ainsi que le travail maritime relèvent d'une loi spéciale. La marine marchande constitue une branche importante de notre économie nationale. Le travail intensif qu'elle a fourni pendant la guerre a beaucoup fait gagner au pays. D'après cette loi spéciale, est considéré comme travail maritime tout travail professionnel dûment accompli en mer, sur n'importe quel bâtiment flottant ou dans n'importe quelle région côtière qui se trouve sous la juridiction des autorités du port. Par syndicats maritimes on entend les corporations professionnelles qui exécutent du travail maritime dans les conditions prévues par les dispositions légales, ainsi que toute corporation ouvrière dont le champ d'action est atteint par la juridiction des autorités du port.

Toutes les dispositions de la législation ouvrière s'étendent au travail maritime ainsi qu'aux syndicats maritimes, tant que ces dispositions ne sont pas abrogées par le décret précité ou par la législation régissant la marine marchande.

Les cas de grève sont minutieusement prévus par la loi, mais au préalable les différends doivent être portés par-devant une autorité d'arbitrage.

Vers la fin de 1923, cette législation qui favorisait largement les syndicats avait été momentanément suspendue

par suite du bouleversement général politique et financier causé par la catastrophe d'Asie Mineure. Mais la classe ouvrière avait dû surtout consentir des réductions notables sur les salaires, l'été de 1923, lors de l'amélioration subite mais provisoire de notre devise nationale, et après qu'une grande Commission de trente membres délégués par les ouvriers, les employeurs et l'État se fut prononcée sur cette opportunité. Néanmoins la dépréciation de la devise nationale n'avait pas tardé à recommencer, si bien que les salaires réduits étaient devenus insuffisants. Une importante grève générale éclata alors au Pirée. Elle fut inaugurée d'abord par les minotiers et suivie par les boulangers, les gens de mer, les cheminots, les débardeurs, etc. En présence de la résistance opiniâtre des ouvriers confédérés, le Gouvernement révolutionnaire avait suspendu, pendant un certain temps, la législation syndicale, et ce n'est qu'au début de 1924 que nous sommes rentrés dans la légalité.

CHAPITRE IV

Le problème du logement en Grèce pendant et après la guerre mondiale ⁽¹⁾

Pour mieux apprécier l'influence que la guerre a exercée sur la législation sociale, il nous faut examiner le problème du logement qui intéresse plus particulièrement la petite bourgeoisie et la classe ouvrière dont il absorbe une partie importante des revenus.

Le problème du logement s'est manifesté pendant et après la guerre chez tous les États européens en guerre et par conséquent chez nous aussi. Il a pris en Grèce un caractère particulièrement aigu par suite de deux calamités : l'incendie de la ville de Salonique et la catastrophe d'Asie Mineure. Les causes générales de l'augmentation de la demande sont : *a)* déjà pendant la guerre on constate un mouvement vers les villes, causé par le développement des industries de guerre et l'évacuation, par la population civile, du théâtre des hostilités ; *b)* les paysans, militarisés pendant les longues années de guerre, avaient perdu l'habitude de la campagne et vinrent, après la démobilisation, s'installer de préférence dans les villes ; *c)* un grand nombre d'agriculteurs, de négociants et d'industriels de province, ayant fait fortune pendant la guerre, se sont rués vers les grandes villes ; *d)* la guerre enfin avait enlevé à beaucoup d'États une partie de leurs territoires, créant ainsi un mouvement d'émigration qui se portait irrésistiblement vers les villes.

Quant aux causes qui ont contribué au ralentissement

(1) Le problème du logement en Europe depuis la guerre, Genève, 1924 ; S. AGAPITOS : 1^o *Maisons ouvrières*, Athènes, 1918 ; 2^o *La Crise du bâtiment en Grèce et à l'Etranger*, 1925.

de la construction ce sont : *a*) la diminution de la main-d'œuvre pendant et après la guerre, par suite de la mobilisation ou des pertes en hommes. A quoi on peut joindre l'atonie productive de l'ouvrier, résultat de l'application de la journée de huit heures et aussi du relâchement constaté dans ses dispositions à fournir un travail intensif ; *b*) l'augmentation des frais de construction. Celle-ci fut exagérée surtout après la guerre. En effet, le barème du coût de la construction, si nous prenons le nombre 100 comme coefficient d'avant guerre, est représenté, vers la fin de 1923, par ces chiffres :

Angleterre	100
France (1922)	400
Italie.....	570
Grèce	1.500

En tenant compte cependant de la différence des changes, le barème du coût de la construction, basé sur la monnaie saine, correspond aux chiffres suivants :

Angleterre	166
France (1922)	151
Italie.....	141
Grèce	150

Il appert de ce tableau que les frais de construction, convertis en monnaie saine et comparés aux frais de 1914, ont augmenté partout de 50 à 60 pour 100, portant ainsi cette augmentation au niveau de celle du coût de la vie en général. Dans ces conditions les capitalistes hésitent à mettre leur argent dans un placement exposé à une sérieuse dépréciation ; *c*) La pénurie des capitaux et la hausse du taux d'intérêt. Ailleurs depuis l'armistice, chez nous après 1923, il s'est fait de gros placements de capitaux qui furent malheureux, tels les fonds absorbés par l'industrie, les achats de navires, etc. Ceci contribue à augmenter notablement le taux de l'intérêt, si bien que pour employer avantageusement son argent dans la construction, le capitaliste aurait dû percevoir des loyers exorbitants ; *d*) Le moratorium. Dans l'Europe entière, il a été jugé indispensable d'adopter, pendant la guerre, des mesures protectrices en faveur des locataires afin de prévenir la hausse

exagérée des loyers que n'aurait pas manqué de provoquer la loi de l'offre et de la demande. Mais selon l'esprit du législateur, les loyers devaient se maintenir à leur niveau d'avant guerre et suivre le cours des devises. Donc, pour les pays sujets à la fluctuation des changes, les loyers auraient dû suivre les mêmes variations que le barème du coût de la vie en général. Pourtant cette condition ne fut pas observée. L'application de la loi moratoire devait donner lieu à un autre inconvénient. Pendant très longtemps il était permis à tout locataire d'occuper une maison dont la grandeur était disproportionnée à ses besoins. Ce n'est que vers la fin de son règne que la loi moratoire a permis les investigations à domicile, qui ont abouti à la cession obligatoire de l'excédent des locaux occupés, au propriétaire ou à des tiers.

Les causes de la crise du logement plus spéciales à la Grèce sont les suivantes :

A Salonique, une grande crise du logement avait éclaté après le grand incendie de 1917. Pour encourager la reconstruction de la ville on avait accordé aux propriétaires, par la loi publiée en 1919, de nombreuses franchises. Mais cette mesure favorisait seulement les victimes de l'incendie et ne doit pas être comprise dans les dispositions législatives adoptées pour encourager l'industrie du bâtiment en général.

L'évacuation de la Thrace et de l'Asie Mineure de toute sa population chrétienne ont aggravé de façon inimaginable la situation. Les conditions de logement du peuple sont devenues intolérables. La crise a été plus aiguë surtout à Athènes et au Pirée.

La population de ces deux villes a suivi les augmentations suivantes :

Années	Habitants
1880	87.000
1896	172.000
1907	240.000
1918	310.000
1920	424.000
1924	800.000

Les 7/10 de cette population appartiennent à Athènes et les 3/10 au Pirée. D'après la statistique officielle, il y avait à Athènes en 1918, c'est-à-dire à l'époque où la population de la capitale s'élevait à environ 250.000 habitants, 25.000 maisons, ce qui correspondait alors à une maison par 10 habitants. Si nous évaluons à 500.000 âmes la population athénienne de 1924, il aurait fallu que dans l'entre-temps, c'est-à-dire de 1916 à 1924, 30.000 maisons eussent été construites à Athènes seulement.

Or, nous n'avons à enregistrer que les constructions suivantes :

	Maisons
De 1916 à 1923.....	4.407
En 1924.....	1.600
Maisons de réfugiés.....	9.000
TOTAL.....	<u>15.007</u>

Il y a donc un déficit de 15.000 maisons pour la seule ville d'Athènes, soit un déficit approximatif de 24.000 maisons pour les deux villes d'Athènes et du Pirée. Comme partout ailleurs on s'est efforcé également chez nous, soit d'alléger, par le moratorium, la situation pénible de la bourgeoisie et de la classe ouvrière; soit de combattre le nombre toujours plus restreint des logements en encourageant la construction par différentes facilités : franchise de douane, exemption d'impôts, libération des prescriptions de la loi moratoire, etc.

En juin 1916, nous avons eu aussi notre loi moratoire, bien que depuis 1912, pendant les guerres balkaniques, nous avions déjà pris nos précautions pour suspendre, par une série de lois générales, les demandes d'expulsion de locataires. La loi moratoire proprement dite fut, depuis 1916, promulguée à nouveau, chaque année, mais revue et corrigée d'après les enseignements de l'expérience. On peut dire, néanmoins, que depuis 1915 nous marchons progressivement vers sa suppression. Le rapporteur du projet de la première loi moratoire concluait ainsi : « Notre loi, conséquence directe du moratorium judiciaire qui restreint, pour cause de réelles nécessités

sociales, et dans une certaine mesure, quelques-uns des droits de la propriété, ne se heurte à aucune clause fondamentale de la Charte constitutionnelle. Il est toutefois évident que ces mesures législatives extraordinaires, provoquées par l'avidité de nombreux propriétaires à Athènes et au Pirée, désireux de profiter d'une situation anormale, tendent à protéger surtout les classes populaires et bourgeoises qui ont le plus souffert de la mobilisation ».

Malgré toutes les dispositions de la loi moratoire, la crise du logement, principalement à Athènes et au Pirée, mettait la classe ouvrière dans une véritable impasse. Le besoin se fit sentir d'une enquête spéciale pour se rendre compte des conditions dans lesquelles se trouvait dans ces deux villes l'habitation ouvrière. Cette enquête eut lieu en 1921 et fut officiellement menée par deux inspectrices du travail. Les résultats de cette enquête confirment malheureusement ce qui précède. L'enquête a porté sur 2.000 habitations ouvrières, au double point de vue hygiénique et économique, et a donné les résultats suivants : *au point de vue hygiénique* : a) aspect et emplacement de l'habitation ; b) emplacement topographique de chaque quartier ; c) degré d'agglomération des habitants. *Au point de vue économique* : a) situation financière des familles ouvrières ; b) importance du loyer par rapport aux conditions d'habitation ; c) composition de la famille ouvrière.

Les conclusions multiples et variées issues de cette enquête ont abouti à cette considération générale que c'est aux conditions malsaines de l'habitation ouvrière que l'on doit attribuer les décès fréquents, ainsi que le nombre disproportionnellement élevé des victimes de la tuberculose dans la classe ouvrière.

Malheureusement l'État n'a pu apporter la moindre amélioration à la situation précaire de l'habitation ouvrière. On a bien promulgué quelques lois pour favoriser la construction d'habitations à bon marché — j'en parlerai tout à l'heure à cause de leur caractère général — mais sans résultats tan-

gibles. L'ouvrier grec vit aujourd'hui, en province et dans la capitale, dans des conditions d'hygiène déplorables qui devraient faire l'objet d'une prévoyance sociale imbuë de conceptions plus modernes. On devrait créer des associations pour l'amélioration de l'habitation et construire de nouvelles maisons dont l'ouvrier acquerrait la propriété par amortissement. Une législation grecque concernant plus spécialement les habitations à bon marché, législation inspirée par la guerre, comprend :

Le décret-loi de 1923, pour la construction de maisons à bon marché. Alors que par un décret précédent de 1922, on avait pris des mesures pour loger les réfugiés, en autorisant la réquisition des immeubles et en expropriant des terrains pour y construire des quartiers entiers, le décret-loi de 1923 est venu régler, avec plus de détails, la question de l'habitation à bon marché. Ce décret s'efforçait de procurer des facilités aux mutilés de guerre, aux retraités, aux officiers, aux ouvriers, aux employés, aux réfugiés, et, en général, aux classes pauvres. Mais la généralité trop étendue de ce décret a été la cause de son insuccès. On forma alors une Commission centrale spéciale des habitations à bon marché, siégeant au ministère de l'Hygiène, de la Prévoyance et de l'Assistance. Cette Commission était chargée : 1^o d'élaborer les ordonnances, les règlements, les circulaires, etc., nécessaires à l'application de la loi ; 2^o de négocier les clauses des conventions à passer avec les sociétés chargées de la construction des habitations à bon marché, dont le type, la grandeur, et le maximum de prix de revient, ainsi que l'approbation du ministre, devaient être compris dans la Convention ; 3^o de créer, dans ce but, et par décret-loi, des sous-commissions régionales ; 4^o d'étudier le problème du logement et la question de l'habitation à bon marché en Grèce et de soumettre au ministre les rapports relatifs.

Les sociétés qui, conformément aux prescriptions ci-dessus, sont chargées de construire des habitations à bon marché jouissent, sous certaines conditions, des avantages suivants : 1^o l'État, les mairies, les communautés, les couvents, toute personne légale définie comme telle par le droit public et le

droit privé, et enfin tous les propriétaires en général, sont tenus de mettre à la disposition de ces sociétés ceux de leurs terrains ou carrières qui seraient nécessaires à la construction des dites habitations; 2^o l'État peut accorder sa garantie pour toute avance consentie par la Banque nationale à ces Sociétés. Et quant aux matériaux de construction, ils peuvent en partie, sinon entièrement, bénéficier de la franchise de douane et être exemptés de tout impôt, de tous droits d'octroi et de tous droits de port.

Faute par l'acheteur d'une maison à bon marché d'effectuer trois versements consécutifs d'amortissement il s'ensuit pour lui que son contrat d'achat est invalidé et qu'on ne lui restitue, sans autre indemnité, que les $\frac{3}{4}$ des sommes déjà versées en amortissement du capital engagé.

Dans cet examen rapide, il faudrait faire mention du concours apporté par l'initiative privée, représentée en l'espèce par la Société des Engrais et Produits chimiques du Pirée, et par Thémis, Coopérative de construction des avocats d'Athènes.

La première a construit, près de ses usines, de grandes bâtisses ouvrières qui ont absorbé le $\frac{1}{10}$ de ces capitaux. Ces édifices remplissent en général les conditions des maisons ouvrières, bien que le voisinage de la mer n'ait pas été propice au jardinage. La société Thémis a vu ses efforts couronnés de succès, grâce à l'aide efficace de la Banque nationale. Ses maisons, véritables habitations privées, sont construites hors de la ville d'Athènes et constituent un ensemble de constructions modèles.

ANNEXE

Législation instaurée en octobre 1915 pour la protection des soldats et officiers de réserve

Sont considérés comme tels les soldats et officiers de réserve qui ont plus de quatre années de service effectif, dont une au moins au front. Néanmoins, ces lois protectrices avantagent, dans la mesure du possible : *a)* les blessés de guerre dont on n'exige pas d'année de service au front ; *b)* ceux qui ont servi au front plus longtemps ; et *c)* ceux qui ont effectué un service effectif d'une durée totale plus longue. Dans certains cas, la simple qualité de réserviste suffit pour donner droit aux avantages de ces lois.

Ces avantages comportent :

1^o Les soins médicaux donnés aux réservistes dans des sanatoriums nationaux spéciaux, dans des hôpitaux, des asiles, des cliniques aux frais de l'État et souvent à l'étranger ;

2^o La création d'une caisse des victimes de la guerre, installée au ministère de l'Hygiène, de la Prévoyance et de l'Assistance. Cette caisse a pour but d'assister les victimes de la guerre, et, plus spécialement, de doter les sœurs et les filles indigentes des mutilés, des tués et des morts ; de créer des écoles professionnelles pour les victimes de la guerre ; de fonder un Institut orthopédique destiné aux mutilés ; d'accorder aux victimes de la guerre des prêts remboursables par mensualités pour l'érection de kiosques ou de débits de tabacs. La caisse est alimentée par diverses taxes supplémentaires sur les tabacs, sur les frais de poste, sur les spectacles publics, etc. ;

3^o L'engagement obligatoire des réservistes par les entreprises, sociétés anonymes dont le personnel était supérieur à dix employés et dont le bilan accusait des bénéfices ou des fonds de réserve. Ces entreprises sont obligées d'engager un nombre de réservistes proportionnel à leur personnel ; soit un réserviste par 20 employés. Quant aux entreprises fondées après la publication de la susdite loi leurs obligations sont plus lourdes. Les réservistes engagés ne peuvent être licenciés avant leur première année de service, sauf en cas d'infractions flagrantes et de raisons majeures.

Cette législation quelque peu sévère pour les entreprises a été amendée

par un plus récent décret-loi de 1926. Selon ce décret, on a compris dans le nombre des réservistes à engager par la Banque nationale de Grèce et les autres entreprises, tous ceux qui avaient été déjà engagés depuis la démobilisation et qui remplissaient les conditions prévues par le décret-loi ;

4^o Un droit préférentiel est reconnu à tous les officiers et soldats qui postulent une fonction publique non soumise à un concours. Et même, pour l'obtention de ces emplois, on favorise les blessés de guerre et les militaires qui ont fait un service prolongé au front ;

5^o La vente au détail du tabac, des cigarettes, des cigares, etc., a été réservée, à quelques très rares exceptions près, aux mutilés de guerre ou à leurs familles. Dans ce but on a créé des commissions dans les chefs-lieux de chaque préfecture, seules autorisées à distribuer les permis d'exercer, sur la base des certificats de pension militaire.

Simultanément il fut institué au ministère de l'Hygiène, de la Prévoyance et d'Assistance, un service spécial chargé de trouver du travail aux victimes de la guerre et de les protéger. Ce service octroie des kiosques, procure des emplois aux victimes de la guerre et les fait admettre dans les institutions scolaires.

Quant aux pensions, elles furent réglées par la loi générale de 1924, qui protège tous les soldats de réserve à partir du grade de sergent-major et au-dessous, frappés d'invalidité totale ou partielle à la suite de maladies contractées ou de blessures reçues pendant les guerres et les mobilisations depuis 1912. Ce droit à la pension a été également reconnu à la famille du soldat de réserve décédé pendant le laps de temps précité.

SIXIÈME PARTIE

Le mouvement industriel en Grèce pendant les années 1915-1925 ⁽¹⁾

PAR

G. CHARITAKIS

(1) L'auteur a publié, dans le commencement de l'année 1927, une étude de 246 pages sur l'évolution de l'industrie et du mouvement minier en Grèce depuis la fondation de l'Etat hellénique jusqu'à la fin de 1925, en insistant surtout sur la période la plus récente. On y trouvera une bibliographie grecque complète. Nous y empruntons les ouvrages les plus notables en langue étrangère : 1. ZOLOTAS, *Griechenland auf dem Wege zur Industrialisierung*, Leipzig, 1926. — 2. D. KYRIAZI, *Zur Entwicklung des Gewerbes im heutigen Griechenland*, Athen, 1916. — 3. H. LEFEUVRE-MÉAULLE, *La Grèce économique et financière*, 1916. — 4. F. ZAPELLONI, *La Grecia finanziaria ed economica*, 1917. — 5. A. ANDREADÈS, *Les Progrès économiques de la Grèce*, 1919. — 6. E. J. TSOUDEROS, *Le Relèvement économique de la Grèce*, 1919. — 7. M. LHÉRITIER, *La Grèce*, 1921. — 8. N. POLITIS, *La Situation économique de la Grèce*, 1923. — 9. *Revue des Balkans*, *La Grèce économique et financière*, 1923. — 10. D. E. PROTECDICOS, *Greece economic and financial*, 1924. — 11. G. JULIEN, *L'Industrie moderne grecque*, *Bull. de la Chambre de Commerce française en Grèce*, 1925, n° 38, p. 29-34. — 12. JEAN VARVAYANNIS, *L'Industrie hellénique contemporaine*, *Bull. de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes*, 1926, p. 1-2. — 13. E. C. D. RAWLINS, *Report on the industrial and economic situation in Greece to April 1922*, Lond., 1922. — 14. R. F. H. DUKE, *Report... dated July 1923*, Lond., 1923. — 15. R. F. H. DUKE, *Report... for the years 1923 and 1924*, Lond., 1925. — 16. Société des Nations, *L'Etablissement des réfugiés en Grèce*, Genève, 1926. — 17. *Statistique générale de la Grèce, recensement des entreprises industrielles au 18 décembre 1920*, Athènes, 1926.

RECENSEMENT DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES AU 18 DÉCEMBRE 1920
EFFECTUÉ PAR LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA GRÈCE (MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE)

[illegible]

CHAPITRE PREMIER

Données statistiques

L'année 1915 a une importance capitale pour l'évolution de toute notre économie nationale et en particulier pour celle de notre industrie, car ce fut alors que commencèrent à se faire sentir en Grèce les conséquences de la grande guerre européenne et ses résultats favorables au développement de l'industrie grecque.

Comme la guerre durait déjà depuis longtemps, les transports maritimes, qui étaient alors pour la Grèce l'unique moyen de communiquer avec les grands centres industriels de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, devenaient depuis 1915 de plus en plus difficiles et coûteux. Ces difficultés des communications par mer furent encore aggravées depuis 1915 par la guerre sous-marine d'une part, et de l'autre, par la concentration en Macédoine d'une grande armée alliée qui avait besoin pour se ravitailler d'un grand nombre de bateaux. Enfin, depuis décembre 1916 jusqu'en juin 1917, la Grèce eut à subir un blocus rigoureux imposé par les Puissances de l'Entente. La conséquence naturelle de tout cela fut qu'en Grèce la consommation se tourna vers la production intérieure. Ainsi, dès 1915, apparaissent chez nous d'une manière intense les faits qui provoquèrent le développement progressif de notre industrie et qui furent le point de départ d'une nouvelle période dans l'évolution de cette branche de notre activité économique.

Ce fut donc pendant la période qui commence à l'année 1915, que l'industrie grecque connut un progrès et un développement tout à fait imprévus. Auparavant, la Grèce était

considérée comme un pays exclusivement agricole. Pour la période qui précède l'année 1884, on ne pouvait presque point parler d'une industrie grecque ; pour celle qui va de 1884 à 1915, on se bornait à noter la fondation de quelques établissements industriels plus ou moins importants. Ainsi en 1867 on comptait 22 entreprises industrielles utilisant une force motrice mécanique qui ne dépassait pas 296 chevaux vapeur, en 1875 il y avait 89 entreprises utilisant 1.867 chevaux vapeur, en 1889 le chiffre des entreprises industrielles s'était élevé à 145 avec 5.568 chevaux et en 1892 le chiffre global de la force motrice utilisée dans l'industrie était évalué à 10.000 chevaux vapeur environ. Mais déjà, en 1915, se fait remarquer le commencement pour notre industrie d'une évolution intense et progressive qui se continue jusqu'à nos jours et qui eut pour résultat le fait que l'industrie constitue désormais une branche très importante de notre économie nationale et se place immédiatement après l'agriculture.

Mais les chiffres sont plus éloquents que toute appréciation générale.

Le 20 octobre 1917 fut entrepris un recensement de l'industrie grecque. Ce recensement fut incomplet ; ses données cependant peuvent servir de base d'appréciation, surtout si nous prenons en considération que les chiffres concernent plutôt les établissements purement industriels, les petits métiers étant négligés ; et que, par conséquent, les erreurs doivent y être relativement peu importantes.

Or, d'après ce recensement de 1917, il y avait en Grèce 2.213 fabriques en tout, occupant 36.124 ouvriers et consommant par an 325.000 tonnes de combustible. Parmi ces fabriques il y avait :

1.188 petites entreprises occupant de.....	1 à 5 ouvriers
743 entreprises moyennes occupant de.....	6 à 25 —
282 grandes entreprises occupant plus de.....	25 —

La valeur globale des installations était estimée à 260 millions de drachmes et la valeur des produits se montait à 871 millions.

Tandis que l'agglomération Athènes-Le Pirée avait 7 grandes fabriques en 1850, 22 en 1880, 63 en 1900 et 92 en 1910, elle en avait 120 en 1917.

Dans la période allant du 20 octobre 1917 au 6 septembre 1922, 149 nouvelles fabriques furent créées, réparties comme suit, d'après leur genre d'industrie :

Industries	alimentaires.....	81
—	du bois.....	22
—	chimiques.....	11
—	mécaniques.....	17
—	des cuirs.....	3
—	du papier.....	3
—	textiles.....	3
—	du tabac.....	3
—	de l'habillement.....	1
—	électriques.....	1
—	du bâtiment.....	1

La valeur de la production industrielle de l'année 1922 est estimée à 1.650.000.000 drachmes.

Avant de donner les chiffres fournis par les enquêtes plus récentes et plus complètes, je noterai encore que, si nous prenons pour base d'évaluation le capital des entreprises industrielles affectant la forme de sociétés anonymes, nous remarquerons que l'ensemble de ce capital en drachmes se montait en 1896 à 4,6 millions, en 1904 à 7,7 millions, en 1918 à 85,9 millions et en 1921 à 253,5 millions.

Parmi les enquêtes plus récentes, le recensement de l'industrie grecque du 18 décembre 1920 a une importance capitale, car cette enquête peut être considérée comme la plus précise de toutes celles qui ont été faites jusqu'à présent. Un tableau élaboré sur la base des résultats de ce recensement étant annexé à la présente étude, je me bornerai à en citer les chiffres caractéristiques. (Voir ce tableau p. 224.)

En 1920, il y avait en Grèce 33.811 établissements de grande et de petite industrie, car le recensement de 1920 avait compris non seulement l'industrie proprement dite, mais aussi les petits métiers. Parmi ces établissements, il y

avait 30.958 petites entreprises (occupant de 1 à 5 ouvriers), 2.365 entreprises moyennes (de 6 à 25 ouvriers), et 488 grandes entreprises (de plus de 25 ouvriers). Sur ces 33.811 entreprises de grande et de petite industrie, 7.887 employaient une force motrice mécanique (parmi ces dernières, il y avait 6.532 petites entreprises, 999 entreprises moyennes et 365 grandes entreprises) utilisant en tout une force motrice de 110.672 chevaux vapeur. Le nombre des personnes occupées dans ces entreprises était de 154.663 ouvriers et employés, dont 42.149 étaient occupés dans les grandes entreprises.

En se basant sur les données du recensement de l'année 1920 on trouve qu'il y avait alors en Grèce 380.391 personnes qui avaient pour profession principale un métier ou une industrie, contre 794.110 personnes occupées à l'agriculture et à l'exploitation des forêts, 120.394 personnes occupées à l'élevage et à la chasse, 150.884 personnes occupées au commerce.

Si maintenant nous nous rappelons que, comme il a été dit plus haut, il n'y avait en 1875 que 89 établissements industriels mus par la vapeur, avec une force de 1.887 chevaux vapeur, nous pouvons mesurer le progrès accompli en quarante-cinq ans.

Bien que le recensement de 1920 présente des résultats vraiment remarquables, l'accroissement le plus important de l'industrie grecque fut accompli, de l'avis des spécialistes, après cette année, car ce fut alors que les bénéfices réalisés pendant la guerre furent utilisés à la fondation de fabriques nouvelles et à l'agrandissement des installations déjà existantes. L'évolution de l'industrie pendant les années 1921-1925 est la suivante :

Années	Installations industrielles nouvelles	Force totale des nouvelles installations en chevaux-vapeur
1921	56	1.935
1922	48	483
1923	42	1.182
1924	107	2.517
1925	132	4.624
TOTAUX	385	10.741

Il est utile de noter que dans ces derniers chiffres ne sont comprises que les entreprises ayant un caractère industriel et faisant usage de force motrice mécanique. En ajoutant ce chiffre de 385 nouvelles installations au nombre des entreprises grandes et moyennes résultant du recensement de l'année 1920 ($999 + 365 = 1364$), on arrive au total de 1749 ($1364 + 385$) entreprises industrielles de quelque importance fonctionnant en Grèce vers la fin de l'année 1925.

D'après les observations de l'Inspecteur M. N. Mikélis, qui a fait paraître une série de très intéressantes études sur le mouvement industriel hellénique, le développement le plus intense de l'industrie grecque ne commença à se manifester qu'à partir de l'année 1921. La cause de ce phénomène doit être cherchée dans le fait que, pendant les années 1920 et 1921, les hommes d'affaires pouvaient s'assurer des bénéfices importants par la spéculation sur les valeurs de bourse et surtout par la spéculation sur le change; ils ne procédaient donc pas à de grandes installations industrielles.

Pendant les années 1921 et 1922, plusieurs industries nouvelles furent fondées, mais en 1923 il y eut un ralentissement dans l'évolution progressive de l'industrie et cela à cause de la grande instabilité monétaire. Pendant les années suivantes, en 1924 et 1925, on remarque de nouveau un accroissement très important des installations industrielles, tant au point de vue de leur nombre qu'au point de vue de la force motrice utilisée. En 1924, l'accroissement de la production industrielle comparée à celle de l'année précédente est égal à 33 pour 100 de la quantité produite en 1923 et à 40 pour 100 de la valeur des produits (1). L'accroissement de la production se remarque en général dans les industries produisant des articles d'un usage commun (denrées alimentaires, savons, cuirs), et aussi dans celles qui se trouvent dans des conditions spécialement favorables (industrie du bâtiment). Enfin, pour ce qui est de la récente évolution de l'industrie grecque, nous

(1) Pendant la guerre européenne, l'industrie du fer avait pris un nouvel essor, grâce aux fréquentes réparations des bateaux à vapeur.

devons souligner le fait que dans ces derniers temps on remarque un progrès dans la fabrication d'objets industriels proprement dits, alors qu'auparavant les progrès de l'industrie grecque concernaient surtout la production des denrées alimentaires.

Il importe avant tout de déterminer, ne fût-ce qu'approximativement, le nombre des établissements industriels qui ont une certaine importance au point de vue industriel.

Je me suis servi dans ce but de la brochure de MM. C. Argyros et N. Mikélis, qui nous donne l'état de l'industrie grecque pendant l'année 1923, comme aussi du catalogue des établissements les plus importants qui se trouvaient dans le pays jusqu'à la fin de cette même année. J'ai fait le compte des principaux établissements, et aux totaux obtenus j'ai ajouté, d'après les rapports plus récents de M. N. Mikélis, le chiffre des nouvelles installations : le nouveau total nous donne le nombre des établissements industriels plus ou moins importants qui existaient en Grèce jusqu'à la fin de l'année 1925. C'est ainsi que fut dressé le tableau suivant :

TABLEAU
DES PRINCIPALES FABRIQUES PENDANT LES ANNÉES 1923-1925

Genre de l'entreprise	Entreprises existantes en 1923	Fondées en 1924	Fondées en 1925	Total des entreprises existantes à la fin de 1925
Mines et établissements métallurgiques.....	22	..	..	22
Industries mécaniques...	116	6	15	137
— du bâtiment..	62	6	7	75
— de filature et de tissage.....	164	9	11	184
Industries alimentaires..	347	60	50	457
— chimiques....	138	7	8	153
— des cuirs.....	69	1	4	74
— du papier et de l'imprimerie.....	82	4	6	92
Industries de l'habillement.....	21	..	..	21
Industries du bois.....	55	12	31	98
— du tabac.....	52	2	..	54
— électriques...	31	..	..	73
TOTAUX.....	1.159	107	132	1.440

Ce chiffre de 1.440 fabriques plus ou moins importantes, qui résulte des statistiques de MM. C. Argyros et N. Mikélis, est quelque peu inférieur au chiffre de 1.749 que nous avons trouvé plus haut en nous basant sur le recensement de 1920 et sur les statistiques de M. N. Mikélis. Si maintenant nous prenons la moyenne de ces deux chiffres, comme la plus rapprochée de la réalité, nous arriverons à la conclusion qu'à la fin de 1925 le nombre des établissements industriels plus ou moins importants était de 1.600 avec 100.000 ouvriers environ.

La force motrice de ces établissements industriels était en tout, à la fin de 1925, de 121.413, ainsi qu'il appert du tableau suivant :

	Force en chevaux-vapeur
Fin de l'année 1920.....	110.672
1921 (nouvelles installations).....	1.935
1922 —.....	483
1923 —.....	1.112
1924 —.....	2.517
1925 —.....	4.624
TOTAL.....	121.413

J'ajoute que, d'après ce que j'ai pu déduire de toutes les informations relatives parues dans la presse, la fondation de nouveaux établissements industriels, comme aussi l'agrandissement des installations déjà existantes, se continuèrent aussi d'une manière assez intense pendant toute l'année 1926.

L'exportation des produits industriels pour les années 1915-1925 était la suivante, d'après les tableaux élaborés par l'inspecteur M. C. Argyros :

Année:	Quantité des produits industriels exportés en tonnes	Valeur des produits industriels exportés en milliers de drachmes	Valeur globale de l'exportation grecque en milliers de drachmes
1915.....	79.547	52.392	218.356
1916.....	42.918	24.487	154.842
1917.....	19.510	15.456	112.627
1918.....	16.276	16.369	296.860

Années	Quantité des produits industriels exportés en tonnes	Valeur des produits industriels exportés en milliers de drachmes	Valeur globale de l'exportation grecque en milliers de drachmes
1919.....	44.734	65.376	726.533
1920.....	50.449	68.093	664.112
1921.....	54.309	133.000	948.000
1922.....	93.958	299.000	2.485.000
1923.....	50.944	300.000	2.545.000
1924.....	61.598	456.000	3.277.000
1925.....	.....	960.000	.....

Dans les tableaux ci-dessus, on doit accorder une plus grande importance aux chiffres qui indiquent la quantité des produits exportés qu'à ceux qui représentent leur valeur en drachmes ; ces derniers se trouvent sous l'influence des fluctuations du cours de la drachme et de sa dépréciation et ne peuvent pas, en conséquence, nous fournir une mesure stable de comparaison.

Si nous comparons les quantités des produits exportés en 1915-1924 avec celles des produits exportés en 1910-1924, nous remarquerons que, tandis que dans les années 1910-1914 il a été exporté en moyenne 106.000 tonnes par an, dans les années 1915-1924 il n'a été exporté en moyenne que 51.000 tonnes par an. Si nous bornons maintenant notre enquête aux seules années de guerre et d'après-guerre, nous verrons que la moyenne des années 1914-1924 est de 59.000 tonnes par an. Nous pouvons en conclure que l'exportation grecque d'après guerre est de beaucoup inférieure à celle d'avant la guerre et que l'exportation des produits industriels n'a pas marché de pair avec le développement industriel du pays.

Pour ce qui est du mouvement de l'industrie extractive, je donne le tableau suivant d'où il résulte nettement que dans la période de guerre nous avons une diminution parfois même assez considérable dans la production de minerais et une diminution encore plus grande dans la transformation des minerais. Par contre, dans les trois dernières années la produ-

tion de minerais, comme aussi bien la transformation de ceux-ci, ont notablement augmenté.

Années	Production de minerais en tonnes	Produits de la transformation des minerais en tonnes
1915.....	578.737	60.043
1916.....	608.718	52.801
1917.....	469.981	23.343
1918.....	405.550	15.194
1919.....	324.239	22.068
1920.....	367.374	16.037
1921.....	380.735	14.677
1922.....	355.761	27.434
1923.....	432.000	45.372
1924.....	505.815	45.306
1925.....	483.306	47.288

Un tableau annexé à la présente étude fournit en détail les chiffres de la production minière et de la production des carrières pendant les années 1915-1925. (Voir p. 240.)

CHAPITRE II

Examen des conditions qui ont influencé l'évolution de l'industrie hellénique pendant les années 1915-1925

Pendant les années 1915-1925 toute une série de circonstances ont influencé favorablement le développement de l'industrie en Grèce. Ce sont principalement :

1^o Accroissement de la population de la Grèce et par conséquent accroissement de la consommation locale des produits de l'industrie indigène. Tandis qu'en 1915 la population de la Grèce s'élevait à 4.887.133 habitants, pour l'année 1925 elle s'élève, selon les statistiques du service de statistique, à 6.300.000 environ (1) ;

2^o La grande consommation des produits de l'industrie grecque par les armées alliées et par l'armée grecque.

Pendant les années 1915-1918 il y eut, en Macédoine, une nombreuse armée alliée qui tira du pays tout ce que celui-ci pouvait lui fournir et qui utilisa aussi, en grande quantité, les produits de l'industrie grecque. Il en fut de même de l'armée grecque qui demeura mobilisée de 1915 à 1923. Ces armées, sous la pression de leurs besoins urgents, épuisèrent littéralement les stocks et la production du pays, et la demande qui s'ensuivit provoqua une hausse considérable des prix. Comme il était naturel, cette demande exceptionnelle exerça une influence plus importante sur l'industrie, dont la production

(1) Cf. l'appendice à l'étude de M. Andréadès sur les finances.

pouvait s'adapter plus facilement que celle de l'agriculture aux exigences de la consommation.

L'industrie grecque, pour être en mesure de satisfaire à l'accroissement de la demande de la consommation intérieure, procéda à des installations nouvelles, comme aussi à l'agrandissement de celles déjà existantes. Cette évolution progressive se continua même après la fin des opérations militaires, car alors survint l'émigration en masse de tous les Grecs de Turquie, qui dota l'industrie d'une nouvelle clientèle complémentaire et maintint aussi l'intensité de la demande, laquelle continua même d'augmenter jusqu'à l'année 1924 ;

3^o La guerre sous-marine et le blocus de la Grèce par les alliés, pendant l'hiver et le printemps 1916-1917, remirent sur le tapis le problème de la suffisance économique du pays. On soutint avec beaucoup de vivacité et peut être aussi avec une certaine exagération que l'indépendance politique absolue ne peut pas exister sans une certaine suffisance économique. L'attention de tous fut alors tournée vers la suffisance en blé, vers la suffisance en combustible et en matières premières, et vers la production industrielle. Toutes ces discussions créèrent une atmosphère favorable à l'industrie indigène ;

4^o Pendant que la population augmentait, l'émigration de la Grèce à l'étranger diminua pendant les dernières années. L'émigration grecque se dirigeait principalement vers les États-Unis de l'Amérique du Nord, où entraient chaque année plus de 20.000 Grecs de Grèce. Mais depuis que les États-Unis eurent pris des mesures contre l'immigration, c'est-à-dire depuis l'année 1921, le chiffre de ceux qui immigraient de Grèce diminua notablement et le chiffre global des émigrants Grecs qui se montait à 29.967 pour l'année 1920 et à 12.860 pour l'année 1921, descendit à 3.994 en 1922 et à 4.580 en 1925 ;

5^o Accroissement de la population urbaine. A côté de l'accroissement global de la population du pays pendant ces dernières années, nous remarquons simultanément sa concentration progressive dans les villes. Ainsi, la population urbaine

de la Grèce s'accroît dans une proportion plus grande que sa population globale. D'après le recensement de 1920, la population des villes qui avaient plus de 25.000 habitants était la suivante : Athènes 292.991, Salonique 170.321, Le Pirée 133.482, Patras 52.174, Volo 30.046, Corfou 27.175. Après l'arrivée des réfugiés, la population de ces villes et surtout des trois premières s'accrut considérablement : Athènes doit avoir aujourd'hui plus de 500.000 habitants ; le Pirée plus de 200.000 et Salonique plus de 400.000. Ceci est dû au fait que la majorité des réfugiés est composée de citadins. « Le trait essentiel dans cet ensemble national » dit au sujet des réfugiés le rapport de la Commission de l'établissement des réfugiés « était la forte proportion de l'élément urbain par rapport à l'élément purement agricole, et la tendance des citadins vers la vie bourgeoise ; entre le bourgeois et l'ouvrier, la différence n'était d'ailleurs que dans le degré de fortune. »

Quant à la répartition par professions des réfugiés, le même rapport dit : « Il faut, en règle générale, distinguer deux catégories de réfugiés urbains : d'un côté les gens de métier, les petits industriels et les détaillants ; de l'autre ceux que nous appellerons, du nom qu'on leur donne improprement, des ouvriers, c'est-à-dire des individus sans métier précis et qui vivent en louant leurs bras. Les premiers forment 65 pour 100 et les seconds 35 pour 100 du total. »

La majorité donc des réfugiés était composée de citadins et de gens de métier, qui renforcèrent considérablement la production industrielle du pays. La Banque nationale vint en aide aux réfugiés gens de métier, en accordant, depuis le 9 juillet 1924, jusqu'au 31 décembre 1925 à 21.886 d'entre eux des prêts du montant global de 138.000.000 de drachmes. Pour ce qui est de l'activité productive des réfugiés, nous devons enfin relever que ce sont eux qui créèrent l'industrie des tapis en Grèce, industrie qui n'existait pas avant eux ;

6° La dépréciation de la drachme qui commença à partir de l'année 1920 fut particulièrement favorable à l'industrie grecque.

Le cours moyen de 100 francs-or et de la livre sterling en drachmes fut le suivant pendant les années ci-dessous :

Années	Cours moyen de 100 francs-or en drachmes	Cours moyen de la livre sterling en drachmes
1915	101	25.007
1916	100	24.720
1917	100	24.676
1918	100	24.775
1919	106	24.536
1920	185	34.244
1921	345	70.912
1922	667	166.500
1923	1.250	296.670
1924	1.111	247.350
1925	1.240	312.740

8° La tendance générale vers le luxe et les jouissances, tendance qui sévit pendant la guerre et surtout pendant les années d'après-guerre. Témoins de la destruction journalière de tant de vies et de tant de biens, comme aussi des gains qui se réalisaient si facilement à cette époque, les hommes abandonnent leur penchant vers l'épargne et vers la gestion prudente et mesurée de leur fortune et s'efforcent de toute manière de prendre part aux jouissances matérielles de la vie. Même en Grèce, cette tendance se manifeste d'une manière intense ; et elle ne se confine pas seulement dans des classes sociales déterminées, mais constitue un phénomène d'un caractère plus général. Certes, parmi la population rurale, la sobriété traditionnelle du Grec continue à subsister à un degré élevé, mais dans les centres urbains le *standard of life* s'améliore notablement. Il était naturel que cette multiplication des besoins de la population finît par avoir une influence favorable sur l'industrie, dont les produits trouvent ainsi une clientèle plus nombreuse ;

9° Une politique de protection de l'industrie suivie par l'État à partir de l'année 1922, et qui ne tarda pas à porter ses fruits.

A l'encontre des conditions favorables sus-mentionnées, nous avons encore à noter que l'industrie grecque, surtout dans ces dernières années, eut à surmonter certains obstacles comme les suivants :

1^o L'irrégularité de la situation politique intérieure.

2^o Le manque de capitaux (à partir de l'année 1924) ;

3^o Les fluctuations du change ; tandis que la dépréciation de la monnaie exerce une influence favorable sur l'élévation de l'industrie, les fluctuations brusques du change ont sur elle une influence désastreuse ;

4^o Les difficultés des communications et le coût trop élevé des transports ;

5^o Le manque d'ouvriers ayant reçu une instruction technique.

Néanmoins, l'ensemble des conditions des années 1915-1925 fut tel que l'industrie grecque, surmontant tous les obstacles, put marquer des progrès notables.

CHAPITRE III

Considérations générales et conclusion

En jetant un regard rétrospectif sur l'évolution de l'industrie hellénique pendant les cent dernières années, on constate que depuis l'année 1828, époque de la fondation de l'État hellénique indépendant, jusqu'en 1884 environ, il n'y a pour ainsi dire presque pas eu d'industrie en Grèce. A partir des années 1882-1884, on assiste au relèvement économique du pays, accéléré par les mesures de réorganisation générale appliquées par l'homme d'État Charilaos Trikoupi. L'industrie marche de pair avec la prospérité du pays et pendant la période allant de 1884 jusqu'à la grande guerre, elle s'organise lentement par la fondation de nouvelles entreprises. Enfin pendant et surtout après la grande guerre, l'industrie se développe dans des proportions inattendues, de sorte qu'aujourd'hui elle constitue une branche importante de notre économie nationale.

Passant en revue les conditions économiques qui sont de nature à influencer l'évolution de l'industrie hellénique, nous aurions les remarques suivantes à faire.

Les matières premières ne manquent pas à la Grèce, qui possède des minerais et des produits agricoles en assez grande proportion. Le fait que le pays ne possède pas de gisements de houille ne constitue pas un obstacle insurmontable pour l'industrie, car d'une part la houille est aujourd'hui souvent avantageusement remplacée par le pétrole (à ce point de vue, la Grèce manquant de pétrole se trouve dans la même situation que la plupart des principaux pays industriels); et d'autre part, l'industrie pourrait suppléer à ce désavantage en utilisant les gisements de lignite ainsi que les chutes d'eaux.

TABLEAU DE LA PRODUCTION MINIÈRE ET DE

Espèce du produit	1915	1916	1917	1918
A) <i>Minerais bruts :</i>				
Fer.	157.340	84.985	63.364	67.8
Fer manganésifère.	1.041	818	509	9
Plomb.	104.905	95.418	36.558	18.4
Zinc.	33.121	25.853	14.290	4.3
Manganèse.	408	3.600	.....	5.1
Sulfureux mixtes.	24.733	21.619	9.535	3.5
Chrome.	10.420	9.880	6.750	10.8
Magnésite.	159.981	199.484	162.938	39.3
Lignites.	39.745	116.946	157.956	213.4
Émeri.	14.338	19.871	16.440	11.4
Pyrite de fer.	12.113	19.876	.....	12.4
Talc. ....	.....	.....	.....	.....
Soufre. ....	.....	.....	.....	5.3
Bitume.	7	39	43	6
Antimoine. ....	.....	.....	.....	.....
Pétroles. ....	.....	.....	.....	.....
Bauxites. ....	.....	.....	.....	.....
Cuivre.	8	62	.....	.....
Nickel.	20.577	10.267	1.598	12.1
Caleaire bitumineux. ....	.....	.....	.....	.....
TOTAUX.	<u>578.737</u>	<u>608.718</u>	<u>469.981</u>	<u>405.5</u>
B) <i>Produits de four :</i>				
Plomb d'œuvre.	11.595	9.424	1.422	4.0
Calamine calcinée.	20.209	12.612	7.258	5.2
Acides arsénieux. ....	.....	.....	436	99
Produits pauvres.	1.430	833	120	36
Magnésite calcinée.	23.130	21.326	4.287	42
Magnésite calcinée à mort.	4.118	8.606	9.820	4.00
Briquelette de magnésite.	161	.....	.....	.....
Soufre. ....	.....	.....	.....	8
Gypse traité. ....	.....	.....	.....	.....
Mastic asphaltique et asphalte comprimé. ....	.....	.....	.....	.....
TOTAUX.	<u>60.443</u>	<u>52.801</u>	<u>23.343</u>	<u>15.19</u>
C) <i>Produits des carrières :</i>				
Marbres (mètres cubes).	877	342	173	7
Gypse (tonnes).	1.648	356	44	.....
Pierres meulières (pièces). ....	.....	.....	.....	1.70
Terre de Santorin (tonnes).	13.471	8.564	.....	.....
Sel marin.	16.856	34.522	456	30.76
TOTAUX.	<u>32.852</u>	<u>43.784</u>	<u>673</u>	<u>32.54</u>

DUCTION DES CARRIÈRES DES ANNÉES 1915-1925

1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
.939	45.579	54.925	49.272	100.115	102.221	88.216
418	4	.....	.....	80	800	780
.650	23.582	23.475	38.963	53.566	70.921	76.916
.334	2.591	1.920	.....	4.026	4.861	7.594
.....	.....	.....	1.310	.....	5.726	4.303
.493	2.636	858	132	314	81	614
.054	7.382	8.029	9.289	14.829	15.061	8.079
.408	71.870	60.132	56.642	62.552	66.727	90.828
.951	197.454	168.576	132.233	118.927	131.109	142.076
.300	11.089	12.709	13.000	21.626	23.000	20.354
.354	3.239	49.625	59.510	52.290	76.262	65.000
.....	.....	.....	.....	132	139	94
.....	.....	.....	.....	2.243	2.594	1.050
.238	30	.....	.....	.....	.....	.....
.....	146	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	226
.....	.....	.....	.....	.....	1.300	3.700
4	72	.....	.....	.....	.....	.....
.096	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	1.700	486	410	1.300	5.013	5.256
<u>.239</u>	<u>367.374</u>	<u>380.735</u>	<u>355.761</u>	<u>432.000</u>	<u>505.815</u>	<u>515.156</u>
.841	5.016	5.575	4.408	4.335	5.106	5.366
.250	2.136	1.940	1.822	8.320	4.188	2.343
.686	854	768	967	1.176	1.096	423
.966	5.711	7.578	9.194	8.890	7.951	6.607
.532	2.356	12.857	11.043	20.136	20.386	29.292
.756	.....	1.750	.....	1.559	1.142	.....
.....
37	.....	.....	.....	46	393	149
.....	.....	.....	.....	1.030	.....	3.564
.....	.....	.....	.....	.....	5.638	3.108
<u>.068</u>	<u>16.073</u>	<u>30.468</u>	<u>27.434</u>	<u>45.392</u>	<u>45.900</u>	<u>50.852</u>
150	1.316	1.253	1.440	2.093	2.303	2.318
521	1.146	1.263	2.498	1.429	22.207	19.060
.178	2.061	.....	8.811	2.400	2.790	3.850
.732	10.388	29.014	27.620	57.774	79.722	157.800
.831	57.285	65.000	67.750	69.450	71.200	79.000
<u>.412</u>	<u>72.196</u>	<u>96.530</u>	<u>108.119</u>	<u>133.146</u>	<u>178.222</u>	<u>262.028</u>

L'industrie hellénique se ressent, surtout depuis 1924 environ, du manque de capitaux liquides : une grande partie des capitaux grecs ont été déjà immobilisés en constructions et installations industrielles, et la situation monétaire du pays ne facilite pas l'afflux de capitaux étrangers.

L'état des communications en Grèce n'est pas satisfaisant et constitue un obstacle sérieux pour le libre essor de l'industrie. Il en est de même de l'instruction technique des ouvriers. Un effort sérieux est nécessaire pour réaliser des améliorations sur ces deux points, qui ont une influence considérable sur le développement de la vie économique du pays en général et de l'industrie en particulier.

Si l'on passe en revue les industries helléniques contemporaines, on constate qu'elles peuvent être divisées en quatre groupes : a) Les industries qui sont arrivées à éliminer la concurrence étrangère et à subvenir aux besoins de la consommation intérieure. Telles sont les industries des vins et alcools, des huiles, des conserves, des tapis, de la soie et du tabac. Ces industries se trouvent en Grèce dans des conditions particulièrement favorables, et doivent tendre à imposer leurs produits sur le marché mondial ; b) Les industries qui n'ont réussi à satisfaire qu'en partie aux besoins de la consommation intérieure et qui par conséquent doivent surtout viser à augmenter la quantité de leur production. Telles sont les industries des farines, des liqueurs, des pâtes alimentaires, de la confiserie, de la bonneterie, des cuirs, des huiles provenant des résidus d'extraction d'huile et des savons, des bougies, des engrais chimiques, des matières explosives, des ciment, des tuiles et briques, des carreaux en ciment et de la menuiserie de bâtiments ; c) Les industries qui ne peuvent pas rivaliser avec les industries étrangères sur toute la ligne, mais doivent plutôt se borner à desservir les besoins de la consommation intérieure en produits de qualité ordinaire ou moyenne. Telles sont les industries de la laine, du coton, de la verrerie, de la céramique, des couleurs, des meubles et du papier ; d) Les industries à l'égard desquelles la Grèce restera, tout au moins dans l'avenir immédiat, tributaire de la production étrangère. Telles sont

par excellence les industries métallurgiques et toutes les industries fortement spécialisées.

L'industrie hellénique, toutes proportions gardées et sans pouvoir être comparée avec celle des pays de grande industrie (1), a réalisé de réels progrès pendant les dernières années. Tandis qu'auparavant la Grèce était considérée comme un pays exclusivement agricole et commercial, aujourd'hui l'on peut affirmer que la vie économique hellénique se base également sur l'agriculture, le commerce et l'industrie. Mais si l'industrie hellénique peut être fière du résultat de ses efforts à ce jour, il lui reste encore un long et difficile chemin à faire pour pouvoir être comparée à celle des pays industriels.

Pour que l'industrie hellénique puisse réussir à placer ses produits sur les marchés internationaux, et à concurrencer avec succès les industries étrangères, il faut qu'elle s'organise selon les principes qui actuellement régissent l'industrie des pays industriellement avancés. Ces principes sont l'entente des entreprises tant pour la production que pour l'exploitation des marchés, la fusion des petites entreprises en grandes entreprises, la spécialisation de chaque entreprise et le perfectionnement continu de l'outillage, l'organisation normale de la production dans chaque exploitation, enfin la standardisation des éléments des différents produits ainsi que de ces produits eux-mêmes.

Pour la réalisation de ce programme, l'industrie hellénique a besoin des efforts concertés des chefs d'entreprises et du gouvernement, et il faut espérer que les industriels et les hommes d'état hellénique ne se montreront pas inférieurs à cette tâche.

(1) En comparant le chiffre de chevaux-vapeur utilisés dans l'industrie on trouve qu'aux Etats-Unis il y a un cheval-vapeur pour chaque 3,5 habitants, en Allemagne un cheval-vapeur pour 3,3 habitants et en Grèce un cheval-vapeur pour chaque 50 habitants. Ce qui revient à dire que l'industrialisation de ces pays est 15 fois plus forte que celle de la Grèce.

SEPTIÈME PARTIE

La guerre et les voies de communication

PAR

S. CORONIS

AVANT-PROPOS

La guerre mondiale a eu un contre-coup des plus intenses sur le développement des voies de communication en Grèce. Il faut, à cet égard, tenir compte du fait qu'en ce qui concerne particulièrement la Grèce, cette guerre n'a pas pris fin avec les différents traités de paix des années 1918-1920. Elle fut continuée, après ces traités, en Asie Mineure, jusqu'au désastre de 1922 et même plus tard, par l'effort déployé en vue de la reconstitution de l'armée grecque en Thrace, pour ne prendre fin que par la conclusion du traité de paix de Lausanne (1923).

Avant d'entrer dans les détails, nous pouvons résumer d'avance les conséquences de la guerre, en ce qui concerne les voies de communication, comme suit :

La disparition de la stabilité de la monnaie nationale a ébranlé les assises économiques sur lesquelles est basée toute valeur monétaire et a, par conséquent, bouleversé les conditions économiques du fonctionnement des voies de communication en général. La mobilisation n'a pas touché directement (par le personnel des entreprises de transport) l'organisation des voies de communication, parce que les hommes appartenant aux classes appelées sous les armes sont restés à leurs places. Cependant, elle a, indirectement, affecté la capacité productrice du pays et ébranlé le fonctionnement des services de transport. Aussi, les entreprises de communications qui touchent de près le budget (chemins de fer de l'État, Postes, Télégraphes, Téléphones) ont-elles pesé bien plus que d'habitude sur les finances publiques et ont aggravé, en proportion, la situation financière. De même, les travaux de communica-

tions dont l'entretien incombe surtout au budget de l'État, ont été négligés, car l'attention du gouvernement a dû se porter vers d'autres points plus urgents.

En ce qui concerne les chemins de fer, ils ont été, plus que toutes les autres voies de communication, mis au service des besoins de la guerre, notamment dans le nord de la Grèce (Macédoine). Au nord et à l'ouest de Salonique, ils ont servi les besoins militaires des alliés, tandis qu'à l'Est (au delà du Strymon) ils ont été occupés par les troupes alliées elles-mêmes.

Les communications intérieures par mer (cabotage) ont, en plus, subi les conséquences des risques et des difficultés inhérentes aux opérations militaires (guerre sous-marine) et du blocus de la période novembre 1916-juin 1917.

Enfin, pour ce qui concerne l'automobile, son utilité s'est révélée, en Grèce, de telle façon, que ce véhicule est aujourd'hui considéré comme un des principaux moyens de transport et de locomotion et que l'attention de l'État se porte de plus en plus sur ce point.

Un sujet qui offre un intérêt d'un ordre plus général, mais qui est étroitement lié aux communications, c'est la question du combustible. Cette question a pris, en Grèce, au cours de la guerre, une forme des plus aiguës, et aussi bien pour les transports sur terre que pour les communications par mer, et même pour l'industrie, car la Grèce s'est toujours servie du charbon de terre étranger pour ses chemins de fer, pour sa navigation à vapeur et pour ses fabriques. Les chutes d'eau n'avaient pas été suffisamment étudiées et la combustion du pétrole n'avait pas été répandue en Grèce. De plus, pour des raisons multiples, mais surtout parce qu'elles ne pouvaient soutenir la concurrence de la houille étrangère, les mines de lignite du pays n'étaient pas exploitées d'une façon intensive et d'après les procédés techniques perfectionnés.

Dès le mois de novembre 1916, le gouvernement grec a été obligé de porter, d'une façon toute particulière, son attention sur cette question, en raison du blocus des côtes de la Grèce par les alliés, mais aussi pour des motifs d'un ordre différent, par exemple à cause du change, des dangers de la

navigation, etc. Les premiers efforts tendaient au remplacement du combustible, c'est-à-dire de la benzine, par un combustible national et, à l'instar de ce qui a été fait en France, on a utilisé en guise de substituts l'acool indigène mêlé, dans une légère proportion, avec de l'huile de térébenthine (produit de la résine) pour les besoins des automobiles ; mais l'utilisation de ce substitut ne s'est pas prolongée au delà de l'armistice (1918), car il ne pouvait concurrencer, comme prix, la benzine et, par sa composition défectueuse, il causait des dégâts aux moteurs.

L'effort déployé en vue d'une exploitation plus intensive du lignite indigène fut plus heureux. Il s'agissait, jusqu'à la fin de l'année 1917, d'une initiative absolument privée. Mais ensuite, depuis l'institution de la Haute Direction des Transports dont nous allons parler plus loin, l'État est intervenu à son tour.

Voici quelques chiffres empruntés aux statistiques officielles :

Alors que jusqu'en 1914, il n'y avait en exploitation que deux mines de lignite qui, naturellement, étaient les plus grandes et (étant situées à proximité des côtes du golfe d'Eubée) bénéficiaient de transports à bon marché, on en trouve *cinquante* en 1916, vingt-huit en 1919, vingt-trois en 1921 et dix-neuf en 1922. Pour ces mêmes années la production s'est élevée, respectivement, à 19.000, 117.000, 213.000, 182.000, 168.000 et 132.000 tonnes. Quant au nombre des ouvriers occupés aux travaux d'exploitation, il était de 4.953 en 1918 et de 1.540 en 1922. C'est donc en 1918 que la courbe atteint son point culminant, tant au point de vue du nombre des mines qu'à celui de la quantité produite.

Nous venons de dire que, depuis 1918, l'État est intervenu activement dans la production du lignite. Depuis cette année et pendant les deux années suivantes, il a procédé à la réquisition de toute la quantité de lignite produite par les mines du pays. C'est encore l'État qui disposait du lignite ainsi réquisitionné et qui fixait aussi le prix de réquisition et le prix d'achat par le consommateur.

En dépit de toutes ces mesures, la crise se maintenait à l'état aigu, car même les 213.000 tonnes de l'année de la plus grande production (1918) ne remplaçaient, en fait de force calorique, que 85.000 tonnes de houille étrangère sur une quantité requise de 500-700.000 tonnes par an. Le déficit a dû être couvert par les forêts, et cela même pour la traction des chemins de fer.

CHAPITRE PREMIER

Voies ferrées et politique ferroviaire

I. — L'ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER

Au moment du déclenchement de la guerre, l'exploitation du réseau ferroviaire de la Grèce était confiée à neuf sociétés anonymes : 1^o la Société des chemins de fer Pirée-Athènes-Péloponèse qui exploitait le réseau du Péloponèse d'une longueur de 750 kilomètres; 2^o la Société du chemin de fer Pyrgos-Catacolon, d'une longueur de 13 kilomètres; 3^o la Société du chemin de fer du nord-ouest de la Grèce, qui exploitait la ligne Etoliko-Missolonghi-Agrinion, d'une longueur de 80 kilomètres; 4^o la Société des chemins de fer Thessaliens, soit les lignes Volo-Larissa, Volo-Demirli-Calabaka et Volo-Mileae, d'une longueur totale de 202 kilomètres; 5^o la Société des chemins de fer de l'Attique, mettant en communication Athènes avec le Laurium d'un côté et avec le faubourg de Kiphissia de l'autre, d'une longueur de 73,5 kilomètres; 6^o la Société du chemin de fer Athènes-Pirée, de 10 kilomètres; 7^o la Société des chemins de fer helléniques, exploitant la ligne Pirée-Athènes-Larissa-Papapouli (point sur l'ancienne frontière turco-grecque d'avant septembre 1912) de 444 kilomètres; 8^o la Compagnie des chemins de fer orientaux qui, avec les autres lignes de son réseau balkanique, avait l'exploitation de la ligne Chevghehi-Salonique et Kinali-Salonique, de 298 kilomètres en tout; et 9^o la Compagnie du chemin de fer jonction Salonique-Dédéagatch (Constantinople), pour la

section de la ligne s'étendant jusqu'au fleuve Nestos (Mesta), d'une longueur de 270 kilomètres.

De ces lignes, celles désignées sous les numéros 1-7 se trouvaient sur le territoire grec d'avant les guerres balkaniques, et quatre d'entre elles (n^{os} 2, 3, 5, 6) ont un caractère local ; celles sous les numéros 8-9 se trouvent dans les nouveaux districts macédoniens de la Grèce. (Voir carte p. 256.)

En dehors de ces voies ferrées en plein fonctionnement, il y avait en construction, en 1914, une ligne nouvelle reliant le réseau de la Vieille Grèce (ligne Pirée-Athènes-Larissa-Papapouli) aux lignes de la Macédoine (Salonique) et, par ces dernières, au réseau européen. Remarquons d'autre part en ce qui concerne la ligne Pirée-Athènes-Larissa que depuis l'année 1914, ses actions avaient été achetées par l'État. Celui-ci, devenu ainsi seul actionnaire, se réservait d'arrêter ultérieurement le système d'après lequel il allait exploiter la ligne, devenue sa propriété. Mais, en raison des péripéties de la guerre, ce n'est qu'en 1920, par la loi 2.144 du 18/31 mai, qu'il a pu prendre cette décision. Entre temps, l'entreprise fonctionnait sous la forme de l'ancienne Société anonyme.

Le premier acte du gouvernement grec, en connexion directe avec les événements de la guerre dans les Balkans, ce fut la réquisition des lignes macédoniennes. Cette mesure fut prise après la retraite de l'armée serbe vers le sud (septembre 1915), à un moment où les troupes alliées n'avaient pas encore débarqué à Salonique. Cette réquisition a été sanctionnée par une loi du 15 octobre 1915, aux termes de laquelle c'était l'État qui, sous sa propre responsabilité et avec son propre personnel, assumait l'exploitation des lignes en question.

Peu après, cette exploitation passait entre les mains des alliés et servait exclusivement à leurs besoins militaires. On était en plein théâtre de la guerre. Ce n'est que le 17 février 1920 que le gouvernement hellénique a pu exercer à nouveau ses droits.

Quant aux voies ferrées de la Vieille Grèce, celles au sud du Mont Olympe sont restées sous l'exploitation des Compa-

gnies, mais jusqu'en 1918 et notamment pendant le blocus (novembre 1916-juin 1917), elles souffraient cruellement du manque de charbon.

La Haute Direction des Transports fut créée en octobre 1917. Elle avait sous sa compétence le service des chemins de fer, détaché du ministère des Communications, ainsi que toutes les affaires ayant trait au cabotage et au combustible (utilisation du lignite indigène) qui, jusqu'alors, relevaient du ministère de l'Économie nationale. Il s'agissait de donner une direction unique à la politique du gouvernement pour tout ce qui concernait les communications, cela afin de répondre aussi bien aux nécessités de la guerre qu'aux besoins économiques du pays.

L'article 2 du Décret-Loi qui créait cette Haute Direction est à retenir. Aux termes de cet article, la Haute Direction des transports s'applique à obtenir le plus grand rendement des moyens de transport de toute sorte et à en assurer l'amélioration. Elle règle : *a*) Tout le mouvement des moyens de transport dont elle assure la répartition selon les besoins du pays ; *b*) L'exploitation des mines de lignite et la distribution aussi bien du lignite de ces mines que du charbon importé de l'étranger. Elle avait à cet égard les pleins pouvoirs les plus absolus, notamment le droit de réquisition tant pour les moyens de transport que pour les mines de lignite, la houille, les forêts et le combustible en général (1). C'est le président du Conseil, lui-même qui était à la tête de cette Haute Direction.

C'est encore au cours de cette même année (1917) que le gouvernement a, pour des raisons militaires, procédé à la réquisition du réseau des chemins de fer du Péloponèse dont l'administration fut confiée à la Direction de la ligne Pirée-Larisse.

Plusieurs mois après l'armistice vint la loi du 18 mai 1920 « sur l'administration des chemins de fer de l'État ». Cette loi introduisait le système indirect de l'administration des

(1) Nous parlons plus haut de la politique du combustible suivie avant la création et pendant le fonctionnement de la haute direction des Transports (1917-1920).

- chemins de fer par l'État. Elle créait une organisation autonome dont les organes supérieurs étaient le directeur général et le Conseil d'administration. -

Le réseau dont la direction et l'exploitation furent confiées à cet organisme comprenait : 1° Les lignes appartenant à l'État : *a*) Pirée-Athènes-Larisse-Papapouli ; *b*) Papapouli-Platy-(Salonique) ; 2° les lignes macédoniennes qui avaient été déjà réquisitionnées (Salonique-Monastir, Salonique-Ghevghéli, Salonique-Dédéagatch), toutes à voie normale (1.44) et d'une longueur totale d'environ 1.300 kilomètres ; et 3° le réseau du Péloponèse (à voie étroite) d'une longueur totale de 745 kilomètres, réquisitionné depuis l'année 1917. Mais l'exploitation de ce dernier réseau (Péloponèse) a été rendue à la Compagnie concessionnaire dès 1922.

Tel est, succinctement exposé, l'historique de l'administration des chemins de fer de la Grèce pendant les années de la guerre (1914-1923). Son trait caractéristique est le fait que les intérêts de la guerre primaient toute autre considération.

Du point de vue technique, on doit observer que durant cette période : 1° On a achevé la construction de la ligne de jonction entre l'ancien réseau grec et les voies macédoniennes, (89 kilomètres longeant la côte occidentale du golfe de Salonique). Par elle, la Vieille Grèce fut reliée non seulement avec les voies macédoniennes, mais aussi avec le reste de l'Europe et cessa ainsi d'être isolée ; 2° on a exécuté quelques travaux complémentaires de la ligne Pirée-Larisse répondant surtout à des buts militaires ; 3° les travaux d'entretien des lignes, des édifices et du matériel du réseau grec ont été négligés ; 4° les lignes macédoniennes qui se trouvaient dans la zone des opérations militaires ont subi des dégâts considérables ; 5° les besoins militaires ont nécessité la construction de deux lignes à voie étroite (0,60 m.) dont l'exploitation continue aujourd'hui : la première dans la vallée de Karadjova (au N.-O. Salonique), d'une longueur de 42 kilomètres et l'autre au nord de la presqu'île Chalcidique, entre Stavro et Sarakli, d'une longueur

de 67 kilomètres (1). La première visait à assurer les transports au front de Kaïmakchalan par une voie ferrée longeant les contre-forts de cette montagne. Quant à la seconde, elle devait protéger le camp de Salonique, base des opérations militaires des troupes alliées, contre toute attaque de flanc venant de l'Est. C'est pourquoi cette ligne Stavro-Sarakli longeait les rives méridionales des lacs d'Ayi-Vassili-Langada et Bessikia pour aboutir au golfe d'Orfano (bouches du Strymon).

Ces deux lignes, insignifiantes du point de vue commercial, n'avaient qu'un intérêt militaire provisoire tenant à la configuration du front allié à un moment donné de la guerre. Elles sont citées pour mémoire. On peut ajouter que l'une, celle de la Karadjova, a été construite par les Français, et la seconde par les Anglais.

II. — LES TARIFS ET LA GUERRE

Les conditions économiques créées par la guerre ont eu au point de vue des tarifs des conséquences fâcheuses. Le bouleversement des prix, notamment de ceux du combustible, la diminution des transports productifs, les tendances du personnel à vouloir améliorer ses salaires furent autant de causes qui ont fait hausser les tarifs et brisé les limites maxima imposées aux compagnies concessionnaires par les anciennes conventions.

Ce maximum conventionnel était de : a) drachmes : 0,12 par kilomètre et par passager pour la 1^{re} classe, 0,10 pour la 2^e et 0,06 pour la 3^e, b) 0,20 par tonne et par kilomètre pour les marchandises de 1^{re} classe, 0,15 pour celles de 2^e, 0,10 pour la 3^e et 0,08 pour la 4^e classe. Dans la pratique, les tarifs de paix étaient descendus au-dessous de ces maximum tout en se tenant toujours au-dessus de ceux des principaux États européens. A partir de 1915 on note un mouvement ascendant.

(1) V. le plan annexé sur lequel les lignes construites après 1915 sont marquées en rouge.

Ce fut après l'abolition des tarifs spéciaux qui, étant moins élevés que les tarifs généraux, avaient été introduits en vue de faciliter le transport des principales marchandises et pour tenir tête à la concurrence maritime.

Ainsi, en 1919, les tarifs des chemins de fer en Grèce étaient augmentés pour les trois principaux réseaux (chemins de fer d'État, lignes du Péloponèse, voies ferrées de la Thessalie).

Les raisons qui motivèrent l'augmentation se sont accentuées en 1919-1923. A elles vint s'ajouter la dépréciation de la drachme, dépréciation légère en 1920, mais qui, de 1920 à 1923, subit une courbe rapidement décroissante.

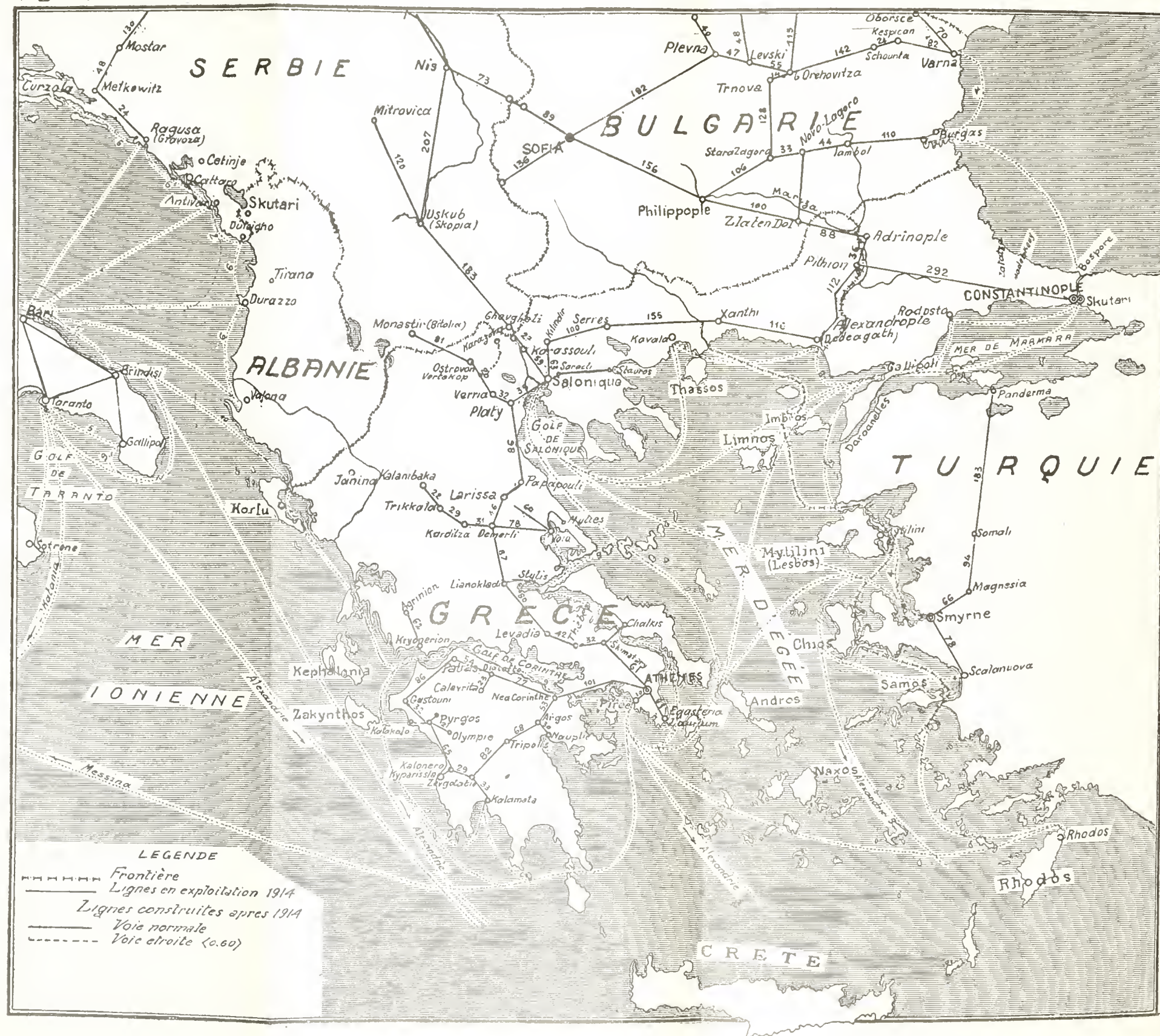
D'où nouvelle vague d'augmentation de tarifs pendant cette période. On avait admis le principe que les tarifs des chemins de fer doivent suivre les dépenses. C'est pourquoi, la loi 2144 de l'année 1920, relative à l'administration des chemins de fer de l'État, dont nous fûmes un des rédacteurs, dispose (art. 28) que les tarifs doivent être réglés sur la base des résultats de l'année précédente. Mais la situation était telle que les modifications durent être réalisées encore plus rapidement. Ainsi au cours de 1923, les tarifs étaient augmentés de 410-445 pour 100 au-dessus des tarifs conventionnels.

Même ces augmentations ne pouvaient nous permettre de tenir tête à la réalité. Aussi le déficit entre les recettes et les dépenses allait-il croissant : pendant la même période, les salaires du personnel des chemins de fer étaient augmentés de 650-1.720 pour 100.

III. — EFFETS DE LA GUERRE SUR LES RECETTES ET LES DÉPENSES

On note à ce point de vue une augmentation très forte, tant du mouvement ferroviaire que des dépenses.

La première est due principalement au transport des troupes et, à partir de 1922, des réfugiés. La seconde aux faits signalés plus haut : augmentation des comptes combustible et salaires.



Voici les chiffres concernant les principales lignes grecques (1).

	MILLIONS DE DRACHMES	
	Recettes	Dépenses
<i>Ligne de Larisse :</i>		
1912	3.6	2.5
1915	3.8	3.9
1916	6.2	6.1
1917	6.3	8.9
1918	14.8	14.8
1919	20.5	22.6
<i>Lignes macédoniennes :</i>		
1921-22	60.1	57.6
1922-23	95.1	100.9
1923-24	207.0	170.6

Voici d'autre part un tableau des recettes et dépenses du réseau du Péloponèse (2).

	MILLIONS DE DRACHMES	
	Recettes	Dépenses
.....	8.0	4.8
1915	10.9	8.2
1916	9.9	8.1
1917	15.3	12.5
1918 .....	....	....
1919	27.5	....
1920	30.0	26.0
1921 .....	....	....
1922	78.2	68.8
1923 .....	....	....

Ces chiffres indiquent combien défavorable est le coefficient de l'exploitation. Il est, pour le réseau de l'État de (par ordre des années, selon les tableaux qui précèdent) : 67,8,

(1) Pour les chemins de fer macédoniens se rappeler que le gouvernement grec n'en reprit l'exploitation qu'en 1920.

(2) Ces derniers chiffres présentent des lacunes et ne sont pas garantis.

100,6, 99,0, 141,0, 101,0, 110,0, 26,0, 105,0, 81,0 et pour les chemins de fer du Péloponèse : 60, 74, 81, 82, ?, 2, 87, ?, 85.

Si on tient compte du fait que les différents tronçons du réseau de la Vieille Grèce (au sud de l'Olympe), étaient exploités depuis à peine vingt ans et que, par conséquent, ils avaient à peine commencé à s'adapter aux conditions de l'économie nationale d'un pays surtout maritime et insulaire, on reconnaîtra que ces huit années anormales (1915-1923) ont ébranlé dans ses fondements la base économique des chemins de fer. Il en est ainsi résulté, pour la Grèce d'après-guerre, de nouveaux problèmes, ayant trait tant à l'organisation qu'à l'administration, et l'aménagement technique des voies ferrées. Si on y ajoute les points de vue d'après guerre sur le coefficient du travail (durée du travail, question du travail de huit heures), on a une idée des difficultés spéciales qu'offre la question ferroviaire qui, par ailleurs, se présente en Grèce sous les mêmes aspects généraux que dans les autres pays de l'Europe.

CHAPITRE II

Les routes

I. — LE RÉSEAU DES ROUTES AVANT ET PENDANT LA GUERRE

En dehors des causes d'ordre général (difficultés politiques et économiques) contre lesquelles la Grèce a eu constamment à lutter depuis son érection en État indépendant, trois catégories de motifs spéciaux ont contribué à laisser la Grèce dans un état arriéré du point de vue de la construction de routes :

1^o Sa situation géographique qui lui permettait de couvrir une partie importante de ses besoins par la voie maritime et, par conséquent, de ne pas sentir la nécessité immédiate d'autres voies de communications ;

2^o La configuration du sol ; un pays montagneux, dont aucun point n'est distant de plus de cent kilomètres de la côte ;

3^o Que l'administration turque n'avait pas construit un seul kilomètre de route et que par conséquent tout était à faire. Pour la Vieille Grèce (au sud de l'Olympe) la situation se résumait à la veille de la guerre en le tableau suivant :

	Superficie en kilomètres carrés	Longueur des routes (kilomètres)	Routes par centaine de kilomètres carrés
	—	—	—
Vieille Grèce	64.688	5.709	8.8

Nous n'avons pas des données exactes au sujet de la Nouvelle Grèce. Mais, d'une façon approximative, le réseau des

routes carrossables des départements macédoniens et épirotes, ainsi que de la Crète et des îles, peut-être fixé à environ 3.200 kilomètres. Cela fait que toute la Grèce (Vieille et Nouvelle) avait en 1913 environ 8.900 kilomètres de routes, soit sur une superficie totale de 1.350 kilomètres carrés, une proportion de 6,6 kilomètres par 100 kilomètres carrés.

Durant les années de guerre, sauf en Macédoine, où intervenaient des besoins militaires, la construction des routes a été entièrement négligée.

Ce n'est qu'après 1918 que l'administration put trouver quelques ressources pour les travaux. Voici des chiffres : Macédoine, de 1916-1919, 419 kilomètres de nouvelles routes; dans le reste de la Grèce : en 1918, 10 kilomètres; en 1919, 58 kilomètres; en 1920, 80 kilomètres; en 1921, 50 kilomètres, en 1922, 46 kilomètres, en tout 244 kilomètres d'une valeur de 25.000.000 de drachmes.

A l'époque on avait, il est vrai, reconnu la nécessité de la construction rapide de routes nationales dans le sens que la législation française donne à ce terme. La longueur des routes de ce genre qui devaient être construites avait été prévue à 3.200 kilomètres pour toute la Grèce. Une loi spéciale, en date du 21 novembre 1917, évaluait la dépense pour la construction de ce réseau à environ 80.000.000 de drachmes à la charge du budget de l'État. Les vicissitudes de la campagne de l'Asie Mineure ont entravé la réalisation de ce programme.

Quoi qu'il en soit, il a été, durant les années de la guerre, construit 735 kilomètres de nouvelles routes dont, rien que dans les provinces macédoniennes, 491 kilomètres. Ce sont, nous l'avons dit, des raisons d'ordre militaire qui ont motivé cette situation privilégiée. Maigre compensation pour les ravages subis pendant la guerre !

Au moment de la conclusion du traité de paix de Lausanne, la Grèce (Vieille et Nouvelle) avait le réseau suivant :

Superficie en kilomètres carrés	Longueur des routes (kilomètres)	Routes par cent kilomètres carrés
—	—	—
149.858	9.635	5.1

Voilà pour la construction des routes : passons à leur entretien. Lui aussi a été négligé pendant les années de la guerre. Ce n'est qu'à partir de 1918 qu'il y a eu quelques travaux pour environ 16.250 kilomètres de routes. Ils ont coûté 66.000.000 de drachmes.

II. — LA LOCOMOTION AUTOMOBILE

Les raisons qui, dans tous pays, ont propagé l'usage de l'automobile, ne pouvaient manquer d'exercer leurs effets en Grèce. Les avantages du nouveau moyen de locomotion se font surtout sentir sur les petites distances de 50-150 kilomètres, et la Grèce est justement le pays de ces petites distances et du manque d'un réseau développé de voies ferrées. D'un autre côté et au point de vue de l'organisation des entreprises, l'automobile, en raison de son prix, s'adapte au caractère grec, qui réussit spécialement dans les entreprises où l'initiative privée joue un rôle prépondérant.

Les opérations militaires ont servi à faire mieux connaître l'automobile en tant que moyen de transport de passagers et de marchandises. Le premier grand lot d'automobiles dont on a eu l'occasion de se servir fut celui du parc de matériel roulant vendu par les troupes alliées au moment de leur départ de la Grèce.

Quelques chiffres montreront les progrès réalisés. En quelques années, les petites voitures ont passé de 120 en 1916 à 601 en 1923 ; les autobus de 28 en 1916 à 934 en 1924 ; quant aux camions automobiles, dont il n'y avait que 6 en 1916, ils ont atteint en 1924 le chiffre de 1.929.

Ces progrès laissent deviner la concurrence acharnée que les autobus et les camions font déjà aux chemins de fer et aux trams. Une grave question s'est ainsi posée, et provoque tout un travail de réadaptation. Indépendamment de ce résultat indirect, les progrès de l'automobile ont imposé aussi le chan-

(1) Ils ne comprennent pas les taxis et autos desservant les villes.

gement du régime de construction des routes. Car le système Mac Adam, jusqu'ici en vigueur, devenait insuffisant. Les discussions auxquelles cette question a donné lieu ont abouti à la loi 2958 du mois de juillet 1922 « sur la création d'une caisse pour la construction de chaussées en asphalte comprimé ou coulé ». Cette loi prévoit d'abord la construction de chaussées de ce genre à Athènes, au Pirée et dans la banlieue, mais elle permet l'extension de son application aux routes nationales des autres parties de la Grèce.

La loi accorde aussi, à la Caisse, des revenus spéciaux, ce sont : a) Une taxe additionnelle de 10 à 20 pour 100 sur l'impôt de la propriété bâtie ; b) Un impôt spécial sur les autos et sur les motocyclettes circulant à Athènes, au Pirée et dans la banlieue.

En dehors de ces nouvelles contributions, il y avait déjà l'impôt sur les automobiles et, surtout, les droits sur la benzine (5,65 drachmes par kilo). La loi semble avoir atteint son but. De 1923 à 1926, 280.000 mètres carrés ont été recouverts avec de l'asphalte fondu et comprimé et il y avait encore en cours d'exécution pour 500.000 mètres carrés de travaux de passage au granit-asphalte et pour 350.000 mètres carrés au macasphalte.

Les recettes ordinaires de cette Caisse, en dehors du produit des emprunts spéciaux affecté aux travaux, ont été de :

	Drachmes
	—
1923-1924.....	4.962.000
1924-1925.....	12.900.000
1925-1926 (prévisions).....	29.955.000

Quant aux dépenses, elles ont été de :

	Drachmes
	—
1923-1924.....	4.572.000
1924-1925.....	24.660.000
1925-1926.....	52.559.000
1926-1927 (jusqu'en septembre 1926).....	66.202.000

CHAPITRE III

Les postes et télégraphes

I. — LES TARIFS

Les Postes, Télégraphes et Téléphones sont en Grèce un monopole de l'État qui dirige ces services sur la base du principe de la « taxe ».

Avant la guerre ce principe était observé : les recettes et les dépenses de ces trois services se balançaient.

Mais cet équilibre fut dérangé pendant la guerre pour des raisons identiques à celles qui ont bouleversé les tarifs des chemins de fer. Aussi voyons-nous appliquer dès 1918 des augmentations successives des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, notamment celles touchant le port des lettres, les mandats et les colis postaux.

Les taxes télégraphiques et téléphoniques ont été relevées successivement en 1918, 1922 et 1926. A titre d'exemple, nous citons ici seulement l'augmentation du port des lettres : pour l'intérieur de 0,10 à 1,40 ; pour l'étranger de 0,25 à 3,00 drachmes. La taxe télégraphique pour l'intérieur a été augmentée de 0,50 drachme les 7 mots à 6,40 drachmes. Le tarif des télégrammes pour l'étranger suit toujours les cours du change.

II. — LE RÉSEAU DES TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Celui-ci a été considérablement étendu.

Les lignes télégraphiques suivantes ont été installées de 1914 à 1918, dans les différents districts :

	Longueur des lignes (kilomètres)	Nombre de fils	Déve- loppement des fils
De 1914 à 1918, dans les districts macédoniens.....	1.372	58	3.789
De 1914 à 1918, en Épire.....	797	38	1.768
— Thessalie.....	340	24	1.275
— Crète.....	390	13	320
TOTAL.....	2.899	132	7.222
De 1918 à 1922, dans toute la Grèce.....	1.931	71	3.459
Soit pendant les années de la guerre.....	4.830	203	10.881

On a en outre immergé des câbles d'une longueur de 168 kilomètres dont 121 pour la ligne reliant les îles de Chio et de Samos.

Pendant les mêmes années et en dehors des villes on a installé des lignes téléphoniques d'une longueur de 4.903 (nombre des lignes 365 et développement de fils 4.754 kilomètres) soit :

	Longueur en kilomètres	Nombre des lignes	Déve- loppement des fils
Districts macédoniens.....	814	47	877
En Épire.....	252	13	232
— Thessalie.....	325	19	310
— Crète.....	650	69	582
Dans le reste de la Grèce.....	2.862	217	2.753

Ces chiffres ne comprennent pas les lignes renouvelées.

En ce qui concerne les communications télégraphiques et téléphoniques, l'État grec n'a donc pas négligé, même pendant les années de la guerre, sa tâche civilisatrice. Il y a surtout à retenir son effort tendant à doter d'un réseau serré les provinces libérées par les guerres balkaniques.

La Grèce étant un pays montagneux et pauvre en voies ferrées devait forcément créer une organisation postale originale. L'État opère ses transports soit par son propre personnel, soit par l'entremise d'autres personnes qu'il paie : il recourt au facteur rural, au facteur à cheval et à la voiture servant au transport des colis postaux et même des passagers. Jusqu'en 1918 il n'y avait que deux lignes du service postal desservies par l'auto : a) Le service entre Janina et Preveza d'une longueur de 108 kilomètres ; b) Celui de Drama-Cavala (30 kilomètres). Le premier de ces services n'avait pas été confié à un entrepreneur, comme ceux de toutes les autres lignes en Grèce. C'est l'État lui-même qui s'en était chargé. Mais, en tant que service d'État, il a échoué et il a dû être liquidé.

De 1918 à 1922, l'automobile a été introduite sur 16 autres lignes postales, d'une longueur de 845 kilomètres. Aujourd'hui l'auto a conquis le service des postes. Il y a 72 voitures automobiles desservant des lignes d'une longueur totale de 5.132 kilomètres, tandis que les voitures ordinaires et les chariots ne servent plus que sur des lignes d'une longueur de 298 kilomètres. Par contre les facteurs à cheval ou à pied desservent encore des lignes d'une longueur de 5.832 et 2.660, respectivement, soit 8.942 kilomètres en tout.

🏠 Ainsi le réseau postal de la Grèce (pour autant qu'il n'est pas desservi par les chemins de fer ou par les bateaux) a une longueur de 11.922 kilomètres.

Les entrepreneurs (fermiers) du service des postes parcourent actuellement 6.168.000 kilomètres, et l'État leur paie, pour ce service, une somme de drachmes 8.870.000 (1925-1927).

Ainsi, du point de vue du réseau postal, la Grèce ne reste pas en arrière des autres pays d'un même niveau économique qu'elle. Durant la guerre, elle n'a pas manqué de s'adapter

aux nouvelles conditions des transports. Mais, naturellement, elle est encore loin de pouvoir rivaliser avec certains pays montagneux de l'Europe centrale, tels que la Suisse.

Par contre, son service de transport de passagers est défectueux, car il remplace très imparfaitement la voie ferrée partout où celle-ci manque.

CHAPITRE IV

Les transports maritimes

La recrudescence de la politique interventionniste de l'État se fait remarquer, en Grèce, dans les questions des transports maritimes plus que dans tout autre service, pour la raison qu'une telle politique était, en Grèce, absolument inconnue avant 1914.

D'une façon générale, quoique les lignes intérieures desservies par la voie maritime (cabotage) n'aient pas beaucoup augmenté en étendue, le nombre des bateaux à passagers s'est considérablement accru. La longueur de ces lignes est presque la même qu'avant la guerre, soit de 6.252 milles marins. Par contre, le nombre des bateaux qui les desservent s'est porté de 89 avec 31.748 tonneaux de jauge net en 1915, à 122, jaugeant net 39.456 tonneaux. Les achats de bateaux à passagers ont augmenté surtout après l'armistice de 1918.

Ce fait s'explique par l'optimisme d'après-guerre, par l'essor que l'occupation de l'Asie Mineure avait donné aux transports entre les deux rives de la mer Égée, enfin par l'empressement des armateurs étrangers à se défaire de leurs vieux bateaux.

La crise maritime mondiale et le désastre micrasiatique ont fait qu'à partir de 1922 le nombre des bateaux dépassa de beaucoup les besoins. Il s'ensuivit une concurrence acharnée. C'est alors que la politique interventionniste de l'État, à laquelle nous avons au début fait allusion, apparut. Elle se manifeste par : a) L'application d'un tarif général aussi bien pour les transports de passagers que pour celui des marchandises ; b) L'interdiction d'acheter des navires de plus de 30 ans

et l'application d'un impôt augmentant avec l'âge des navires sur les bâtiments achetés à l'étranger; c) La tendance, encouragée par l'État, d'obtenir la fusion de plusieurs entreprises de cabotage et d) l'application forcée d'un tarif de frets qui est obligatoire même pour certains transports par voiliers (septembre 1926).

Mais, en même temps, l'État a augmenté les subventions allouées aux lignes improductrices de transports maritimes intérieurs. Ces subventions ont varié comme suit :

	Drachmes
	—
1920	1,270,000
1921.....	1,214,000
1922	1,028,000
1923	987,000
1924	1,604,000
1925	2,350,000
1926	8,190,000

Il y a donc diminution de 1920 à 1923 et augmentation pour les années suivantes (1).

Elles conservent, pourtant, leur caractère d'avant-guerre, c'est-à-dire qu'elles répondent au désir de l'État d'entretenir un service de communication avec les parties du pays dont les besoins ne peuvent répondre aux bénéfices attendus par les entrepreneurs, sans que, pourtant cette assistance de l'État ait pris le caractère d'une politique économique nettement tracée.

(1) Nous n'avons pas trouvé les chiffres des années 1915-1917, tandis que pour les années 1918-1919 il n'y a pas eu d'affermage de lignes improductives, car la Haute Direction de Transports opérait (*v. supra*) par des bateaux réquisitionnés.

ANNEXE GÉNÉRALE

Tables et diagrammes

établis par le service des statistiques de la Banque Nationale
de Grèce

Appendice à la *Banque Nationale de Grèce*

par

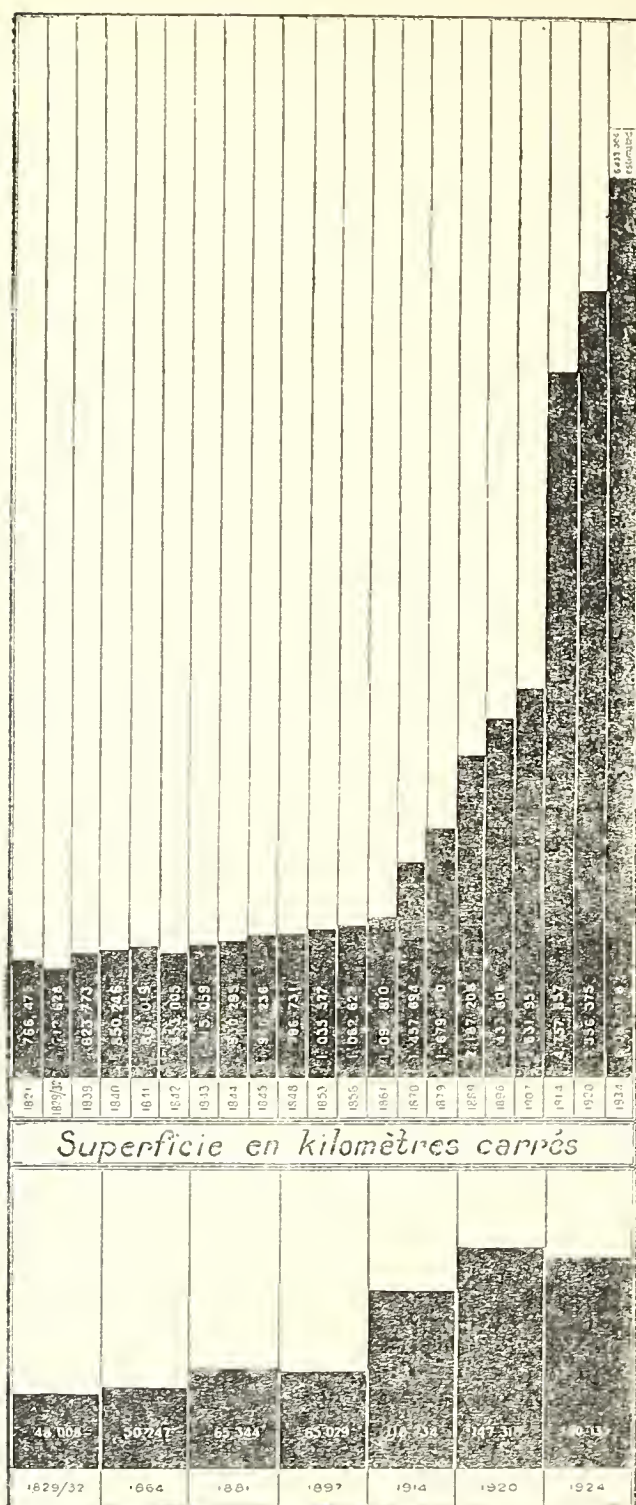
MICHAEL S. EULAMBIO

POPULATION ET SUPERFICIE DE LA GRÈCE (1821-1924)

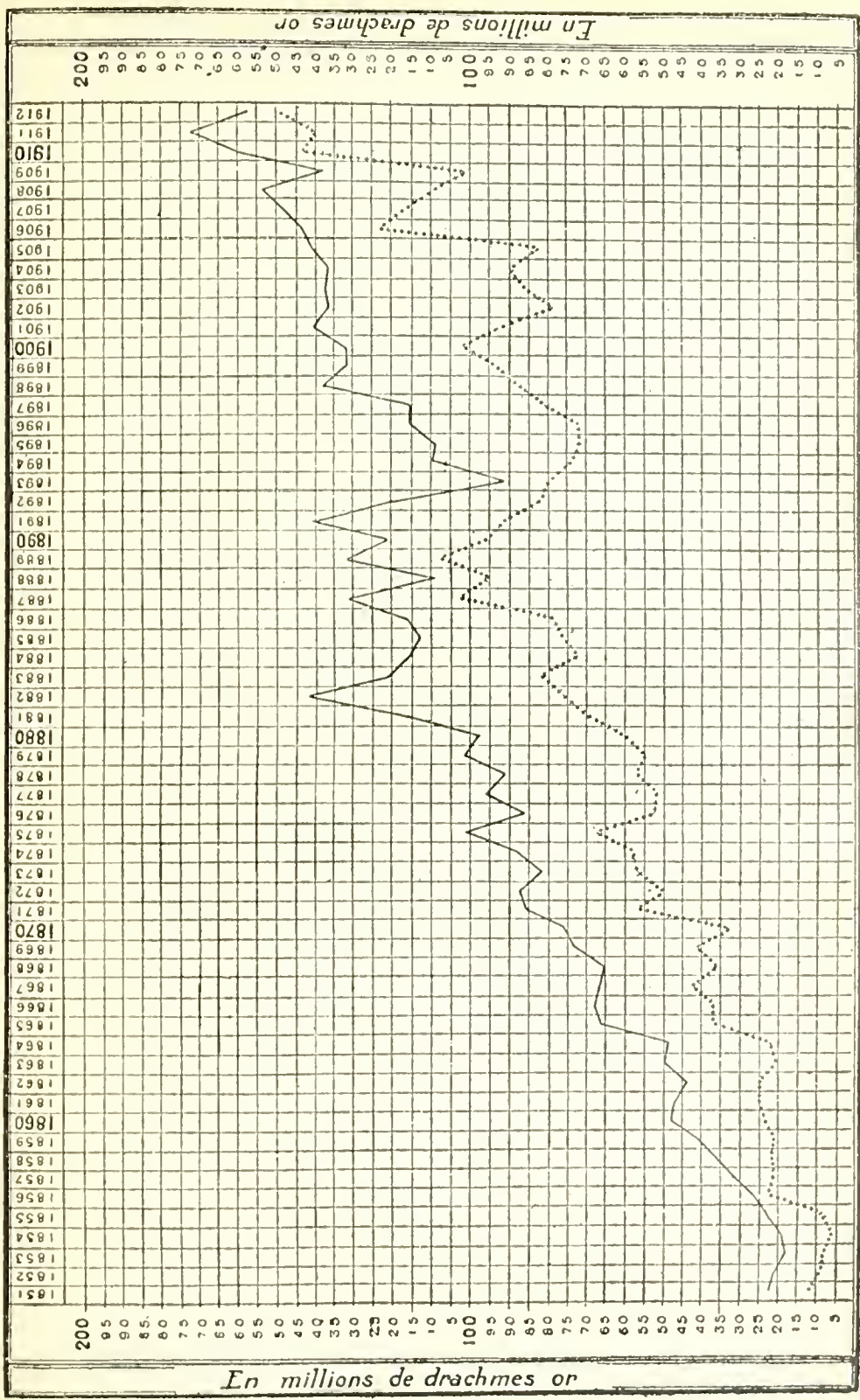
Années	Population	Superficie en km.
1821.....	766.476	
1829/32.....	712.618	1829/30 — 48.008
1839.....	823.773	
1840.....	850.246	
1841.....	861.019	
1842.....	853.005	
1843.....	915.059	
1844.....	930.295	
1845.....	960.236	
1848.....	986.731	
1853.....	1.035.527	
1856.....	1.062.627	
1861.....	1.096.810	1864 — 50.247
1870.....	1.457.894	
1879.....	1.679.470	1881 — 65.344
1889.....	2.187.208	
1896.....	2.433.806	1897 — 65.029
1907.....	2.631.952	
1914.....	4.881.052	1914 — 118.784
1920.....	5.536.375	1920 — 147.318
1924.....	6.087.098	1924 — 140.135

(Voir diagramme p. 272).

POPULATION ET SUPERFICIE DE LA GRÈCE DE 1821 A 1924



IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS (En milliers de drachmes-or)



IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

(En milliers de drachmes-or)

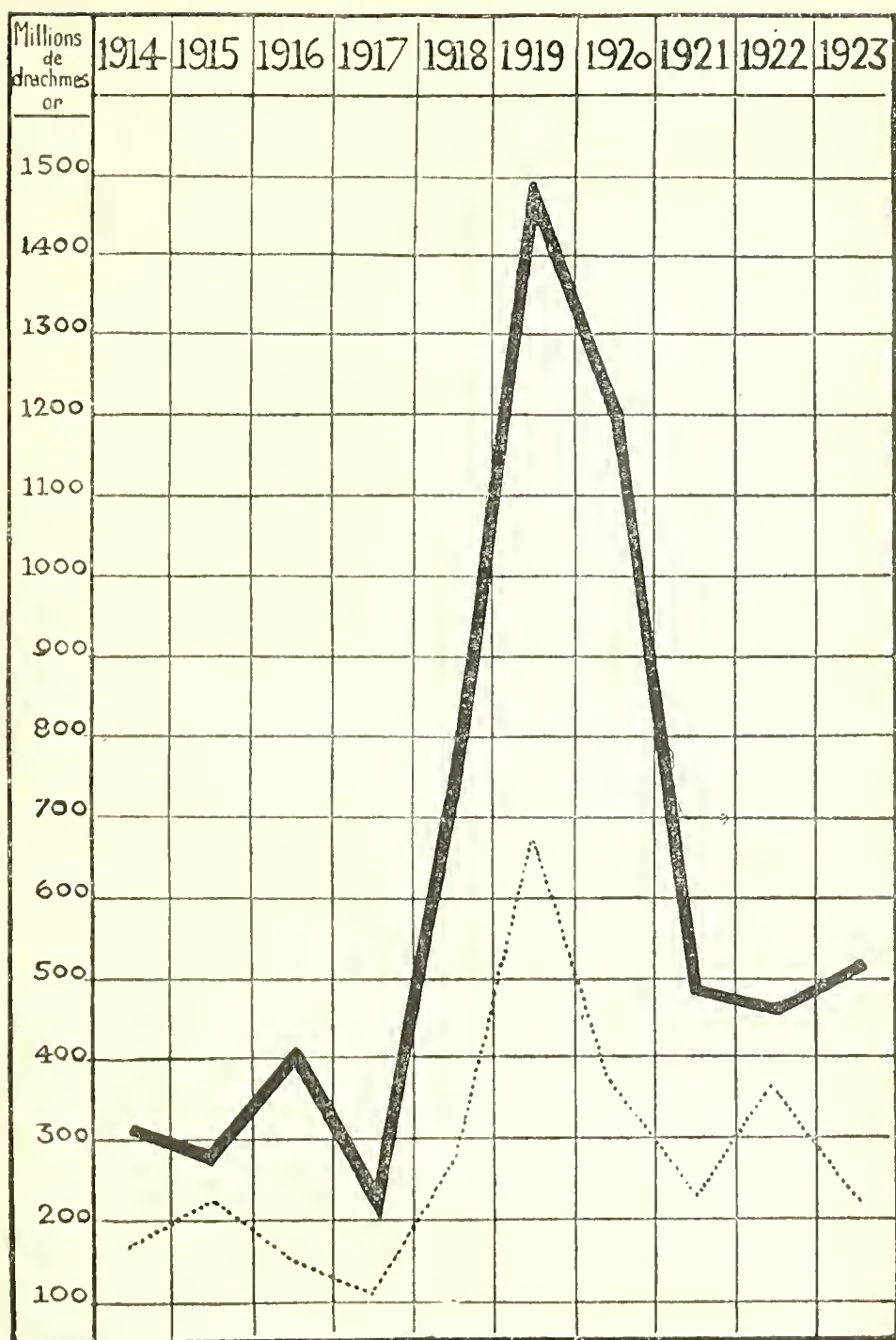
Année	Importations	Exportations
1851.....	23.179	12.327
1852.....	22.234	9.257
1853.....	17.986	8.000
1854.....	18.930	6.051
1855.....	23.543	9.651
1856.....	26.700	23.140
1857.....	32.606	21.683
1858.....	35.960	22.271
1859.....	41.157	21.744
1860.....	48.042	23.768
1861.....	42.643	25.015
1862.....	39.284	24.944
1863.....	50.381	20.497
1864.....	48.934	22.432
1865.....	67.198	36.902
1866.....	68.593	37.011
1867.....	66.866	43.487
1868.....	66.001	36.112
1869.....	74.836	41.534
1870.....	76.083	33.780
1871.....	86.833	56.489
1872.....	88.170	50.019
1873.....	82.046	57.389
1874.....	87.929	57.981
1875.....	101.892	67.429
1876.....	86.882	53.479
1877.....	96.106	52.453
1878.....	90.542	57.126
1879.....	101.570	55.637
1880.....	97.617	60.261

Année —	Importations —	Exportations —
1881.....	116.294	69.887
1882.....	142.554	76.344
1883.....	121.339	82.642
1884.....	115.952	73.620
1885.....	113.574	76.337
1886.....	116.760	79.096
1887.....	131.749	102.652
1888.....	109.149	95.653
1889.....	132.653	107.777
1890.....	120.785	95.791
1891.....	140.359	107.489
1892.....	119.306	82.261
1893.....	91.484	80.038
1894.....	109.958	74.290
1895.....	109.610	72.183
1896.....	116.275	72.477
1897.....	116.363	81.708
1898.....	138.267	88.221
1899.....	131.258	93.802
1900.....	131.815	102.089
1901.....	140.506	93.993
1902.....	137.229	79.663
1903.....	137.494	85.942
1904.....	137.016	90.569
1905.....	141.756	83.691
1906.....	144.636	123.625
1907.....	149.067	117.620
1908.....	154.638	110.713
1909.....	137.549	101.686
1910.....	160.536	144.571
1911.....	173.510	140.902
1912.....	157.656	149.162

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA GRÈCE
(En millions de drachmes or)

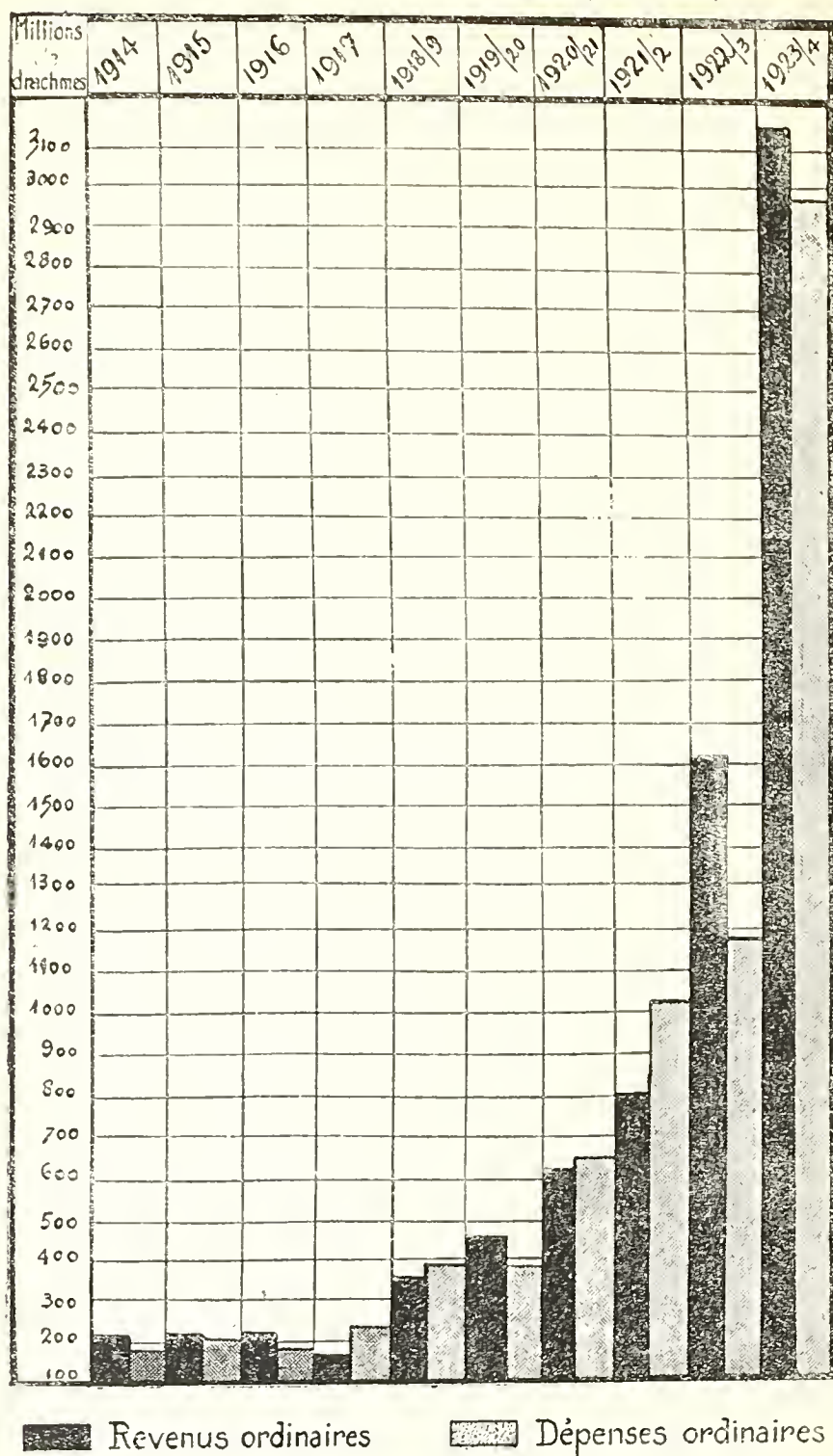
Années	Importations	Exportations
—	—	—
1914.....	319	179
1915.....	290	219
1916.....	400	155
1917.....	223	113
1918.....	734	297
1919.....	1.495	677
1920.....	1.192	367
1921.....	490	232
1922.....	467	373
1923.....	510	215

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA GRÈCE



Importations ————— *Exportations*

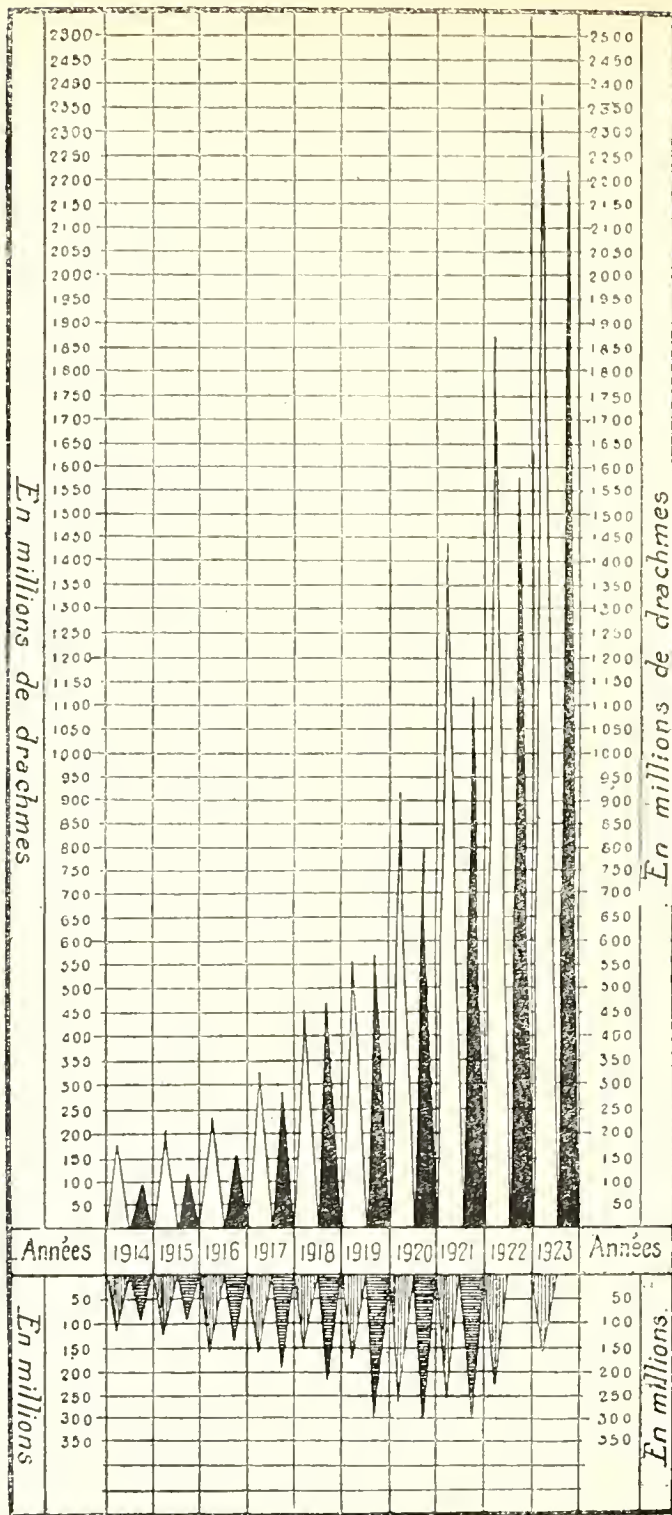
REVENUS ORDINAIRES ET DÉPENSES (1914-1924)







REVENUS ORDINAIRES ET DÉPENSES (1914-1924)
(En millions de drachmes)

Années	Revenus	Dépenses
1914.....	208	174
1915.....	213	210
1916.....	216	192
1917.....	180	250
1918/19.....	371	381
1919/20.....	481	396
1920/21.....	633	658
1921/22.....	800	1.036
1922/23.....	1.618	1.188
1923/24.....	3.116	2.961

ENCAISSE OR DE LA BANQUE DE GRÈCE MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DRACHMES

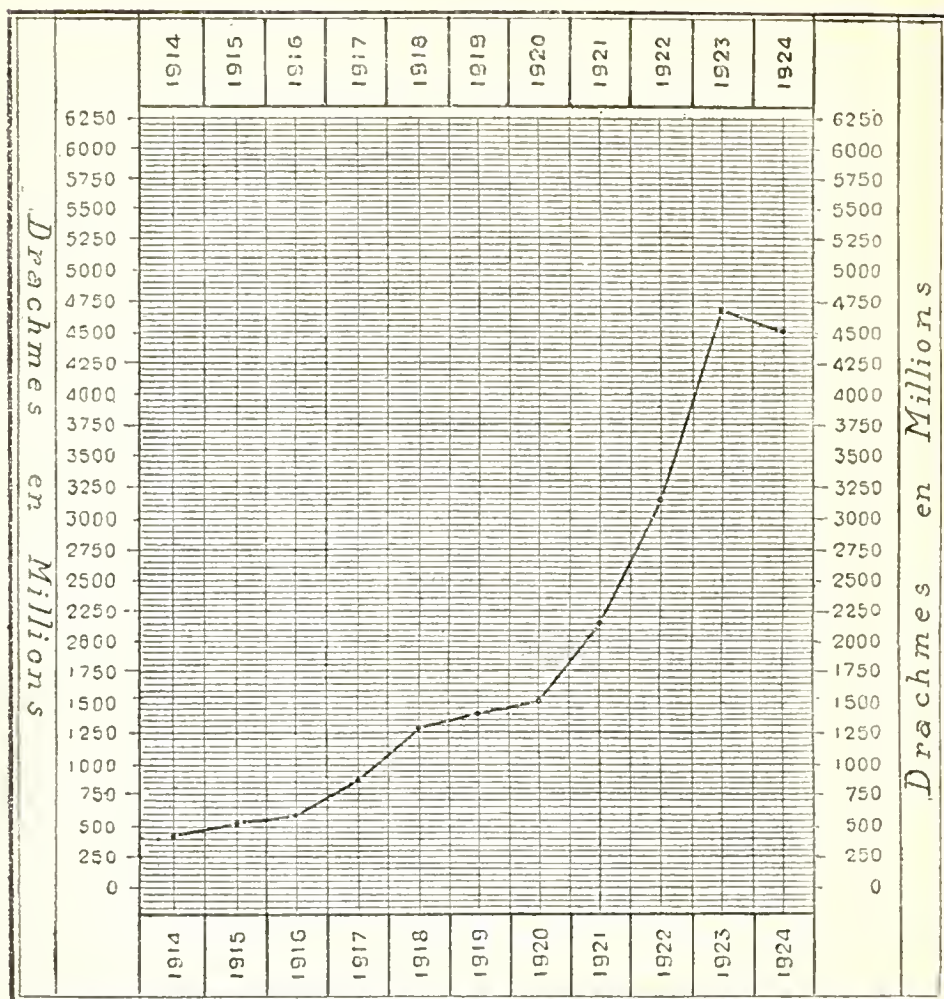


Banque Nationale de Grèce  En drachmes  En or etc..  Autres banques grecques 

ENCAISSE OR DE LA BANQUE DE GRÈCE
MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DRACHMES

	EN DRACHMES			OR ET MONNAIES ÉTRANGÈRES			Totaux généraux
	Banque nationale	Autres banques	Totaux	Banque nationale	Autres banques	Totaux	
1914.....	178	93	271	118	90	208	479
1915.....	218	115	333	128	90	218	551
1916.....	242	157	399	156	140	296	695
1917.....	329	294	623	155	190	345	968
1918.....	455	473	928	148	220	368	1.296
1919.....	558	570	1.128	172	300	472	1.600
1920.....	918	799	1.717	273	300	573	2.290
1921.....	1.442	1.116	2.558	255	300	555	3.113
1922.....	1.877	1.587	3.464	230	...	230	3.694
1923.....	2.381	2.226	4.607	159	...	159	4.766

CIRCULATION MONÉTAIRE

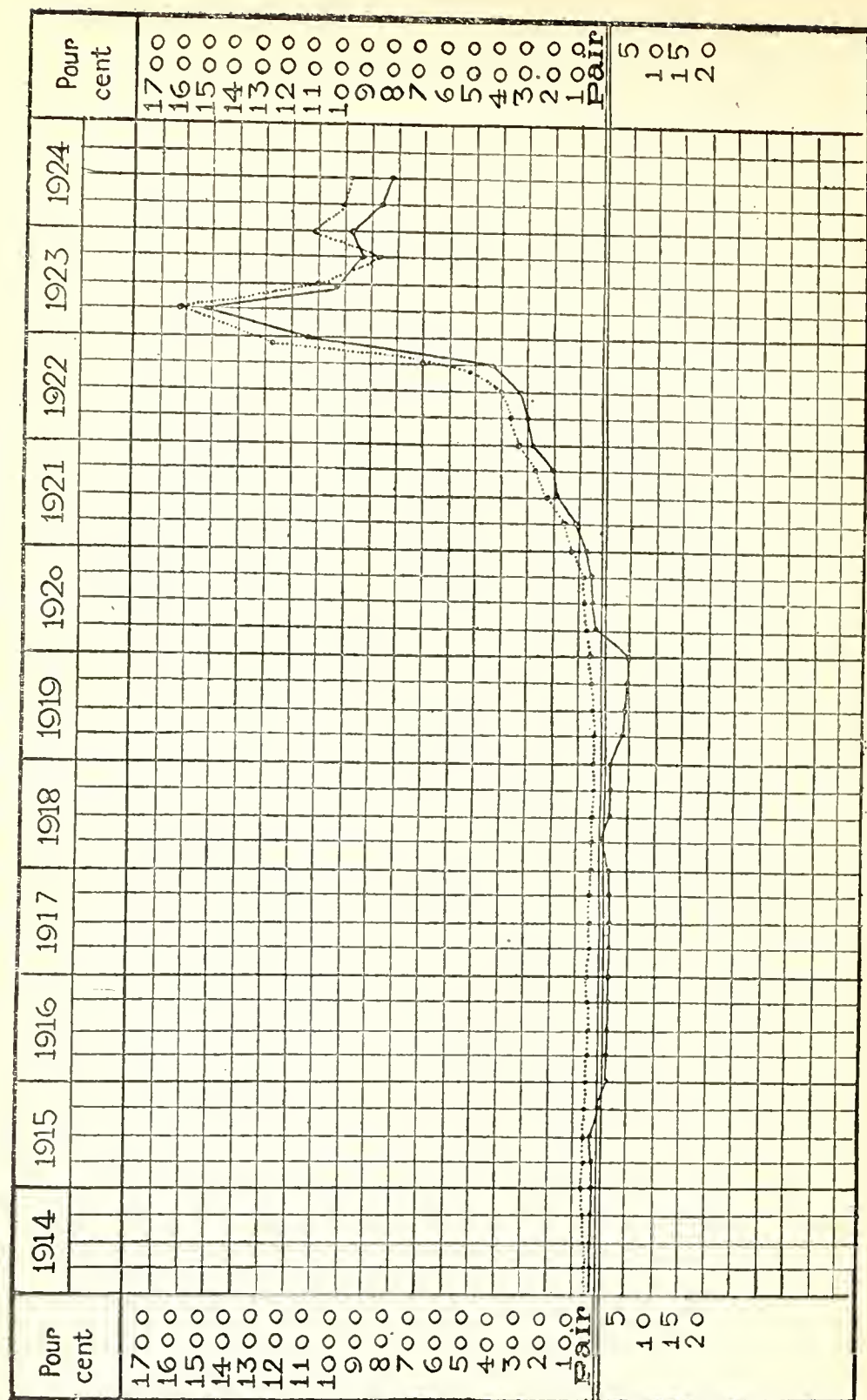


CIRCULATION MONÉTAIRE

Années	Drachmes
1914.....	411.000.000
1915.....	538.000.000
1916.....	588.000.000
1917.....	864.000.000
1918.....	1.274.000.000
1919.....	1.391.000.000
1920.....	1.508.000.000
1921.....	2.461.000.000
1922.....	3.150.000.000
1923.....	4.681.000.000
1924*	4.542.000.000

* Moyenne sur six mois.

TAUX DES CHANGES SUR LONDRES ET NEW-YORK



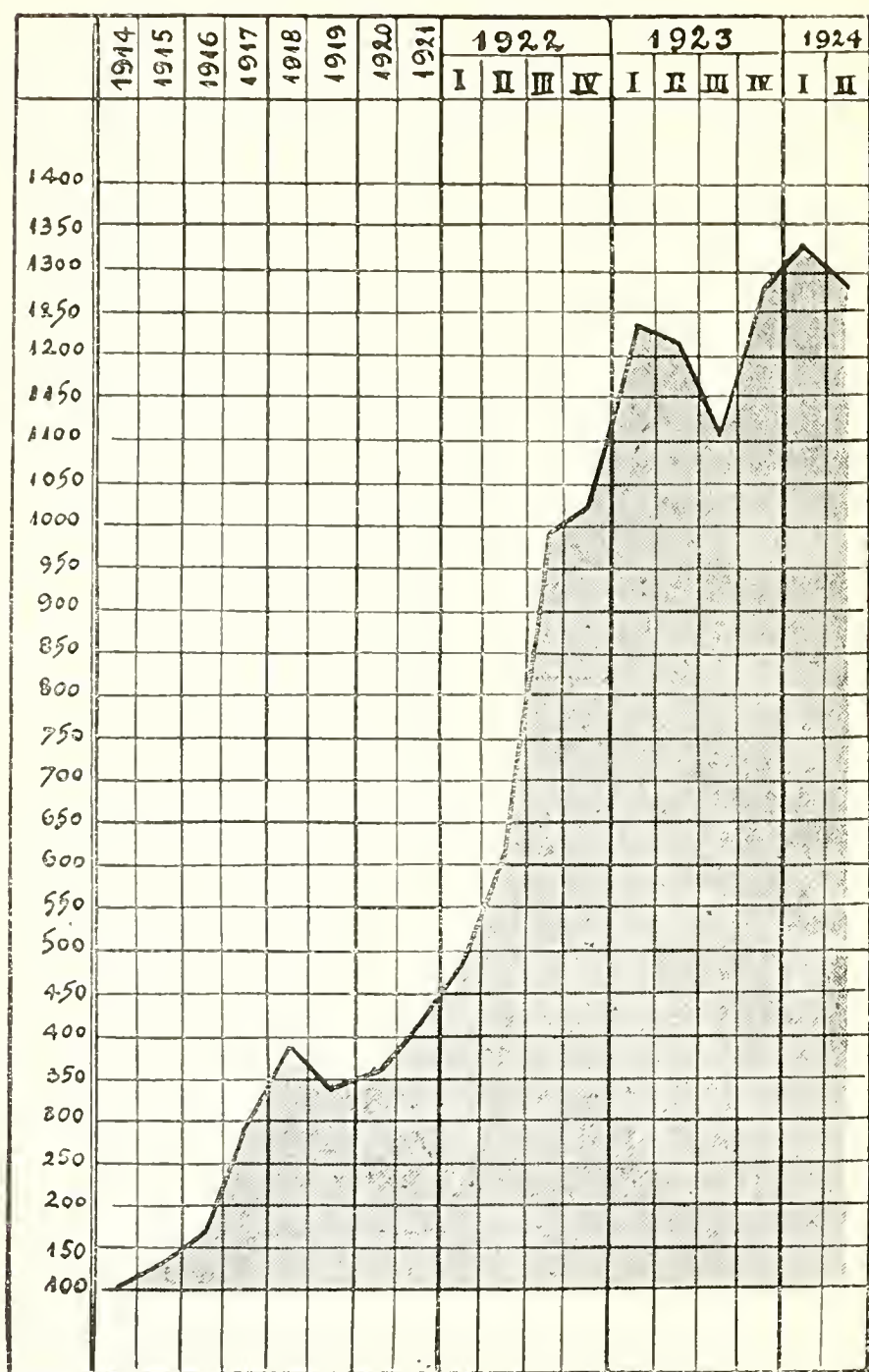
Changes sur Londres
Changes sur New-York

TAUX DES CHANGES SUR LONDRES ET NEW-YORK

Années —	Londres —	New-York —
1914	25.16	5.19 $\frac{1}{2}$
1915	25.03	5.35
1916	24.63	5.21
1917	24.60	5.18
1918	24.82	5.18
1919	24.32	5.53
1920	34.10	9.55
1921	70.38	18.29
1922	164.83	37.15
1923	293.85	64.60
1924 *	238.—	55.11

* Moyenne sur six mois.

INDICES DU COÛT DE LA VIE

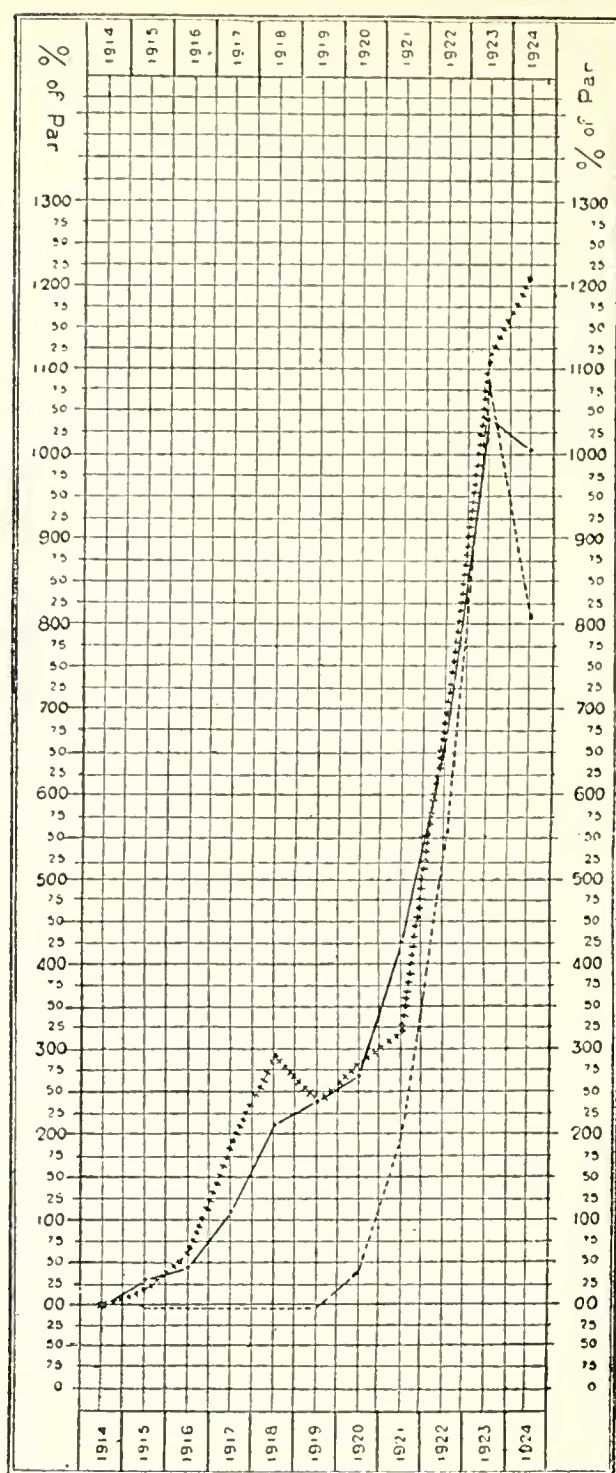


INDICES DU COÛT DE LA VIE

1914	100
1915	121
1916	167
1917	289
1918	389
1919	341
1920	359
1921	421
1922	778
1923	1.212
1924 *	1.309

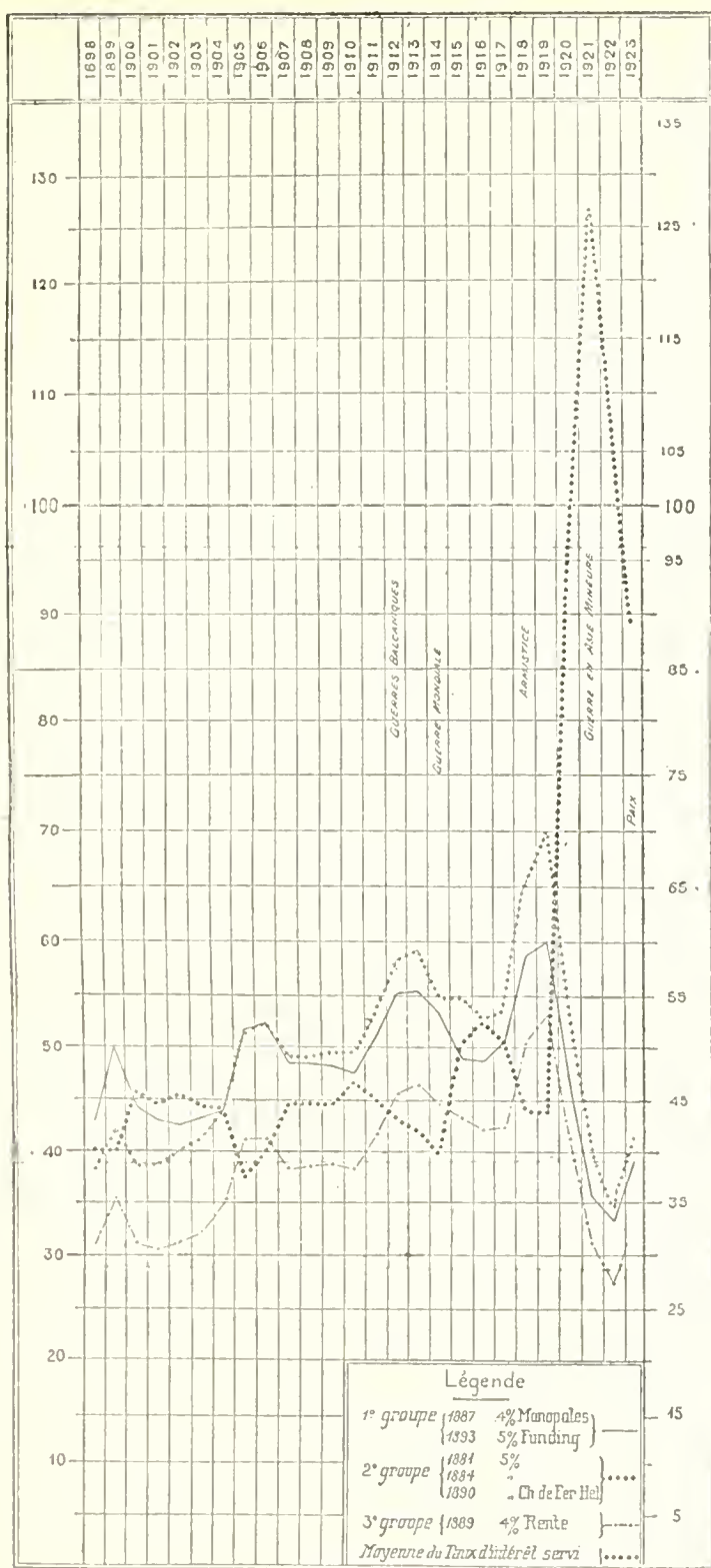
* Moyenne sur six mois.

CIRCULATION MONÉTAIRE, CHANGE ET INDICES DU COÛT DE LA VIE (1914-1924)



..... Circulation
 ++++++ Nombres-indices
 ----- Change

MOYENNE ANNUELLE DES TITRES GRECS
(ANCIENNE DETTE OR 1881-1893)
SUR LE MARCHÉ DES CHANGES DE LONDRES 1898-1924



MOYENNE ANNUELLE DES TITRES GRECS
(ANCIENNE DETTE OR 1881-1893)
SUR LE MARCHÉ DES CHANGES DE LONDRES 1898-1924

Années	1 ^{er} Groupe (1887, 1893)	2 ^{me} Groupe (1881, 1884, 1890)	3 ^{me} Groupe (1889)	Taux de de l'intérêt pour 100
1898.....	42.87	38.18	31.88	4.02
1899.....	49.98	42.18	35.50	3.98
1900.....	44.16	38.77	32.51	4.58
1901.....	43.—	38.71	33.64	4.44
1902.....	42.54	40.—	31.41	4.56
1903.....	43.10	41.34	32.34	4.43
1904.....	43.91	43.96	34.90	4.41
1905.....	51.72	51.45	41.15	3.76
1906.....	52.23	52.52	41.24	3.98
1907.....	48.58	49.05	38.24	4.46
1908.....	48.60	49.03	38.69	4.45
1909.....	48.13	49.50	38.85	4.45
1910.....	47.64	49.50	38.39	4.67
1911.....	51.15	53.68	41.77	4.50
1912.....	55.16	58.40	45.87	4.31
1913.....	55.67	59.11	46.67	4.20
1914.....	53.50	54.94	44.69	3.97
1915.....	49.25	54.90	43.25	5.02
1916.....	48.97	53.04	42.12	5.26
1917.....	50.89	54.79	42.42	5.07
1918.....	58.88	65.11	50.62	4.40
1919.....	60.02	69.95	53.35	4.39
1920.....	47.25	51.90	41.25	9.60
1921.....	35.83	39.75	31.55	12.65
1922.....	33.34	34.51	27.30	10.53
1923.....	39.36	41.56	33.85	8.92
1924 :				
I trimestre.....	45.21	47.—	38.08	} 8.26
II —	47.59	52.71	39.49	
III* —	48.70	53.40	43.70	

* Finissant le 15 septembre.

INDEX

A

- Abell** (Sir Westcott —), 125.
Absentéisme, 164, 171.
Accidents du travail, 194, 195.
Accords : 10 février 1918, 98, 100 ; 29 juillet 1919, 147 ; 29 juillet 1920, 62.
Administration des chemins de fer, 251-255 (voir : chemins de fer).
Agapitos (S. —), 214.
Agraires (question et réforme —), 168-174 ; 187.
Agriculture, — eurs, XV ; 9, 12, 58, 59, 72, 151, 152, 154-157, 159-187 ; 193, 196, 211, 224, 226, 228, 235, 237, 239, 243 (voir : économie rurale).
Allianos, 150.
Albanais, 7, 138, 139, 145, 146, 148.
Albanie, 62, 140, 148.
Alcool, 50, 51, 73.
Alimentation (industries de l'—), 200, 207, 227, 229, 230, 242 ; — des troupes, 6.
Allemagne, 3, 18, 20, 38, 40, 47, 61, 80, 105, 113, 118, 243.
Alliés (les —), 17, 18, 20, 35, 40-48, 53, 54, 82, 108-110, 112, 115, 125, 131, 163, 225, 248, 252, 261 ; le règlement des dettes inter —, 93-102.
Allocations, 29, 32, 37, 67.
Amortissement, 65, 66, 76, 95, 101.
Anatolie, 132, 137, 147 ; 149.
Andréadès (André —), xiii-xv ; 1-102 ; 5, 22, 25, 36, 45, 80, 84, 85 ; 103-127 ; 108, 121, 126, 129, 193, 223, 234.
Andrinople, 15, 151, 154.
Angleterre, 10, 16, 19, 24, 37, 40-45, 48, 58, 93, 95, 96, 100, 105, 110, 113, 115, 120, 121, 125, 215.
Annexe générale ; tableau statistique établi par la Banque nationale de Grèce, 268-290.
Annexions, 131, 133, 145, 148, 151, 194.
Appendices, 32-34 ; 56-60 ; 65-71 ; 74-75 ; 126.
Aravantinos, 145.
Arbitrage des grèves, 203-208 ; — du 8 décembre 1927, 98.
Arbres fruitiers, 177-179.
Archives des Sciences juridiques et sociales, xiv.
Argyros (C. —), 230, 231.
Armateurs, 107, 109-112 ; 114-117, 121-123 ; leur effort, 116.
Armée grecque, 5, 6, 18, 20, 36, 41, 51, 52, 55, 59-62, 65, 66, 71, 106, 126, 142, 175, 231 ; — alliée, 36, 45, 47, 62, 110, 225, 234, 248, 252, 261 ; — de Macédoine, 41, 45, 61, 62, 106, 234 ; — serbe, 106, 252 ; dégâts causés par l'— alliée, 97, 99.
Arméniens, 143, 149, 150.
Armistice, 61, 114, 117, 140, 249, 253, 267.
Arrangements financiers, 93-97 ; — financiers avec la France, 97-100.
Asie Mineure, 3, 15, 27, 29, 41, 48, 49, 51, 54, 59, 63, 85, 87, 126, 131, 134, 137, 141, 142, 146, 149, 151, 155, 165, 166, 208, 212, 213, 214, 216, 247, 260, 267.
Assistance aux réfugiés, 33, 65, 66, 89, 165 (voir : réfugiés) ; — aux familles des réservistes, 91.
Associations agricoles (voir : coopé-

ratives) ; — ouvrières (voir : syndicats).
Assurances des navires, 108, 109, 111, 112 ; 141, 116, 122 ; — ouvrières, 194, 195.
Athènes, 5, 17, 38, 85, 86, 97, 102, 154, 195, 197, 205, 209-211, 216-220, 227, 236, 251, 252, 254, 262.
Attique, 136, 166, 173.
Automobiles, 248, 249, 261, 262, 265.
Autriche, 38, 40, 113.
Avances, 8, 24, 77 ; — par les alliés, 40-48, 54, 79, 82 ; — aux agriculteurs, 183.

B

Banque nationale de Grèce, 8, 10, 13, 14, 16, 19, 20, 25, 45, 46, 56, 57, 59, 94, 97, 99, 102, 183-185, 220, 222, 237, 280, 281 ; son encaisseur, 280, 281 ; tables et diagrammes établis par la —, 168-290 ; — de Grèce, 102 ; — nationale de France, 10 ; — d'Angleterre, 79 ; — parisiennes, 10, 13 ; — françaises, 15 ; — londoniennes, 15 ; — étrangères, 46
Bâtiment (industries du —), 195, 200, 206, 208, 214-220, 224, 227, 229, 230, 242.
Beaumont (H. D. —), 5.
Bénéfices de guerre (impôt sur les —) 50, 51, 73, 75 ; impôt sur les — de la marine marchande, 24, 115, 116.
Beurre, 180.
Bibliographie, 5, 24, 103, 165, 193, 223 ; — sur les finances, 5, 24, 50 ; — sur la marine marchande, 103 ; — sur l'industrie, 223.
Billets de banque coupés en deux, 54, 56, 82.
Blé, 44, 235, 242.
Blessés, 6 (voir : mutilés ; victimes).
Blocus, 17, 23, 82, 86, 110, 112, 225, 235, 248, 253 ; — de 1916-1917, 110.
Bois (industries du —), 200, 227, 230.
Bolchéviks, 121, 122, 131, 149.
Bonfils-Fauchille, 106.
Bons du Trésor, 8, 10, 13, 53, 76, 79 ; — de la Défense nationale, 53.
Bosphore, 106.

Boutroux (Émile —), 62.
Brésil, 16.
Briand (Aristide —), 98, 100.
Budgets : de 1914, 65, 74 ; — de 1924-1925, 66, 75.
Bulgares, 6, 7, 9, 35, 86, 134, 136, 138-140, 142, 155, 165.
Bulgarie, 11, 15, 16, 38-40, 47, 62, 80, 81, 131, 133, 135, 137, 140, 142, 143, 150, 155, 164, 166, 169.

C

Câbles sous-marins, 264.
Café, 32.
Caisses : des victimes des guerres, 221 ; — pour la construction de routes, 262.
Caloghéropoulos, 17.
Caphandaris, 98, 100.
Capitulations, 22.
Carrières (voir : mines).
Cartes : des populations en Macédoine, 128 ; — des voies de communication, 256.
Caucase (voir : Russie).
Cavalla, 154, 163, 197, 205.
Centimes additionnels, 51, 53.
Céréales, 175, 177, 178, 180, 224, (voir : blé).
Change, xv, 11, 19, 25, 27, 32, 44-47, 49, 50, 52, 54-58, 60, 64, 70, 74, 78, 82, 88 ; 174, 178, 180, 208, 213, 215, 216, 229, 232, 236-238, 247, 248, 263, 284, 285, 288-290 ; tableau des —, 237, 284, 285.
Charbon, 44, 199, 239-250, 252.
Charitakis (Georges —), xiv, 223-244.
Cheminots, 211, 213.
Chemins de fer, 23, 35, 41, 79, 99, 200, 247, 248, 251-258, 261, 263 ; l'administration des —, 251-255 ; les tarifs et la guerre, 255-256 ; effets de la guerre sur les recettes et les dépenses, 256-258, 263.
Chèvres et moutons, 51, 73.
Chiffre de la population, 84 ; 133-135 ; 139, 154 (voir : recensement ; population).
Chimiques (industries —), 199, 200, 206, 208, 224, 227, 230, 242.

Chios (île de —), 15, 133.

Chômage, — eurs, 106, 109, 154, 195, 201, 208, 211.

Chrétiens, xv, 138, 144, 156.

Chypre, 147.

Circassiens, 143.

Circulation, 19, 46, 47, 54-56, 58, 97 ; — fiduciaire, 54-56 ; 282, 283, 288 (voir : communications).

Classe ouvrière, 191-221 (voir : législation).

Cofinas (M. G. —), 21, 23, 25, 30, 50, 52, 60, 71, 74, 94.

Colonies grecques, 148, 149, 153 ; colonisation intérieure, 168-174.

Commerce, 11, 20, 23, 152, 161, 162, 175, 228, 243 ; — international, 106 ; — extérieur, 276, 277 (voir : exportations).

Commissions : d'établissement des réfugiés, xv, 33, 34, 95, 101, 166, 236 ; — d'échange des populations, 134 ; — d'expropriation, 172, 173 ; — interalliée d'enquête sur les violations du droit des gens, 35 ; — des Réparations, 31, 38, 118, 119 ; — internationale de contrôle, 54 ; — des experts, 88 ; — financière internationale, 100, 102 ; — mixte d'émigration, 134, 135 ; — d'arbitrage, 204, 205 ; — centrale des habitations à bon marché, 219.

Commissions encaissées, 14

Communications, xiv ; 24, 86, 165, 175, 225 ; 238, 242, 245-268 ; avant-propos de l'étude de M. Coronis, 247-250 ; voies ferrées et politique ferroviaire, 251-258 ; les routes, 259, 260 ; les automobiles, 261 ; les postes et les télégraphes, 263-266 ; les transports maritimes, 248, 267, 268 ; carte des voies de —, 256 (et voir : chemins de fer ; marine marchande ; automobiles ; transports).

Composition ethnique de la population, 136-146 ; Macédoine, 138-142 ; Thrace occidentale, 142, 143 ; Grèce et îles de l'Égée, 143-144 ; Épire, 144-146 ; carte, 131.

Comptoir central du raisin de Corinthe, 185.

Concurrence, 175.

Conditions de l'évolution de l'industrie de 1915 à 1925, 234-238 ; conclusion, 239-243.

Confédération générale du travail, 197, 210-213 (voir : syndicats).

Conférences : de Corfou, 62 ; — de Florence, 62 ; — de Spa, 38 ; — de Washington, 199-202.

Conflits entre patrons et ouvriers, 194, 203-208 (voir : grèves).

Congrès ouvriers panhellénique de 1918, 210 ; — socialiste, 210.

Consommation, 234, 235, 242.

Constantin (le roi —), 3, 17, 18, 44, 47, 48, 51, 86, 94, 118 ; sa déposition, 3 ; son abdication, 18.

Constantinople, 54, 134, 147-154, 251.

Construction, 214-220 ; coût des —, 215.

Conventions : 10 février 1910, 45 ; 20 février 1915, 183 ; 14 et 27 novembre 1917, 134 ; 10 février 1918, 41, 42, 44 ; 10 mai 1919, 41, 42 ; — de 1919 pour l'émigration, 140 ; — de Moudania, 149 ; 30 janvier 1923, 134, 137, 139, 143 ; — internationale du Travail 199-202.

Conversion, 57.

Coopératives, 171-173, 181-187, 220 ; le mouvement coopératif, 181-186 ; diverses sortes de —, 182 ; Thémis, 220.

Corfou, xiv, 15, 36, 55, 110, 210, 236.

Corinthe (voir : raisins secs).

Corizis, 184.

Coromilas (Lambros —), 9.

Coronis (Spiridon —), xiv ; 245-268.

Corporations (voir : syndicats).

Cotrozos (A. —), 52.

Cours forcé, 11, 44, 54, 57, 60, 76, 77.

Coût de la vie, 208, 209, 216, 286-288.

Crédits alliés, 25, 43, 82 (voir : avances) ; — agricoles, 181-186.

Crète, 23, 85, 133, 136, 137, 143, 144, 147, 155, 176, 194, 211, 260, 264.

Crise de la marine, 118-123.

Cuir et peaux (industrie des —), 200, 227, 229, 230, 242.]

D

Damiris (Ch. —), 5, 25, 45.
Damverghis (Jean —), 12.
Danube, 110, 121.
Danemark, 107, 113.
Dartige du Fournet (amiral —), 110.
Décision du Conseil suprême du 13 janvier 1920, 148.
Décrets agraires, 170 ; — loi de 1923, 212, 218 ; — loi de 1926, 203, 222.
Dédé-Agatch, 106.
Démobilisation, 53 (voir : armistice).
Dépenses, 18-20, 21 ; 26-32 ; 35-37 ; 61, 64-71 ; 77-80, 99 ; 278, 279 ; — des guerres balkaniques, 5-7 ; — des années 1914-1916, 18-20 ; — militaires, 5-7 ; 18-20 ; 22, 26-32 ; 53 ; — des années 1917-1923, 26-32, 53 ; — pour les réfugiés, 33, 53 ; comment furent couvertes les — de guerre, 40-61 ; l'augmentation des —, 64-71 ; tableaux statistiques sur les — de guerre, 88-92 ; — tout à fait extraordinaires, 65-67 ; — mandatées par les ministères, 68-69 ; — des chemins de fer, 256, 258.
Déportations, 87, 140, 164.
Dépôts dans les banques, 11.
Désastre d'Asie Mineure (voir : Asie Mineure).
Dettes publique, 25, 57 ; 61, 64-66, 76-82 ; son poids, 76-81 ; (voir : emprunts) ; — turque, 79 ; le règlement des — interalliées, 93-102.
Dévastation des régions frontières, 163.
Dewavrin (Maurice —), 108, 115.
Diagrammes (voir : tables).
Dichotomie (voir : billets de banque).
Diomède (Al. —), 6, 25, 42, 184.
Direction des Transports (Haute —), 249, 253, 254, 268.
Dodécanèse, 62, 83, 147, 148.
Domaine public, 74, 75.
Dommages de guerre, 26, 35-37, 39, 96, 97, 118, 119.
Dons, 12.
Douanes, 15, 22, 23, 51, 73, 185 ; doublement des droits de —, 51.

Droit des gens, 106.

Durazzo, 106.

Durée du travail, 194, 199-202, 208, 215.

Duke (R. F. H.). —, 223.

E

Économie rurale, 159-187 ; importance, 161, 162 ; la population agricole, 154, 157 ; 162-167 ; propriété rurale, réforme agraire et colonisation intérieure, 168-174 ; la production agricole et les prix, 175-180 ; le mouvement coopératif et le crédit agricole, 181-186 ; conclusion, 187 (voir : agriculture).

Échange des populations, 84, 91, 134, 143-145, 148, 149, 152-157.

Effectifs de l'armée grecque, 5, 18, 27.

Efforts fiscal, 49, 56, 71-74, 122, 124 (voir : impôts).

Eftaxias (Jean —), 57.

Égée (voir : îles).

Élections de 1920, 118.

Électricité (industries de l'—), électriciens, 200, 210, 211, 216, 227, 230.

Élevage, 161, 171 (voir : chèvres).

Embiricos (E. —), 115.

Émigration, 11, 85, 134-136, 140, 141, 144, 146, 152, 156, 164, 165, 235.

Émission de billets de banque, 54-58, 60, 77 ; — de l'emprunt de 1928, 100.

Emphytéose, 168, 169.

Employés, 196-198.

Emprunts, 8, 9, 12-16, 18, 20, 24, 25, 44, 52-54, 75-82, 93-102 (voir : dette publique) ; — du 25 juin 1915, 8, 13 ; — de Paris de 1910, 9 ; — provisoires, 10-14 ; — de liquidation, 14-16 ; — de 1914, 19 ; — forcé, 51, 56-60 ; — intérieurs, 53-60 ; — de 1917, de 1918, 53 ; Ulen, 102 ; — à lots de 1920, 53 ; — belge de 1926, 79 ; — de 1924 (dit : des Réfugiés), 101 ; — de 1928, 93, 100-102.

Enfants, 194, 201.
Enquête, de 1921 sur l'habitation, 218.
Enseignement, 65, 66, 141.
Entreprises industrielles, 224, 226-231, 239, 243 ; leur accroissement, 229 ; leur recensement au 18 décembre 1920, 244.
Éolie, 15.
Épire, 14, 35, 62, 83, 85, 106, 133, 144-148, 155-157, 163, 164, 168, 171, 173, 176, 194, 211, 260, 264.
Équipages, 121, 122, 197 (voir : marins).
Espagne, 107, 113, 125.
Esperey (Franchet d' —), 61, 62.
Etablissement des réfugiés, 34, 90, 94, 100, 102, 151-157, 165-167 (voir : réfugiés) ; — industriels (voir : entreprises).
État estimatif des dommages de guerre réclamés par la Grèce, 37, 39.
États-Unis, 16, 20, 40, 43, 45, 85, 93-95, 100, 113, 125, 235, 243.
Eulambio (S. —), 5, 25, 56, 84 ; 268-290.
Evelpidis, 168, 170-173.
Evlambios (voir : Eulambio).
Evolution de l'industrie de 1915 à 1925, 234-238 ; conclusion, 239-243 ; — législative après la guerre, 199-202 ; 203-209 (voir : législation).
Excédents budgétaires, 7, 9.
Exiguïté des propriétés, 174.
Exode (voir : émigration) ; — vers les villes, 164, 214, 235.
Exportations, 51, 162, 179, 180, 185, 231, 232, 273-277.
Expropriation des biens agraires, 34, 79, 94, 155-157 ; 169, 174 ; — des immeubles, 219.
Expulsions, 137.
Extinctions, 65, 66, 75.

F

Fabriques (voir : entreprises).
Femmes, 12, 194, 201.
Finances publiques, xv ; 1-102 ; 247, 248 ; les — pendant les guerres

balkaniques, 5-16 ; les dépenses, 6-12 ; les opérations de crédit et la liquidation, 12-16 ; les — de 1914 à 1916, 17-24 ; — de 1917 à 1924, 25-60 ; montant des dépenses, 26-34 ; dommages et indemnités de guerre, 35-40 ; comment furent couvertes les dépenses, 40-60 ; la situation financière au lendemain de la guerre, 61-81 ; l'augmentation des dépenses, 64-71 ; l'effort fiscal, 71-75 ; le poids de la dette publique, 76-81 ; conclusion, 82, 83 ; annexes, 84-102 ; la population grecque pendant la guerre, 84-87 ; tableaux statistiques sur les dépenses, 88-92 ; le règlement des dettes interalliées et le grand emprunt de 1928, 93-102 ; finance héroïque, 56, 60.
Fonctionnaires, 31, 32, 64, 70, 71.
France, 10, 14, 19, 37, 40-45, 48, 72, 81, 93, 97-100, 105, 110, 113, 115, 125, 215 ; arrangements financiers avec la —, 97-100.
Fraudes, 50.
Frets, 23, 24, 36, 42, 107, 108, 110, 111, 117, 119, 120, 124, 225, 267, 268 ; hausse des —, 107, 111, 225 ; baisse des —, 119, 120.
Front (extension du —), 27, 35.

G

Gauvain (Auguste —), 61.
Genève, 98, 202.
Gounaris, 23, 47, 58.
Gouvernement grec, 13, 17, 22, 46, 94, 98 ; — provisoire, 3, 99, 169, 170.
Grande Idée, 147 (voir : hellénisme).
Grèce, grecs, xiii ; 3, 8, 11, 14, 19, 22, 24, 38-40, 53, 60 ; 61-63 ; 80, 81, 93, 94, 105, 107, 108, 111, 113, 118, 125, 131, 132, 136-139, 142, 145-147, 151 ; 168, 170, 173, 176, 211, 215 ; 225, 226 ; 239, 259, 264 ; son caractère agricole, 161 ; Grande — (voir : hellénisme) ; superficie et population, 271, 272.
Grégoire (le navire —), 123.

Grèves, 194, 197, 198, 203-208, 211, 213.

Guerres, 3, 131, 132, 150, 163-165, 169, 175, 180, 214, 237, 247, 260 ; — balkaniques, xv ; 3, 22, 53, 85, 105, 106, 131, 132 ; 133, 136, 140, 193, 252 ; les finances pendant les — balkaniques, 5-16 ; la marine pendant les — balkaniques, 105, 106 ; — de 1917-1918 contre l'Allemagne, 18 ; 61, 62, 64, 85, 87, 118, 131, 137, 193, 225 ; la marine pendant la grande —, 107-113, 118 ; — de 1917-1923, 25, 26-32, 85, 131, 137, 148 ; — sous-marine (voir : torpillages) ; — de l'Indépendance, 107.

Guiraud (Paul), 22.

H

Habillement (industries de l'—), 224, 227, 230.

Habitations à bon marché, 218-220.

Hambro (maison —), 97, 101.

Hausse, 27, 28, 32, 44, 106 ; — des prix, 27, 32, 46, 58, 60, 64, 70, 78, 175, 180, 234 ; — des frets (voir : frets).

Haute-Direction (voir : Direction).

Hellénisme, 132, 137, 142, 147-150 ; 151.

Herkner (H. —), 193.

Hindenburg (von —), 61.

Hollande, 107, 113, 125.

Hongrie, 38, 40, 56, 59, 113.

Houille (voir : charbon).

Howland (Charles P. —), 33.

Huiles, 162, 177-180, 242.

I

Iles (les —), 15, 18, 35, 85, 86, 106, 107, 133, 136, 143-144, 147, 176, 211, 260 ; — de l'Égée, 62, 83, 143-144, 147, 148, 155, 176, 194, 211.

Imbros (île d'—), 133, 134.

Importations, 162, 165, 175, 273-277.

Impôts, 22-25, 48-52, 55, 56, 61, 71, 72, 74, 75, 82 ; 262 ; — directs,

22, 24, 50, 51, 72-75 ; — sur les successions, 22, 50, 73 ; — sur le revenu, 24, 50, 51, 73, 122 ; — progressif, 50, 74 ; — sur le capital, 52, 60, 73, 75 ; la charge de l'— par tête, 72 ; — sur les autos, 262 ; — sur les bénéfices de guerre (voir ce mot).

Incendies, 6, 7, 36 ; — de Salonique, 36, 214, 216.

Indemnités de guerre, 38-40 ; — turque, 53 ; — d'expropriation, 172, 174.

Indices, 22, 32, 46, 78, 120, 209, 286-288.

Industries, xiv ; 153, 154, 161, 162, 171, 185 ; 193, 198 : 199-202 ; 206-208, 210, 214, 224, 225-233, 248 ; grande —, 193, 226, 243 ; petite —, 193, 226 ; l'— de 1915 à 1925, 223-244 ; données statistiques, 225-233 ; conditions qui ont influé sur l'évolution de l'—, 234-238 ; considérations générales et conclusion, 239-243 ; tableau recensant les entreprises industrielles au 18 décembre 1920, 224.

Inflation, 19, 27, 46, 54, 82.

Intérêts des emprunts, 78, 95.

Internationale (l'—), 210.

Invasion, 163.

Ionie, 15, 151.

Italie, 11, 37, 44, 60, 62, 96, 105, 107, 113, 115, 125, 146-148, 215.

J

Japon, 113, 125.

Journée de huit heures (voir : durée du travail).

Jugement d'ensemble sur les finances de guerre, 82.

Juifs, 138, 140, 144, 145.

K

Kalitsounakis (Démètre —), xiv ; 189-222.

Karagatch, 133, 134.

Kavalla, 15 (voir : Cavalla).

Keynes (J. —), 111, 120.

L

- Ladopoulos**, 50, 51.
Lalt, 180.
Lambros, 17, 24.
Langue grecque, 136, 138, 141, 143, 145, 148.
Législation industrielle, ouvrière et sociale, xiv ; 189-222 ; plan de l'étude de M. Kalitsonnakis, 191 ; la — grecque de 1909 à 1923, 193-202 ; l'évolution législative après la guerre et la situation de la classe ouvrière, 203-209 ; les organisations ouvrières pendant et après la guerre, 210-213 ; le problème du logement, 214-220 ; législation pour la protection des soldats et officiers de réserve, 221.
Légumes, 177, 178, 180.
Lekatsas (Théodore —), 17, 18, 21, 25.
Leroy-Beaulieu (Paul —), 8.
Lesbos (île de —), 15, 133.
Lettres de change, 13.
Liberté du travail, 197, 198.
Lignes de chemin de fer, 251-255 ; — nouvelles, 254 ; recettes et dépenses des —, 257, 258 ; — télégraphiques et téléphoniques, 264-266 ; — maritimes, 267, 268.
Lignite, 248, 249, 253, 255.
Liquidation, 14-16.
Lloyd George, 60.
Logement (le problème du —), 214-220.
Lois ouvrières, 194, 195, 197-202 ; 203-209 ; 210-213, 219, 220 (voir : législation) ; — agraires, 169, 170, 174 (voir : agraires) ; — Valaoritis, de 1910, 10, 19, 20, 24, 45, 46 ; — de contrôle de 1918, 12, 13, 19, 77 ; — de 1920 sur les traitements des fonctionnaires, 32 ; — 21 novembre 1917, 260 ; — 602 de 1914, 181 ; — de 1920 sur les chemins de fer, 252 ; — du 18 mai 1920, 253 ; — 25 mars 1922, 56-60 ; — de juillet 1922, 262.
Londres, 11, 93, 96, 97, 100, 101, 179, 180, 284, 285, 289, 290.

- Loyers**, 215, 216, 218.
Luxe, 237 ; taxe de —, 51.
Luzzatl (L. —), 11.

M

- Macédoine**, 15, 17, 18, 29, 35, 63, 79, 85, 90, 96, 97, 106, 131, 133, 136-143, 147, 151, 153, 155-157, 163-166, 168, 170, 171, 173, 175-177, 182, 194, 195, 208, 211, 225 ; 248, 252, 260, 264. Carte, 128.
Maln-d'oeuvre, 208, 215, 238, 242 (voir chômage) ; — agricoles, 175.
Marais (assèchement des —), 34, 79, 102, 166, 167.
Marine, 6, 16, 65, 66, 71 ; 193, 207 ; — marchande, xv ; 9, 23, 24, 35, 36, 38, 41, 103-127 ; 193, 207, 212, 248, 259, 267, 268 ; la — marchande en 1912-1913, 105, 106 ; les années 1914-1918, 107-113 ; la — de l'armistice au traité de Sèvres, 114-117 ; la grande erise, 118-123 ; la — au traité de Lausanne, 124-126 ; la — en 1926, 126 ; subventions à la —, 268 ; la — de guerre, 16, 35, 41.
Marins, 121, 122, 195, 197, 202, 210-213.
Matériel de guerre, 6, 18, 30, 41, 42, 48, 67, 96-99.
Mécaniciens, 207, 210.
Mécaniques (industries —) voir : métallurgiques (industries —).
Mélange des nationalités (voir : composition ethnique).
Mer Noire, 105, 106, 109, 121, 148, 151, 155, 166.
Messenger d'Athènes (journal : *Le* —), 98.
Métallurgiques (industries —), 195, 200, 206, 208, 224, 227, 230, 243.
Mitchalacopoulo, 169, 181, 195.
Mikélis (N. —), 229-231.
Mines, mineurs, 161, 195, 196, 199, 208, 224, 230, 232, 233, 239-241, 248, 249 ; tableau de la production des — et carrières, 240 (voir : lignite).
Ministères, 68, 69 ; — des Affaires étrangères, 68, 69 ; — de l'Assis-

tance publique, 69, 70, 135 ; — de l'Agriculture, 69, 70 ; — des communications, 68, 69, 253 ; — de l'Economie nationale, 68, 69, 224 ; — des Finances, 68-70 ; — de la Guerre, 26, 31, 68, 69, 88 ; — de l'Hygiène, 221 ; — de l'Instruction publique, 68, 69 ; — de l'Intérieur, 68-70 ; — de la Justice, 68, 69 ; — de la Marine, 26, 31, 68, 69, 89 ; — de l'Ordre public, 69, 70.

Mobilisation, — sés, 5, 18, 196, 215, 247.

Monde économique (journal : *Le —*), 108.

Monnaie, xv ; 46, 51, 57, 60, 71, 76, 177, 178, 242, 247, 282, 283, 288 ; (voir : change).

Monopoles, 51, 65, 66, 74, 75.

Moody, 40, 45.

Moratorium, 215, 217.

Morgenthau (Henry —), 15, 16.

Mortalité, 86, 87, 110, 164, 218 (voir : pertes).

Mouvement industriel (voir : industrie). — coopératif, 181-186.

Munitions, 6, 35.

Musulmans, xv ; 6, 62, 134, 138, 139, 141-146, 152, 153.

Mutilés, 221, 222 (voir : victimes).

Mylonas, 169, 174, 181, 185.

N

Navigation (industries de la —), 207.

Navires, 8, 35-37, 67, 105, 107-113, 114-117, 118-127, 267 (voir : réquisitions) ; — de guerre, 16, 18, 35, 37, 99, 106 ; — de guerre coulés, 35, 37 (voir : torpillages ; pertes) ; — à vapeur, 105, 108, 109, 114, 118, 124-127 ; — à voiles, 109, 114, 121, 124-127 (voir : marine).

Naufrages, 122, 124.

Négreponte, 50.

New-York, 93, 284, 285.

Norvège, 105, 107, 108, 111, 125.

Nourriture des soldats, 27, 28.

O

Obligations foncières, 172.

Occupation (voir : territoires).

Office autonome des chemins de fer, xiv ; — autonome du raisin de Corinthe, xv ; — autonome pour l'établissement des réfugiés, 102.

Olives, 162, 177-179.

Opérations de crédit, 8, 10.

Or, 19, 51, 78 ; encaisse — de la Banque de Grèce, 280, 281 (voir : stock).

Ouvriers, 193-196, 199, 211, 219, 224, (voir : législation).

P

Pachnos (Al. —), 103.

Païement différé, 7-9, 19.

Pallis (Al. A. —), xiv ; 84 ; 129-157.

Papier-monnaie (voir : monnaie) ; industries du —, 200, 227, 230, 242.

Paris, 9, 10, 15, 97, 108.

Patras, 15, 205, 210, 236.

Patriotisme, 11, 12, 60, 122.

Pensions, 6, 30, 31, 37, 66 ; 222 ; — civiles, 31.

Persécutions, 87.

Pertes en population, 86, 134, 215 ; (voir : effectifs) ; — en navires, 108-110, 112, 118, 119.

Pharmakides (E. —), 45.

Philouze (M. —), 5, 10, 11.

Pichon (St. —), 41.

Pirée (Le —), 85, 108, 119, 153, 154, 195, 197, 205, 210, 211, 213, 216-218, 227, 236, 251, 252, 254, 262.

Plan Dawes, 38.

Plantes industrielles, 177-179 ; — fourragères, 177, 178.

Poincaré, 100.

Politique (la —), 193, 197, 210, 235, 238 ; — financière, 22-24, 76, 82, 102 ; — de la Grande Idée (voir : hellénisme) ; — ferroviaire, 251-258 ; — des transports maritimes, 267.

Pologne, 63.

Population grecque, xv ; 35, 37, 62-64, 71, 84-87 ; 129-157 ; 234 ; échange des — 84, 91 (voir :

échange) ; chiffre de la —, 84, 133-135, 139, 154, 216, 217, 234, 235, 271, 272 (voir : recensement) ; introduction à l'étude de M. A. Pallis, 131, 132 ; effets de la guerre : sur le chiffre de la —, 133-135 ; sur la composition ethnique de la —, 136-146 ; sur l'hellénisme, 147-150 ; sur la — au point de vue social, 151-157 ; la — agricole, 154-157 ; 163-167 (voir : économie) ; — macédonienne, 35, 37, 38 ; carte des — de la Macédoine, 128.

Ports, 105, 121, 124, 126, 153.

Postes, télégraphes, téléphones, 65, 66, 74, 75 ; 247 ; 263-266 ; tarif des —, 263.

Prévéza, 106.

Prisonniers, 6, 37.

Prix, 27, 46, 165, 175-180 (voir : hausse).

Production, 161, 201, 203, 215, 225, 233, 234, 239, 247 ; — agricole, 161, 162 ; 163, 175-180, 184, 185, 234 ; la — agricole et les prix, 175-180 ; — industrielle, 161, 162, 200, 201, 225, 227, 229, 234, 240-243.

Produits agricoles, 162, 177-180, 185.

Professions, 152, 153, 228, 236.

Propriétaires, 94, 136, 139, 144, 145, 155-157, 164, 167 ; 168-174 ; les — et la réforme agraire, 168-174 (voir : expropriation).

Protection des soldats et officiers de réserve, 205, 221.

Protectionnisme agricole, 175 ; 180.

Protopapadakis (P. —), 51, 54, 58, 60.

P. T. T. (voir : Postes).

Puissances protectrices (voir : alliés).

R

Raisin de Corinthe, 24, 162, 177-179, 185.

Rapports et Enquêtes de la Commission interalliée sur les violations du droit des gens en Macédoine, 35 ; — sur les travaux de la Commission

des Réparations, 37 ; — de M. Cofinas (voir : Cofinas) ; — de la Commission des Experts, 88-92 ; 93.

Ravitaillement de la population, 91, 175.

Recensements, 84, 134, 147, 154, 164, 165 ; — de 1920, 85, 129, 133, 134, 154, 161, 164 ; — des ouvriers, 195, 211 ; — de l'industrie du 20 octobre 1917, 226 ; — de l'industrie au 18 décembre 1920, 227, 228, 224 ; tableau de ce —, 224.

Recettes, 21-24, 71, 74-76, 99 ; 278, 279 (voir : ressources ; impôts ; emprunts) ; — des chemins de fer, 256-258 — pour réparations, 38, 40.

Reconstruction de la flotte marchande, 114, 115, 126.

Réforme agraire, 168-174 (voir : agraires ; propriétaires).

Réfugiés, xiv, xv ; 6, 29, 30, 33-35, 63-66, 72, 79, 81, 83 ; 84, 87, 89-91, 101, 131, 134, 139, 141, 146, 149, 150 ; 151-157 ; 165, 182, 183, 187, 208, 219, 235, 236, 256 ; professions des —, 152, 153, 236 ; — orphelins, 91 (voir : assistance, établissement).

Régions occupées (voir : territoires).

Règlement des dettes interalliées, 93-102.

Religion, 138, 141, 143, 145 (voir : chrétiens ; musulmans).

Rentabilité du sol, 175, 180, 187.

Réparations, 26, 75, 119, 124 (voir : dommages).

Repos hebdomadaire, 194.

Réquisitions, 6, 8, 9, 30, 106, 107, 110, 111, 219, 252, 253, 268 ; — des navires, 106-108, 110-112, 268 ; — des chemins de fer, 252, 253.

Ressources, 7, 21, 71, 74, 75 ; — directes du Trésor, 7, 9.

Retraites, 6, 31, 65, 66.

Ribot (Alexandre —), 14, 53.

Richesse grecque, 62, 63.

Risques de mer (voir : assurances).

Rist (Charles —), 40.

Riz, 22.

Roi de Grèce, 3 (voir : Constantin).

Rolley et de Visme, 165.

Roumanie, 3, 11, 38, 40, 63, 80, 157, 169.
Roumélie, 85, 155.
Routes, 67 ; 259-261.
Russie, 3, 20, 29, 41, 87, 105, 135, 140, 149, 150, 165, 166, 208.

S

Sacalis (Georges —), 111, 114.
Saisies de navires, 113, 115 (voir : réquisitions)
Salaires, 194, 206-208, 213, 255.
Salonique, 3, 15, 17, 18, 36, 41, 63, 99, 106, 115, 118, 139, 140, 153, 154, 163, 169, 170, 173, 197, 205, 210, 214, 216, 236, 248, 251, 252, 254 ; le mouvement de —, 17, 18 ; incendie de —, 36, 214, 216.
Samos (île de —), 133, 194.
Sanatoriums, 221.
Santis (Démétrius K. —), 5, 25.
Sbarounis (A. —), 50.
Scouloudis, 17, 20.
Serbes, 6, 9, 106.
Serbie, 38, 40, 47, 63, 80, 140.
Simonide (Basile —), xv ; 159-187, 171, 181.
Situation financière au lendemain de la guerre, 61-81 ; considérations générales, 61-64 ; l'augmentation des dépenses, 64-71 ; l'effort fiscal, 71-74 ; le poids de la dette publique, 76-81.
Slaves, 141, 148.
Smyrne, 62, 133, 144, 148, 149, 151, 153-155.
Social (effets de la guerre sur la population au point de vue —), 151-157.
Sociétés de chemins de fer, 250, 251 ; — des Engrais et produits chimiques, 220 ; — des Nations, 27, 34, 81, 93, 94, 100, 101, 187, 223.
Soldats et officiers de réserve (protection des —), 205, 221 (voir : victimes).
Solde des troupes, 6, 27, 28 (voir : traitements).
Spetsiotis (J. —), 116.

Sphaira (journal : —), 108.
Statistiques, 25, 30 ; 161, 225-233 ; 240, 244 ; — concernant l'industrie, 224, 225-233 ; 240, 244 ; tables et diagrammes établis par la Banque nationale de Grèce, 268-290 (voir : tableaux).
Stock d'or, 11, 19.
Sucie, 22, 208.
Suède, 107, 113, 125.
Superficies cultivées, 166, 167, 173, 175-177.
Sûreté publique, 65, 66, 71.
Syndicats, 194, 195, 197, 210-213.

T

Tableaux concernant : dépenses de guerre, 6, 19, 21, 26, 29, 34, 64-69 ; 88-92 ; ressources, 7, 8, 21, 48, 49, 74, 75 ; dette et emprunts, 14, 76, 77 ; dette française, 99 ; budgets de 1914 et 1924, 64, 65, 74, 75 ; dommages de guerre, 36, 37, 39 ; — recettes douanières, 23 ; échange, 27, 49 ; traitements, 28, 31, 33, 70 ; développement comparé des marines marchandes, 105 ; pertes pendant la grande guerre, 112, 113 ; marine grecque en 1920, 114 ; tonnage lancé de 1911 à 1920, 119 ; progrès de la marine depuis l'armistice à 1923, 124, 125 ; marine grecque en 1926, 126 ; nombre d'habitants, 135 ; diverses nationalités : en Macédoine, 138, 139 ; en Thrace, 142 ; en Épire, 145, 146 ; grecs en Thrace et en Anatolie, 149 ; grecs en Russie, 150 ; — dans les villes, 154 ; — dans les campagnes, 155 ; production, 162 ; réfugiés agriculteurs, 166 ; tchifliks, 168 ; propriétés visées par les lois agraires et indemnités, 173 ; production agricole et surfaces cultivées, 176-178 ; exportations, 179 ; prix des denrées agricoles, 180 ; associations agricoles, 181-183 ; prêts accordés aux cultivateurs, 184 ; salaires de 1914 à 1926, 206 ; coût de la vie

- à Athènes, 209 ; nombre des syndicats, 211 ; coût de la construction, 215 ; nombre des habitants à Athènes et au Pirée, 216 ; recensement des entreprises industrielles au 18 décembre 1920, 224 ; entreprises industrielles, 226-228, 230-233 ; cours moyen du change, 237 ; production des mines et des carrières, de 1915 à 1925, 240 ; recettes et dépenses des chemins de fer, 256-258, longueur des routes, 259, 260 ; recettes de la Caisse pour la construction des routes, 262 ; longueur des lignes télégraphiques et téléphoniques, 264 ; subventions aux lignes maritimes, 268 ; tableaux établis par la Banque nationale de Grèce, 268-290.
- Tables et diagrammes établis par la Banque nationale de Grèce,** 268-290.
- Tabac,** 50, 51, 73, 153, 155, 162, 163, 165, 166, 177-179, 199, 208, 210, 211, 222, 227, 230, 242.
- Tantalidès,** 25, 50.
- Tapis,** 153, 237, 242.
- Tarifs douaniers,** 22, 23 ; — des chemins de fer, 255, 256 ; — des Postes, 263.
- Taux des emprunts,** 14 ; — des échanges 237, 284, 285.
- Tchamis,** 145.
- Tchécoslovaquie,** 56, 59, 63.
- Tchifliks,** 94, 156, 168 (voir : expropriation).
- Télégraphes et téléphones,** 217 (voir : postes)
- Ténédos,** 133, 134.
- Terres nationales (partage des — en 1835),** 168.
- Territoires occupés,** 6 ; — grec, 62, 64, 131, 132, 134, 135, 147, 148, 214, 252 ; accroissement de —, 131, 133, 148, 151, 194.
- Textiles (industries —),** 195, 200, 207, 208, 224, 227, 230, 242.
- Thémis,** 220.
- Théry (Edmond —),** 5, 6, 31.
- Thessalle,** 85, 86, 136, 147, 157, 168, 170, 171, 173, 176, 264.
- Thrace,** 29, 41, 48, 49, 52, 59, 62, 85, 90, 133, 134, 137, 142, 143, 147-149, 151, 155, 165, 166, 168, 171, 173, 212, 216, 247.
- Timbre (droits de —),** 50, 51, 73-75, 102.
- Titres grecs (moyenne annuelle des —),** 289, 290.
- Tonnages,** 105, 107, 108, 112-120, 124-127 ; — lancé de 1911 à 1920, 119.
- Torpillages allemands,** 23, 46, 86, 108-114, 118-120, 225, 235, 248
- Tournakis,** 165.
- Traités de Lausanne,** 3, 29, 39, 52, 55, 79, 124-127, 132, 139, 152, 165, 202, 247, 260 ; — de Neuilly, 38, 133, 142, 165 ; — de Sèvres, 68, 83, 114-117 ; 133, 142, 148 ; — de Versailles, 39, 43, 199 ; — de Bucarest, 142 ; — gréco-turc d'Athènes, 5 ; — de Londres, du 30 mai 1913, 15 ; la marine et le — de Sèvres, 114-117 ; la marine et le — de Lausanne, 124-127.
- Traitements des fonctionnaires,** 32, 33, 64, 70, 71, 78.
- Transports (industrie des —),** 150, 195, 200, 225, 238, 247-268 ; — de troupes, 6, 8, 9 ; 106, 126, 256 ; — maritimes, 267, 268 (voir : chemins de fer ; marine marchande).
- Travail des femmes, des enfants (voir ces mots) ; — de nuit,** 194 ; — publics, 65, 66, 195 ; liberté du —, 197, 198.
- Trésor,** 9, 14.
- Trlkoupis (Charilaos —),** 239.
- Tsiganes,** 138, 139, 142.
- Tsoudéros (E. —),** 5, 33, 42, 56, 164, 223.
- Tués,** 6 (voir : pertes).
- Turcs,** 14-16, 22, 23, 48, 94, 122, 136-138, 141-145, 147-149, 152 157, 163, 165 ; les Jeunes —, 137.
- Turquie,** 3, 16, 39, 40, 47, 52, 63, 80, 85, 87, 106, 131, 132 ; 133-137 ; 139, 140, 144, 145, 147, 148, 150-154, 168, 235, 259.
- U
- Ukraine,** 131.

V

Valatoritis (Jean —), 10, 19.
Valaques, 138, 145.
Valeurs grecques (voir : titres).
Varvaressos (K. —), xv.
Venizelos, 9, 12, 17, 18, 20, 23, 24, 47, 50, 96, 110, 115, 118, 169.
Ventes de navires, 108, 111, 115, 116 121, 124.
Verrerie (industries de la —), 200, 207, 208, 242.
Viande, 180.
Victimes des guerres, 64, 86, 87, 92, 221, 222 ; — de mauvais traitements, 37, 39, 87, 164.
Vignes, 166, 177, 178.
Vin, 50, 73, 155, 162, 179, 180, 242.
Volo, 154, 205, 236, 251.

W

Washington, 94, 98; conférence de — 199-202.
Wilson (le Président —), 16.

Y

Young (Alban —), 53.

Z

Zaharof, 12.
Zaimis, 17, 18, 20.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	VII
--------------	-----

PREMIÈRE PARTIE

Les finances publiques

AVANT-PROPOS.....	3
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Finances grecques pendant les deux guerres balkaniques</i>	5
1. Les Dépenses des guerres.....	5
2. Les opérations de crédit et la liquidation des guerres.....	12
CHAPITRE II. — <i>Les années 1914-1916</i>	17
CHAPITRE III. — <i>Les années 1917-1924</i>	25
1. A quelle somme se montèrent les dépenses de guerre.....	26
<i>Appendice A. — La guerre et les traitements des fonctionnaires</i>	32
<i>Appendice B. — Les dépenses pour l'assistance aux réfugiés et leur établissement</i>	33
2. Dommages et indemnités de guerre.....	35
3. Comment furent couvertes les dépenses de guerres.....	40
A) La Grèce et les Alliés.....	40
B) Les impôts.....	48
C) Les emprunts intérieurs.....	52
D) La circulation fiduciaire.....	54
<i>Appendice. — La loi du 25 mars 1922 et l'emprunt forcé</i>	56
CHAPITRE IV. — <i>La situation financière au lendemain de la guerre</i>	61
Considérations générales.....	61
1. L'augmentation des dépenses.....	64
<i>Appendice A. — Les dépenses mandatées avant et après la guerre</i>	65
<i>Appendice B. — Dépenses mandatées par les Ministères</i>	68
<i>Appendice C. — Dépenses pour les traitements du personnel</i> ..	70
2. L'effort fiscal.....	71
<i>Appendice. — Les recettes en caisses avant et après la guerre</i> ..	74
3. Le poids de la dette publique.....	76

CONCLUSION. — <i>Jugement d'ensemble sur les finances de guerre grecques...</i>	82
ANNEXE I. — <i>La population grecque pendant la guerre.....</i>	84
ANNEXE II. — <i>Tableaux statistiques sur les dépenses de guerre.....</i>	88
ANNEXE III. — <i>Le règlement des dettes interalliées, et le grand emprunt de 1928.....</i>	93
1. <i>Les arrangements financiers.....</i>	93
2. <i>Les négociations avec la France.....</i>	97
3. <i>Le nouvel emprunt.....</i>	100

DEUXIÈME PARTIE

La marine marchande grecque et la guerre

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les guerres de 1912-1913.....</i>	105
CHAPITRE II. — <i>Les années 1914-1918.....</i>	107
CHAPITRE III. — <i>De l'armistice au Traité de Sèvres.....</i>	114
CHAPITRE IV. — <i>La grande crise (1920-1922).....</i>	118
CHAPITRE V. — <i>La marine grecque au moment du Traité de Lausanne.....</i>	124
<i>Appendice. — La marine grecque en 1926.....</i>	126

TROISIÈME PARTIE

Les effets de la guerre sur la population de la Grèce

INTRODUCTION.....	131
CHAPITRE PREMIER. — <i>Effets de la guerre sur le chiffre de la population....</i>	133
CHAPITRE II. — <i>Effets de la guerre sur la composition ethnique de la population.....</i>	136
1. <i>Macédoine.....</i>	138
2. <i>Thrace occidentale.....</i>	142
3. <i>La Grèce et les Iles de l'Égée.....</i>	143
4. <i>Épire.....</i>	144
CHAPITRE III. — <i>Effets de la guerre sur l'Hellénisme.....</i>	147
CHAPITRE IV. — <i>Effets de la guerre sur la population au point de vue social</i>	151
<i>Carte ethnographique de la Macédoine hellénique.....</i>	128

QUATRIÈME PARTIE

L'Économie rurale grecque et la crise de la guerre mondiale

INTRODUCTION.....	161
CHAPITRE PREMIER. — <i>La population agricole et rurale.....</i>	163
CHAPITRE II. — <i>Propriété rurale, réforme agraire et colonisation intérieure</i>	168

CHAPITRE III. — <i>La production agricole et les prix</i>	175
CHAPITRE IV. — <i>Le mouvement coopératif et le crédit agricole</i>	181
CONCLUSION.....	187

CINQUIÈME PARTIE

**Législation ouvrière et sociale grecque
pendant et après la guerre**

AVANT-PROPOS.....	191
CHAPITRE PREMIER. — <i>La législation grecque, de 1909 à 1923</i>	193
1. Les années 1909-1917.....	193
2. Les années 1917-1923.....	196
3. La Conférence de Washington et ses conséquences législatives....	199
CHAPITRE II. — <i>L'évolution législative d'après-guerre et la situation de la classe ouvrière</i>	203
CHAPITRE III. — <i>Les organisations ouvrières pendant et après la guerre mondiale</i>	210
CHAPITRE IV. — <i>Le problème du logement en Grèce pendant et après la guerre mondiale</i>	214
ANNEXE I. — <i>Législation protégeant les soldats et les officiers de réserve</i> ..	221

SIXIÈME PARTIE

**Le mouvement industriel en Grèce
pendant les années 1915-1925**

CHAPITRE PREMIER. — <i>Données statistiques</i>	225
CHAPITRE II. — <i>Examen des conditions qui ont influencé l'évolution de l'Industrie hellénique pendant les années 1916-1925</i>	234
CHAPITRE III. — <i>Considérations générales et conclusion</i>	239
<i>Tableau des entreprises industrielles recensées au 18 décembre 1920..</i>	224

SEPTIÈME PARTIE

La guerre et les voies de communication

AVANT-PROPOS.....	247
CHAPITRE PREMIER. — <i>Voies ferrées et politique ferroviaire</i>	251
1. L'administration des chemins de fer.....	251
2. Les tarifs et la guerre.....	255
3. Effets de la guerre sur les recettes et les dépenses.....	256
CHAPITRE II. — <i>Les routes</i>	259
1. Le réseau des routes avant et pendant la guerre.....	259
2. La locomotion automobile.....	261

PLAN D'ENSEMBLE
D'UNE
HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE

I

LISTE DES DIRECTEURS ET DES COMITÉS DE DIRECTION

DIRECTEUR GÉNÉRAL : M. JAMES T. SHOTWELL
Membre de droit des Comités de direction

GRÈCE

M. A. ANDRÉADÈS, *directeur*.

FRANCE

Comité de direction :

Président : M. Charles GIDE.
Membres : M. Arthur FONTAINE.
M. Henri HAUSER.
M. Charles RIST.

BELGIQUE

M. H. PIRENNE, *directeur*.

GRANDE-BRETAGNE

Comité de direction :

Président : Sir William BEVERIDGE, K. C. B.
Membres : M. H. W. C. DAVIS, C. B. E.
M. Thomas JONES, LL. D.

M. J. M. KEYNES, C. B.
 M. F. W. HIRST.
 M. W. R. SCOTT, D. Phil. LL. D.

ITALIE

Comité de direction :

Président : M. Luigi EINAUDI.
Membres : M. Pasquale JANNACCONE.
 M. Umberto RICCI.

ALLEMAGNE

Comité de direction :

Président : M. Carl MELCHIOR.
Membres : M. A. MENDELSSOHN BARTHOLDY.
 M. Hermann BÜCHER.
 M. Carl DUISBERG.
 M. Max SERING.

AUTRICHE

Comité de direction :

Président : † M. Friedrich WIESER.
 (mort le 26 juillet 1926.)
Membres : M. Richard RIEDL.
 M. Richard SCHÜLLER.
 M. Clemens PIRQUET.

HONGRIE

M. Gustave GRATZ, *directeur*.

RUSSIE

† Sir Paul VINOGRADOFF, *directeur*.
 (mort le 19 décembre 1925.)
 M. Michel FLORINSKY, *directeur adjoint*.

PAYS-BAS

M. H. B. GREVEN, *directeur*.

JAPON

Président : Baron J. SAKATANI.

Membre : M. Gotara OGAWA.

PAYS SCANDINAVES

Comité de direction :

Président : M. Harald WESTERGAARD (Danemark).

Membre : M. Eli HECKSCHER (Suède).

ROUMANIE

M. David MITRANY, *directeur*.

POLOGNE

M. Marcel HANDELSMAN, *directeur*.

II

LISTE DES MONOGRAPHIES

L'Histoire économique et sociale, comme l'indique la préface du Directeur, est composée de monographies écrites par les personnalités les plus qualifiées pour chaque sujet traité. Parmi les auteurs dont la liste est ci-dessous, plus de trente ont été ministres ou en ont rempli les fonctions dans les gouvernements du temps de guerre. D'autres ont occupé des postes très importants où ils ont été à même d'observer avec précision les effets de la guerre sur les services qu'ils dirigeaient. Une liste descriptive plus détaillée des auteurs et des monographies figure dans les Rapports annuels du Directeur de la Section historique et économique de la Dotation Carnegie, qui seront envoyés sur toute demande adressée soit à l'éditeur, soit aux bureaux de la Section historique et économique, 405 West, 117 th Street, New York.

La présente liste ne comprend que les monographies déjà parues et celles qui sont en préparation. Elle pourra être modifiée ou allongée selon les besoins. Les monographies se divisent en deux catégories principales : celles destinées à former un volume de 300 à 500 pages, et celles qui, ne comportant qu'une centaine de pages, pourront être ultérieurement réunies en un même volume avec d'autres traitant de sujets connexes. Les titres ont été groupés pour indiquer l'arrangement en volumes qui est projeté, mais dans les Séries longues et compliquées ce groupement ne saurait être considéré comme définitif.

Les textes originaux de certains volumes des séries européennes ont été légèrement résumés et publiés en anglais par l'éditeur américain, dans une « série traduite et abrégée », qui a été créée pour les besoins de ceux qui ne se servent pas des textes originaux. Ces traductions sont désignées dans la liste ci-dessous, où elles ont été groupées à la fin dans une liste spéciale.

Les monographies déjà parues sont indiquées par un astérisque ; celles déjà parues, mais ne traitant qu'une partie d'un sujet, par un double astérisque.

SÉRIE GRECQUE
(*en français*)

- *Effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce. Série d'études (un volume) :
- Les Finances de guerre et la Grèce, par M. A. ANDRÉADÈS,
- Les Effets de la guerre sur les industries grecques, par M. G. CHARITAKIS.
- Les Effets de la guerre sur la question ouvrière et la législation sociale, par M. D. KALITSOUNAKIS.
- Les Effets de la guerre sur la population de la Grèce, par M. A. A. PALLIS.
- Les Conséquences de la guerre sur les communications intérieures, par M. M. CORONIS.
- L'Économie rurale grecque et la crise de la guerre mondiale, par M. B. SIMONIDÈS.
- La Marine marchande grecque et la Guerre, par M. A. ANDRÉADÈS.

SÉRIE FRANÇAISE
(*en français*)

- *Bibliographie méthodique de l'Histoire économique et sociale de la France pendant la guerre, par M. Camille BLOCH.
- L'Organisation gouvernementale française pendant la guerre :
 - **Les Formes du gouvernement de guerre, par M. Pierre RENOUVIN ;
 - **Le Problème du régionalisme, par M. Henri HAUSER ;
 - Les Services administratifs pendant la guerre (leur histoire et leurs archives), par M. A. BOUTILLIER DU RETAIL ;
 - **L'Organisation de la République pour la paix, par M. Henri CHARDON.
- *Le Contrôle du ravitaillement de la population civile, par M. Pierre PINOT.
- *L'Agriculture pendant la guerre, par M. Michel AUGÉ-LARIBÉ.
- La Guerre et l'Industrie française :
 - *L'Industrie française pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE ;
 - L'Organisation des industries de guerre, par M. Albert THOMAS ;
 - *Les Industries textiles, par M. Albert AFTALION ;
 - Les Industries métallurgiques, par MM. L. Pralon, P. Riche-
mond et L. Baradue-Muller.
 - Les Industries chimiques, par M. Eugène MAUCLÈRE ;
 - Les Combustibles minéraux, par M. Henri de PEYERIMHOFF ;
 - **Les Forces hydro-électriques, par M. Raoul BLANCHARD ;
 - *Les Bois d'œuvre pendant la guerre, par M. le général GUE-
VALIER ;

La Guerre et le travail (3 volumes) :

- *Salaires, tarifs, conventions collectives, grèves, par MM. William OUALID et C. PICQUENARD ;
- *Chômage et Placement, par M. A. CRÉHANGE ;
- *Le Syndicalisme durant la guerre, par M. Roger PICARD ;
- **La Main-d'œuvre étrangère et coloniale, par M. B. NOGARO et M. le lieutenant-colonel WEIL ;
- **La Santé et le travail des femmes pendant la guerre, par M. Mareel FROIS.

Effets économiques de la guerre dans les régions envahies :

- *L'Organisation du travail dans les régions envahies de la France pendant l'occupation, par M. Pierre BOULIN ;
- Le Ravitaillement des régions envahies, par MM. Paul COLLINET et Paul STAHL ;
- Les Dommages de guerre pour la France, par M. Edmond MICHEL.

Réfugiés et prisonniers de guerre :

- Les Réfugiés, par M. Pierre CARON ;
- Les Prisonniers de guerre en France, par M. Georges CAHEN-SALVADOR.

La Guerre et le Commerce :

- La France et la politique économique interalliée (2 volumes), par M. Etienne CLÉMENTEL ;
- La Guerre et le Commerce français. Etude générale, par M. Charles RIST.

La Guerre et la Marine marchande française :

- *La Marine marchande française et la guerre, par M. CANGARDEL ;
- Les Ports français pendant la guerre, par M. Georges HERSENT.

La Guerre et les Transports :

- *Politique et fonctionnement des transports par chemins de fer, par M. Mareel PESCHAUD ;
- **La Navigation intérieure en France pendant la guerre, par M. Georges POCARD DE KERVILER.

La Guerre et les Finances françaises :

- **Les Finances de guerre de la France, par M. Henri TRUCHY ;
- Le Marché monétaire et financier français pendant la guerre, par M. Albert AUPETIT.

Le Coût de la guerre pour la France :

- *Les Dépenses de guerre de la France, par M. Gaston JÈZE ;
- Le Coût de la guerre pour la France, par MM. Charles GIDE et Gaston JÈZE.

La Guerre et la Vie sociale :

- **La Lutte contre la cherté par les organisations privées, par MM. Charles GIDE et DAUDÉ-BANCEL ;
- *Le Problème du logement, son influence sur les conditions de l'habitation et l'aménagement des villes, par MM. Henri SELLIER et A. BRUGGEMANN ;

La Population et les revenus en France pendant la guerre,
par M. Michel HUBER ;

*Le Mouvement des prix et des salaires durant la guerre en
France, par M. Lucien MARCH.

La Guerre et la santé publique :

La Défense de la santé publique pendant la guerre, par le
Dr Léon BERNARD ;

Les Mutilés, par M. CASSIN.

Études d'Histoire locale (2 volumes).

**Paris, par MM. Henri SELLIER, A. BRUGGEMAN et M. POËTE ;

**Lyon, par M. Edouard HERRIOT ;

**Marseille, par M. Paul MASSON ;

**Rouen, par M. J. LEVAINVILLE ;

**Bordeaux, par M. Paul COURTEAULT ;

**Bourges, par M. Claude-Joseph GIGNOUX ;

**Tours, par MM. Michel LHÉRITIER et Camille CHAUTEMPS ;

L'Alsace et la Lorraine, par M. Georges DELAHACHE.

La Guerre et les Colonies françaises :

**L'Afrique du Nord pendant la guerre, par M. Augustin
BERNARD ;

Les Colonies françaises pendant la guerre, par M. Arthur
GIRAULT.

SÉRIE BELGE

(en français)

La Belgique et la Guerre mondiale, par M. H. PIRENNE.

*La Déportation et le travail forcé des ouvriers et de la population civile
de la Belgique occupée (1916-1918), par M. Fernand PASSELECO.

*Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par
M. Albert HENRY.

*La Législation et l'Administration allemandes en Belgique, par MM. J.
PIRENNE et M. VAUTHIER.

*Le Secours-Chômage en Belgique pendant l'occupation allemande, par
M. Ernest MAHAÏM.

*L'Industrie belge pendant l'occupation allemande, par le comte
Ch. DE KERCHOVE.

*L'Action du gouvernement belge en matière économique pendant la
guerre, par M. F. G. VAN LANGENHOVE.

SÉRIE AMÉRICAINE

(en anglais)

*Recueil des sources américaines pour l'Histoire économique de la
guerre, par MM. Waldo G. LELAND et Newton D. MERENESS.

Le Contrôle de l'industrie pendant la guerre aux États-Unis, par
M. Alvin S. JOHNSON.

- Histoire des chemins de fer américains et Politique des transports pendant la guerre, par M. Walker D. HINES.
 Histoire financière de la guerre, recettes, taxations, etc..., par M. Thomas Sewall ADAMS.
 Les Contrôles de guerre aux États-Unis, par M. Edwin F. GAY.
 Effets économiques de la guerre aux États-Unis, par M. John Maurice CLAIR.
 Autres volumes en préparation.

SÉRIE BRITANNIQUE

(en anglais)

- *Bibliographie, par Mlle M. E. BULKLEY.
 *Archives britanniques de paix et de guerre, par M. Hubert HALL.
 *Manuel de l'administration des archives, par M. Hilary JENKINSON.
 Le Gouvernement de guerre de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, considéré spécialement au point de vue économique, par M. W. G. S. ADAMS, C. B.
 *Le Gouvernement de guerre dans les Dominions, par M. A. B. KEITH, D. C. L.
 *Mécanisme de certains contrôles de l'Etat, par M. E. M. H. LLOYD.
 *Rationnement et Ravitaillement, par Sir William BEVERIDGE, K. C. B.
 *Prix et Salaires dans le Royaume-Uni (1914-1920), par M. A. L. BOWLEY.
 Les Impôts et les Bénéfices de guerre, par Sir Josiah C. STAMP, K. B. E.
 Les Impôts.
 Les Bénéfices de guerre et leur répartition.
 *La Guerre et les assurances. Série d'études : Assurances sur la vie, par M. S. G. WARNER. Assurances-incendie, par MM. A. E. SICH et S. PRESTON. Assurances maritimes, par Sir Norman HILL. Sociétés de secours mutuels et assurances sur la santé, par Sir Alfred WATSON. Assurances contre le chômage, par Sir William BEVERIDGE, avec un appendice sur : Le Mouvement national pour l'épargne, par Sir William SCHOOLING.
 *Histoire générale de la marine marchande britannique pendant la guerre, par M. C. Ernest FAYLE.
 *Le Contrôle des alliés sur la navigation maritime ; une expérimentation d'administration internationale, par Sir Arthur SALTER, K. C. B.
 *L'Industrie britannique du charbon et la guerre, par Sir Richard REDMAYNE, K. C. B.
 L'Industrie britannique du fer et de l'acier pendant la guerre, par M. W. T. LAYTON, C. H., C. B. E.
 Les Effets de la guerre sur les industries textiles britanniques
 **La Commission de contrôle du coton, par M. H. D. HENDERSON.
 *Production des denrées alimentaires, par Sir Thomas MIDDLETON, K. B. E.

- Les Trade-Unions et la guerre, par M. G. D. H. COLE :
- **Le Trade-Unionisme et les munitions.
 - **La Main-d'œuvre dans l'industrie britannique du charbon.
 - **Les Organisations ouvrières par ateliers.
- *L'Organisation du travail et son contrôle, par M. Humbert WOLFE, C. B. E.
- La Santé des soldats démobilisés, par M. E. Cunyngnam BROWN. C. B. E.
- **Les Industries de la Vallée de la Clyde pendant la guerre, par M. W. R. SCOTT et M. J. CUNNISON.
- *L'Écosse rurale pendant la guerre : Série d'études sous la direction de M. W. R. SCOTT : Pêcheries écossaises, par M. D. T. JONES : Agriculture écossaise, par M. H. M. CONACHER ; Le Travailleur agricole, par M. J. S. DUNCAN ; La Réforme agraire, par M. W. R. SCOTT ; Appendice sur le jute, par M. J. P. DAY.
- *Les Budgets de guerre et la Politique financière britannique, par MM. F. W. HIRST et J. E. ALLEN.
- Le Pays de Galles et la Guerre, par M. H. JONES.
- Manuels pour l'étude de l'économie de guerre :
- *Dictionnaire des organisations officielles du temps de guerre, par M. N. B. DEARLE.
 - Chronique économique de la guerre, par M. N. B. DEARLE.
- Etudes d'Histoire sociale britannique pendant la guerre mondiale (en préparation).
- Le Coût de la guerre pour la Grande-Bretagne (en préparation).

SÉRIE ITALIENNE
(en italien)

- Bibliographie économique et sociale de la guerre, par M. Vincenz PORRI, avec une introduction sur les archives de la guerre, par M. Eugenio CASANOVA.
- *La Législation économique de la guerre, par M. Alberto DE' STEFANI.
- La Production agricole en Italie (1914-1919), par M. Umberto RICCI.
- Les Classes agricoles en Italie pendant la guerre, par M. Arrigo SERPIERI.
- *L'Alimentation et la Politique du ravitaillement en Italie, par M. Riccardo BACHI ; avec un appendice sur le Réapprovisionnement en vivres de l'armée italienne, par M. Gaetano ZINGALI.
- *Les Finances de guerre, par M. Luigi EINAUDI.
- Le Coût de la guerre pour l'Italie, par M. Luigi EINAUDI.
- De l'Inflation en Italie et de ses répercussions sur les prix, les revenus et les changes étrangers, par M. Pasquale JANNACCONE.
- *Statistique de la santé publique en Italie pendant et après la guerre, par M. Giorgio MONTARA.
- Le Peuple italien pendant et après la guerre : étude sociale, par M. Gioacchino VOLPE.
- *Les Répercussions de la guerre sur la vie économique et sociale du Piémont, par M. Giuseppe PRATO.

SÉRIE ALLEMANDE

(en allemand)

- Bibliographie économique et sociale de la Guerre, par M. A. MENDELSSON BARTHOLDY, et M. ROSENBAUM, avec une section sur le « Reichsarchiv », par M. ERNEST MÜSEBECK.
- Effets de la Guerre sur le gouvernement et la constitution de l'Allemagne, par M. A. MENDELSSON BARTHOLDY.
- L'Administration politique des territoires occupés :
- * La Belgique, par M. L. VON KÖHLER ;
 - Les Pays baltiques, par M. VON GAYL ;
 - Le Gouvernement général de Varsovie, par M. VON KRIES.
- Effets de la Guerre sur la Morale et la Religion en Allemagne ;
- * L'État moral du peuple allemand sous l'influence de la Guerre, par M. O. BAUMGARTEN ; La Situation de l'Église protestante, par M. E. FOERSTER ; La Situation de l'Église catholique, par M. A. RADEMACHER ; La Guerre et la Jeunesse, par M. W. FLITNER.
- La Guerre et le Crime, par M. M. LIEPMANN.
- Les effets économiques de la Guerre en Allemagne en général, par M. M. SERING.
- Les effets de la Guerre sur la Population, le revenu et le niveau de la vie en Allemagne :
- Les effets de la Guerre sur la Population, par M. R. MEERWARTH ;
 - Les effets de la Guerre sur le Revenu et le niveau de la vie, par M. A. GÜNTHER ;
 - Les effets de la Guerre sur les salaires, par M. W. ZIMMERMANN.
- La guerre et la population ouvrière, par M. DAVID.
- * Les effets de la Guerre sur la santé de la Population, série d'études publiées sous la Direction et avec une introduction de M. F. BUMM, par MM. ABEL, BONHOEFFER, BREGER, BRUGSCH, FIKENTSCHER, HAHN, HIS, JUDASSOHN, KÖRP, LANGSTEIN, MERKEL, MÖLLERS, VON OSTERTAG, ROESLE, ROTT, RUBNER, SELLHEIM, STEPHANI, STEUDEL, THIELE, THOMS.
- L'Organisation de l'Économie de Guerre, et en particulier l'approvisionnement des matières premières pendant la Guerre, par MM. H. GÖPPERT et GÖBEL.
- La Z. E. G. (Organisation du Ravitaillement), et la Coopération économique avec les Alliés, par M. M. FRISCH.
- L'Utilisation économique des territoires occupés :
- La Belgique et la France du Nord, par M. M. JAHN ;
 - La Roumanie et l'Ukraine, par M. MANN ;
 - La Pologne et les Pays Baltiques, par M. VON GAYL ;
 - Le Gouvernement général de Varsovie, par M. VON KRIES ;
- Les effets de la Guerre sur le Commerce allemand, par M. HIRSCH.
- Les Chemins de fer allemands pendant la Guerre, par M. SARTER.

La Situation de l'Industrie allemande à la fin de la Guerre, Syndicats et Groupements, par M. H. BÜCHER.

*Les Syndicats ouvriers allemands pendant la Guerre, par MM. P. UMBREIT, A. STEGERWALD et A. ERKELENZ, avec une section sur le travail industriel des femmes pendant la Guerre, par Mme Ch. LORENZ.

La Législation Sociale en Allemagne sous l'Influence de la Guerre, par M. W. DIECKMANN.

*L'Approvisionnement alimentaire en Allemagne pendant la Guerre, par M. SKALWEIT.

*L'Influence de la Guerre sur la Production agricole, par M. Fr. AERBOE;

*Les Finances de l'État allemand, pendant la Guerre, par M. W. LOTZ.

La Bourse et la Banque en Allemagne pendant la Guerre, en préparation.

Synthèse générale des expériences en matière d'Administration politique et économique en temps de Guerre, en préparation.

SÉRIE AUTRICHIENNE ET HONGROISE

(en allemand)

Autriche-Hongrie :

*Bibliographie des documents imprimés, par M. Othmar SPANN.

*Les Finances austro-hongroises pendant la guerre, par M. Alexandre POPOVICS.

Histoire économique militaire ; série d'études écrites sous la direction du professeur WIESEN, du général KRAUSS, du général HOEN et du colonel GLAISE-HORSTENAU. Le Recrutement, etc., par le colonel KLOSE ; Munitions et Ravitaillement, par le colonel PFLUG ; (autres volumes en préparation).

L'Utilisation économique des territoires occupés : Serbie, Monténégro, Albanie, par le général KERCHNAWE ; l'Italie du Nord, par le général LEIDL ; la Roumanie, par le général Félix SOBOTKA ; l'Ukraine, par le général KRAUSS ; la Pologne, par le général MITZKA.

*« Mittel-Europa », préparation d'une nouvelle union économique, par MM. GRATZ et SCHÜLLER.

La Ruine et le Démembrement de la monarchie des Habsbourg, (en préparation).

Empire d'Autriche :

*Le Gouvernement de guerre en Autriche, par M. Joseph REDLICH.

Réglementation de l'industrie en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Richard RIEDL.

*Le Contrôle de l'alimentation et de l'agriculture en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. H. LÖWENFELD-RUSS.

- *Le Travail en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Ferdinand HANUSCH.
- Les Chemins de fer autrichiens pendant la guerre (contrôle civil), par M. VON ENDERES; les Transports sous le contrôle militaire, par le colonel RATZENHOFFER.
- *Le Ravitaillement en charbon de l'Autriche pendant la guerre, par M. VON HOMANN-HERINBERG.
- Effets de la guerre sur la morale et la religion, par le chancelier SEIPEL.
- *La Guerre et le Crime en Autriche, par M. FRANZ EXNER.
- Le Coût de la guerre en Autriche, par M. HORNIK.

Royaume de Hongrie :

- Histoire générale de l'économie de guerre en Hongrie, par M. Gustav GRATZ.
- Les Effets de la guerre sur l'administration gouvernementale et sur l'esprit public en Hongrie, par le comte Albert APPONYI.
- Histoire de l'industrie hongroise pendant la guerre, par le baron Joseph SZTERÉNYI.
- Histoire du commerce hongrois pendant la guerre, par M. Alexandre MATLEKOVITS.
- Histoire des finances hongroises pendant la guerre, par M. John TELESZKY.
- L'Agriculture en Hongrie, par M. MUTSCHENBACHER, et le Contrôle alimentaire, par M. Jean BUD.
- La Vie sociale en Hongrie pendant la guerre, par M. Desider PAP.

La Santé publique et la Guerre en Autriche-Hongrie :

- Exposé général de la santé publique en Autriche-Hongrie, par le docteur PIRQUET.
- *Études sur la santé publique en Autriche pendant la guerre (deux volumes), par les docteurs HELLY, KIRCHENBERGER, STEINER, RASCHOFKY, KASSOWITZ, BREITNER, VON BOKAY, SCHACHERL, HOCKAUF, FINGER, KYRLE, ELIAS. ECONOMO, MULLER-DEHAM, NOBEL, WAGNER, EDELMANN, MAYERHOFFER, SCHICK, LAZAR, REISCHL, EISELSBERG, BIEHL, PRIBRAM, avec une introduction par le docteur PIRQUET.

PREMIÈRE SÉRIE RUSSE

(Jusqu'à la Révolution bolchéviste.)

(en anglais)

- Effets de la guerre sur le gouvernement et les finances nationales en Russie :
- Les Effets de la guerre sur le gouvernement central en Russie, par M. Paul P. GRONSKY.

- Les Finances de l'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Alexandre M. MICHELSON.
- La Circulation monétaire en Russie pendant la guerre, par M. Michel V. BERNADSKY.
- Le Crédit d'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Paul N. APOSTOL.
- Les Municipalités et les Zemstvos pendant la guerre :
- Les Effets de la guerre sur les municipalités russes et l'Union nationale des villes, par M. N. I. ASTROFF.
- Les « Zemstvos » en temps de paix et en temps de guerre, par le prince George E. LVOFF.
- Les « Zemstvos », par le prince Vladimir A. OBOLENSKY.
- L'Union nationale des « Zemstvos » et la « Zemgor » (Fédération de l'Union des Zemstvos et de l'Union des Villes), par M. Serge P. TURIN.
- La Guerre et la Psychologie des membres des « Zemstvos », par Isaac V. SUKLOVSKY.
- L'Armée russe dans la guerre mondiale étude d'histoire sociale, par le général Nicolas N. GOLOVINE.
- L'Économie rurale en Russie et la guerre, par MM. Alexis ANZIFEROFF, Alexandre BILIMOVITCH et M. O. BATCHEFF.
- Les Effets de la guerre sur la propriété foncière et la réforme agraire, par MM. V. A. KOSSINSKY et Alexandre D. BILIMOVITCH.
- Le Problème du ravitaillement en denrées alimentaires de la Russie pendant la guerre, par M. Pierre B. SRRUVÉ, de l'Académie des Sciences de Russie.
- Effets de la guerre sur le mouvement coopératif en Russie :
- Le Crédit coopératif et la Coopération agricole en Russie et la guerre, par M. Alexis N. ANZIFEROFF.
- Le Mouvement coopératif en Russie, par M. E. M. KAYDEN.
- Le Contrôle de l'industrie par l'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Simon O. ZAGORSKY.
- Les Effets de la guerre sur quelques industries :
- a) Les Mines de charbon, par M. Boris N. SOKOLOFF.
- b) L'Industrie chimique, par M. Mark A. LANDAU.
- c) L'Industrie du lin et de la laine, par M. Serge N. TRETIAKOFF.
- d) Le Pétrole, par M. Alexandre M. MICHELSON.
- Les Effets de la guerre sur les questions ouvrières :
- a) Les Salaires, par Mlle Anna G. EISENSTADT.
- b) Les Modifications survenues dans la composition des classes ouvrières, par Vladimir T. BRAITHWAITE.
- Effets de la guerre sur le Commerce et les Échanges :
- Le Commerce russe durant la guerre, par M. Paul A. BOURYSHKINE.
- La Russie et la Guerre économique, par le baron Boris E. NOLDÉ.
- Les Transports en Russie pendant la guerre, par M. Michel B. BRAIKOVITCH.
- Les Institutions universitaires russes pendant la guerre, par M. Paul J. NOVGORODZOFF.

- L'Enseignement primaire et l'Enseignement secondaire en Russie durant la guerre, par M. Dimitry M. ODINEZ.
 L'Histoire sociale de l'Ukraine pendant la guerre, par M. Nicolas M. MOGILANSKY.
 Statistique de la vie publique en Russie pendant la guerre, par M. S. S. KOHN.
 La Russie et la Guerre mondiale (synthèse historique) (en préparation).

SÉRIE HOLLANDAISE

(en anglais)

- Effets économiques et sociaux de la guerre dans les Pays-Bas :
 L'Industrie hollandaise, par M. J. P. ZAALBERG. Le Commerce et la Navigation hollandais, par M. E. P. DE MONCHY. Prix, salaires et coût de la vie, par M. H. W. METHORST. L'Effet de la guerre sur le ravitaillement, par M. F. E. POSTHUMA. Les Effets de la guerre sur le problème du logement, 1914-1922, par M. H. J. ROMÉYN.
 Banques et circulation, par MM. VISSERING et J. Westerman HOLSTYN
 Les Colonies hollandaises, 1914-1922, par MM. J. H. Carpentier ALTING et DE COCK-BUNING.
 Les Finances de guerre dans les Pays-Bas, de 1918 à 1922. Le Coût de la guerre, par M. H. W. C. BORDEWYK.
 *Les Finances de guerre des Pays-Bas, jusqu'en 1918, par M. J. VAN DER FLIER.

SÉRIE SCANDINAVE

- Les effets de la Guerre en Suède, série de monographies, un volume *(en suédois)* :
 *Introduction générale, par le Professeur Eli F. HECKSCHER.
 *Les effets de la Guerre sur l'Agriculture suédoise, et l'approvisionnement alimentaire, par M. Carl MANNERFELT.
 *Les effets de la Guerre sur l'Industrie suédoise, par M. Olof EDSTROM.
 *Le Travail en Suède et la Grande Guerre, par M. Olof EKBLOM.
 *Le Chômage et le Secours de Chômage pendant la guerre, par M. Otto JÄRTE et M. Fabian von KOCII.
 *Le Problème du Logement en Suède pendant la Guerre, par M. K. G. THAM.
 *La Guerre et le Commerce suédois, par M. Kurt BERGENDAL.
 *Les effets de la Guerre sur la Circulation et les Finances, par M. le Professeur Eli F. HECKSCHER.
 *La Norvège et la Guerre mondiale, par M. Wilhelm KEILHAU *(en norvégien)* :

Les Effets économiques de la guerre sur le Danemark, par M. Einar COHN, avec une étude sur l'Islande, par M. Thorstein THORSTEINSSON.

SÉRIE JAPONAISE
(*en anglais*)

Influence de la guerre sur la production des matières premières au Japon, par M. KOBAYASHI.

Influence de la guerre sur l'industrie japonaise, par M. OGAWA.

Influence de la guerre sur le commerce japonais et les échanges, par M. YAMASAKI.

Influence de la guerre sur les transports au Japon, par M. MATSUOKA.

Influence de la guerre sur les finances japonaises et le marché monétaire, par M. ONO.

Influence sociale de la guerre au Japon, par M. KOBAYASHI.

SÉRIE BULGARE
(*en français*)

Les Effets économiques de la guerre en Bulgarie, par M. G. T. DANAILOV.

SÉRIE TCHÉCOSLOVAQUE
(*en anglais*)

*Problèmes financiers et politiques en Tchécoslovaquie pendant la première année d'après-guerre, par M. A. RASIN.

Les Effets de la guerre sur le peuple tchécoslovaque. Volume d'études rédigées sous la direction du président MASARIK.

SÉRIE YOUGOSLAVE

Situation économique de la Serbie avant la guerre et pendant la première année de la guerre, par M. Velimir BAJKITCH.

Effets économiques et sociaux de la guerre en Serbie, par M. Dragoliub YOVANOVITCH.

Effets de la guerre. série d'études (en préparation).

SÉRIE ROUMAINE
(*en français*)

La Révolution agraire en Roumanie et dans le sud-est de l'Europe, par M. D. MITRANY.

Conséquences économiques de la guerre en Roumanie :

Les Effets de l'occupation ennemie en Roumanie, par M. G. ANTIPA.

- Les Effets de la guerre sur la santé publique en Roumanie, par
M. J. CANTACUZÈNE.
- Les Effets de la guerre sur la vie économique roumaine (volume en
préparation).
- Les Finances de guerre de la Roumanie, par M. Vintila BRATIANU.
- L'Agriculture roumaine pendant la guerre, par M. Ionesco SISESTI.
- L'Industrie roumaine pendant la guerre, par M. C. POPESCU.

SÉRIE TRADUITE ET ABRÉGÉE

(Publiée en anglais en Amérique, mais en vente aussi en Europe)

- * Histoire des Industries françaises pendant la guerre, par M. Arthur
FONTAINE.
- * L'Agriculture et le Contrôle du ravitaillement en France pendant la
guerre, par MM. Michel AUGÉ-LARIBÉ et Pierre PINOT.
- * Les Finances et les Dépenses de guerre en France, par MM. Henri
TRUCHY et Gaston JÈZE.
- * Les Formes du gouvernement de guerre en France, par M. Pierre
RENOUVIN.
- * L'Organisation du travail dans les régions envahies de la France pen-
dant l'occupation, par M. Pierre BOULIN.
- * « Mittel-Europa », préparation d'une nouvelle union économique, par
MM. GRATZ et SCHÜLLER.
- Le Gouvernement de guerre en Autriche, par M. Joseph REDLICH.
- Les Finances publiques allemandes pendant la guerre, par M. W. LOTZ.
- Autres volumes en préparation.
-

III

LISTE DES ÉDITEURS

(La publication des Monographies est faite sous la direction générale de la *Yale University Press*, avec le concours d'éditeurs dans les différents pays. Chacun des volumes se trouve donc ainsi non seulement à la *Yale University Press*, mais dans tous les pays, chez les éditeurs de l'*Histoire économique et sociale de la guerre*.)

. . .

Les éditeurs et les dépositaires de ces volumes sont les suivants :

AMÉRIQUE : *Yale University Press*, New Haven (Connecticut).

AUTRICHE-HONGRIE : *Holder-Pichler-Tempsky, A. G.*, Vienne (Autriche).

FRANCE : *Les Presses Universitaires de France*, 49, Boulevard St-Michel, Paris (France).

ALLEMAGNE : *Deutsche Verlags-Anstalt*, Berlin et Stuttgart.

GRANDE-BRETAGNE : *Oxford University Press, Amen House*, Warwick Square, Londres, E. C. 4.

ITALIE : *Casa Editrice Laterza*, Bari (Italie).

NORVÈGE : *Aschchough et Compagnie*, Oslo.

SUÈDE : *Norstedt und Söners*, Stockholm.

Toute personne qui désirerait avoir des renseignements sur les volumes parus ou à paraître doit s'adresser à l'éditeur de son pays.



